

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14428 - 6 F

JEUDI 20 JUIN 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE ★★

Règlements de comptes au Koweït

LES dirigeants du Koweït semblent n'avoir rien appris ni rien oublié. Alors que chacun attendait d'eux qu'ils tournent la page de la guerre du Golfe et s'attellent à la reconstruction économique et à la démocratisation de la vie politique, les cheikhs de l'émirat préfèrent régler des comptes en condamnant à mort ceux qu'ils accusent - à tort ou à raison - d'avoir collaboré pendant huit mois avec l'occupant irakien. Soud à l'appel de la clémence lancé mardi par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, le tribunal d'exception koweïtien, chargé des basses besognes, vient de prononcer, de manière expéditive, huit nouvelles condamnations à la peine capitale.

En multipliant les condamnations à mort - vingt et une à ce jour - les gouvernants du Koweït souhaitent apparemment banaliser leur funeste entreprise, menée en violation de toutes les normes de justice puisqu'ils ont abondamment recourus aux témoignages anonymes. Cette tactique semble payer. Après avoir, jusqu'à présent, jugé sévèrement l'énigme des cas procès sommaires, l'administration Bush s'est contentée, mardi, d'estimer qu'il n'est pas approprié de commenter les récentes condamnations, en arguant qu'elle n'était pas en possession de tous les faits concernant les cas spécifiques.

POURTANT, les journalistes américains présents à Koweït, passant outre les pressions dont ils font l'objet de la part du ministère de l'Information, multiplient les témoignages sur le climat de terreur qui entoure ces procès. Les victimes de cette véritable chasse aux sorcières sont surtout des non-Koweïtiens - en majorité des Palestiniens et des « bidounes » (apatrides) - à qui on reproche, la plupart du temps sans aucune preuve, d'avoir constitué une « cinquième colonne ».

Il est indéniable que des Palestiniens ont, pendant la crise du Golfe, collaboré avec la puissance occupante. Mais ils étaient, pour la plupart, venus de Bagdad dans les convois de l'envahisseur et sont repartis avec lui. Ceux qui passent actuellement en jugement à Koweït sont, pour la plupart, de simples boucs émissaires que l'on châtie pour l'exemple, afin de pousser vers un nouvel exil les quelque 170 000 Palestiniens encore présents dans l'émirat.

CETTE intimidation commence à atteindre son objectif. Terrorisés par ces procès, mais aussi par les exactions des milices princières (enlèvements, assassinats, passages à tabac, tortures), beaucoup de Palestiniens du Koweït ne pensent plus qu'à partir pour sauver leur peau.

Cette campagne anti-palestinienne est aussi injuste pour ses victimes que dangereuse pour ses inspirateurs. Injuste, car les Koweïtiens oublient un peu vite que, sans l'aide technique apportée dans tous les domaines pendant de longues années par les immigrés palestiniens, ils n'auraient jamais pu construire le Koweït moderne que l'invasion irakienne a dévasté. Dangereuse, car elle prive l'émirat d'une main-d'œuvre qualifiée dont il a besoin pour sa reconstruction et sème les germes d'une haine inexpiable entre Koweïtiens et Palestiniens. Déjà, certains de ceux-ci ont juré de se venger si les sentences des tribunaux d'exception sont mises à exécution.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0620 0 - 6,00 F

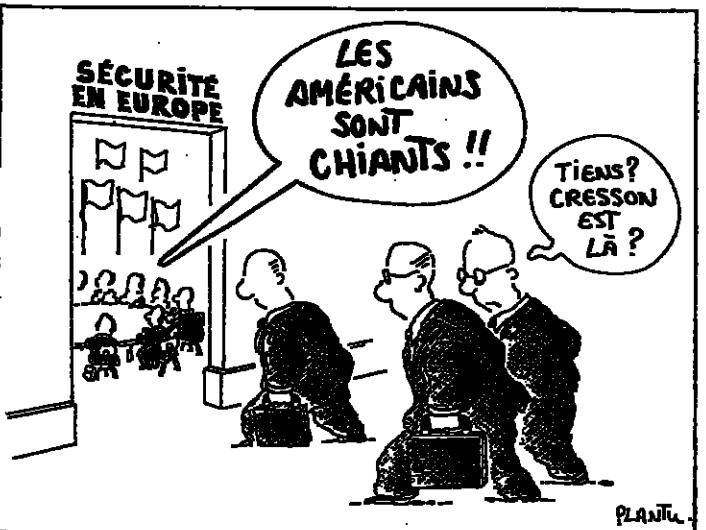


La réunion de la CSCE à Berlin

Les Etats-Unis proposent une communauté euro-atlantique

A la veille de la séance d'ouverture, le mercredi 19 juin, à Berlin, de la première réunion ministérielle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a lancé l'idée d'une « communauté euro-atlantique de Vancouver à Vladivostok ».

Mercredi matin, à l'ouverture de leurs travaux, les ministres des affaires étrangères de la CSCE ont décidé d'admettre l'Albanie en leur sein.



Lire page 8 l'article de HENRI DE BRESSON

Avant les arbitrages de M^{me} Cresson

Le PS réclame une forte augmentation du SMIC

La Parti socialiste a relancé, mardi 18 juin, le débat sur le SMIC, en demandant qu'il soit « révalorisé de manière significative au 1^{er} juillet afin de permettre une progression du pouvoir d'achat pour les bas salaires ». Le premier ministre n'a pas encore arrêté sa décision, le sujet devant faire l'objet de nouvelles délibérations ministérielles avant la réunion de la commission nationale de la négociation collective, le 24 juin, et le conseil des ministres du 26 juin.

En attendant la reprise...

par Patrick Jarreau et Michel Noblecourt

Un mois après son arrivée à l'hôtel Matignon, M^{me} Cresson ne paraît pas pressée de dissiper l'équivoque qui caractérise ses premiers discours, sinon ses premières décisions. Elle veut être à la fois le premier ministre du combat économique dans la perspective de 1993 - rigueur maintenue et aide aux entreprises - et celui d'un tournant « à gauche », attesté par la bienveillance que lui manifeste le Parti communiste.

Les socialistes, eux, ont besoin de signaux clairs du gouverne-

ment en direction de leurs électeurs, qu'ils devront mobiliser pour les élections régionales. Ils voudraient éviter que le départ de M. Rocard, fermant la période « France unie » qui, depuis 1988 avait permis à la gauche de tenir l'opposition en laisse, ait pour effet de faciliter l'offensive de cette dernière. Pour jouer leur partie dans le débat « fracassant » souhaité par M. Mitterrand, les socialistes ont besoin d'arguments. Il leur serait difficile de réveiller les ardeurs partisans, en vantant une politique qui ne serait marquée par aucune inflexion dans le sens de ce qu'ils réclamaient déjà de M. Rocard.

Lire la suite page 9

La renaissance de la Russie

Boris Eltsine, qui est reçu jeudi par George Bush, est devenu le chef d'une grande puissance

par Daniel Vernet

Une élection présidentielle au suffrage universel ne fait pas encore une démocratie, beaucoup de précédents historiques sont là pour le montrer, mais elle apporte au vainqueur une indéniable légitimité. Dans le cas de Boris Eltsine, elle marque une étape fondamentale dans le transfert de pouvoir en cours en

URSS, du « centre » soviétique vers les Républiques. Et en l'occurrence pas n'importe laquelle : la Russie, qui est en passe de retrouver une personnalité historique que le communisme avait effacée.

En un sens, Boris Eltsine n'est pas un « rival » pour Mikhaïl Gorbatchev ; car il ne lui dispute pas la direction de l'Union soviétique ; il se contente, si l'on peut dire, de la présidence d'une

République, mais de la plus puissante, espérant vider largement de contenu la présidence de la fédération. Les réformateurs soviétiques pensent en effet que l'Union soviétique - ou ce qu'il en restera quand le droit à l'indépendance aura été effectivement accordé aux Républiques qui le souhaitent - doit être une confédération aux liens très lâches, et son chef n'avoir pas plus de pouvoir que la reine

d'Angleterre dans le Commonwealth. Le nouveau traité de l'Union dont les grandes lignes ont été adoptées lundi montrera jusqu'à quel point le « centre » est prêt à faire des concessions, quand il aura été passé au crible de la discussion parlementaire. Mais la tendance fondamentale est bien celle-là.

Lire la suite et l'article de SYLVIE KAUFFMANN page 6

Iran : des mollahs contre l'ouverture

La ferveur islamiste s'est atténuée et la population aspire à mieux vivre. Mais les « durs » n'ont pas dit leur dernier mot

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

A la fraîcheur du soir, le parc Mellat grouille de monde. Le long de ses allées parfaitement entretenues et autour des massifs de fleurs abondamment arrosés, des familles pique-niquent et des jeunes déambulent tranquillement. Très fréquentés, les parcs de Téhéran donnent à cette ville tentaculaire, nettoyée depuis peu de la plupart de ses slogans révolutionnaires, un air attrayant qu'arrive à peine à démentir le strict accoutrement des femmes. Si, comme l'affirment certains, le port d'un foulard coloré et peu

conforme au modèle classique - parce que ne dissimulant pas toute la chevelure - est une manifestation silencieuse de contestation de l'ordre islamique, il faut admettre que celle-ci est très largement répandue. D'autre part, les longs imperméables qui battent les chevilles remplacent le plus souvent, dans les classes aisées, le tchador noir.

Deux ans après la mort de Khomeiny, la ferveur révolutionnaire s'est bien atténuée. Même les cérémonies commémoratives de la disparition de l'imam n'ont pas remué les foules téhéranaises, qui contemplant avec quelque commisération les nom-

breux autocars, acheminant de province ou de l'étranger des dizaines de milliers de pèlerins.

Depuis la fin de la guerre contre l'Irak, les Iraniens veulent revivre et boudent ces rituels de mort à répétition si ancrés dans le chiisme. Comme nous l'avons vu une jeune étudiante, au milieu des sanglots orchestrés de la foule, le jour anniversaire du décès de l'imam, « au lieu de passer notre temps à pleurer les malheurs du monde, on ferait mieux de se mobiliser pour reconstruire le pays ».

Objectif avoué du régime, la reconstruction signifie avant tout, dans l'esprit des Iraniens, de meilleures conditions de vie et, plus ou moins implicitement, la levée du carcan social et culturel imposé par une révolution qui n'a plus de prétexte extérieur pour justifier des comportements jamais véritablement acceptés.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite et l'entretien avec l'homme d'Etat Mohammad Khatami, l'un des chefs de file de l'aile radicale, page 3

Le pari de la Turquie

Après dix années de libéralisation économique et d'ouverture extérieure, la Turquie a changé de visage. L'industrie assure les trois quarts des exportations, tandis que les banques se modernisent à vive allure. Toutefois, pour améliorer la vie de ses soixante millions d'habitants et se rapprocher de la Communauté européenne, le pays doit encore accroître sa compétitivité.

Lire pages 35 à 38 notre supplément

GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADEMIE FRANCAISE



FRANÇOIS
SUREAU
L'INFORTUNE

roman

rtf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p.; Hongrie, 1,10 T ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,75 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Coopération

Vents de démocratie en Afrique

par Edwige Avice

L'AFRIQUE est entrée dans une période de transition comparable, par son ampleur et ses motivations profondes, au mouvement des indépendances des années 60. Il est frappant de constater que cette mutation s'effectue dans l'indifférence quasi générale et que les opinions publiques des pays industrialisés n'en perçoivent que les soubresauts violents, lorsqu'il s'agit, par exemple, de rapatrier leurs ressortissants. Pourtant, la mutation est en cours et, en même temps, l'image de l'Afrique s'affirme sur le plan culturel comme en témoignent les influences musicales, littéraires ou encore la montée d'un cinéma africain original lors du dernier Festival de Cannes.

Parmi les raisons qui expliquent cette mutation fondamentale du paysage politique africain, il y a bien entendu le contexte international et, notamment, les évolutions de l'Europe de l'Est ou de l'Afrique australe. C'est toutefois la crise économique et financière qui frappe les États depuis le début des années 80 qui constitue le principal défi de notre époque. Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur de la crise : le taux de croissance moyen en Afrique subsaharienne au cours des années 80 a été de 2,5 % alors que celui de l'accroissement de la population est resté supérieur à 3 %, ce qui signifie le doublement de celle-ci dans vingt-cinq ans ; le poids de la dette atteignait 150 milliards de dollars début 1990, soit l'équivalent du produit national brut global des pays et trois fois et demi leurs recettes d'exportation. Les causes de cette crise sont à la fois externes, avec la détérioration des termes de l'échange et l'alourdissement de la dette, mais également internes avec l'incapacité de maîtriser un secteur public devenu omniprésent.

Dépourvus de leurs possibilités de redistribution de la croissance, les gouvernements ont vu se rompre le fil du dialogue avec les acteurs du changement que sont les jeunes, les femmes et les autres groupes représentatifs de l'opinion. L'absence de consensus politique et social face à la crise économique s'est traduite par de fortes revendications et par la croissance du secteur informel, manifestation de l'instinct de survie des populations.

Dans ce contexte, le discours prononcé par le président de la République il y a un an au sommet franco-africain de La Baule a en un effet d'accélération. Plus de la moitié des États africains du champ du ministère de la coopé-

tion et du développement se sont engagés dans un processus de démocratisation et de dialogue qui s'est traduit par l'instauration du multipartisme - qui existait déjà, notamment, à Maurice et au Sénégal - et la tenue d'élections libres pour désigner les dirigeants.

Une dynamique est désormais en marche. A ce stade, le Bénin a été, en quelque sorte, le précurseur en appliquant le schéma « conférence nationale, révision des institutions, élections libres », repris ensuite par le Gabon, le Congo et le Niger. La majorité des autres pays ont adopté le multipartisme avant de procéder à des élections libres et permis ainsi soit de réélire les dirigeants, soit de faire jouer l'alternance. Enfin, certains États, comme les Comores, le Tchad ou le Mali ont mis en place des régimes se recommandant de la démocratie après le changement des dirigeants.

Faciliter la démocratisation

Cette diversité de mise en œuvre d'un nouveau mode de relation entre gouvernants et gouvernés montre clairement que le changement démocratique n'a pas été imposé de l'extérieur, mais a répondu aux aspirations profondes des populations. La France, dans la lignée du discours de La Baule, a soutenu cette démarche par conviction de la valeur universelle de la démocratie et des droits de l'homme, mais aussi par conviction que le changement politique est la clé du redressement économique. A cet égard, le message du président de la République comportait plusieurs thèmes qui tous avaient trait à l'« État de droit ».

Tout d'abord, il s'est agi de faciliter le processus de démocratisation. Ce soutien s'est traduit par des appuis techniques à la gestion et à la mise en place des nouvelles institutions, ainsi que des modes électoraux. En même temps, une attention particulière a été apportée à des projets sociaux et de développement afin de rendre plus supportables les conséquences des ajustements économiques ; cet appui s'est également traduit par des aides aux finances publiques destinées à permettre à nos partenaires d'assumer leurs charges impératives face à la diminution des rentrées fiscales et à la nécessité de concéder des avantages salariaux. Dans cette perspective, un des soucis permanents a été de permettre le succès de régimes démocratiques obligés de gérer la période de transition.

La préoccupation majeure d'assurer l'efficacité, dans le temps, de ses interventions a ainsi conduit la

France à insister sur la rigueur budgétaire et fiscale, dont le président de la République rappelle la valeur à la fois politique et financière. Il est également apparu nécessaire d'asseoir le redressement économique par la conclusion d'accords avec le Fonds monétaire international, afin de mobiliser ultérieurement les concours financiers indispensables. La mise en place progressive de la démocratie ne se fait pas sans des difficultés et des efforts qu'il faut comprendre. Mais celle-ci doit se concilier avec le rétablissement des équilibres économiques et financiers, car sinon le processus serait voué à l'échec.

Le second thème concernait l'appréciation du rôle de l'État, ainsi que la moralisation des finances publiques, et, plus largement, des relations gouvernants-gouvernés. Comment, en effet, concilier l'émergence d'une initiative privée dynamique, facteur de croissance, avec un État par trop prédominant sans assurer un minimum de transparence ? La réflexion a été multiforme. Elle a concerné le rétablissement de la compétitivité des économies africaines, qui passe par l'amélioration de l'environnement de l'entreprise, par une meilleure motivation de l'initiative privée et par la sanction effective des erreurs de gestion. Elle a aussi débouché sur la réhabilitation des systèmes judiciaires et la restructuration des secteurs financiers qui apparaissent comme des préalables à l'instauration de l'« État de droit ». Ce sont les conditions mêmes de l'existence d'un consensus politique et social encore plus nécessaire lorsqu'il y a des efforts à partager.

L'objectif d'un marché unique

Le troisième thème développé par le président de la République était celui de l'intégration régionale. La conférence des ministres des finances de la zone franc qui s'est tenue le 25 avril dernier à Ouagadougou a montré l'attachement de nos partenaires à cette notion : à partir d'une monnaie commune, l'objectif est de parvenir à un marché unique grâce à l'harmonisation des finances publiques, de l'épargne et de l'environnement juridique. Cette volonté de dépasser les particularismes nationaux vient d'être réaffirmée par l'ensemble des dirigeants africains lors du récent sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Abuja. Cette évolution est encourageante, car elle montre qu'une solidarité économique se dégage entre des pays voisins, qui connaissent des évolutions politiques comparables.

Enfin, un autre thème contenu dans le discours de La Baule reposait sur l'amélioration du dispositif français de coopération. Le principe du don a été adopté pour le financement des pays les moins avancés ; les conditions accordées aux pays à revenu intermédiaire ont été d'autre part adoucies. Il a été constitué, en octobre 1990, un Comité d'orientation et de programmation (COP), qui a pour

vocation d'assurer la coordination effective de l'aide française pays par pays. Dans le même esprit, a été engagée une profonde réforme des conditions d'intervention de l'assistance technique française afin d'adapter ses missions aux nouveaux besoins de nos partenaires.

Indéniablement, depuis La Baule, de grands chantiers sont engagés chez nos partenaires et dans notre dispositif de coopération. Il est primordial d'assurer la continuité de l'action entreprise, même si tout processus démocratique provoque son cortège de difficultés et de tensions. Nouveau ministre de la coopération et du développement, il m'appartient de mesurer les changements réels qui sont intervenus, de les accompagner dans leur progression sans jouer les donneurs de leçons, de mieux les faire comprendre à l'opinion française, de manière qu'elle encourage une démarche de l'histoire qui traverse maintenant tous les continents.

J'ai le sentiment que la jeunesse française et la jeunesse africaine sont capables de comprendre ces discours et d'être motivées par des projets concrets de développement à travers un partenariat exprimant la solidarité Nord-Sud. Elles disposent désormais de nouveaux espaces d'expression et de coopération qui demandent à être consolidés.

Edwige Avice est ministre de la coopération et du développement.

TRAIT LIBRE

ELTSINGRAD ?



Religion

Le pape, l'avortement et l'Holocauste

ILS ont donné à des institutions humaines le droit de décider de la vie et de la mort d'individus et de groupes entiers de peuples et de nations. Le divin « Tu ne tueras point » a été remplacé par le « Vous êtes libres de tuer » ou « Vous êtes libres de ne pas tuer ».

Ainsi, des zones entières de notre continent sont devenues des tombes de populations innocentes (...). Ce cinquième des victimes de la cruauté humaine de notre siècle lachet un autre vaste cimetière, celui des enfants non nés, innocents sans

défense (...). Voici des autorités séculières, tous ces groupes et corps législatifs, qui rendent légale la privation de la vie des êtres humains non nés. Quelle institution humaine, quel Parlement a le droit de légaliser le meurtre d'un être humain innocent et sans défense ? Quel Parlement a le droit de dire « Vous êtes libres de tuer » ou « Vous êtes libres de ne pas tuer » ?

humains potentiels qu'il considère comme les plus pauvres d'entre les pauvres, les plus innocents d'entre les innocents. Est-ce suffisant pour les martyrs d'Anschütz ?

JEAN BASTAIRE
Meylan (Isère)

D'un drame à l'autre...

« L'avortement des femmes constitue le nouveau Holocauste ». Je n'en crois pas mes oreilles de bien des paroles ! Et le discours du pape de se déployer sur le thème des « perversions » plus ou moins attribuées au système communiste et de la promotion enthousiaste des valeurs fondamentales (...). Perdre que seraient les fiançailles, le mariage, la procréation et autres exhortations intégrées à un retour nécessaire du catholicisme...

A l'emphase du verbe, se joint le décorum ambiant. Le tout se déroulant devant une population galvanisée et recueillie ne pouvait manquer d'évoquer d'autres lieux et circonstances où le même recours aux valeurs « morales » était prôné comme seul moyen de retrouver une prétendue dignité humaine ! (Rappelons les trois « K » hitlériens : « Kirche, Kinder, Küche ». Ce qui veut dire : « Église, enfants, cuisine »).

La conjoncture associée, d'une part cet appel vibrant de la jeunesse, dont l'ambiguïté devant la « Shoah » ne peut être niée, et, d'autre part, le pardon imploré par M. Walesa en Israël pour le rôle joué par une certaine partie de la Pologne dans l'extermination des juifs. De tels propos à forte coloration antisémite, présentés comme une simple stratégie de campagne électorale, ne pouvaient que soulever mon indignation et ma colère.

Docteur VICTOR REINER
psychiatre-psychanalyste (juif)

Les embryons cosmétiques

Quand je vois certains milieux juifs s'indigner que le pape apparente la banalisation de l'avortement au génocide dont les juifs ont été victimes, je me demande si les protestataires ne prennent pas l'autoroute dans le mauvais sens. Car enfin :

1) Nul n'ignore que, dans cette affaire, le pape est du côté des embryons supprimés. Il vole au secours de ces millions d'êtres

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :

Jacques Lescaur, président
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gailly
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Anahie
Jean-Marie Collobert
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Thomas Ferec
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1980)
Jacques Lescaur (1980-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE PALAISEAU
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-23
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	310 F	450 F	26
2 mois	530 F	750 F	52
3 mois	860 F	1250 F	78

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 40-80-32-90
« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ au _____
• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____
• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____
Expiré à fin _____ Signature _____
obligatoire _____
• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Bonheurs

Prendre congé

par Albert Memmi

D'É son balcon, H.G. Wells lance des noyaux sur les voitures ; lorsqu'il les atteint, il éclatent de rire. Freud marquerait la partie de cartes hebdomadaire avec ses amis. Ionesco possède un musée des horreurs où il range les objets les plus laids qui lui tombent sous la main.

Lorsqu'on rappelle ce goût du jeu chez des gens éminents, on suscite à juste titre l'indignation : est-ce bien digne d'être pris en compte ?

« Du pain et des jeux ! » Cette formule romaine illustre le mépris des politiques envers la populace ; le Tour de France cycliste serait une ruse pour mettre la France en sommeil un mois par an.

La jouissance ou l'inquiétude. Dans le roman de Dostoïevski, son étrange passion lui fait perdre la tête et bientôt son âme, sinon la vie. Guetté par des agresseurs, il se ruine et ruine les siens ; il trahit ses devoirs les plus sacrés. C'est dessiner le diable au mur.

La condamnation du jeu vient plutôt de l'apparente futilité de son objet : comment peut-on se disputer une balle ? Jouer à la guerre ! Vaut-il donc mieux la faire ? On

oublie que la philosophie, la science, l'art, sont des activités désintéressées. On dit bien jouer de la musique.

Pascal exclut tout divertissement, lequel nous détournerait du sens de notre condition. Devons-nous, et pouvons-nous, fuir continuellement notre destin ? Pourquoi refuser ces aimables recours, qui ne nous trompent même pas sur leur gré ?

Le jeu est un psychodrame où notre espèce inquiète s'éponge son agitation. On le voit mieux avec nos petits, qui répètent leurs rôles futurs. Le joueur échappe, provisoirement, aux normes communes ; jouer, c'est se mettre en congé.

Au pays des quakers, la prohibition des jeux, autant que de l'alcool, fit la fortune des truands ; aujourd'hui encore, pour échapper à la juridiction des États, les joueurs se réfugient dans les trains.

Faut-il enfin rappeler la part du plaisir ? Si toute vie contient du tragique, pourquoi renoncer à ce qui peut l'adoucir ?

مكتبة الشارقة

ÉTRANGER

IRAN

«Toute ouverture va dans le sens des complots de nos ennemis»

nous déclare l'un des chefs de file de l'aile radicale

Téhéran

de notre envoyée spéciale

Député de Téhéran, l'homme d'État Mohseni est un des chefs de file de la tendance radicale en Iran. Il ne cache pas les «différences de point de vue» qui existent au sein de la République islamique. Pour cet homme encore jeune, qui a eu l'avant-bras droit attaché à la main gauche mutilée par l'explosion d'une lettre piégée alors qu'il était ambassadeur à Damas, la lutte continue, et ce sont les acquis de la révolution qu'il voit menacés par la politique d'ouverture pratiquée par le gouvernement iranien. Résumant toutefois le terme de «bataille acharnée» qui oppose les «durs» aux «modérés» qui se rangent derrière le président Rafsanjani, il s'explique sur ces divergences en affirmant : «Depuis longtemps, nous sommes de ceux qui disent qu'il faut résister avec force à nos ennemis, car c'est par notre résistance que nous pourrions bâtir une société saine à l'intérieur. Les autres estiment que nous devons vivre dans ce grand village qu'est le monde, avec de bonnes relations politiques et économiques avec tous. Mais ceci implique alors que nous acceptions les lois et règlements internationaux. Or nous pensons que ces lois sont simplement faites pour l'exploitation du tiers-monde. (...) Nous croyons que derrière les Nations unies, il y a en fait la volonté politique américaine.»

L'homme d'État va plus loin encore. «Je crois, dit-il, que c'est une honte pour nos États islamiques que les soldats américains se promènent dans la région en sécurité, sous la protection de ces mêmes États. Si nos jeunes luttent contre ces soldats par quelque opération, même symbolique, dans le Golfe, nous pourrions les pousser à commencer à comprendre qu'ils ne sont pas protégés. S'il y a une résistance qui crée un climat d'insécurité, on peut empêcher les États-Unis d'exploiter cette région. Si nous acceptons nous devoir à l'islam, l'ennemi ne peut nous résister.»

«L'Europe a peur des États-Unis»

M. Mohseni conteste même, sans toutefois proposer de solution alternative, la nécessité d'une «ouverture» pour les besoins de la reconstruction. «Nous avons survécu pendant dix ans alors que nous étions encerclés. Nous avons réussi à résoudre tous nos problèmes internes, économiques, industriels, etc., sans avoir jamais recours à l'étranger. Cela est un indice que notre peuple peut bâtir son économie. Si nous continuons l'ouverture, nous tomberons dans la même situation que l'Égypte. Nous aurons une économie sous domination américaine. Ici, en Iran, avec l'ouverture nous avons déjà de graves problèmes économiques : les prix montent sans arrêt. Pendant la guerre et l'encerclement, le peuple vivait mieux que maintenant.»

S'il se montre totalement réticent à tout rapprochement avec les États-Unis, il est moins réticent envers l'Europe, dans la mesure, dit-il, «où une alliance avec les pays européens qui ont une indépendance politique pourrait servir à contrer les États-Unis dans la région». «Le problème, ajoute-t-il toutefois, est que les États-Unis exercent une domination sur tout le monde et que l'Europe a peur des États-Unis, comme les pays du tiers-monde.» Dans le même ordre d'idée, l'homme d'État Mohseni

se prononce contre toute participation de l'Iran à un quelconque accord de sécurité régionale, car «tout système imposé avec la participation des États réactionnaires de la région sera sous domination américaine».

Y a-t-il quand même une possibilité de compromis entre les deux tendances du régime iranien ? «Si nos buts révolutionnaires peuvent être atteints par des compromis, nous sommes d'accord. Si nous pouvons protéger les mouvements de libération du tiers-monde et exporter l'islam, pourquoi pas ?» Cette volonté de propager l'islam, qui, comme le soulignait récemment un député modéré au Parlement, «ne devrait pas signifier exporter du TNT», l'homme d'État Mohseni tente de la mettre en pratique en voyageant beaucoup. Il s'agit de ce sujet que les médias n'ont pas rendu compte de son récent voyage de «dix jours en Algérie» (avant les derniers événements dans ce pays), au cours duquel il affirme avoir «pris contact avec les

forces combattantes qui veulent arracher le pouvoir au colonialisme». Il s'est rendu aussi en Tunisie pour inviter le chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat, à une conférence sur la Palestine qui devrait se tenir en Iran à l'initiative du Parlement. «La question palestinienne, dit-il, doit devenir une question directement liée à nos problèmes internes et ceci dans tous les États islamiques. En Iran, nous avons proposé qu'une ligne de crédit spécial, d'un montant de 20 millions de dollars, soit inscrite au budget pour que notre peuple comprenne que cette question est liée aux intérêts iraniens, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.»

Contestant le fait que les Iraniens veulent aujourd'hui mieux vivre, sont las d'une révolution qui, avec la guerre, a laissé le pays exsangue, l'homme d'État Mohseni estime au contraire que «toute ouverture va dans le sens des complots» menés par les «ennemis» de l'Iran et aura pour effet «d'étouffer de nouveau» son «peuple».

F. Ch.



P. ANCHO

La résistance des mollahs

Suite de la première page

Dans ce contexte, il est évident que les tentatives d'ouverture faites par le président Rafsanjani et ses fidèles sont mieux accueillies que les appels à la poursuite de la rigueur révolutionnaire lancés par les «durs» du régime. «Certes c'est un mollah, mais il est mieux que les autres», affirme-t-il en choeur certains Iraniens qui voient dans cet «homme providentiel» la seule possibilité de faire bouger les choses.

La tâche du président Rafsanjani, qui bénéficie, pour l'instant, de l'appui indispensable du guide de la République, l'ayatollah Ali Khamenei, apparaît toutefois d'autant plus délicate que les blocages politiques demeurent nombreux et que les «durs» du régime ne sont pas prêts à se laisser écarter sans broncher, même si leur cote de popularité semble très nettement en baisse.

Le Parlement restant la principale tribune des radicaux, la lutte entre les deux tendances s'est fortement accentuée à l'approche de la campagne électorale pour les élections législatives de 1992, entraînant dans le pays un climat d'incertitude peu propice au retour de la confiance pour séduire à la fois les exilés et les étrangers.

L'improbable retour des exilés

Emmenés par une vingtaine de députés, les radicaux ne se privent pas d'attaquer quasiment toutes les décisions ou initiatives du gouvernement qui vont dans le sens de l'ouverture. La personne du président n'est pas épargnée dans une campagne qui se poursuit aussi à travers deux nouveaux quotidiens créés, l'un, *Salam* (Salut) par l'homme d'État Mohseni, et l'autre, *Jahan-e-islam* (Monde

de l'islam) par Hadi Khamenei, le frère du guide de la République, qui affirme être dans «la ligne révolutionnaire» de l'imam. Le ton plus modéré des deux grands quotidiens *Keyhan* et *Jomhuriyeh* islamique est à l'origine de ces réactions qui donnent aux «durs» l'occasion de se faire entendre au moins de leurs proches, car le public ne prête guère attention à ces deux nouvelles publications.

De l'appel aux capitains étrangers et au retour des exilés, à l'ouverture sous l'égide du monde, afin de reconstruire et de développer le pays, tout cela n'est pour les «durs» que déviations de la ligne de l'imam que chacun interprète aujourd'hui en sa faveur, pour légitimer son action, tant l'héritage de l'imam reste le seul patrimoine commun des dirigeants de la Révolution.

Le retour des exilés, qu'appelle de ses vœux le gouvernement qui, à cet effet, a organisé plusieurs réunions à Téhéran ou à l'étranger, se heurte aux violentes critiques des «durs» tel l'ayatollah Khamenei qui déclarait récemment : «C'est moi qui ai saisi les biens de ces gens là sur l'ordre de l'imam Khamenei. Nous sommes encore là. Les tribunaux révolutionnaires aussi sont encore là et nous ne les laisserons pas faire.»

Quelles garanties peuvent être données à ces émigrés quand, par exemple, les Comités révolutionnaires, en principe rattachés depuis plus d'un mois à la police et à la gendarmerie, ont commencé d'opérer en toute impunité ?

Retenues dans leur siège de la rue Khaled Istambouli - du nom de l'assassin d'Anwar el Sadate - une grande partie des membres de ces comités refuse de regrouper. Ils poursuivent à bord de jeeps japonaises leurs «chasses» à l'égard des femmes qui ne respectent pas scrupuleusement leur interprétation très personnelle de l'islam. Devant ce vaste bâtiment

hérissé d'antennes, les familles n'ont plus qu'à aller attendre, qui une fille, qui une épouse, qui une mère, brutalement interpellées dans la rue et n'ayant souvent pas même l'autorisation de prévenir leur famille.

Farah, dix-huit ans est ainsi restée cinq jours dans ce sinistre lieu avant d'être relâchée par un juge trop occupé pour étudier son cas. Son crime : avoir porté des chaussettes trop fines au goût des «durs». Pendant leur séjour, deux jeunes femmes enceintes ont été condamnées à quinze coups de fouets pour un maquillage trouvé trop agressif. L'insatiation dans la police et la gendarmerie de ces «révolutionnaires» ne rassure pas les Iraniens, qui craignent que leur «enthousiasme» ne décourage les vrais policiers ou ne contamine les plus jeunes.

Au moment où on laisse entendre de source officielle que «l'Iran ne pourra rester éternellement sans relations avec les États-Unis», si ceux-ci font des gestes de nature à prouver leur volonté d'établir des rapports «égaux», les «durs» rejettent toute idée de rapprochement avec le «Grand Satan». Aux côtés de ceux qui soutiennent que l'Iran n'a pas intérêt à jamais les relations avec Washington - mais seulement avec Israël et l'Afrique du Sud -, l'homme d'État Mohseni répond : «Ces deux pays sont des bédouins des États-Unis, le conflit de principe est avec l'Amérique.»

Le soutien incertain du clergé

Majoritaires au Parlement, les «durs» ont récemment introduit une proposition de loi qui vise à annuler la référence à «la croyance et à l'engagement pratique envers l'islam et le régime islamique», nécessaire pour être éligible, et qui donne au Conseil de surveillance (Conseil constitutionnel), aux mains des modérés, le droit de se prononcer sur la compétence des candidats. Les radicaux, dont certains ne reconnaissent pas l'autorité du Guide, craignent en effet que cette référence ne serve à rejeter leur candidature et à les exclure de leur dernier bastion qu'est le Parlement. Il est quasi certain que cette loi ne passera pas

et que le président Rafsanjani pourra sans doute obtenir avec les prochaines législatives une chambre qui lui soit docile et vote sans rechigner les modifications constitutionnelles indispensables à la remise sur pied d'une économie moderne. Mais cela ne sera pas suffisant pour rassurer tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir d'un processus encore très fragile.

La bataille contre les «durs» ne pourra être durablement gagnée que si le président réussit un redressement économique. Mais peut-il y parvenir sans prendre des mesures draconiennes contre ces radicaux dont les diatribes perpétuelles sont un frein au retour de la confiance ? «Si Rafsanjani donne l'impression aux masses qu'il va vraiment améliorer leur vie, elles ne seront plus tenues par les sirènes des radicaux ; mais, dans le cas contraire, dans un pays où la corruption est largement répandue, il ne sera pas difficile pour eux de faire passer le gouvernement pour une bande de menteurs ou de voleurs», affirme ainsi un expert étranger. «Pour l'instant, renchérit-il, les «durs» attendent, dans l'espoir d'un changement de conjoncture régionale ou internationale qui apporterait de l'eau à leur moulin. Ils n'ont pas renoncé à leur quête du pouvoir et pourraient se montrer dangereux s'ils se sentent en voie d'élimination totale.»

La lutte entre l'État et la Révolution n'est pas tranchée même si l'appareil du premier semble actuellement l'emporter sur celui de la seconde. Le soutien apporté à M. Rafsanjani par les membres du clergé de Qom (ville de l'imam) ou les prédicateurs de la prière du vendredi reste fonction de leur croyance en la capacité du président à réussir la libéralisation de l'économie sans toucher aux fondements de leur pouvoir. Or, s'il arrive à éliminer les radicaux, le président ne sera-t-il pas obligé d'ouvrir le régime à des personnalités qui n'appartiennent pas au sérail islamique, maître du jeu aujourd'hui ?

Conscient sans doute de la précarité de sa situation, le président semble chercher dans une réconciliation de l'Iran avec lui-même une nouvelle légitimité. Pour cela, il joue sur la corde nationaliste

persane. Dans un voyage remarquable, en avril dernier, à Persépolis, où se rendait pour la première fois depuis la Révolution un haut dignitaire du régime, il déclarait : «Au milieu de ces ruines millénaires, j'ai senti que la dignité nationale est une chose capitale qu'il faut renforcer. Notre peuple doit savoir qu'il n'est pas sans passé.»

Quadrature du cercle

Reste qu'il n'est pas évident que la partie la plus développée de la société civile iranienne puisse retrouver sa grandeur perdue avec des mollahs qui n'en finissent pas de régler leur compte. «Certes, estime un diplomate, il n'en faudrait pas beaucoup pour que les intellectuels se rallient plus ou moins au régime : un peu de reconnaissance, de liberté et aussi un peu d'argent pour les payer en fonction de leurs bagages intellectuels.» Mais comment ramener les professeurs dans les universités alors qu'y sévissent encore les «révolutionnaires» et qu'il faut toujours subir «un examen de bonne conduite» pour y avoir accès.

Symboliquement concentrée dans un ensemble de bâtiments du centre de Téhéran, la République islamique reste un cercle fermé où l'on s'écrit pour profiter du moindre faux pas. Certes, l'absence de solution alternative crédible sert M. Rafsanjani qui, tant qu'il bénéficie du soutien du Guide, peut sans doute continuer sa prudente marche en avant. Mais, tant que ne sera pas établi un État de droit qui assure au minimum quelques garanties civiles, il paraît difficile que l'Iran puisse retrouver un équilibre nécessaire à toute gestion saine du pays, seule chose à laquelle aspirent les Iraniens, qui voient chaque jour se dégrader davantage leurs conditions de vie.

Garder l'héritage de l'imam Khomeini, le rendre suffisamment attrayant pour que tous participent au renouveau, et que l'Iran redevenue une puissance régionale : telle est la quadrature du cercle que doit résoudre le président Rafsanjani.

FRANÇOISE CHIPAUX

Koweït

Brève visite du président Moubarak pour discuter de la sécurité dans le Golfe

Le président Hosni Moubarak a effectué, mardi 18 juin, une brève visite au Koweït, au cours de laquelle il a confirmé qu'un contingent égyptien participerait à une future force arabe de sécurité régionale. «Nous discuterons des besoins de nos frères arabes et prendrons les mesures qui conviennent. Nous sommes d'accord, sur le principe, pour participer à cette force», a-t-il notamment déclaré.

Le chef de l'État égyptien, en visite dans l'émirat pour la première fois depuis la fin des hostilités, a eu un entretien avec l'émir Jaber, qui l'a accueilli à son arrivée à l'aéroport de Koweït. Cette visite n'avait pas été annoncée au préalable.

Quelque 35 000 soldats égyptiens ont participé à la coalition qui a chassé l'armée irakienne du Koweït, fin février. Ils ont quitté l'émirat le mois dernier. Un accord signé en mars par les ministres des affaires étrangères d'Égypte, de

Syrie et des six États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Bahreïn, Oman et Qatar - prévoyait que le Caire et Damas formeront le noyau d'une force arabe de maintien de la paix dans la région. La mise en place de cette force a cependant été retardée, notamment par des divergences sur la composition et le rôle des contingents égyptien et syrien ainsi que sur la participation éventuelle de forces occidentales.

Dans un entretien publié lundi par le journal caennais *El Akhbar*, le prince héritier du Koweït, Cheikh Saad El Abdullah Sabah, a pour sa part déclaré que la sécurité du Golfe reposait sur la présence de troupes arabes et non occidentales. Parallèlement, des experts des huit pays signataires de l'accord de mars se sont retrouvés lundi à Doha, au Qatar, pour préparer la prochaine réunion de leurs ministres des affaires étrangères, en juillet à

Koweït. L'émirat avait fait savoir la semaine dernière qu'il se sentait toujours menacé par son voisin irakien. - (Reuters)

Prochaine livraison de la première cargaison de pétrole raffiné dans l'émirat

L'agence koweïtienne KUNA a annoncé, mardi 18 juin, qu'un navire devait quitter «dans les vingt-quatre heures» le port d'El Ahmadi pour livrer la première cargaison de pétrole raffiné au Koweït depuis l'arrêt du pompage dans l'émirat à la suite de l'invasion irakienne. Un responsable de la compagnie pétrolière koweïtienne, cité par KUNA, a indiqué que son navire, battant pavillon américain, déchargerait au Japon 60 000 tonnes de produits pétroliers raffinés. - (AFP)

PARIS - SÉOUL NON-STOP EN 13 H

LUNDI, MERCREDI, VENDREDI, DIMANCHE

KOREAN AIR

RÉSERVATION ☎ (1) 42 61 51 74

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : après la guerre du Golfe

Un nouveau premier ministre pour un nouveau départ

La page de la guerre du Golfe est définitivement tournée en Jordanie. En chargeant, mardi 18 juin, M. Taher Masri de former un nouveau gouvernement qui succède à celui, démissionnaire, de M. Moudar Badrane (nos dernières éditions du 19 juin), le roi Hussein veut sans aucun doute marquer sa volonté de voir la Jordanie prendre un nouveau départ, tant au plan extérieur qu'intérieur, après l'adoption de la charte nationale.

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

La nomination de M. Masri intervient alors que la Jordanie, sortie affaiblie de la guerre du Golfe, où son attitude jugée pro-irakienne lui a valu à la fois les reproches de Washington et les foudres des pays du Golfe, se déclare disposée à participer au processus de paix que tentent d'engager les États-Unis. Le choix de M. Masri sera sans nul doute bien accueilli par Washington car, tout au long de la crise, il a été plus modéré dans le ton que le premier ministre démissionnaire et, récemment, a été, en tant que ministre des affaires étrangères, le promoteur de la politique de soutien aux efforts de paix américains. Sa désignation est aussi un signal en direction des monarchies pétrolières, en particulier l'Arabie saoudite et le Koweït.

Le nouveau chef de gouvernement est d'origine palestinienne -

c'est une première depuis 1970 (il est né à Naplouse, en Cisjordanie, dont il était député jusqu'à la rupture des liens entre les deux rives du Jourdain en juillet 1988, avant de se faire élire député d'Amman lors des élections de novembre 1989).

D'origine palestinienne

M. Taher Masri est un exemple parfait de l'intégration de la haute bourgeoisie palestinienne au royaume hachémite. Son slogan lors des dernières élections - « La Jordanie aux Jordaniens, la Palestine aux Palestiniens » - était sur ce point clair et son choix évident. Il n'empêche que la décision du roi Hussein ne fera pas plaisir à tout le monde et introduit un incontestable élément d'ambiguïté au moment où Américains et Israéliens cherchent à susciter une délégation jordan-palestinienne pour les négociations de paix, ce que, pour l'instant, refusent à la fois l'OLP et la Syrie. Le frère de M. Masri, M. Maher Masri, nationaliste reconnu dans la ville très militante de Naplouse, a participé à plusieurs reprises à la délégation palestinienne reçue par le secrétaire d'État américain, M. James Baker, à Jérusalem.

Sur le plan intérieur, M. Masri, qui a commencé ses consultations pour la formation d'un gouvernement avec le bloc parlementaire des Frères musulmans (24 sièges sur 80 à la Chambre), devra mettre en pratique le pluralisme politique dont le principe est inscrit dans la charte nationale. C'est-à-dire, notamment, établir les lois légalisant les partis politiques et

renforcer la démocratie, en abolissant par exemple la dernière survivance d'un passé récent comme la loi martiale, dont l'application n'a été que gelée.

A un moment où les critiques se faisaient de plus en plus vives dans la presse, notamment contre la présence des Frères musulmans au gouvernement, et où ceux-ci faisaient paraître des placards publicitaires pour dénoncer toute tentative de négociation dans la crise palestinienne, ce changement devrait signifier la fin de leur présence dans le cabinet. Bien que les ministres islamistes n'aient jamais protesté contre les rencontres avec M. Baker, on laisse entendre à Amman que le roi aurait pu choisir de mettre fin à l'expérience avant que les Frères musulmans ne claquent eux-mêmes la porte.

Dès mardi soir, le chef de ces derniers, M. Mohammad Abdel Rahman Khalisi, affirmait dans un entretien à l'AFP que « la conférence ne participera à aucun gouvernement dont le programme inclura des négociations avec Israël ou son allié, l'Amérique, sur l'affaire palestinienne ».

M. Masri, qui devrait faire connaître très rapidement la composition de son gouvernement, poursuivait mercredi ses consultations avec les autres groupes parlementaires.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Le dernier premier ministre d'origine palestinienne en Jordanie a été le général Mohammed Daoud, qui avait dirigé dix jours, en septembre 1970, un cabinet militaire alors que les combats faisaient rage entre l'armée jordanienne et les combattants palestiniens.

ISRAËL : lors d'une élection à Hébron

Le courant islamiste palestinien confirme son influence dans les territoires occupés

A l'occasion d'une des très rares élections organisées dans les territoires occupés par Israël, le mouvement islamiste a confirmé son importance, mardi 18 juin, dans l'un de ses fiefs traditionnels, la très conservatrice cité de Hébron (El Khalfi), dans le sud de la Cisjordanie.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La liste islamiste - en fait, des sympathisants du mouvement Hamas, une branche des Frères musulmans - a remporté six des onze sièges à pourvoir lors d'un scrutin pour le renouvellement de la direction de la chambre de commerce locale. L'autre liste - celle des proches de l'OLP - obtient quatre sièges, le onzième revenant à un « indépendant ». C'est la première fois depuis 1967, début de l'occupation de la Cisjordanie par Israël, qu'un scrutin de ce type a lieu. Il donne une idée des forces les plus influentes dans une ville comme Hébron, alors que les dernières élections municipales en Cisjordanie remontent à 1976 (les listes apparentées à l'OLP l'avaient, alors, emporté à peu près partout).

Depuis le début de l'intifada, plusieurs élections syndicales ont eu lieu dans les territoires occupés, mais, contrairement à celle de mardi, aucune n'était de nature à dégager une tendance globale pour une ville ou une région. Organisée dans le plus grand calme, après une campagne active des différents candidats, le scrutin de Hébron devait servir de « test » avant que

les autres villes de Cisjordanie et de la bande de Gaza soient appelées à leur tour à renouveler leurs chambres de commerce. L'ensemble de l'exercice pourrait être le prélude à l'organisation de nouvelles élections municipales.

Alors que la presse et la gauche israéliennes annoncent tous les jours de nouveaux programmes d'implantation israélienne - avec confiscations de terres - dans les territoires occupés, M. Itzhak Shamir a redit, mardi, qu'il n'attendait aucunement ralentir la colonisation. « C'est un processus normal, ordinaire, qui ne peut pas être arrêté », a déclaré le premier ministre en faisant le dictionnaire d'une implantation dans le nord de la Cisjordanie. En général, les dirigeants israéliens ignorent, ou ne prennent pas au sérieux, les avertissements venus des derniers jours de Washington et soumettant l'aide du gouvernement américain pour l'installation des juifs soviétiques à un arrêt des implantations.

ALAIN FRACHON

LIBAN

Quatre morts dans l'explosion d'un dépôt de munitions

Selon la milice chrétienne des Forces Libanaises (FL) quatre personnes ont été tuées et 24 autres blessées, mardi 18 juin, par une explosion d'origine criminelle dans l'un de ses dépôts de munitions.

L'explosion s'est produite dans la localité côtière chrétienne de Maammetin (23 km au nord de la capitale). Un porte-parole des FL a affirmé qu'une charge télecommandée, placée dans un canon

chargé de munitions a explosé au moment où le véhicule sortait du dépôt, provoquant des explosions en chaîne dans les camions qui suivaient. Le porte-parole a précisé que ces munitions étaient destinées à être convoyées hors du Liban ou à être livrées à l'État dans le cadre du processus de désarmement des groupes armés. - (AFP).

o RECTIFICATIF. - Dans l'article sur l'« université de printemps » du Parti radical français à Beyrouth, publié dans le Monde du 18 juin, une erreur de transcription a entraîné un contresens. Il fallait lire : M. Nordmann a refusé de placer (et non « a placé ») sur le même plan les occupations israélienne et syrienne.

o RECTIFICATIF. - Une erreur s'est glissée dans l'article bibliographique intitulé « L'Histoire en face » et consacré au livre de Maurice Stroun et Michael Hargor (le Monde du 13 juin). Il fallait lire que les juifs devinrent majoritaires à Jérusalem - à partir de 1865 - et non en Palestine.

AFRIQUE

ALGÉRIE : après la formation du nouveau gouvernement

Le président du Front islamique estime que « le pays s'oriente vers l'apaisement »

Une deuxième femme, M^{me} Leila Aslaoui, magistrat et militante des droits de la femme, a été nommée, mardi 18 juin, ministre de la jeunesse et des sports. Elle siégera, au sein du cabinet formé par M. Sid Ahmed Ghazali, aux côtés de M^{me} Naïssa Lalliam, ministre de la santé.

Les membres de ce nouveau gouvernement ne seront pas candidats aux prochaines élections législatives, a annoncé un communiqué publié après un premier conseil des ministres réuni, mardi, sous la présidence de M. Chadli Bendjedid. Celui-ci a souligné « sa détermination à respecter le choix qui résultera de l'expression de la

volonté populaire » et a invité le gouvernement à « réunir les meilleures conditions » pour permettre l'organisation des consultations à venir « dans la liberté, la transparence et la crédibilité propres à réinstaurer un climat de confiance ».

Au cours d'une conférence de presse, M. Abassi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), a demandé au gouvernement de « faire preuve de sagesse », estimant sa mission « très difficile ». Après avoir fait remarquer qu'« aucun élément du FIS n'y figure ni de près ni de loin », il lui a néanmoins souhaité du « succès » en considérant que « le pays

s'oriente vers l'apaisement et la sortie de la crise politique ».

De son côté, M. Ali Benhadj, numéro deux du FIS, a qualifié de « mensongères » et de « dénuées de tout fondement » les accusations de la gendarmerie sur son implication dans un projet de « déstabilisation de l'Etat ». Mais, assurant que l'islam autorisait les musulmans à détenir des armes et à les utiliser pour combattre leurs ennemis, il a affirmé : « Je suis les commandements et la charia de Dieu. Quant au droit positif [celui des hommes], je le méprise ».

D'autre part, M. Didier Roger Guyan, ressortissant français arrêté le 12 juin pour avoir été mêlé à

l'agitation islamique, a été déferé, mardi, devant le procureur de Tissemsilt, en même temps que « plusieurs personnes présumées complices », dont l'identité et la nationalité n'ont pas été révélées. A cet égard, les forces de l'ordre ont fait état de l'interpellation, depuis samedi dernier, de 469 personnes dont 244 ont été déferées au parquet et 116 placées sous mandat de dépôt. D'autre part, selon le Syndicat islamique du travail (SIT), plus de 12 000 grévistes qui avaient répondu, fin mai, à l'appel à la grève générale, n'ont pas été réintégrés dans leurs entreprises. - (AFP).

M. Ait Laoussine, ministre de l'énergie

Un gage d'ouverture internationale

La nomination de M. Nordin Ait Laoussine au poste de ministre de l'énergie a fait l'effet d'une bombe dans les milieux pétroliers internationaux. Bien qu'il n'ait que cinquante-cinq ans ce sportif souriant, passionné de football et de jogging, passe, en effet, pour l'un des « figures historiques » du pétrole et l'un des meilleurs experts mondiaux de l'OPEP. Son retour en Algérie à un poste de premier rang, après douze années de mise à l'écart, apparaît comme un symbole de l'esprit d'ouverture du nouveau gouvernement.

Né le 4 avril 1936, à Alger, ce brillant technicien, formé dans les universités américaines - il est docteur en géologie pétrolière de l'université du Michigan - est placé très tôt sous le feu de l'actualité. Il n'a que trente-quatre ans lorsque, après une rapide carrière au sein du ministère des mines et de l'énergie, M. Beldj Abdessalam, patron de l'industrie et de l'économie, le nomme vice-président de la Sonatrach aux côtés de M. Ghazali. Chargé des hydrocarbures, il devient l'un des principaux négociateurs des accords qui, en 1971, aboutiront à la nationalisation du secteur pétrolier.

Deux ans plus tard, le choc pétrolier de 1973 le place au cœur du feuillet qui, pendant près de dix ans, tiendra le monde entier en haleine. Chargé du commerce et des négociations internationales à la Sonatrach, il participe à toutes les réunions de l'OPEP, remplace, à plusieurs reprises, « ses » ministres, M. Abdessalam puis M. Ghazali, à la tête de la délégation algérienne. Également responsable des négociations sur le gaz, il signe la plupart des contrats qui plaquent l'Algérie parmi les premiers exportateurs de gaz naturel liquéfié.

En 1979, cette carrière est brutalement cassée. Victime de la disgrâce qui touche toute l'équipe de M. Abdessalam, après l'élection du président Chadli et la nomination d'un nouveau ministre du pétrole,

M. Beldj Abdessalam, il doit quitter l'Algérie. De Genève, où il a fondé sa propre société de consultants, Nalcos, il assiste, au renversement complet de la politique commerciale de son pays, au mépris des lois du marché. Alger tente d'imposer des conditions jugées exorbitantes et se prive, de la moitié de ses clients pour le gaz.

Vivement attaqué par la presse algérienne qui l'accuse de « trahison », il n'en continue pas moins à suivre de près les travaux de l'OPEP, dont il est l'un des meilleurs experts. Le départ en 1988 de M. Nabin met fin à sa disgrâce. Réhabilité, M. Ait Laoussine n'en reste pas moins « en réserve », se contentant de conseiller discrètement le nouveau ministre du pétrole, M. Sadek Boussena.

Son retour aux affaires témoigne de la volonté de M. Ghazali, dont il est un ami fidèle, de rassurer les milieux économiques internationaux. Apôtre, jouissant d'un crédit important auprès des compagnies pétrolières, M. Ait Laoussine est sans doute le plus qualifié pour convaincre clients et investisseurs de reprendre le chemin de l'Algérie. Politique d'ouverture, amorcée par son prédécesseur depuis deux ans, qui risquait de subir un coup d'arrêt après les troubles provoqués par les islamistes.

La tâche du nouveau ministre de l'énergie, responsable du « nerf de la guerre », c'est-à-dire des recettes en devises du pays, n'en est pas moins fort délicate. Le niveau actuel des prix internationaux du brut n'est, en effet, pas suffisant pour permettre au pays de régler les échéances de sa dette et de faire face à ses besoins vitaux. Mais, isolée au sein de l'OPEP depuis la guerre du Golfe, l'Algérie a peu de moyens pour convaincre les autres pays producteurs de défendre des prix plus rémunérateurs. En dépit de ses compétences, M. Ait Laoussine aura fort peu de temps, d'ici aux prochaines élections, pour renverser la tendance.

VÉRONIQUE MAURIS

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ
36.15 LMBAC
36.15 EDUC

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques
- avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles
- avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)
- avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEP

L'Éducation

ESIG

مكتبة الشامل

Où va la route?

Le monde change. Mais la route évolue-t-elle dans le même sens ?

On peut se poser des questions sur l'avenir de la route, comme :
quelles politiques de développement ?
Quels désenclavements régionaux ?
Vers quels projets pour l'environnement ?

Mais aussi quelles sécurités sur les voies de communications routières ?...
Toutes ces questions pour montrer que la stratégie routière dépasse largement le cadre de la réfection des nids de poules.

C'est parce que COLAS, premier de la construction routière, connaît les enjeux économiques, politiques, technologiques et sociologiques que COLAS a décidé de poser les vraies questions dans un livre blanc de la route.

Vous pouvez l'obtenir en nous télé-phonant au : 05.11.13.15.

Chez COLAS, nous sommes pour la route, c'est pour cela que nous la mettons en questions.



Pour la route

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le débat sur le « fédéralisme » européen

M^{me} Thatcher annonce qu'elle va sortir de son silence...

En accusant M^{me} Thatcher de proférer des « mensonges » à propos de l'Europe, l'ancien premier ministre conservateur, M. Edward Heath, a piqué la « Dame de fer » à un point tellement sensible que celle-ci a renoncé à observer le silence qu'elle s'était imposé depuis sa démission en novembre dernier. Cette querelle homérique entre deux ex-dirigeants « tories » risque de relancer la « guerre civile » dans les rangs du parti, entre partisans et adversaires de la construction européenne.

LONDRES

de notre correspondant

M. Heath parlait à Londres. M^{me} Thatcher est en voyage aux États-Unis. Les règles du club très fermé qu'est la Chambre des communes ne jouaient donc plus. Le mot le plus fort qu'on puisse utiliser dans cette enceinte pour attaquer un autre parlementaire est celui de « mensonge ». Généralement d'ailleurs, le speaker intervient alors pour demander à l'honorable parlementaire de retirer son propos et de s'excuser auprès du collègue qu'il a ainsi insulté. Un député britannique ne « ment » pas. Il peut tout au plus « avancer une inexactitude » ou selon la formule consacrée « être parcimonieux avec la vérité ».

M. Heath n'a que faire de ces politesses. Il a déclaré à la chaîne de télévision privée ITV que M^{me} Thatcher, quand elle parlait de l'Europe, « énonçait des choses fausses, c'est-à-dire, en anglais courant, des mensonges ». Et M. Heath d'énumérer les sujets sur lesquels la « Dame de fer » ment, selon lui, à ses compatriotes : les institutions de Bruxelles (« une super-États »), la future monnaie européenne (« un mythe »), le rôle de la Commission et celui de son président (« autocrate »), M. Jacques Delors...

Le pire était encore à venir. M. Heath estime que ces contre-vérités sont dues tout simplement à l'ignorance crasse de M^{me} Thatcher, qui n'est toujours pas parvenue à comprendre que « nous (Britanniques, NDLR) avons une culture européenne au même titre que nous avons des traits nationaux distinctifs ». Il serait temps que l'intérêt de la Grande-Bretagne pour l'Europe soit mis à la porte « sans cérémonie » du 10 Downing Street précisément « à cause de ses propos sur l'Europe et de sa façon de se comporter en Europe ».

M^{me} Thatcher a déclaré à New-York qu'elle allait retrouver sa liberté de parole. « J'ai été très silencieuse jusqu'ici, ce qui a représenté un gros effort pour moi », a-t-elle dit. Il est temps, selon elle, d'en revenir à un « débat franc et ouvert » sur l'énorme problème que constitue l'avenir de l'Europe. Elle s'exprimera, si l'on comprend bien, lorsqu'elle remettra le pied sur le sol britannique.

La « guerre civile », pour reprendre l'expression utilisée à l'occasion par le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, semble donc rallumée. M. John Major croyait avoir calmé les esprits avec ses déclarations pro-européennes modérées devant les conservateurs réunis le 14 juin à Swansea pour leur congrès annuel. Il n'en est rien apparemment et les petites phrases volent de nouveau de toutes parts.

M^{me} Thatcher a ajouté un élément supplémentaire à la polémique en cours. Elle a laissé entendre, à sa façon, qu'elle avait eu tort, en octobre dernier, d'écouter le conseil de son chancelier de l'Échiquier et d'accepter de faire adhérer la livre au mécanisme de change du Système monétaire européen. Les Britanniques ont suffisamment de mémoire pour se rappeler que son chancelier, à l'époque, était un certain John Major...

Un défi pour M. Major

On en revient donc à un schéma relativement classique à l'intérieur du parti conservateur, dans lequel la droite et l'extrême droite (M^{me} Thatcher, M. Nicholas Ridley, la centaine de députés intéressés par le « Groupe de Bruges ») font face à une « gauche » pro-européenne majoritaire (M^{me} Heath, et Hurd, Sir Geoffrey Howe, l'ancien chancelier Nigel Lawson, etc.). L'événement est certainement un défi pour l'autorité de M. Major. Mais il constitue peut-être aussi l'occasion pour ce « jeune » premier ministre, sempiternellement accusé d'être « gris » et « ennuyeux », de montrer de quoi il est capable.

M. Major est en effet exactement au centre du parti à propos de l'Europe. Il n'a rien, dans son passé, qui le désigne à la vindicte des partisans du « grand large ». Il est hostile à la monnaie unique européenne, mais il est favorable à une monnaie commune. Il est totalement opposé au « fédéralisme » politique, mais il est prêt à des abandons de souveraineté, raisonnables et concertés. La limite est invariable. Il appartient, le jour venu, au Parlement de Westminster de se prononcer sur l'ensemble de ce processus.

Le décor est donc en place pour un grand débat national sur le rôle de la Grande-Bretagne en Europe. M. Major estime que son pays doit être « au cœur » de celle-ci. Il s'est abstenu jusqu'ici de polémiquer avec l'illustre dame qui a fait sa carrière politique, mais il n'a pas non plus fait vœu absolu de silence. Si l'Europe tourne au cauchemar d'un « super-État », il a la certitude que le coup d'arrêt sera donné par « le pays, le Parlement et moi-même ». Le message adressé à M^{me} Thatcher est poli mais ferme. Il est le patron. Si elle veut parler, elle est totalement libre de le faire. Mais il se réserve le droit de lui répondre.

DOMINIQUE DHOMBRES

TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord politique sur la Constitution

PRAGUE

de notre correspondant

Après cinq mois de réunions bi-mensuelles, les chefs de partis tchèques et slovaques sont parvenus à un accord sur les principes de base d'une loi fondamentale de la « République fédérative tchèque et slovaque ». Le président Václav Havel a finalement réussi à faire accepter, lundi 17 juin à Kromeriz (Moravie), son projet de compromis : un maintien de la Fédération, comme « union volontaire », confirmée par un traité entre les Parlements des Républiques tchèque et slovaque. Une rencontre précédente avait été suspendue à la suite du décès du chef des autonomistes moraves, M. Boleslav Barta, frappé d'une crise cardiaque pendant les discussions...

Le compromis a toutefois été rejeté par le Parti national slova-

que, indépendantiste, qui a recueilli 14 % des voix aux élections de juin 1990. Selon de récents sondages, 16 % des Slovaques se prononcent actuellement pour l'indépendance, 9 % pour une confédération, tandis que 75 % sont favorables au maintien d'un État commun. Le traité, rédigé par les Slovaques et finalement accepté par les Tchèques, sera préparé par les deux Conseils nationaux, qui adopteront aussi leurs propres Constitutions et devront ratifier une Constitution fédérale, le tout avant les élections de juin 1992, espère M. Havel. L'accord conclu à Kromeriz entre les partis tchèques et slovaques demeure fragile car il ne concerne que des principes, alors qu'une radicalisation est en cours en Slovaquie, en proie à des difficultés économiques croissantes.

M. P.

URSS : le conflit de pouvoir au Kremlin

M. Gorbatchev va affronter les conservateurs au Parlement soviétique

Le vote du Parlement soviétique sur les pleins pouvoirs demandés par le premier ministre, M. Valentin Pavlov, dans le cadre de la nouvelle offensive des conservateurs, a été reporté au vendredi 21 juin. Mais la nouvelle alliance, en faveur des réformes, entre MM. Gorbatchev et Eltsine, qui est actuellement en visite à Washington, bute déjà sur des interprétations différentes du traité de l'Union.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Si le triomphe de M. Eltsine à l'élection présidentielle russe a permis d'éclaircir l'horizon politique en Russie, la confusion s'accroît en revanche au niveau du pouvoir soviétique - ou de ce qu'il en reste - manifestement pris dans un véritable vent de panique.

On savait le Soviet suprême (Parlement) d'URSS, très nerveux depuis qu'il devenait clair que le processus des « 9 + 1 » qui redessine l'URSS nouvelle, compromet à terme son existence : deux nouvelles Chambres plus représentatives des Républiques doivent le remplacer

dans la future configuration. Depuis lundi, le baroud d'honneur du Soviet suprême a trouvé le soutien d'un nouvel allié : le premier ministre Valentin Pavlov, jusque-là fidèle à M. Gorbatchev, qui visiblement ne se résout pas, lui non plus, à la perspective d'un gouvernement central affaibli. Au cours d'une séance à huis clos la « troïka de l'ordre » (le chef du KGB Vladimir Krioutchov, le ministre de la Défense Dimitri Iazov et celui de l'Intérieur Boris Pugo) auraient appuyé les revendications de M. Pavlov. On voit donc émerger un front conservateur « Parlement-gouvernement », contre la nouvelle alliance « président-Républiques ».

Ce n'est pas la première fois que M. Gorbatchev se trouve confronté à ce genre de situation et comme d'habitude, il va de nouveau tenter de sauver les meubles en conciliant l'irréconciliable plutôt que de provoquer la rupture. Passablement excités, les députés du Soviet suprême ont finalement accepté, mardi soir 18 juin, de reporter à vendredi le vote sur les pleins pouvoirs demandés par M. Pavlov afin que le président soviétique, dont l'emploi du temps est trop chargé jusqu'ici, puisse venir y exposer son point de vue.

Cette volonté de ramener la paix a donné lieu mardi à quelques

scènes cocasses, comme celle du porte-parole présidentiel, M. Vitali Ignatenko, s'efforçant de convaincre les journalistes que M. Pavlov ne lance pas de « défi » à M. Gorbatchev et qu'il « ne fait pas dramatiser », au moment où les *Izvestia* sortaient en kiosque avec, édités à la une, les propos on ne peut plus clairs de M. Pavlov : « Il est normal qu'au poste que j'occupe, j'aie mon propre point de vue sur de nombreuses questions (...) La journée de travail du président n'a que quelques heures et il ne doit pas vouloir tout faire (...) Non, je n'ai pas parlé avec lui cette fois-ci [de mon intention de demander les pleins pouvoirs] ».

Mieux : la position officielle est que le programme anti-crise présenté au printemps par M. Pavlov et qui n'avait impressionné personne, ni en URSS ni en Occident, n'est pas « contradictoire » mais « complémentaire » du nouveau plan de réforme économique soviéto-américain défendu par M. Gregori Javlinski. Commentant ces différents projets à l'issue de la dernière réunion des « 9 + 1 » à Novo-Ogarevo (le 19 juin), M. Gorbatchev a indiqué qu'il « fait faire une synthèse de toutes les orientations » pour « former la base des propositions » avec lesquelles il se rendra au sommet du G7.

Le même épais brouillard entoure le projet de traité de l'Union : si l'on écoute les représentants du pouvoir central, il est totalement ficelé, à quelques détails près, mais pour ceux des Républiques les plus volontaristes, il s'agit de la Russie et l'Ukraine, le projet bute encore sur des divergences de fond. Ainsi, M. Gorbatchev a longuement expliqué mardi soir à la télévision soviétique qu'il y avait « un très large accord » et que les questions requérant des consultations supplémentaires, comme celle de l'impôt fédéral, ne constituent pas des « barrières insurmontables ».

Mais interrogé sur les résultats de la même réunion avant de s'en aller pour les États-Unis, le président russe, M. Boris Eltsine, répondait, selon l'agence Tass, qu'un « accord n'avait pu être trouvé sur certains points du document : la répartition des compétences entre le centre et les Républiques, le système fiscal et la question des sujets de l'Union ». Cela équivaut au cœur du problème... Peut-être M. Gorbatchev espère-t-il que ses interlocuteurs américains sauront convaincre M. Eltsine des contraintes du fédéralisme.

SYLVIE KAUFFMANN

La renaissance de la Russie

Suite de la première page

Quelles que soient les solutions finalement retenues, la Russie émergera dans les prochaines années comme la pièce maîtresse de ce nouvel ensemble.

Il faudra alors reconnaître le caractère non pas passéiste mais prophétique de de Gaulle, qui ne cessa de parler de la Russie quand il s'agissait de l'Union soviétique et qui, lors de son voyage triomphal à Moscou en 1966, salua du balcon de la mairie « la Russie puissante, prospère et remplie d'ardeur pacifique ».

Par son histoire, sa culture, sa religion, la Russie est la grande puissance de l'URSS. Par son potentiel économique aussi : elle représente 76 % du territoire, compte 51 % de la population, produit 91 % du pétrole, 76 % du gaz, 70 % du charbon, 53 % des céréales, 58 % de l'acier, etc. Elle regroupe la majeure partie de l'industrie militaire (85 %) et de la recherche et développement dans ce domaine. C'est en soi un énorme empire, avec seize Républiques autonomes aux peuples divers plus ou moins satisfaits de la tutelle russe, qui peut rassembler autour de

lui les Biélorusses et les Ukrainiens, voire les Républiques d'Asie centrale, qui resteront encore longtemps dépendantes des largesses slaves.

Contrairement aux craintes émises ici ou là en Occident pour soutenir même artificiellement l'unité de l'URSS, l'indépendance des Républiques périphériques ne ferait pas tomber dans les mains de petits potentats locaux plus ou moins imprévisibles une partie des armes nucléaires soviétiques, car c'est la Russie qui en contrôlerait l'essentiel. Est-ce rassurant ? La Russie restera en effet une grande puissance nucléaire, y compris après les mesures de désarmement actuellement discutées entre Soviétiques et Américains, et elle aura la plus forte armée en Europe. Si menace il y a, elle vient du potentiel militaire en tant que tel, pas d'une éventuelle dissémination.

« Le début du siècle prochain promet de devenir l'aube d'une grande renaissance russe », écrit un jeune économiste russe de l'Académie des sciences soviétique, en vantant l'esprit d'entreprise et d'initiative de ses compatriotes manifesté notamment avant la guerre de 1914-1918 à un

moment où l'autocratie tsariste faiblissait (1). C'est dire que les données de base des rapports entre Moscou et les Occidentaux risquent de demeurer inchangées, à moins que la nature du régime russe n'ait été fondamentalement modifiée en faveur de la démocratie.

Boris Eltsine peut-il être le porteur de ce changement ? Il s'y est engagé. Ses foucades, son ton populiste, voire son long passé d'appareilleur communiste, ne plaident pas toujours en sa faveur. Toutefois, il n'y a pas que ses déclarations d'intention. Le mouvement qui le soutient milite pour une démocratie de type occidental et une économie de marché ; il a rassemblé autour de lui les Russes qui veulent rompre sans compromission avec le régime soviétique ; son programme prévoie avec des conseillers issus des milieux réformateurs et démocrates apparaît beaucoup plus radical et beaucoup plus proche des demandes occidentales que les velléités gorbatchévienne.

Tout reste à faire, et d'abord créer les bases institutionnelles de la démocratie politique et de la liberté économique, et ce ne sera pas possible sans aide de l'Occident. Mais il serait paradoxal que les dirigeants de l'URSS - en Russie, dans les municipalités comme Moscou ou Saint-Petersbourg, et dans d'autres Républiques - qui prennent au sérieux la démocratisation ne soient pas aidés dans leur tâche.

Cet engagement indispensable ne signifie pas une méconnaissance des

mérites de Mikhaïl Gorbatchev, ni a fortiori une rupture avec lui. Il impose cependant une attitude plus diversifiée face à ce qu'il reste de l'Union soviétique (le Monde du 24 avril). Les experts américains l'ont compris depuis longtemps et le président Bush l'a admis en recevant officiellement Boris Eltsine à la Maison Blanche. Les Européens auraient tort de rester en retrait, d'autant plus qu'un jour ou l'autre la Russie frappera à la porte de l'Europe. A-t-elle, pour y entrer, plus de droits à faire valoir que l'URSS ? C'est une autre histoire.

DANIEL VERNET

(1) L'Inventaire du 24 juin.

Visite à Paris du maire de Leningrad. — M. Annoti Solovtchik, maire réformateur de Leningrad, reconduit à son poste, le 12 juin, par un vote des habitants de la ville, fait actuellement une visite à Paris à l'invitation du ministre du tourisme, M. Jean-Michel Baylet. Au cours de cette visite, il devait discuter du développement touristique de sa ville et prendre la parole, jeudi 20 juin, devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il s'est entretenu avec le directeur d'Europe au ministère des Affaires étrangères, M. Jacques Biot, et le délégué à la mission interministérielle pour la coopération avec l'Europe centrale et orientale, M. Ramon.

ALLEMAGNE : la controverse sur le siège du gouvernement

Les partisans de Bonn semblent assurés d'une courte majorité au Bundestag

BONN

de notre correspondant

Si Bonn devait l'emporter, jeudi 20 juin, sur Berlin à l'issue d'un débat marathon au Bundestag, la cité rhénane devra une fière chandelle à M. Wolfgang Clement (SPD), ministre à la chancellerie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Cet homme, que l'on dit bien placé pour succéder à M. Johannes Rau comme ministre-président du Land le plus peuplé d'Allemagne, a été à l'origine de la petite phrase dans le traité d'unification entre la RFA et la RDA qui a vraisemblablement sauvé les chances de Bonn : « Berlin est la capitale de l'Allemagne. Le siège du Parlement et du gouvernement sera fixé par les organes législatifs ».

On aurait très bien pu imaginer que, sans la vigilance de M. Clement, le transfert des institutions majeures de la République vers Berlin aurait pu être acquis dans l'euphorie de l'unité retrouvée, à une période où les images de la chute du Mur étaient encore présentes dans tous les esprits. Mais l'Allemagne ne serait pas l'Allemagne si elle ne s'offrait pas, de temps à autre, une de ces « querelles allemandes » bien difficile à suivre pour qui n'est pas accoutumé au rituel des chicanes d'outre-Rhin. « Lorsque nous, Allemands, nous nous emparons d'une question pour la discuter,

on peut être sûr que l'herbe n'y repousse plus », ironisait un chancelier...

A la veille du scrutin décisif, on ne prend même plus la peine, dans le camp berlinois comme dans le camp bonnois, de répéter ses arguments. Ils ont été tant ressassés pendant les neuf derniers mois que l'on n'a plus qu'un souhait : en finir au plus vite avec cette controverse qui mobilise une bonne partie de l'énergie de la classe politique dans une période où elle pourrait être beaucoup plus utilement appliquée à la solution de problèmes autrement plus importants.

Chacun puise donc dans la liste des arguments exposés ceux qui viennent conforter une conviction acquise par avance. Être « Bonnois » ou « Berlinois » n'est affaire ni de parti ni de religion. La ligne de partage serait plutôt géographique, le nord et l'est de l'Allemagne étant favorables à Berlin, l'ouest et le sud à Bonn, même si l'on compte de notables exceptions comme le chancelier Kohl (originaire du Palatinat) pour Berlin, et le nouveau chef du Parti social-démocrate (SPD), M. Björn Engholm, homme du nord partisan de Bonn.

Dans la population, ce partage géographique est très net : en Bavière, en Bade-Wurtemberg, en pays rhénan, on a vu remonter la vieille méfiance à l'égard d'une Prusse dominatrice à l'occasion du débat sur le siège du gouvernement.

Au nord et à l'est, on n'épargne guère les politiciens pour cette capitale fédérale « deux fois plus petite et deux fois plus morte que le cimetière de Chicago ». Au total, les sondages marquent une nette préférence pour Bonn : 56 % des personnes interrogées par le sondage le plus récent sont en faveur du maintien du gouvernement et du Parlement dans leur lieu de résidence actuel.

La grande force de Bonn, c'est de n'apparaître menaçante à personne, d'être le symbole d'une Allemagne fédéraliste prospère mais modeste, ancrée à l'ouest tout en pouvant mener, depuis les bords du Rhin, une Ostpolitik active. Berlin compte, pour l'emporter au finish, sur la force de conviction et l'autorité morale des plus éminents de ses partisans : le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, l'ancien chancelier Willy Brandt, le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. Il faudra à ces deux derniers, au cours du débat de jeudi au Bundestag, déployer des trésors de persuasion pour renverser la tendance qui se dessine et qui donne, selon un pointage de l'hébdomadaire *Bild am Sonntag*, 310 députés résoluents « pro-Berlin », et une cinquantaine d'indécis sur les 662 députés du Bundestag.

LUC ROSENZWEIG

POLOGNE : ancien porte-parole du gouvernement communiste

M. Jerzy Urban jugé pour « pornographie »

L'ancien porte-parole du gouvernement communiste, M. Jerzy Urban, devenu directeur de l'hébdomadaire satirique *Nie* (Non), a été jugé mardi 18 juin à huis clos par le tribunal de Varsovie pour diffusion d'images à caractère pornographique. Dans son deuxième numéro, en octobre 1990, *Nie* avait publié une photo de femme nue dans une attitude jugée obscène par la justice. M. Urban risque jusqu'à deux ans de prison ou une peine d'amende, mais le tribunal a décidé de faire appel à des « experts » avant de rendre son jugement.

Le magazine *Nie*, dont la style iconoclaste tranche sur le conformisme de la presse polonaise, connaît un large succès et est diffusé à 200 000 exemplaires. Ses cibles favorites sont la religion et le pape Jean-Paul II, ainsi que le président Lech Wałęsa. A la sortie du tribunal, M. Jerzy Urban, dénonçant le fait que son procès ait eu lieu à huis clos, a déclaré aux très nombreux journalistes présents : « C'est un procès politique. Je suis rédacteur en chef d'un journal politique et non pornographique ». — (AFP)

مكتبة الشارقة

aler les conservateurs
soviétique



Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.

Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité. Le résultat : Le NOMEX* III, une fibre légère, résistante

à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

Du Pont et la vie...

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de

7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine... Du Pont de Nemours met la

technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137 rue de l'Université, 75554 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours



De meilleurs produits pour une vie meilleure.



DIPLOMATIE

En prélude à la première réunion ministérielle de la CSCE

M. James Baker prône la création d'une communauté euro-atlantique « de Vancouver à Vladivostok »

Le chancelier allemand Helmut Kohl a ouvert mercredi matin 19 juin dans l'ancien Reichstag de Berlin la première réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la Conférence sur la sécurité et de la coopération en Europe (CSCE). Le début des travaux devait être consacré à un débat sur les perspectives d'une nouvelle architecture paneuropéenne avant d'aborder la coopération en matière économique puis de sécurité.

BERLIN

de notre correspondant

Dans un discours prononcé en avant-première, mardi soir, dans un grand hôtel berlinois, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a invité les Soviétiques à prendre leur place dans une grande communauté euro-atlantique « qui s'étend de Vancouver à Vladivostok ». Le chef de la diplomatie américaine était allé, au cours de la journée à Halle, avec le ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher, se rendre compte des pro-

blèmes de reconstruction de l'économie est-allemande. Avant de quitter Berlin pour la Yougoslavie puis l'Albanie, il doit rencontrer son homologue soviétique, M. Bessmertnykh, afin de discuter des dernières propositions du président Gorbatchev sur la réduction des armements stratégiques.

En décembre 1989, quelques semaines après l'ouverture du mur de Berlin, M. Baker était venu dans la capitale de la future Allemagne réunifiée pour lancer l'idée d'une nouvelle vision de la coopération atlantique prévoyant une redéfinition des relations entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'ouest. Il s'agissait alors d'anticiper sur les conséquences d'une réunification allemande, encore dans les limbes, et des bouleversements en URSS.

Une perspective pour les pays de l'Est

Tout en se félicitant de l'adoption du système de valeurs démocratiques dans les pays de l'Est, les Américains s'inquiètent aujourd'hui des disparités économiques persistantes et de la réémergence des nationalismes. L'objectif de Washington, indiquait-on lundi dans la délégation américaine, est de donner à ces

pays une perspective pour les quinze à vingt ans à venir.

Le message de M. Baker vise à convaincre les Européens de l'Est, y compris les Soviétiques, qu'ils ont leur place à terme dans une grande structure euro-atlantique basée sur l'expérience de la coopération entre les démocraties occidentales et de l'intégration ouest-européenne. « Il nous faut offrir une inspiration, un objectif à ces peuples qui redécouvrent de nouvelles valeurs sur lesquelles ils peuvent construire des sociétés pluralistes, démocratiques, ouvertes au marché libre. Il nous faut leur montrer leur place dans l'architecture nouvelle », a déclaré le secrétaire d'Etat.

Selon M. Baker, cette communauté transatlantique sera incomplète tant que « l'URSS hésite au dehors ». « La perestroïka, a-t-il estimé, est un concept soviétique, un objectif soviétique, fondé sur la prise de conscience que seul le changement peut mettre fin à la stagnation, à la détérioration. C'est dans l'intérêt du peuple soviétique d'adopter une économie de marché, la démocratie, le respect de la loi. C'est dans notre intérêt de les y aider ».

« Nous pouvons servir de catalyseur », a poursuivi M. Baker, en rappelant que les Etats-Unis préparent un ensemble de mesures pour

aider l'URSS. Mais, a-t-il ajouté aussitôt, c'est aux Soviétiques de décider d'aller de l'avant en prenant des mesures courageuses. « La porte de la communauté euro-atlantique leur est ouverte. Mais c'est à eux seuls qu'il appartient de décider de franchir le seuil », a-t-il dit.

Cette communauté renouvelée, le secrétaire d'Etat la voit reposer sur trois piliers : une Alliance atlantique ouverte aux nouvelles démocraties de l'est de l'Europe et prête à coopérer avec l'Union soviétique sur le plan de la sécurité ; une communauté ouest-européenne dont l'intégration progressive doit servir de modèle et qui puisse assumer en Europe un rôle de leader ; enfin, le renforcement d'une CSCE qui doit devenir le toit de cette communauté euro-atlantique.

M. Baker attribue à la CSCE un rôle essentiel en matière de sécurité pour aider à maintenir la stabilité sur le continent européen. Elle doit, a-t-il souligné, « contribuer à créer les conditions politiques, économiques et sécuritaires qui puissent empêcher les conflits ». Elle doit disposer « de systèmes pour prévenir les dangers potentiels, de mécanismes pour tenter de faire des médiateurs, et de moyens pour aider à les résoudre ».

HENRI DE BRESSON

Les propositions du secrétaire d'Etat américain

M. Baker a fait mardi certaines propositions pour renforcer le processus de la CSCE :

Sécurité et prévention des conflits

« Afin d'institutionnaliser la transparence » dans le domaine militaire, il propose d'intensifier les efforts pour parvenir à un traité « ciel ouvert » permettant la surveillance aérienne des territoires nationaux.

Il se prononce pour l'établissement d'un dialogue régulier sur les forces militaires, les budgets et les doctrines militaires ainsi que pour la mise en place de mesures d'alerte en cas de renforcement anormal des forces et des arsenaux.

A propos de problèmes régionaux, comme dans les Balkans, il suggère des « mesures de confiance et de désarmement », mais celles-ci pourraient aussi avoir un aspect politique comme des « missions d'enquête » ou des « capacités de maintien de la paix ». Les Etats membres seraient aussi appelés à faire

preuve de retenue dans leurs ventes d'armes.

Droits de l'homme : il approuve l'idée soviétique de création d'un organisme permanent de contrôle des droits de l'homme et propose en complément l'établissement de « missions d'enquête ».

Démocratisation : tenue d'une réunion spéciale de la CSCE sur la liberté de la presse et transformation du bureau des élections libres, basé à Varsovie et chargé de la surveillance de la régularité des élections, en un bureau permanent « des institutions démocratiques », pour aider à la marche vers la démocratie.

Immigration : convocation d'une réunion d'experts pour définir des « principes humanitaires » afin de faire face à d'éventuels mouvements massifs de populations.

Economie : création de chambres de commerce de la CSCE dans les pays se dirigeant vers l'économie de marché et organisation d'un séminaire sur les implications de la reconversion à des fins civiles d'industries militaires. — (AFP.)

Négocié entre les Douze et les pays de l'AELE

Le traité instaurant un espace économique européen devrait être paraphé en juillet

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le traité instaurant entre les douze Etats membres de la CEE et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (1) un espace économique européen (EEE) devrait être paraphé au cours du mois de juillet. Les ministres de ces dix-neuf Etats, qui étaient réunis mardi 18 juin à Bruxelles, se sont finalement mis d'accord sur un « paquet politique », comme l'a qualifié M. Jacques Poos, ministre luxembourgeois des affaires étrangères, qui présidait le camp communautaire. Il a ajouté que c'était la dernière réunion ministérielle de négociations à dix-neuf, même s'il reste encore un travail technique considérable à accomplir, d'où l'impossibilité de parapher le traité, comme on l'avait prévu initialement, le 25 juin à Salzbourg.

Ce contretemps illustre l'âpreté des pourparlers, qui ont principalement porté mardi sur les droits de pêche. En contrepartie de la possibilité pour la Norvège, l'Islande, la Suède et la Finlande de commercialiser leur poisson sur les marchés de la CEE, l'Espagne et le Portugal réclamaient pour leurs propres pêcheurs des facilités d'accès aux eaux islandaises et norvégiennes. Les Islandais, surtout, ne voulaient rien savoir.

La question a bloqué la discussion jusqu'au moment où les Norvégiens ont soumis une proposition où ils prenaient en charge l'essentiel de l'effort exigé. Cette concession a permis de sortir de

l'impasse. Il reste que l'arrangement sur la pêche devra être précisé : que le budget et les modalités d'intervention du « Fonds de cohésion » — financé par l'AELE au profit des quatre pays les moins nantis de la CEE, à savoir l'Islande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal — n'ont pas été définies, que, surtout, il n'existe pas l'ombre d'un accord entre la Communauté, d'une part, la Suisse et l'Autriche, d'autre part, sur les modalités du transit routier au cours des années à venir.

Le dossier du trafic routier

Les propositions présentées par les deux pays alpins ont été considérées comme beaucoup trop restrictives par les Douze, et M. Karel Van Miert, commissaire aux transports, a reçu mission d'obtenir davantage d'ici à vendredi. « Aucun accord ne pourra être signé sans que ce problème de transit soit résolu », avertit M. Poos.

Le caractère laborieux, ultra-technique, des négociations ne peut faire perdre de vue l'importance de l'accord qui est sur le point d'être conclu. Importance politique, d'abord : l'espace européen se structure toujours davantage autour de la Communauté et de ses règles, et les pays de l'AELE — qui comptent parmi les plus prospères de la planète — sont les premiers clients de la Communauté. Ils lui sont liés par des accords de libre-échange datant de 1973, au lendemain de l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande, et qui ont déjà été renforcés en 1984. La création d'un EEE qui concrétise

l'extension aux pays de l'AELE du marché unique rendra ces liens encore plus intimes, même si, s'agissant des points les plus sensibles, des périodes de transition ont été prévues.

Quels avantages concrets la France peut-elle attendre de l'exercice ? Tout d'abord, un meilleur accès pour ses produits agricoles vers des marchés jusqu'ici ultra-protégés. L'espace commercial n'est pas négligeable, car les échanges de la France avec chacun de ces pays, à l'exception de la Suisse, sont fortement négatifs. Paris espère également une amélioration de la situation pour les résidents français en Suisse, et surtout pour les frontaliers. Les entreprises françaises, enfin, devraient pouvoir soumissionner en Suisse, en Autriche, en Norvège, à des marchés publics qui leur étaient le plus souvent fermés.

Faiblesse de l'EEE, au moins pour les partenaires de l'AELE : tout en étant tout à fait favorable au processus de décision, ceux-ci n'y participent pas pleinement, et n'auront donc qu'une influence indirecte et limitée. Pour plusieurs des Sept, l'EEE apparaît déjà comme un galop d'essai avant l'adhésion à la Communauté, l'occasion de se préparer et de faciliter la future négociation. L'Autriche et la Suède sont officiellement candidates, d'autres suivront.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'AELE est composée de l'Autriche, de la Suisse, du Liechtenstein, de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et de l'Islande.

EN BREF

◻ ETATS-UNIS : la Louisiane adopte une législation anti-avortement très stricte. — Le Parlement de Louisiane a adopté mardi 18 juin une nouvelle législation anti-avortement, parmi les plus restrictives à ce jour aux Etats-Unis. Repoussant à une écrasante majorité le veto opposé par le gouverneur, les élus ont prévu de lourdes peines de prison et d'amende pour les médecins effectuant des interventions illégales. L'interruption de grossesse est désormais interdite, sans dans les cas de viol, d'inceste et de menace pour la vie de la mère. — (Reuters.)

◻ ETHIOPIE : dissolution de l'ancien parti unique. — Le gouvernement intérimaire a ordonné, mardi 18 juin, la dissolution de l'ancien parti unique, le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), qu'il a déclaré illégal. Il a aussi décidé la réorganisation des ministères de la défense et de l'intérieur. D'autre part, l'aéroport d'Asmara, capitale de la province de l'Erythrée, a été ouvert, de 8 heures à 15 heures,

après avoir été fermé au trafic pendant vingt-cinq jours. — (AFP.)

◻ GUINEE : deux morts lors d'une manifestation à Conakry. — Une femme et un jeune étudiant ont été tués par balles, lundi 17 juin, lors d'un incident entre les forces de l'ordre et un groupe d'opposants devant les locaux de la police judiciaire à Conakry. Les manifestants protestaient contre l'arrestation du secrétaire général du Rassemblement du peuple guinéen, M. Alpha Condé, qui était interrogé dans ce commissariat. — (AFP.)

◻ MADAGASCAR : l'opposition demande le départ du président Ratsiraka. — Le « Comité des forces vives », qui groupe les mouvements d'opposition au régime du président Didier Ratsiraka, ira jusqu'au bout de son action, qui doit entraîner le départ du chef de l'Etat, a affirmé, mardi 18 juin, à Antananarivo, son président, le professeur Albert Zafy. Lors d'une nouvelle manifestation qui a ras-

semblé plus de 100 000 personnes dans la capitale, il a ajouté que le mouvement de protestations et de grèves s'amplifierait avec « l'entrée en scène des entreprises privées ». — (AFP.)

◻ ROUMANIE : répit sur le front social. — Les syndicats ont maintenu leur mot d'ordre de grève générale pour mercredi 19 juin, mais les manifestations qu'ils avaient organisées, mardi, n'ont réuni que quelques milliers de personnes à Bucarest. Le premier ministre, M. Petre Roman, s'est rendu à l'usine Four, où la grève devait être suspendue pour laisser une commission gouvernementale examiner dans les dix jours la situation financière de l'entreprise. — (Correspond.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

AMÉRIQUES

Salvador, Guatemala, Colombie

Reprise des pourparlers de paix en Amérique centrale

Reprise générale des pourparlers pour la recherche de la paix en Amérique centrale : les négociateurs des différents gouvernements et guérillas concernés se sont retrouvés dimanche 16 juin au Mexique pour le Salvador et le Guatemala. Un nouveau round de discussions est prévu le 20 juin à Caracas pour la Colombie. De violents affrontements ont eu lieu lundi et mardi au Salvador entre forces de l'ordre et guérilleros. Ces derniers ont attaqué la principale prison du pays, libérant plus de cent prisonniers, dont trente-cinq politiques. Dix personnes ont trouvé la mort au cours de l'attaque.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Dans l'ensemble des grandes manœuvres pour la paix qui se déroulent en ce moment en Amérique centrale, on parle peu du Guatemala. L'insurrection armée d'extrême gauche a pourtant commencé dans ce pays (où 50 % de la population est indienne) en 1954, en riposte au renversement, avec l'aide de la CIA, du gouvernement progressiste du colonel Arbenz. Depuis, des violences sporadiques mais particulièrement cruelles ont fait au moins cent mille morts. Principales victimes : les paysans indiens des hauts plateaux pris entre deux feux.

Première véritable lueur d'espoir pour une pacification : des pourparlers entre les délégués du gouvernement Serrano et ceux de l'UNRG (Union révolutionnaire de la guérilla, fondée par l'Armée de la guérilla des pauvres, les Forces armées rebelles, le Parti guatémaltèque des pauvres et l'Organisation révolutionnaire du peuple en armes) ont été engagés en avril dernier à Mexico. Les deux délégations se sont retrouvées dimanche 16 juin à Cuernavaca, près de la capitale mexicaine. A l'ordre du jour : les violations des droits de l'homme, la situation des populations indiennes, la recherche d'un cessez-le-feu. Mgr Rodolfo Quezada, président d'une commission nationale de réconciliation, est le médiateur pour ce nouveau round de négociations qui doit durer une semaine.

La violence armée au Salvador n'a pas connu de trêve pendant les

années 80. Bilan de onze années de guerre : soixante-dix mille morts et un million de réfugiés (sur une population totale de cinq millions d'habitants). Les exploits des Escadrons de la mort, liés aux forces armées, ont défrayé la chronique. L'assassinat, en 1980, de Mgr Romero, archevêque de Salvador, l'exécution de plusieurs religieux nord-américains et, plus récemment, des jésuites de l'université catholique de la capitale, restent des thèmes dominants pour les pourparlers entre le gouvernement et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui ont commencé en avril 1990 sous l'égide des Nations unies.

Le principe d'une commission ad hoc de l'ONU, chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, a été acquis au cours des pourparlers qui ont eu lieu en avril dernier à Mexico. Un accord prometteur, mais implicitement remis en question au cours d'une nouvelle rencontre au début de juin à Caracas. Le gouvernement Cristiani souhaite que des militaires salvadoriens soient associés aux travaux de la commission de l'ONU. Le Front Farabundo Martí rejette cette requête, réclamant une démocratisation et une reconstruction des forces armées, ainsi que le jugement des responsables des crimes et exactions. Refus du gouvernement, qui propose un accord immédiat de cessez-le-feu. C'est, en principe, l'impasse et, sur le terrain, la guerre continue : les forces armées ont engagé des opérations dans les principales zones de guérilla : Chaltenango au Nord, Usulután et Morazan à l'Est.

Milices populaires à Medellín

Présents à Caracas, les mêmes négociateurs (M. Santamaría représente le gouvernement et M. Schaffick Handal, leader du PC salvadorien, dirige la délégation du Front) se sont retrouvés le dimanche 16 juin à Mexico pour un nouveau round difficile car la médiation et les difficultés restent très grandes. Mais la lassitude de la population salvadorienne et les pressions de Washington (qui vient, sous conditions, de renouveler son appui au président Cristiani) sont des facteurs essentiels en faveur d'une accélération du processus de paix.

Pas de pressions internationales directes, en revanche, sur les délégués du gouvernement de Bogota et de la Coordination Simon Bol-

ivar (regroupant les FARC, l'ELN et une très modeste dissidence de l'EPL), qui doivent renouer, le 20 juin à Caracas, un dialogue suspendu le 14. Là aussi, il faudra répondre aux aspirations ferventes d'une population unanime, fatiguée par une violence insurrectionnelle qui dure pratiquement depuis quatre décennies. Une violence qui a, d'autre part, connu une relance dramatique depuis juillet 1989 avec la « guerre ouverte » entre les autorités et le cartel de Medellín.

C'est tout en interdépendant en Colombie : la violence délinquante en hausse spectaculaire, la guérilla, les agissements des groupes paramilitaires, et le narco-terrorisme. L'apparition, cette semaine, dans les quartiers pauvres du nord-est de Medellín de milices populaires qui prétendent éliminer physiquement revendeurs de drogue, violeurs et autres délinquants mineurs, en est la dernière illustration.

Après deux semaines d'un premier round de pourparlers les négociateurs colombiens butent toujours sur le premier point de leur ordre du jour : le cessez-le-feu. Il y a accord de principe de part et d'autre, ce qui est déjà beaucoup. Et c'est la première fois que guérilla et représentants du gouvernement acceptent de se retrouver officiellement hors de Colombie. Mais les divergences restent importantes.

Le gouvernement est en faveur d'un regroupement des guérilleros (au moins dix mille dans tout le pays) dans des zones rurales très précises et limitées. « Il n'est pas question », dit M. Bejarano, qui dirige la délégation de Bogota, que l'armée renonce à ses possibilités d'intervention sur l'ensemble du territoire national. La Coordination Simon Bolívar estime, elle, que ses groupes armés doivent rester dans leurs secteurs d'activité (c'est-à-dire, selon elle, dans au moins un tiers du territoire colombien). Et la Coordination demande, en outre, que les militaires évacuent ces zones-là. « Il y a des convergences et la volonté de progresser », affirme-t-on de part et d'autre.

Il y a aussi des anecdotes illustrant le climat plutôt bon des pourparlers. C'est ainsi que la délégation gouvernementale a dû emprunter, à sa grande confusion, la carte des délégués de la guérilla (bien meilleure et plus précise, semble-t-il) afin d'étudier au mieux les localisations des groupes insurgés.

MARCEL NIEDERGAUG

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Mme Cresson engage la responsabilité du gouvernement sur le projet de réforme hospitalière

Les députés ont examiné, mardi 18 juin, une série de textes de nature très différente, le plus important d'entre eux, le projet de loi portant réforme hospitalière, qui avait déjà fait l'objet en première lecture, le 29 avril dernier, d'une adoption sans vote, grâce à la procédure prévue par l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, devait entraîner un nouvel engagement de responsabilité du gouvernement. Après l'échec de sa dernière motion de censure, l'opposition a renoncé à répliquer à ce nouveau recours à l'article 49-3.

La réforme hospitalière. — Dernière à avoir fait l'objet de la procédure de l'article 49-3 sous le gouvernement de M. Michel Rocard, le projet de loi portant réforme hospitalière, présenté par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a été profondément remanié lors de son passage au Sénat. La commission mixte paritaire, formée de députés et de sénateurs, n'a pu d'autre part parvenir à un accord. « Il y avait pourtant des majorités d'idées, que seules des nuances politiciennes ont empêchées d'aboutir. Car il y a parmi vous des députés qui disent que ça rate », a déclaré M. Durieux, mardi 18 juin, lors de l'examen de ce texte, en nou-

velle lecture, par l'Assemblée nationale. Tout au long de la soirée, et en dépit de l'opposition conjuguée des groupes RPR, UDF, UDC et PC, le rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Alain Calmat (app. PS, Cher), et les députés socialistes ont veillé à rétablir le projet dans sa version initiale. Le ministre de la santé a demandé, de son côté, la réserve du vote sur l'ensemble des articles et des amendements, en attendant que le premier ministre vienne, mercredi, engager la responsabilité du gouvernement.

La chaîne culturelle européenne. — L'Assemblée nationale a autorisé, après le Sénat, la ratification d'un traité signé le 2 octobre 1990 à Berlin entre la France et onze Länder allemands, prévoyant la création d'une chaîne de télévision culturelle européenne, issue du mariage de la Sept, en France, et de l'ARTE Deutschland TV, en Allemagne. Seuls le RPR et le groupe communiste se sont abstenus.

En complément de ce texte, les députés ont modifié la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, afin de permettre à la chaîne de bénéficier d'une diffusion par voie hertzienne. Cette disposition vise à rééquilibrer l'audience de la télévision culturelle européenne dans les deux pays, dans la mesure où celle-ci reste actuellement très dépendante de l'état de développement des réseaux câblés (600.000 abonnés en France, 8 millions en Allemagne). Le rapporteur du projet, M. Bernard Schriener (PS, Yvelines) a renoncé à présenter un amendement limitant la durée de cette diffusion hertzienne, pour ne pas déroger au traité franco-allemand (le Monde du 13 juin). Seuls les députés socialistes ont adopté cette réforme, les communistes se sont abstenus, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté « contre ».

La réforme de la fonction publique. — Adoptée par le PS, tandis que le PC était contre et qu'aucun député de droite ou du centre n'était intervenu dans l'ordre du jour, la réforme de la fonction publique, issue d'un accord en commission mixte paritaire, permet essentiellement aux res-

sortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne d'accéder aux emplois de la fonction publique.

La réforme des caisses d'épargne. — Après accord des députés et sénateurs, réunis en commission mixte paritaire, ce projet a été adopté grâce au vote « pour » des socialistes et à l'abstention de l'ensemble des autres groupes de l'Assemblée. Il vise à adapter l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance à leur niveau de développement et à leur nouvelle autonomie. En première lecture, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait préféré suspendre et reporter à plus tard l'examen de ce texte, afin de couper court aux polémiques entre-

tenues par l'opposition (le Monde du 18 avril).

Le règlement du budget de 1989. — Le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a fait adopter le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1989. A la manière des comptes administratifs votés dans les communes par les conseils municipaux, cette procédure a pour but de constater la conformité des comptes avec la loi de finances adoptée par le Parlement. Elle a cependant permis aux orateurs de tous les groupes, à l'exception des socialistes, de contester a posteriori les choix faits par le gouvernement de M. Rocard lors de son premier budget. Pour sa défense, M. Charasse a notamment relevé que le déficit prévisionnel de

la loi de finances de 1989 s'établissait à 100,54 milliards de francs et que le déficit réel, d'un montant de 100,39 milliards de francs, avait donc été conforme aux prévisions.

Accord sur les procédures répressives. — Les députés ont autorisé, mardi 18 juin, l'approbation de deux conventions entre les pays membres de la communauté européenne, sur les procédures judiciaires. La première répond au principe ne bis in idem, selon lequel une personne condamnée dans un Etat membre et définitivement jugée, ne peut être poursuivie et jugée à nouveau, pour les mêmes faits, dans un autre Etat de la Communauté.

La seconde convention est une conséquence de l'accord de Schengen, approuvé par l'Assemblée natio-

nale le 4 juin dernier (le Monde du 5 juin), autorisant les autorités judiciaires d'un Etat membre, compétentes pour exercer des poursuites à caractère pénal, à saisir les autorités judiciaires d'un autre Etat membre lorsqu'elles paraissent mieux à même d'assurer la procédure.

Cette coopération judiciaire entre les Etats repose sur deux conditions essentielles : le fait dénoncé à l'Etat requis doit nécessairement constituer une infraction au regard de son droit interne; l'Etat requis poursuivra ces infractions selon sa propre législation. Déjà opposé aux accords de Schengen, le groupe communiste a voté « contre », afin de signifier son désaccord avec la « dérive supranationale » vers une « Europe de la répression ».

J.-L.S.

En attendant la reprise...

Suite de la première page

Il y a un an exactement, le PS avait mis à l'ordre du jour la nécessité d'une « nouvelle étape sociale », destinée à combler le déficit qu'il reprochait au gouvernement de ce domaine.

M. Rocard avait peu apprécié le procès qui lui était ainsi fait, mais il s'était engagé à faire un effort en faveur des bas salaires. La guerre du Golfe l'avait contraint à renvoyer à plus tard le moment de tenir cette promesse, rendue plus aléatoire encore par les mesures de rigueur budgétaire qui s'étaient imposées au premier trimestre de cette année.

Les socialistes estiment que le temps est venu de faire le geste annoncé. Mardi 18 juin, lors de la réunion du bureau exécutif du PS, l'accord s'est fait sur la nécessité d'une revalorisation « significative » du SMIC au 1^{er} juillet, question qui sera inscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres le 26 juin, de même que celle du montant des retraites. M. Pierre Mauroy en a discuté, le même jour, avec Mme Cresson, à l'occasion de l'estimation qu'il a avec elle chaque

semaine. Pour le premier secrétaire du PS, l'enjeu est stratégique, et le premier ministre ne saurait y être indifférent. Il est vrai que Mme Cresson a déjà démontré son souci de compenser des décisions rigides — restrictions budgétaires et hausse des cotisations sociales — par ce qu'elle a présenté comme une « mesure de justice sociale », à savoir le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation en fonction des revenus.

Trois solutions

Les éléments du débat sont connus (le Monde du 7 juin). Mme Cresson a le choix entre trois solutions. La première consisterait à appliquer strictement la loi, en accordant un accroissement du pouvoir d'achat égal à la moitié du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens, soit une hausse de 1,7 % au 1^{er} juillet. Un gain aussi dit grignoté par l'augmentation de la cotisation assurance-maladie des salariés. La seconde aboutirait à restreindre l'engagement pris par M. Rocard en juin 1990 d'accorder une hausse équivalente à

celle de la totalité du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier pendant l'année écoulée, ce qui provoquerait une progression de 2,3 %.

En 1990, le SMIC avait été ainsi relevé de 2,5 %. M. Rocard ayant appliqué la même méthode, mais sans la théoriser, en 1988 (+1 %) et en 1989 (+1,9 %). Il s'agissait pour M. Rocard d'encourager les partenaires sociaux à ouvrir branche par branche sur la revalorisation des bas salaires des négociations qui doivent être achevées au 31 décembre 1992. La troisième solution consisterait à accorder un coup de pouce au-delà des engagements de M. Rocard.

Si cette dernière hypothèse est clairement écartée, Mme Cresson a semblé préparer l'opinion à une hausse limitée à 1,7 %, en tenant le discours de la rigueur et en expliquant que la situation économique ne permet pas de grandes largesses sociales. Tant au ministère de l'économie qu'au ministère du travail, on souligne que s'il n'y avait pas eu les engagements de M. Rocard, la conjoncture économique commanderait de s'en tenir au strict minimum d'un relèvement de 1,7 %. Mais une telle position est-elle tenable politiquement?

La décision appartient essentiellement au président de la Républi-

Rumeurs de démission

Cette divergence présumée entre le premier ministre et M. Bérégovoy est démentie d'un côté comme de l'autre. La nouvelle rumeur de démission qui a couru, mardi, au sujet du ministre de l'économie, après celle du 14 juin, est imputée par le Quai de Bercy à des manœuvres boursières. M. Bérégovoy a dit et redit, mardi soir et mercredi matin, qu'on avait, dans le passé, « saisi la Commission des opérations de Bourse pour moins que cela » et, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, mardi, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, affirmait que « des gens se font du fric avec ça ». L'Hôtel Matignon est moins convaincu de l'origine spéculative de ces faux bruits. M. Bérégovoy lui-même, d'ailleurs, n'exclut pas une opération venant de l'opposition et destinée à jeter le trouble dans l'esprit des opérateurs financiers.

La méthode qui guide les réflexions du gouvernement consiste à adopter sans tarder les mesures les plus difficiles à faire accepter, sans s'interdire d'en faire porter la responsabilité à M. Rocard au titre de l'héritage que celui-ci aurait laissé à ses successeurs. Mme Cresson a donné l'exemple à cet égard, mardi, sur Europe 1, en déclarant que la découverte du « trou » de la Sécurité sociale avait été pour elle une « première surprise importante » lors de son arrivée à l'Hôtel Matignon. Dans une seconde phase, à l'automne, les contraintes pourraient être quelque peu desserrées — même si le cadrage budgétaire de M. Rocard et Bérégovoy n'est, pour le moment, pas remis en question, un éventuel « coup de pouce » au SMIC pouvant être, dès le mois prochain, un signe annonciateur de cet infléchissement. A l'automne aussi, le plan que M. Martine Aubry prépare pour l'emploi sera soumis au Parlement.

Cette ligne d'action repose sur la prévision d'une reprise économique attendue pour le second semestre. Les socialistes partagent cette logique, mais ils n'en souhaitent pas moins un discours gouvernemental dès maintenant plus clair. Ils demandent, aussi, que des décisions soient prises rapidement en faveur des petites et moyennes entreprises et que des orientations nettes apparaissent pour le traitement du problème des banquiers. Ils préconisent un peu plus de mieux-vivre et un peu moins de rigueur, mais, qu'on aille dans un sens ou dans l'autre, ils veulent, surtout, qu'on le dise.

PATRICK JARREAU et MICHEL NOBLECOURT

Avant d'être entendu par le juge sur le « casse électoral » de Lyon

M. Bernard Sarroca s'affirme victime d'une « machination »

Dix semaines après avoir été nulpé, le 28 mars dernier, de « complicité et recel de vol par effraction et en réunion », M. Bernard Sarroca, ancien chef de cabinet de M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, a fait savoir qu'il souhaite être entendu « le plus rapidement possible » par M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon.

LYON

de notre bureau régional

Alors que le magistrat instructeur chargé de l'affaire du cambriolage commis dans la nuit du 13 au 24 janvier à la permanence électorale de M. Pierre Botton — jendre de M. Noir et candidat, obtenu par le RPR, à l'élection législative partielle du 27 janvier dans la troisième circonscription du Rhône, affine son dossier, visant de convoquer les inculpés, M. Alain Ribeyre, l'un des trois avocats de M. Sarroca, lui a adressé une sorte de « lettre ouverte » pour exprimer l'impudence de son client, sur lequel, selon lui, « a été divers un torrent d'abominations, tendant à faire croire que les éléments recueillis dans le dossier appartaient la preuve indiscutable de sa culpabilité ». Presque simultanément, M. Sarroca a rencontré deux journalistes de la presse régionale pour se présenter comme la « victime d'une machination ».

Le témoignage-confession de M. Didier Lefèvre, jeune cambrioleur à gages, qui, dans un texte de sept pages, remis le 21 mars au procureur de la République de Lyon, mettait en cause deux complices — MM. Bruno Ortega et Antoine Berthault, — un interne-dit, M. Robert Schwindt, PDG de la société Eurosecurité, et un commanditaire, M. Sarroca, a pourtant été largement corroboré par l'information judiciaire, qui, à trois voix, débouché sur cinq inculpations.

Grâce aux aveux circonstanciés de MM. Ortega et Berthault, qui ont fourni une foule de détails concordants sur leur expédition

nocturne dans la permanence de la rue de l'Abondance, son montage et ses suites, les enquêteurs disposent, désormais, d'un faisceau d'indices qui s'impliquent MM. Schwindt et Sarroca.

Le premier reconnaît seulement avoir infiltré des « espions » dans la permanence de M. Botton pour se « faire mousser » auprès du bras droit du maire, dont il espérait « des contacts et des contacts ». Le second résume toute accusation. La rencontre des deux hommes remonte au mois de juin 1989, lorsque Eurosecurité avait été choisie pour assurer le service d'ordre du rassemblement des « éruditeurs » du RPR à la Halle Tony-Garnier, à Lyon.

Afin de justifier ses contacts avec M. Sarroca, M. Schwindt a donné l'adresse et deux numéros de téléphone figuraient sur son agenda — M. Sarroca prétend l'avoir sollicité pour « organiser la protection des permanences de M. Noir et de M. Dubernard » (concurrent « éruditeurs » de M. Botton) dans la troisième circonscription législative, suite à une tentative d'effraction commise dans cette dernière en début de campagne.

M. Botton étroitement surveillé

L'étroitesse des relations que M. Sarroca entretenait avec l'officier de surveillance et de protection de M. Schwindt est établie par d'autres circonstances. Alors que l'ex-chef de cabinet « nie formellement » avoir reçu le 22 janvier, veille du cambriolage, MM. Schwindt et Berthault à l'hôtel de ville, ce dernier, au cours d'un transport de justice organisé, le 2 mai, par le magistrat instructeur, a retrouvé, après de petites hésitations dans la cour d'honneur, le chemin de l'antichambre et du bureau de M. Sarroca.

Le plan Vigipirate, qui renforçait alors le dispositif de sécurité de la mairie centrale, d'ailleurs rendu un fier service au juge Hamy : M. Berthault s'est en effet souvent vu signer un registre au poste de garde. Le magistrat s'est fait remettre par le nouveau chef de cabinet du maire, M. Pascal Parent, le fameux registre, sur lequel figurent bien les noms et

signatures des deux hommes, au jour et à l'heure dits. Il a même retrouvé trace d'une autre visite de M. Schwindt à l'hôtel de ville, le lendemain du cambriolage.

Des éléments troublants ont été relevés dans un cahier vert, de marque Conquerant, que M. Sarroca transportait dans sa sacoche de voyage, le 27 mars, au moment où les policiers sont venus le « réceptionner » à l'arrivée du TGV de Paris. Cet aide-mémoire, tenu à partir du 17 janvier 1991, mentionnait, sur plusieurs jours, les faits et gestes très détaillés de M. Botton et de personnes de son entourage. L'ancien directeur de campagne de M. Noir pour les élections municipales de mars 1989 a été, à la veille des législatives partielles et malgré sa peu redoutable position d'outsider, l'objet de toutes les attentions.

Manipulation et contre-manipulation

Un ancien conseiller municipal RPR de Lyon, M. René Perrin, ancien trésorier de la campagne de M. Noir en 1983, entendu à titre de témoin après une garde à vue, le 3 avril dernier, avait déjà une information dans la permanence de M. Botton. En outre, dans les bureaux de son agence de publicité, Olympus, 54, rue du Président-Edouard-Herriot, à Lyon (2^e), M. Perrin avait organisé le recrutement de M. Ortega comme téléphoniste et s'était entremis pour favoriser celui de M. Berthault comme « électrocin ».

Malgré ce double réseau d'informateurs et certains « épirages » opérés sur le matériel, MM. Schwindt et Perrin, un moment concurrents, n'ont fourni que des informations jugées « vides de sens ». D'où l'idée de monter un « casse propre », lancé, semble-t-il, par MM. Ortega et Berthault. « Quand M. Schwindt a proposé le coup à M. Sarroca, il avait branché l'« ampli » de son téléphone », raconte M. Berthault. M. Sarroca a donné le feu vert. Il était emballé et voulait qu'on opère le soir même. On a dû attendre, car Lefèvre n'avait pas pu se procurer le matériel nécessaire.

Le 23 janvier au soir, toujours sans matériel ad hoc, le trio devra forcer plusieurs portes pour faire

main basse sur des factures, des répertoires téléphoniques, des relevés de comptes bancaires, des feuilles de paie, du petit matériel et, « pour faire plus vrai », sur le blouson d'un employé découvert, à l'étage inférieur, endormi sur son lieu de travail. Deux des « casseurs » affirment que, le lendemain, M. Sarroca est venu lui-même, dans l'arrière-salle qu'il a prise, prendre livraison du « butin », transféré de la voiture de M. Ortega au coffre d'une Peugeot 205 de couleur beige.

Cette lamentable équipée aurait pu en rester là sans les aveux tardifs de M. Lefèvre, qui s'estimait sous-payé avec ses 100 francs, alors que MM. Ortega et Berthault avaient perçu 10.000 francs. Deux mois plus tard, alors que l'affaire est sur le point d'être révisée par la presse, M. Schwindt doit se réactiver fébrilement. Le 23 mars, dans le Chrono 8X, par devant la halle Tony-Garnier, il donne 5.000 francs à MM. Ortega et Ortega, rameutés d'urgence. « Il nous a demandé de nous taire », raconte M. Ortega, et nous a promis un emploi à 10.000 francs si on s'en sortait, en précisant que M. Sarroca serait très généreux, mais que si on parlait, notre vie serait foutue.

« Je te tiens tu me tiens... »

Deux jours plus tard, M. Schwindt tente un dernière pirouette : il remet 50.000 francs, en espèces, à M. Ortega et lui demande de les cacher grossièrement chez lui. « En cas de perquisition, j'aurais dû dire que cet argent m'avait été donné par Lefèvre de la part de M. Botton et que j'étais donc manipulé », confessa pourtant M. Ortega, en indiquant la cachette — un gant de boxe, — aux enquêteurs. « C'est la manipulation définitive, qui achève le scénario en point d'orgue ! » s'est exclamé M. Sarroca lorsque les policiers lui ont raconté cet épisode.

Peu avare de confidences sur la victime du cambriolage, le chef de cabinet démissionnaire n'a pas manqué de fournir, sur procès verbal, son éclairage sur l'environnement de l'affaire. « Après la victoire aux municipales, déclare-t-il,

Botton voulait tirer un fort profit sur la totalité des marchés publics passés par la ville, la Courty et tous les établissements publics dépendants de ces deux collectivités. Michel Noir a refusé et l'a viré (...). Or, Botton ne vit que par ça : ses relations constituent sa principale source de revenus. Cette rupture est dramatique pour les deux hommes (...). M. Noir m'a donné les instructions, écrites et verbales, de prendre contact avec les PDG de tous les groupes ou sociétés qui travaillaient ou pouvaient travailler avec les collectivités désignées pour interdire toute négociation financière avec Pierre Botton pouvant déboucher sur un marché. J'ai appliqué. D'où la haine personnelle de M. Botton à mon égard ».

Sur cette thèse, déjà développée par le maire lui-même et vivement contestée par M. Botton, M. Sarroca apporte une précision. « En ce qui concerne le marché de la Cité internationale de Lyon, dit-il, Pierre Botton était sponsorisé par le groupe Bouygues ou, plutôt, soutenu. Or, le jury a choisi comme concepteur et réalisateur du projet le groupe SARI. Cela explique sa déclaration de guerre, lorsqu'il a appelé me « tuer » ».

La guerre ? le mot est, évidemment, trop fort. Il n'empêche que par émissaires interposés, à coups de sous-entendus, d'indiscrétions habilement dosées, d'évocations de possibles révélations ou représailles, c'est une sorte de guérilla qui se développe actuellement dans le microcosme de la ville. Au jeu du « je te tiens, tu me tiens... », certaines règles élémentaires ont été transgressées avec une impudence et une impudeur bien peu lyonnaises.

ROBERT BELLERET

Des prix à vous faire partir !

NEW YORK	2700'
SAN FRANCISCO	3600'
LOS ANGELES	3700'

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

POLITIQUE

Débat sur la défense au Sénat

M. Joxe confirme son souhait d'une loi de programmation militaire à l'automne

Dans la perspective de la discussion de la future loi de programmation militaire, les sénateurs ont entendu, mardi 18 juin, une déclaration du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, sur les orientations du gouvernement à propos de la politique de défense. M. Joxe a réitéré le souhait que le projet de loi soit déposé et examiné par le Parlement au cours de la prochaine session d'automne.

Après de quinze jours d'inter-vall, devant les députés, puis devant les sénateurs, M. Joxe s'est livré au même exercice : tirer conformément aux vœux de M. François Mitterrand les enseignements de la participation française à la guerre du Golfe. Au Sénat, il est venu, à la fin du mois d'avril, par la publication d'un rapport sur le même thème (*Le Monde* du 27 avril). Dans ce document, la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées fixait

comme principal objectif une hausse sensible des crédits militaires dans la future loi de programmation.

Ce thème a été martelé à plusieurs reprises au cours de la discussion qui a suivi la déclaration de M. Joxe. Le plaidoyer de M. Jean-Luc Bécart (PC, Pas-de-Calais) en faveur de l'affectation à l'éducation nationale de 40 milliards de francs prélevés sur le budget de la défense, a semblé d'autant plus isolé.

La majorité sénatoriale a été, en effet, unanime. M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime), président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, et M. Yvon Bourges (RPR, Ille-et-Vilaine), ancien ministre de la défense, ont déploré « le glissement continu des crédits ». M. Jacques Gonton (Un. cent., Cher) a jugé « préoccupant » le budget 1991, alors que M. Xavier de Villepin (Un. cent., Français établis hors de France) a souhaité que « la conjonction économique et budgétaire qui se dégage ne soit pas un élément essentiel » des décisions prises à propos de ce budget.

Contrairement aux députés (*Le Monde* du 8 juin), les sénateurs se sont gardés de faire des propositions

chiffrées. M. Joxe l'a, d'ailleurs, souligné, avant de souligner qu'il convient de proportionner l'effort militaire à « la réalité de la menace ». Le ministre a repris le chiffre de 3,8 % du PIB (contre 3,37 % aujourd'hui), cité dans le rapport sénatorial, en indiquant que cette hausse représenterait une augmentation de plusieurs dizaines de milliards de francs, un choix qu'il conviendrait d'« argumenter » pour le pays. M. Joxe a, sur ce point, le soutien de M. Robert Pontillon (PS, Hauts-de-Seine), dénonçant la « fausse rigueur » qui consisterait à dire qu'on est « soucieux d'intérêts nationaux à 4,2 % du PIB, indifférent à 3,8 % et négligent à 3,37 % ».

Le ministre de la défense s'est efforcé, ensuite, de mettre en évidence le poids des « contraintes », en assurant que les trois programmes concrets majeurs – le char Leclerc, l'avion Rafale et le porte-avion nucléaire Charles de Gaulle – pourraient, à eux seuls, « absorber toute l'augmentation budgétaire » par le volume de crédits qu'ils mobilisent d'ici la fin du siècle, et au-delà.

Après avoir indiqué que « la simple reconduction en francs constants,

sur les dix ans qui viennent, du budget de 1991 ne permettrait pas d'assurer le financement des armées dans les hypothèses les plus basses », M. Joxe a ajouté qu'il entend « redonner toute son autorité » à la programmation militaire, laquelle, pour être plus efficace, s'inscrira dans le cadre d'une planification de la défense à l'horizon de l'an 2000.

La conscription a été également la matière de nombreuses interventions. Son évocation a donné l'occasion à M. Joxe d'assurer que si les parlementaires approuvaient, au cours de la session d'automne, le projet de loi réduisant à dix mois la durée du service national, cette « nouvelle formule » pourrait s'appliquer « à compter du 1^{er} janvier 1992 ». S'inspirant de *Vers l'armée de métier*, ouvrage publié en 1933 par son père, M. de Gaulle a expliqué qu'il « voudrait mieux confier l'armée permanente aux seuls militaires de métier et renoncer carrément à la conscription », à une seule réserve : la défense du territoire.

GILLES PARIS

Les élections régionales

M. Le Pen sera tête de liste dans les Alpes-Maritimes

Le suspense est terminé ! La décision n'est pas encore officielle, mais elle est déjà prise intellectuellement et politiquement, si l'on peut dire, par le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, qui conduira la liste de son mouvement dans le département des Alpes-Maritimes aux élections régionales prévues en mars 1992.

Le chef de file de l'extrême droite ne cache pas son ambition d'inverser en sa faveur le rapport de forces avec l'UDF et le RPR, qui dirigent, sous l'autorité de M. Jean-Claude Gaudin, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. De force d'appoint assurée une majorité à M. Gaudin (UDF), le Front national veut devenir groupe dominant afin de contraindre la droite parlementaire à s'associer à lui sous peine de laisser l'assemblée régionale sans majorité.

Pour atteindre cet objectif, le Front national devrait obtenir une douzaine de sièges de plus qu'à la consultation de 1986. Sur les vingt-cinq conseillers régionaux alors élus sous cette étiquette, il n'en reste plus que quinze aujourd'hui.

M. Le Pen avait cru voir naître

une « histoire d'amour » entre lui et Marseille en 1988 – un électeur phocéen sur quatre avait voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle – ce qui l'avait conduit à affirmer : « Marseille sera lepeniste en 1989 ». Ni les législatives ni les municipales n'ayant ensuite justifié cette euphorie, le département des Alpes-Maritimes, délaissé par M. Le Pen, avait alors suscité l'attention de M. Bruno Mégret, député général du Front national, qui y conduira la liste de son parti aux régionales.

M. Jacques Médécine, ancien maire de Nice, ayant pour sa part fini la saison politique, le président du Front national a donc jeté son dévolu sur la cité du Carnaval. Ce nouveau flirt consiste à transformer le « médécisme » en « médécino-lepenisme » avec le concours objectif de M. Médécine, ainsi que le craint M^{me} Martine Daupré, adjointe au maire et député RPR des Alpes-Maritimes. Celle-ci accuse l'ancien maire de préparer le terrain pour M. Le Pen en vue des prochaines élections municipales (*Le Monde* du 19 juin).

OLIVIER BIFFAUD

Guyane : les dessous d'Ariane

II. – La question amérindienne

Derrière la vitrine d'Ariane, qui symbolise le renouveau de la Guyane française, on trouve parfois des bidonvilles qu'alimente une immigration très forte dont le Front national tente de tirer profit (*Le Monde* du 19 juin). Mais cela ne va pas sans mal pour les partisans locaux de M. Le Pen. A Saint-Georges-de-l'Oyapock, lundi 17 juin, plusieurs centaines de manifestants ont empêché, en occupant la piste de l'aérodrome, l'atterrissage d'un avion transportant M^{me} Martine Lehideux, députée européenne du FN (*Ile de France*). « Nous, Indiens Palikours, nous ne voulons pas de Le Pen ici », disait une banderole. Cette anecdote est révélatrice : l'apparition des Amérindiens sur la scène politique constitue l'un des faits majeurs de la nouvelle donne guyanaise.

MANA

de notre envoyé spécial

L'homme revient de la pêche, un gros poisson à la main. Il a balé sa pirogue sur la plage des Hattas, qui borde la rive de ce côté-ci de l'embouchure du Maroni. Un instant, il a scruté les traces laissées à l'aurore par les tortues luths, qui viennent pondre chaque nuit dans le sable blanc. Pieds nus, en short, la chemise ouverte sur son torse torpé, il savonne en souriant. Ses cheveux, couleur de jais, tombent sur ses épaules. « C'est un wakalou, dit-il, en montrant son poisson. Excusez-moi, je dois le nettoyer tout de suite... »

Il ne faut pas se fier aux apparences. Ce jeune pêcheur n'est pas n'importe quel Indien. Il s'appelle Félix Tiouka. Porte-parole des Galibis, descendants des Caraïbes, qui vivent depuis les temps immémoriaux sur cette frange littorale de l'Amérique du Sud, il préside l'Association des Amérindiens de Guyane française, qui rassemble désormais les membres de sa communauté mais aussi les cinq autres familles indiennes dispersées dans la forêt amazonienne : les Aravaks, les Emerillons, les Ouyampis, les Palikours et les Wayanas (1). C'est un chef. Un grand chef.

Depuis que, avec deux autres jeunes Galibis revenus de métropole, il a décidé « de ne plus subir mais d'agir », il accumule les succès symboliques. La mention « réserve

indienne » a disparu des cartes géographiques de la région. Un décret du 14 avril 1987 a reconnu « au profit des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt » l'existence de « droits d'usage collectifs » pour la pratique de la chasse, de la pêche et de toutes les autres activités nécessaires à leur alimentation. Et les Galibis ont maintenant leur propre commune, Awala-Yalimapo, née en décembre 1988 de la scission du territoire de la commune de Mana.

Félix Tiouka en est à la fois le secrétaire de mairie et l'homme à tout faire, surtout depuis que le maire, Henri Paul, informaticien à Kourou, le premier Galibi élu conseiller régional, a dû réduire ses activités après avoir été blessé par balle à la tête alors qu'il essayait de calmer un forcené.

« Nous n'avons plus besoin d'intermédiaires »

En ce moment, à l'intérieur du hangar propre qui fait office d'hôtel de ville, un groupe de fillettes met la dernière main à une exposition d'objets usuels originaux de leur village natal. Un arc, des flèches de roseau, des flûtes taillées dans des tibias de biches des parures de perles, un tamam à manioc, un masque de « maraké » utilisé lors des cérémonies

d'initiation des adolescents à l'âge adulte. Ces écolières passent quelques jours à Awala-Yalimapo dans le cadre d'un échange de classes. Elles viennent d'Antenne Pata, le lieu des Wayanas.

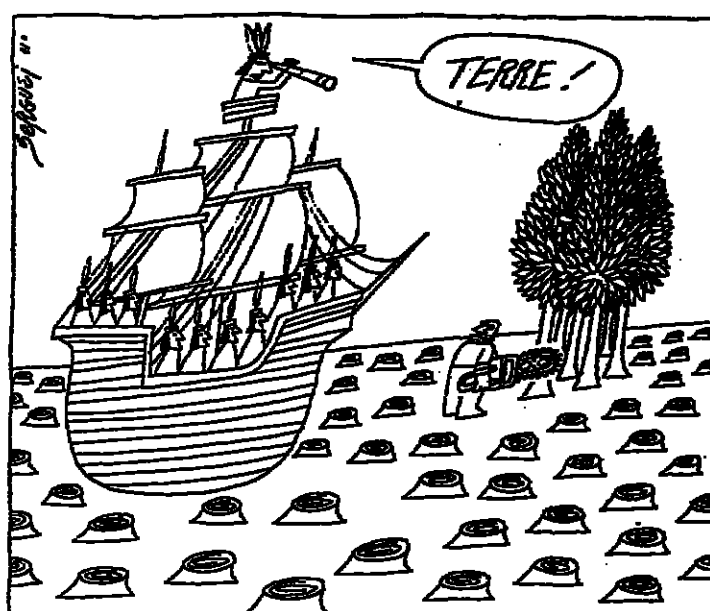
La-bas, sur le haut Maroni, au-delà de Maripasoula, leurs familles vivent en autarcie sous l'influence d'un homme blanc, André Cognat, qui a choisi, il y a vingt-sept ans, de « devenir indien » et qui pense que le meilleur moyen d'assurer l'avenir des Amérindiens est de les isoler du reste du monde.

Félix Tiouka entretient les relations les meilleures avec les Wayanas, mais il ne partage pas le point de vue d'André Cognat : « A nous, nous ne sommes pas des indiens », dit-il, « nous sommes des Français, mais aujourd'hui tous les jeunes disent qu'ils n'ont plus besoin d'intermédiaires et qu'ils sont assez grands pour s'exprimer directement... »

Premiers Indiens à avoir côtoyé les navigateurs venus d'Europe et à avoir compris les mœurs de leurs colonisateurs, les Galibis ont donné le signal du réveil amérindien en intégrant leurs revendications identitaires dans le fonctionnement des institutions de la République, et ils sont suivis par les autres communautés : « Nous disposons d'une quinzaine d'associations culturelles, opérationnelles depuis deux ans, et dans chacune de nos villages nous avons recréé le conseil des anciens, qui rassemble les représentants des familles, les chefs coutumiers et les chasseurs (traditionnels), explique Félix Tiouka. Nous travaillons surtout, avec l'aide des parents, à développer notre culture à l'école. A la maternité, il faudrait que chaque jeune Amérindien reçoive les connaissances dans sa langue maternelle et que le français intervienne comme deuxième langue au cours primaire. Il ne faut former nos cadres, sans oublier que dans notre commune il n'y a quand même pas que des Galibis. La commune, nous l'avons réclamée pour avoir à notre disposition un outil qui va nous permettre d'avoir plus de pouvoir. Nous allons diriger nous-mêmes le développement de notre communauté. Ce sera très important pour défendre notre droit à la terre. Nous voulons que l'Etat nous reconnaisse la propriété collective du sol pour interdire certaines parties de nos forêts aux forestiers et aux chasseurs professionnels, qui déciment le gibier. »

« D'abord galibi, puis français »

Il n'y a aucune velléité d'indépendantisme dans la démarche de Félix Tiouka, même s'il arrive que certains jeunes, déçus par leur apprentissage de la modernité à l'école, se montrent tentés par la violence : « Je suis d'abord galibi, puis français, mais si la question de la nationalité passe chez nous au second plan, nous essayons de faire comprendre que le bénéfice de la



nationalité, comme celui de la commune, nous sert à faire avancer les solutions de nos problèmes. Nous expliquons aux gens que le bulletin de vote peut changer les choses et ils commencent à le comprendre. Nous avons plus de mal quand nous parlons de développement. Ce concept n'existe pas chez nous. Les gens nous disent : « Vous voulez développer quoi ? Nous, on veut demander d'améliorer les choses, d'apporter un plus dans la vie quotidienne... »

Pas question non plus de faire le jeu des apprentis sorciers d'extrême droite. Félix Tiouka déplore le « spectacle affligeant » donné le 1^{er} mai à Paris par Auguste La Bonté, l'ancien chef coutumier des Indiens Palikours de Saint-Georges, converti à la croisade contre les immigrants clandestins brésiliens par les soins d'un retraité de la Légion étrangère promu porte-drapeau du Front national sur les bords de l'Oyapock : « Ce chef ne représentait que lui-même et il a été victime d'une manipulation politique organisée par un parti xénophobe. Nous condamnons cela. »

Une première mondiale

La politique, en vérité, fait peur à Félix Tiouka : « Nous pourrions avoir onze sièges aux prochaines élections régionales si nous formions une liste amérindienne, mais nous nous méfions des influences et des sollicitations qui pourraient nous diviser. Nous préférons que le système institutionnel assure automatiquement la représentation des différentes communautés ethniques. »

Le président de l'Association des Amérindiens, qui revendique une douzaine de conseillers municipaux dans les communes de Saint-Laurent-du-Maroni, Iracoubo, Kourou et Maripasoula, préfère les sentiers de la métropolitique. Il caresse un grand projet dont la concrétisation sera évoquée, en juillet, lors d'une exceptionnelle réunion des derniers chamanes de Guyane. Ce « séminaire » aura lieu loin d'Awala-Yalimapo, à Camopi, l'autre commune du département dont le maire, Paul Sulman,

est un Indien. Ah ! Camopi... Quatre cents familles d'Emerillons et d'Ouyampis, qui rêvent de mouton pour leurs pirogues, treize fonctionnaires métropolitains héroïques, qui essaient de faire leur travail en étant démunis de tout, et deux gendarmes épiques, André Martin et Régis Chapot, qui font tout le reste : les courses mensuelles de toute la communauté au Mammoth de Cayenne, la rédaction du courrier et son transport, la gestion des livrets d'épargne individuels pour une saine utilisation du RMI, les rendues obligatoires de déclarations de revenus là où il n'y a aucun contribuable, accessoirement la police et la justice sur un territoire de 17 000 kilomètres carrés parcourus par les redoutables *garimpeiros* brésiliens traqués d'opérateurs.

C'est dans ce sanctuaire, à plusieurs jours de pirogue de Saint-Georges, que Félix Tiouka et ses frères amérindiens vont essayer de monter la grande fête internationale à laquelle ils songent pour célébrer leur épopée, au cours de l'été 1992, l'Awala-Yalimapo, le cinqui-centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Des contacts prometteurs ont déjà été pris avec les communautés indiennes francophones du Canada, et Félix Tiouka a personnellement récupéré, il y a quelques jours, des photos de l'exposition coloniale pour montrer comment Paris voyait les Galibis en 1931.

Le clou de la fête constituera une première mondiale à laquelle les Galibis travailleront depuis deux ans déjà : la mise en scène, dans leur langue, de la première rencontre « entre l'homme indien et l'homme de fer », l'Amérindien et le conquistador bardé de son armure. « Cher nous, dit Félix Tiouka en s'excitant presque, l'expression théâtrale n'existe pas... »

ALAIN ROLLAT

(1) La communauté amérindienne est estimée à dix mille membres.

Prochain article : Pionniers et chiffonniers...

Une délégation du Front national refoulée par des manifestants à Saint-Georges-de-l'Oyapock

CAYENNE

de notre correspondant

En voyage en Guyane, M^{me} Martine Lehideux, députée européenne du Front national, a exprimé l'intention de déposer plainte, mardi 18 juin, à la suite des incidents qui se sont produits la veille alors qu'elle tentait de se rendre à Saint-Georges-de-l'Oyapock en compagnie du secrétaire départemental de son parti, M. Jean-Jacques Fanché et de deux autres militants locaux.

L'avion d'Air Guyane qui la transportait le matin vers ce village n'avait pas pu atterrir. En effet, plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des créoles, des Européens mais aussi des Indiens Palikours opposés à la prise de position de certains porte-parole de leur communauté en faveur du Front national, s'étaient rassemblés sur la piste du petit aérodrome à l'annonce de la venue de cette délégation. Le maire RPR de Saint-Georges, M. Romain Garros, avait pris lui-même la tête des manifestants porteurs de pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Nous

Indiens Palikours, nous ne votons pas pour le Front national et nous ne voulons pas de Le Pen ici ! », « Charagne, pas d'ail », « Lehideux SS ! », etc. L'avion avait dû faire demi-tour.

De retour à Cayenne, les émissaires du Front national ont affrété un hélicoptère et sont revenus en début d'après-midi à Saint-Georges où l'appareil a tenté en vain de débarquer ses passagers en trois endroits différents. M^{me} Lehideux et ses accompagnateurs ont été vivement pris à partie par certains des manifestants qui les ont menacés. Ils ont été contraints de quitter les lieux définitivement après un échange de horions. La présidente du Cercle national des femmes d'Europe s'est personnellement tenue à l'écart de cette échauffourée en restant à bord de l'hélicoptère.

M^{me} Lehideux a ensuite accusé le Parti socialiste guyanais (PSG) d'avoir organisé cette manifestation composée, selon un communiqué du Front national, « d'hommes totalement ivres, sans aucun doute venus de l'extérieur dans le but évident de se livrer à

des actes de violence, au risque même de tuer ». Elle a réclamé « la libre circulation aux responsables et à leurs politiques ainsi qu'à tous les citoyens dans leur propre pays ».

La commission exécutive fédérale du PSG s'était auparavant félicitée « des manifestations spontanées de la population de Saint-Georges-de-l'Oyapock à l'encontre des représentants du FN » et elle avait dénoncé « les provocations et les manipulations du FN qui conduisent à dresser les uns contre les autres les différentes composantes de la société guyanaise ».

Le maire de Saint-Georges a réfuté la version des faits exposée par le Front national en affirmant que la « kermesse » improvisée à laquelle cette manifestation a donné lieu avait été uniquement « arrosée » d'eau et de limonade. Il a expliqué qu'il avait refusé de réunir le conseil municipal pour recevoir la délégation du FN, comme cela lui avait été demandé, parce que cette visite procédait, à ses yeux, d'une « provocation ».

EDMOND FRÉDÉRIC

هكمانه المرحله

COMMUNICATION

Dans son rapport sur l'état de l'audiovisuel

M. Jean Cluzel propose des réformes de la redevance et du CSA

M. Jean Cluzel, sénateur de l'Allier, a rendu public son rapport annuel sur l'état de l'audiovisuel. Il donne son analyse de la crise d'Antenne 2 et de FR3 et suggère notamment que le Conseil supérieur de l'audiovisuel voie ses pouvoirs élargis.

Le traditionnel rapport de printemps du sénateur Jean Cluzel sur l'état de l'audiovisuel tombe à point : six mois après le remplacement de M. Philippe Guillaume par M. Hervé Bourges à la tête des chaînes publiques, quelques jours seulement après l'annonce d'un vaste plan de restructuration qui met en émoi salariés et syndicats et alors qu'A2 et FR3 enregistrent des pertes historiques. Le vice-président de la commission des finances de la Haute Assemblée, qui n'a jamais ménagé ses critiques sur la gestion de l'audiovisuel par la gauche comme par la droite, voit dans le bilan alarmant dressé par M. Bourges une confirmation de ses analyses.

La situation pousse M. Cluzel à compléter la longue liste de maux qui affectent l'audiovisuel français. Aux « lois, règlements, tutelles, courbes taillonnées, bureaucratie, remplissages de placards dorés ou non » s'ajoutent désormais « disputes, médisances, manœuvres et guerilla ». Autant de « dépôts graisseux » qui, selon le sénateur de l'Allier, entraînent une forme particulière d'artériosclérose : « la sclérose média », qui risque de provoquer à terme la disparition des chaînes publiques par infarctus.

M. Cluzel ne se contente pas de filer la métaphore médicale. Chiffres à l'appui, il analyse en 400 pages les bilans des entreprises publiques, ausculte la gestion d'A2 et FR3 et donne son point de vue sur la polémique qui a opposé M. Philippe Guillaume au gouvernement. Le rapporteur du budget de la communication estime que les dirigeants d'Antenne 2 ont eu tort de ne pas tenir compte des erreurs de prévisions publicitaires et d'engager des dépenses budgétaires sans avertir la tutelle et le conseil d'administration.

Mais le sénateur Cluzel ajoute

La Fondation Hachette reçoit l'oscar du mécénat

Des espaces culturels pour les enfants des hôpitaux

Décerné pour la onzième fois par l'Admical, association d'entreprises mécènes, l'oscar du mécénat récompense cette année l'action de la Fondation Hachette en faveur des enfants hospitalisés. Parmi ses actions en faveur du livre et de l'audiovisuel - soutien au patrimoine écrit, aides à des bibliothèques étrangères, bourses pour de jeunes créateurs... - la Fondation Hachette a en effet contribué à la création d'un espace culturel dans l'hôpital de la Pitié Salpêtrière. Livres, magazines et enregistrements audiovisuels y sont à disposition des enfants. La Fondation aide également l'édition d'un journal interne fait par les enfants, et compte étendre cette expérience à d'autres hôpitaux de Paris et de province.

Outre cet oscar, le jury a décerné un prix spécial à une PME. Barcode. Spécialisée dans le matériel de lecture des code-barres, elle a demandé à vingt-sept artistes contemporains de « détourner » ces alignements de barres noires, ces œuvres étant réunies dans une exposition.

□ Hachette associe Donnelley à son imprimerie espagnole. - Le groupe de presse Hachette et l'imprimeur américain Donnelley vont créer une société commune qui contrôlera 80 % de l'imprimerie espagnole en hébergement Heliocolor. Donnelley est le premier imprimeur mondial de magazines, catalogues, livres. En partageant avec lui cette filiale qui lui appartenait, le groupe Hachette allège ses besoins d'investissement. Heliocolor, qui fonctionne depuis la mi-mai, imprimera notamment les magazines espagnols de Hachette Teleprograma et Diez Minutos.

aussitôt : « Il est également vrai qu'à aucun moment, d'août 1989 à décembre 1990, la tutelle n'a accepté de jouer le jeu du redressement du secteur public. L'objectif a été, dès le début, d'obtenir la démission des dirigeants que l'Etat ne peut sanctionner directement. Tout a été fait pour les empêcher de mener à bien la politique sur laquelle ils s'étaient engagés et les pousser à la faute. Indiscutablement, cette stratégie fut couronnée de succès. »

Rembourser les exonérations

Le rapport de M. Cluzel ne se limite pas à l'analyse des maladies de l'audiovisuel. Son principal intérêt réside dans les remèdes qu'il propose. Le sénateur applaudit aux mesures d'urgence prises par Michel Rocard en avril pour renflouer les deux chaînes publi-

ques, mais il s'interroge sur le financement du milliard de francs supplémentaires promis à A2 et FR3 l'an prochain. Le parlementaire suggère que la redevance soit calculée non plus par foyer mais, de manière dégressive, par postes de télévision. Il milite aussi pour le remboursement par l'Etat des exonérations de redevance, qui concernent aujourd'hui 4 millions de foyers et entraînent plus de 2 milliards de francs à l'audiovisuel public : « Cette contribution sociale audiovisuelle ne doit pas être supportée par les chaînes publiques mais par le budget général. »

Aux mesures budgétaires, M. Cluzel ajoute une douzaine de réformes allant de l'assouplissement des contraintes réglementaires à la moralisation du marché publicitaire en passant par une meilleure structuration du capital des diffuseurs. On y trouve à peu

près toutes les demandes exprimées depuis quelques mois par les professionnels, demandes qui ne font pas toutes l'objet de même consensus.

Plus intéressante est la réforme du Conseil supérieur de l'audiovisuel proposée par le sénateur Cluzel. Le vice-président de la commission des finances estime en effet que le CSA ne doit plus nommer les dirigeants des chaînes publiques alors qu'il n'est responsable ni du budget ni des objectifs d'A2 et FR3.

En revanche, il milite pour un véritable pouvoir normatif du Conseil. Le CSA, qui doit se contenter aujourd'hui de jouer les gendarmes, pourrait moduler les règles en fonction des chaînes, de leur comportement et de l'état du marché et retrouver ainsi un véritable rôle de régulateur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

La polémique autour de MGM-Pathé

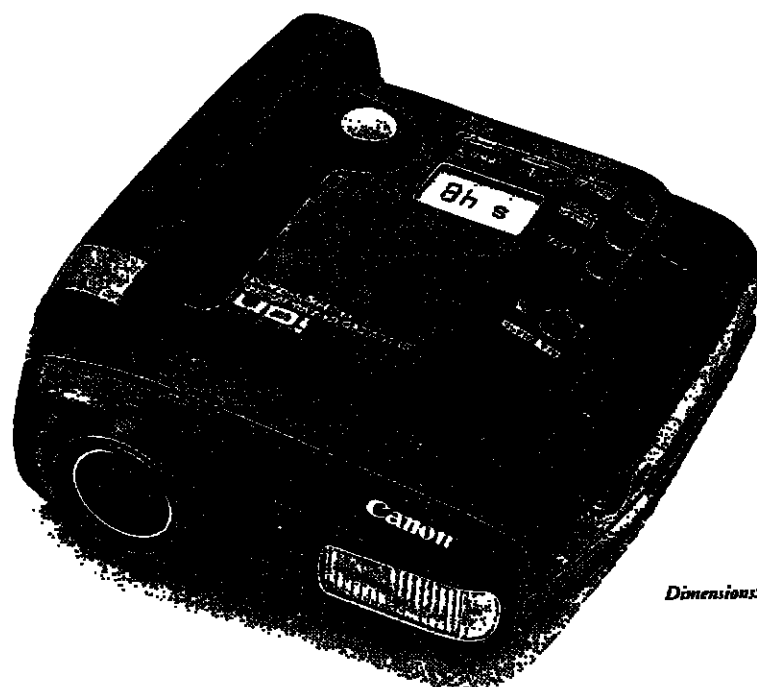
Le Crédit lyonnais traîne M. Parretti devant les tribunaux

Rien ne va plus entre le financier italien Giancarlo Parretti et le Crédit lyonnais Bank Nederland, qui fut pourtant son fidèle soutien dans l'aventure du rachat de MGM-Pathé. Le Crédit lyonnais et MGM ont en effet déposé devant les tribunaux de l'Etat du Delaware (Etats-Unis) une plainte contre M. Parretti. Après avoir obtenu que ce dernier abandonne la présidence de MGM, puis en cède 40 % du capital (le Monde des 18 avril et 9 mai), les plaignants exigent maintenant que M. Parretti quitte le conseil d'administration de MGM-Pathé Communications. Ils estiment en effet que l'homme d'affaires italien ne cesse d'intervenir pour saper l'autorité du nouveau PDG, M. Alan Ladd.

Aussi la banque instruit-elle le procès d'une gestion qu'elle s'était pourtant refusée à mettre en cause pendant de longs mois malgré les accusations de la presse. Le Crédit lyonnais dénonce pêle-mêle la manie du secret de M. Parretti, son inaptitude à établir des procé-

dures comptables claires, ses transactions douteuses avec des sociétés dans lesquelles il possède des intérêts, le licenciement sans remplacement de cadres essentiels au fonctionnement de MGM. Selon le journal britannique Financial Times, la banque contesterait aussi la validité d'une réunion au cours de laquelle M. Parretti, sa femme et son associé, M. Yoram Globus, auraient tenté de réédier M. Parretti à la tête du studio hollywoodien et autorisé la vente d'actifs de MGM, comme sa participation dans le consortium UIP.

Le prêt de 145 millions de dollars consenti par le Crédit lyonnais à MGM aurait été consommé en moins de trois mois, et les prévisions de M. Parretti sur les résultats futurs de MGM seraient trop optimistes. En portant l'affaire devant les tribunaux, le Crédit lyonnais cherche à évincer définitivement M. Parretti, avant d'entreprendre le redressement ou la vente de MGM.



Dimensions: 12x12 cm

Voici Ion, de Canon.
(Nous avons souligné tout ce qui est important.)

Grâce à Ion, vous allez - dès aujourd'hui - pouvoir faire
des images photographiques instantanées et,
le plus simplement du monde, les regarder immédiatement sur votre téléviseur.

Grâce à Ion, vous allez également pouvoir regarder sur votre téléviseur
toutes vos images 24x36, professionnelles et privées, négatives et diapositives,
et les stocker sur disquettes (car Ion fonctionne sur disquettes).

De plus, grâce à Ion, toutes vos images (prises avec Ion ou avec votre appareil photo),
vous allez pouvoir les truquer, les animer, les mettre en page,
et les imprimer (car Ion se connecte à votre ordinateur).

Grâce à Ion, vous allez pouvoir emporter n'importe où toute votre banque d'images
(car Ion tient dans une poche, ses disquettes sont miniaturisées,
et chacune peut recevoir 50 images effaçables).

Grâce à Canon, le module de base du Système Ion ne coûte que 6.000 francs
(prix public TTC conseillé).

Enfin, grâce au 05.05.05.33 (appel gratuit), vous pourrez savoir
où rencontrer, manipuler, mieux comprendre et tester vous-même les potentialités infinies
du Canon Ion, avec de vrais spécialistes photo-video.

Canon

En résumé, Ion est une percée technologique réelle et cruciale pour tous les métiers qui utilisent l'image.
Et cela, veuillez croire que nous ne le soulignerons jamais assez.

SOCIÉTÉ

ILE-DE-FRANCE

Le projet UDF-RPR de charte régionale

La région parisienne veut avoir la responsabilité de son développement

Le chantier de l'Île-de-France, ouvert il y a deux ans par M. Michel Rocard, ne s'est pas refermé avec son départ de Matignon. Après le Livre blanc, l'an dernier, puis l'Esquisse de schéma directeur, présenté en avril par le préfet de région (le Monde du 5 avril), c'est l'exécutif régional, c'est-à-dire la majorité RPR-UDF du conseil régional, qui devait rendre public, mercredi 19 juin, sa « Charte régionale de l'Île-de-France ». Ce texte est la synthèse des chartes établies par chacun des départements de la région, dont la Charte de Paris proposée récemment par M. Jacques Chirac (le Monde du 4 juin).

La charte régionale se définit, selon M. Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional d'Île-de-France, comme une « forte contribution » au débat public ouvert par l'Etat sur l'aménagement de la région. Le document, élaboré sous la direction de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF) et qui sera, jusqu'à l'automne prochain, soumis à la réflexion des collectivités, départements et com-

munes, pose quelques principes de base : l'Île-de-France ne doit plus se concentrer sur elle-même, au risque de devenir une « mégapole inhumaine ». Elle doit s'ouvrir sur l'Europe, accepter la concurrence de Londres, Bruxelles, Francfort, Madrid, bien sûr, Berlin. Elle doit aussi « respirer » avec les sept « régions-trait d'union » du Bassin parisien qui l'entourent et « entraîner l'ensemble du territoire national ». Sa population ne devrait pas dépasser 12 millions d'habitants en 2015 (elle en compte 10,6 millions actuellement).

« Une succession de villages dans la ville »

La charte « proscrit toute hypertrophie de l'Île-de-France qui se ferait au détriment des régions voisines ». Elle propose une « francilienne de TGV » autour de Paris, une liaison entre les villes « à une heure de Paris » et les grandes pôles franciliens, le projet Lutèce pour aller de banlieue à banlieue sans passer par la capitale ; six lignes de RER et une double rocade de métro léger et tramways en spirale autour de Paris (ORBITALE) ; deux grandes roades autoroutières et la création, en 2010, d'un troisième grand aéroport international.

L'urbanisme poussera, selon M. Pierre Pommelet, directeur

général de l'IAURIF, « la multiplicité à ses extrêmes limites », qui fera de la région « une succession de villages dans la ville ». Il conjuguera trois réseaux :

— Le réseau d'espaces naturels avec 40 millions d'arbres supplémentaires, dix états plantés à chaque naissance de petit Francilien.

— Le réseau urbain avec huit pôles d'excellence européens, dont La Défense, la Seine-amont, Billancourt, les villes nouvelles et les villes anciennes proches, telles que Versailles, Roissy, et soixante pôles locaux.

— Le réseau de transports, ferré et routier, en surface et souterrain, public et à péage. La réalisation des nouveaux projets coûtera 100 milliards de francs pour les transports collectifs, 100 milliards de francs pour les voies routières et 60 milliards de francs pour la voirie souterraine. Le projet ICARE, soit 10 milliards de francs par an pendant vingt-cinq ans. On ne pourra trouver que 6 milliards de francs par an sur fonds publics ; il faudra donc faire appel au privé pour les 4 autres milliards de francs.

Pour créer 850 000 emplois d'ici à 2015, il faudra mieux accueillir les entreprises internationales, offrir un immobilier d'entreprises abondant et diversifié, affirmer la vocation industrielle de la région, pérenniser l'agriculture, construire un projet régional de télécommunications. Les grandes administrations devront être déconcentrées vers la province.

L'enseignement supérieur devra être développé, comme l'ont été les lycées, par la région. Six nouvelles universités devront être créées et non pas quatre. Il faudra ouvrir quatre-vingts départements d'UT (supplémentaires et non quaternaires). Au total, 160 000 places nouvelles seront nécessaires pour accueillir 110 000 étudiants de plus et desservir les universités parisiennes.

Les 600 000 logements à construire en dix ans le seront grâce à un fonds d'action logement, qui soutiendra les « maîtres bâtisseurs ». Il faudra indiquer « où ne pas construire », plutôt que de préciser où bâtir. Les grands ensembles « en crise » devront devenir de « vrais quartiers ». On améliorera leur desserte ; les établissements scolaires seront aidés et des exonérations fiscales accordées aux entreprises qui s'y installeront.

Seule, estiment les auteurs de la Charte régionale, une « économie performante » pourra réaliser les investissements coûteux, dans le domaine des transports en particulier. Performante, écrivent-ils, c'est-à-dire « débarrassée des entraves réglementaires », comme l'agrément requis pour la construction des bureaux au centre de l'agglomération. L'Etat serait bien inspiré de « se retirer pour l'Île-de-France et son développement », dont l'inefficacité est grandissante. La région réclame, une fois de plus, la gestion de la taxe instaurée récemment sur les bureaux et dont elle reproche à l'Etat de ne pas avoir utilisé, à construire des logements comme prévu, que 300 millions de francs sur le 1,5 milliard prévu. Elle réitère aussi son vœu d'être responsable unique des transports, d'attribuer les concessions, d'accroître ses missions en matière de formation. Elle souhaite mener « en partenariat avec l'Etat, les départements, les communes, les acteurs privés ». Une vaste politique à long terme, qui fera d'elle « la capitale économique de l'Europe du prochain siècle ».

C. V.

ÉDUCATION

A cause de la crise financière provoquée par son assurance scolaire

La Fédération des conseils de parents d'élèves est menacée d'éclatement

Sept conseils départementaux de la Fédération des conseils de parents d'élèves ont décidé d'assigner en référé M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, pour que soit nommé un administrateur judiciaire provisoire (le Monde du 19 juin). Trois faits nouveaux pourraient encore creuser le fossé entre les instances nationales, accusées d'avoir commis des fautes de gestion, et les militants.

Que restera-t-il de la principale organisation de parents d'élèves en juillet ? Traversée par une grave crise financière révéée lors de son dernier congrès à Bourges (le Monde des 21 et 22 mai), la FCPE est aujourd'hui ouvertement menacée d'éclatement. Le 25 juin, le tribunal de grande instance de Paris jugera en référé la demande de sept conseils départementaux (dont le Pas-de-Calais, le plus important en nombre d'adhérents) qui souhaitent, par la nomination d'un administrateur provisoire, faire la clarté sur les comptes de l'association. Le 30 juin (si la procédure judiciaire échoue), un congrès national « à caractère exceptionnel » se réunira pour examiner, une nouvelle fois, le recours à un emprunt de 16 millions de francs, assorti d'une garantie hypothécaire sur les biens immobiliers de la FCPE, que la CASDEN, banque « enseignante », serait prête à accorder. Une souscription auprès des 500 000 adhérents pourrait également être soumise au vote.

A Bourges, les délégués FCPE avaient dû avaler l'échec de leur assurance scolaire autonome, Assuréliève, mise sur pied en 1989 avec la Ligue de l'enseignement et son bras assureur, la Mutuelle assurance confédérale (MAC) : une perte sèche de 10 081 584 francs sur deux ans, auquel s'ajoute le remboursement d'un prêt de 5 millions de francs contracté auprès de la GNF-banque et de la CASDEN, qui a couvert les frais d'informa-

sation de la FCPE. La réponse avait été immédiate et sans appel : rapport financier mis en minorité et rejet du recours à l'emprunt. Certes, les délégués avaient, dans un premier temps, réitéré leur confiance à l'équipe dirigée par M. Mailles, tout en espérant que cette dernière tienne compte de l'avertissement. Mais la réélection, samedi 15 juin, de l'ensemble du bureau national plonge aujourd'hui la plupart des conseils départementaux dans un profond désarroi. Placés devant le fait accompli, des responsables départementaux estiment ne plus rien devoir à un bureau national à qui l'on reproche péle-mêle d'être verrouillé par... des enseignants (cinq sur dix élus) et d'oublier son rôle fédérateur, en privilégiant les intérêts personnels et le goût du pouvoir.

Assurés sans l'ère

Trois faits nouveaux pourraient accentuer un peu plus le fossé qui existe entre les départements et les instances nationales :

1. — Il est confirmé que, entre septembre 1990 et mars 1991, l'association FCPE-Solidarité, chargée de collecter les cotisations des parents d'élèves, n'avait pas reversé à son assureur, la MAC, les sommes perçues. Par ailleurs, la MAC n'a reçu la totalité des fichiers d'adhérents pour l'année scolaire 1990-1991 que début juin. En termes clairs, la MAC assurait près de 200 000 adhérents sans pouvoir les connaître et était des sinistres sans pouvoir vérifier... que les enfants accidentés étaient bien assurés par ses soins. Légèrement donc, elle était en droit de refuser de rembourser les sinistres. Reste aujourd'hui à la FCPE à payer à son assureur 2,5 millions de francs, agios compris.

2. — A en croire les propos tenus en avril 1990 à Toulon par M. René Lema, alors président de la MAE, contenus dans le rapport de son congrès annuel, M. Jean-Pierre Mailles avait dès cette date (soit sept mois seulement après la

première rentrée d'Assuréliève) affirmé sa volonté de renouer avec la MAE, au prix certes d'un examen des modalités pour la rentrée 1991. La direction de la FCPE a toujours soutenu que ses premiers contacts avec la MAE n'avaient repris que vers la Toussaint 1990. Un engagement pris dès le début 1990 prouverait que M. Mailles prenait conscience de l'ampleur des pertes, avait délibérément caché son rapprochement avec la MAE avant le deuxième exercice pour ne pas perdre toute crédibilité face à sa base.

3. — Enfin, une demande de subvention exceptionnelle d'un montant de 5 millions de francs (un quart du budget annuel de la FCPE), destinée à couvrir les frais d'information de la fédération, aurait été demandée au cabinet de M. Michel Rocard, alors premier ministre. Pour cause de mauvaise conjonction (fausses factures, gestion douteuse d'associations...), cette demande de fonds, qui avait été transmise aux services de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, aurait été repoussée. Une telle démarche ne manquera pas de jeter un doute sur la volonté d'indépendance que la plupart des parents d'élèves, même proches de la gauche, ont le souci de garder.

Que diront, dans ces conditions, les adhérents, sommés de rembourser pendant quinze ans à la banque enseignante 2,4 millions de francs d'annuités, soit le quart de leurs cotisations annuelles ? Refusant d'endosser la responsabilité sur le terrain, les militants pourraient voter la scission. Dans ce cas, que répondrait la Ligue de l'enseignement, silencieuse depuis le rapprochement unilatéral de la FCPE avec son assureur initial ? En plus des créances de la FCPE pour le moment insolvable, la MAC doit encaisser, elle aussi, une perte financière de plus de 8 millions de francs sur deux ans... et garantir les dettes des parents d'élèves liées à l'information.

JEAN-MICHEL DUMAY

SPORTS

A Bastia

Pressions nationalistes sur le club de football

BASTIA

de notre correspondant

A la reprise de l'entraînement de l'équipe de football de Bastia (deuxième division), lundi 17 juin, la moitié seulement des joueurs étaient présents. Roland Gransart, l'entraîneur démissionnaire depuis quelques semaines, avait laissé provisoirement sa place à son adjoint, Christian Villanova. Curieusement, le président du club, M. Jean-François Filippi — lui aussi démissionnaire — super-vivait une séance d'entraînement où les joueurs s'interrogeaient davantage sur l'avenir du club que sur les tactiques de jeu.

En octobre 1989, au plus fort d'une crise qui laissait craindre la fin du football professionnel, un accord tacite avait pourtant été passé entre les supporters, les élus locaux et les joueurs. Les supporters s'engageaient à fréquenter régulièrement le vieux stade Armand-Césari. Les élus locaux décidaient de combler le déficit financier (cinq millions de francs) à la double condition d'une gestion transparente et d'économies substantielles sur les contrats des joueurs. C'est ainsi que M. Filippi,

un industriel de la région qui est également maire (UDF) de la commune de Luciana (Haute-Corse) prenait la présidence du conseil d'administration, composé de chefs d'entreprise décidés à financer l'accession du club en première division, espérée au terme de la saison 90-91.

« Pressions politiques »

Si le début de saison était encourageant, dès le mois de décembre 1990 les difficultés de tous ordres apparaissent. Certains joueurs étaient absents plus souvent qu'à leur tour. La voiture de l'entraîneur Roland Gransart était détruite dans un incendie criminel. Quelques semaines plus tard, le hangar professionnel du trésorier du club était partiellement détruit par un attentat non revendiqué. Le rumeur faisait état de pressions exercées par certains joueurs nationalistes sur les non-corses de l'équipe pour qu'ils quittent Bastia.

Récemment, l'entraîneur Didier Notoux, pressenti pour remplacer Gransart, écartait son premier séjour sur l'île après avoir reçu plusieurs appels téléphoniques

de menaces à son hôtel. Finalement, mercredi 12 juin, le président Filippi convoquait un conseil d'administration extraordinaire et le comité directeur décidait de démissionner. « Nos décisions techniques et financières font l'objet de pressions politiques, leurs sources sont de caractère raciste et xénophobe », commentait le président Filippi.

Sans rien développer des pressions subtiles et sans apporter d'explications aux violences exercées depuis quelques mois contre les partenaires non corses du club, certains dirigeants laissent entendre que l'un des joueurs de l'équipe dont l'appartenance à un parti politique nationaliste est connue, revendiquée pour Bastia une équipe constituée à « 100 % de joueurs insulaires ». « Mais alors, plutôt que de jouer en première division, autant jouer en division d'honneur », commentent, déçus et irrités, certains responsables du club. Une assemblée générale est annoncée pour le 28 juin. D'ici là, les joueurs se demandent s'ils seront onze à l'entraînement...

MICHEL CODACCIONI

Avec Le Monde sur Minitel

ESC BREST
ESC DIJON
ESC MONTPELLIER
ESC POITIERS
ESC PAU
ESC LE HAVRE - CAEN
ESC CLERMONT
ESC NANTES
ESC RENNES
ESIGEEC
ECRICOME
ESC TOULOUSE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

EN BREF

Explosion en vol d'une fusée américaine. — Une fusée américaine transportant des appareils d'expérimentation scientifique a explosé en vol au-dessus de l'Atlantique, mardi 18 juin, 25 secondes après son décollage de Cap Canaveral (Floride). Le « Prospector », dont le lancement avait été reporté à deux reprises en raison de problèmes techniques, semble avoir dévié de sa trajectoire, déclenchant le système informatique d'auto-destruction. Un des modules de la fusée, qui contenait une dizaine d'appareils d'expérimentation d'une valeur d'un million de dollars, a pu être éjecté à temps et parachuté intact au-dessus de la mer. — (AFP)

Un vétérinaire inculpé pour trafic de produits dopants. — Un vétérinaire connu dans le monde des

courses de chevaux, M. Jean-Marie Filippi, a été inculpé et écroué, jeudi 13 juin, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de produits dopants mené dans les milieux hippiques de Chantilly (Oise). Inculpé de « trafic de substances vénéneuses et interdites », ce vétérinaire avait notamment suivi le trotteur Ourasi, quadruple vainqueur du prix d'Amérique. Une vingtaine d'entraîneurs et plusieurs éleveurs auraient été entendus dans cette affaire qui a déjà abouti, en mai, à l'inculpation de quatre pharmaciens de la région de Chantilly.

Reclusion à perpétuité pour l'auteur d'un double meurtre. — La cour d'assises de la Haute-Sevère a condamné, mardi 18 juin, un Algérien, Farid Tahir, vingt-cinq ans, à la réclusion criminelle à

perpétuité, assortie d'une peine de dix ans d'interdiction de séjour, pour le double meurtre de trois personnes, à la fin de l'année 1989, une mère de quatre enfants, Merodès Giacopelli, quarante-quatre ans, domiciliée à Seynod, près d'Annecy, et une jeune fille de vingt ans, Céline Semay, habitant chez sa mère, à Montluel (Ain). Le vol des cartes de crédit des victimes est apparu comme le mobile principal du criminel.

Un cas de « vache folle » dans le Finistère. — Un cas de encéphalite spongiforme bovine (BSE), dite maladie de la « vache folle », a été découvert le 24 mai à Quémenéven, dans le Finistère, a annoncé, le mardi 18 juin, la direction des services vétérinaires du département. Il s'agit du quatrième cas de BSE signalé en France après ceux découverts à

Plouha (Côtes-d'Armor), au Thell-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine) et à Martinvast (Manche).

Une manifestation de policiers municipaux interdite à Paris. — Invoquant des « risques de trouble à l'ordre public », le préfet de police de Paris a interdit, mardi 18 juin, le rassemblement des policiers municipaux prévu, le 19 juin, place de la République. Plusieurs organisations professionnelles de policiers municipaux avaient appelé à défilé dans la capitale pour réclamer, notamment, « une remise à jour des grilles indiciaires et une formation initiale obligatoire ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

كلنا من الامة

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Tableau d'honneur pour les exclus de la réussite

Un rapport sur l'avenir de la formation des ouvriers et des employés préconise une véritable révolution dans les priorités éducatives françaises

Un pavé dans la mare de l'éducation nationale. Ni plus ni moins. En présentant comme un véritable trompe-l'œil : des « 100 % d'une classe d'âge qualifiée au moins au niveau V », l'étatendard des 80 % est présenté comme un véritable trompe-l'œil : la qualification des jeunes (de 36 % à 54 %), le taux de jeunes sortant de l'école sans qualification restait, lui, sensiblement constant (environ 14 %).

Dévalorisation des formations de base

Pris au piège des réformes, les responsables de l'enseignement professionnel ne peuvent que constater les dégâts. La suppression progressive des CAP en trois ans, la rénovation des contenus et la mauvaise interprétation des textes officiels ont conduit à dévaloriser progressivement le CAP au profit du BEP. Au lieu de favoriser le rapprochement entre deux types de formation qui avaient des valeurs quasi équivalentes sur le marché du travail, le CAP est vite devenu un sous-produit du BEP. Quand celui-ci, métamorphosé en véritable année propédeutique du bac pro, a vite perdu sa valeur « professionnelle » qualitative initiale. « La brutalité avec laquelle a été menée cette politique, note M. Tanguy, a contribué à discréditer les formations du type CAP et BEP et à faire croire qu'elles n'avaient plus de légitimité professionnelle. »

Pis. Sous la contrainte financière – la création des uns se faisant, à moyens constants, au détriment de la réorganisation des autres – la volonté ministérielle de vouloir tirer vers le haut les qualifications professionnelles, en développant notamment la filière des bacs pro, a contribué à cette dévalorisation progressive des qualifications de base. Les adeptes du « tout tout de suite » auraient été doublement aveuglés. « Rares sont ceux qui ont

posé la question qui tend aujourd'hui à se présenter sur le mode de l'évidence : savoir si c'était le niveau de formation qui était en cause ou bien le contenu des enseignements qui y sont dispensés. »

Et M. Tanguy enfonce le clou : « Aux critiques acerbes faites par le monde professionnel et l'appareil éducatif qui ont fait des formations composantes du corps social selon lesquelles le fonctionnement éducatif était un des principaux facteurs généraux du chômage, les autorités politiques et l'administration de l'éducation nationale ont répondu par un projet d'élargissement du niveau de scolarisation. »

En termes savants, c'est là « l'ordre unidimensionnel » des savoirs qui est épinglé. Une spécificité française, qui pose comme postulat que les savoirs techniques sont une application des savoirs scientifiques et les savoirs professionnels une application des savoirs techniques. Résultat : c'est l'enseignement général qui bénéficie de la scolarisation vers le niveau bac. De 1986-1987 à 1990-1991, l'augmentation des effectifs scolarisés en terminale provient à 59 % de la progression de l'enseignement général et pour 17,5 % de l'enseignement technique.

En finir avec les 80 % ?

S'appuyant sur des travaux menés par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ), le rapport Tanguy affirme clairement le caractère « incontournable » de savoirs de type professionnel. « L'évolution automatique substituant des bacheliers aux titulaires de CAP et de BEP, et ceux-ci aux non-diplômés, constitue plutôt l'exception que la généralité. » A partir de 1988, la reprise des embauches liée à un

vieillessement de la population active et au besoin de renouvellement a fait apparaître des difficultés de recrutement dans des emplois d'ouvriers qualifiés que l'on croyait en déclin. Loin d'avoir disparu, les activités ouvrières se sont plutôt transformées en diversifiant les compétences requises.

Devant ces réalités, M. Tanguy pose une rafale de questions : l'échec de 15 % d'une classe d'âge est-il le prix inévitable à payer dans l'accélération de la lutte pour la compétitivité économique ? Est-il plus urgent pour l'industrie française de qualifier tous ses ouvriers ou de former des techniciens en grand nombre qui travailleront avec des ouvriers peu qualifiés ?

Vent-on privilégier les objectifs d'adaptabilité aux changements techniques et organisationnels du travail ou les objectifs d'insertion dans les formes existantes ? Peut-on continuer à définir des diplômes de formation initiale en méconnaissant les politiques de formation continue menées par les branches professionnelles ?

M. Tanguy avance un certain nombre de recommandations. 1. Répondre à l'échec scolaire sur le terrain où il se manifeste. Qualifier la totalité des jeunes doit être subordonné à un objectif préalable : les doter de connaissances fondamentales et d'outils intellectuels afin qu'ils soient capables de faire des choix professionnels. Or l'acquisition des connaissances fondamentales, rappelle M. Tanguy, se fait à la maternelle, au primaire et au collège.

2. En finir avec le mot d'ordre des 80 %. Autrement dit, analyser la demande sociale en termes de compétences et y répondre en termes de diversité de contenus et non plus seulement en termes de niveau.

3. Maintenir deux diplômes professionnels de niveau V : le CAP et

le BEP. Le CAP, auquel la majorité des branches professionnelles ont recours, ne doit pas être déstabilisé en « certificat d'employabilité » et doit rester une certification de qualification de base s'intégrant dans une filière professionnelle. Les agents économiques régionaux pourraient être associés à la définition de ces diplômes et les spécificités régionales y être intégrées. Le BEP, dans sa double fonction de diplôme professionnel et de voie de poursuite d'études, pourrait, sous contrôle de l'établissement scolaire, intégrer des actions de spécialisation relativement courtes effectuées avec ou dans l'entreprise.

Le discours « incantatoire » sur l'alternance

Pour conserver aux cycles de formation professionnelle « leur cohérence et leur globalité », la fragmentation en unités capitalisables doit être rejetée. En revanche, pourraient être mis en place des formes de contrôle en cours de formation, individualisées (et coûteuses).

4. Préserver l'autonomie des lycées professionnels, leur donner une identité forte et étendre leurs compétences. Les projets d'intégration progressive des LP au sein de lycées polyvalents sont mis au rebut. « D'une manière générale, le LP devrait pouvoir offrir toutes les voies d'accès à la qualification ouvrière et employée : celle de l'apprentissage, mais aussi celles qui relèvent de la tutelle du ministère du travail, de la délégation à la formation professionnelle ou des entreprises, dans le cadre de la formation continue. »

JEAN-MICHEL DUMAY
Lire la suite page 14

Dilemme

Depuis des années, le débat sur l'éducation est polarisé par un objectif obsédant : conduire 80 % d'une génération au niveau du bac. Pour faire bonne mesure, la loi d'orientation de 1989 fixe même la barre à 100 % de jeunes titulaires d'un diplôme minimum.

En quelques semaines, le débat vient brusquement de changer de terrain. En agitant le chiffon rouge de l'apprentissage et en brandissant les taux de chômage des jeunes, M. Cresson a bousculé sans nuances le consensus actuel. Du coup, chacun paraît redécouvrir les travers de la diplomatie française, l'impuissance des filières professionnelles à construire une image valorisante, le décalage entre diplômes et qualifications.

Le rapport de M. Lucie Tanguy sur l'avenir des formations d'ouvriers et d'employés vient enfoncer le clou et place le gouvernement devant un vrai dilemme : ou bien il poursuit sur la pente scolaire actuelle et risque de renforcer les exclusions ; ou bien il tente de renverser la vapeur au profit d'une véritable culture de la formation continue.

M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a ainsi reconnu, mardi 18 juin en présentant le rapport Tanguy, que « le système éducatif ne s'est adapté qu'à une partie des besoins ». Et il a esquissé une piste de travail actuellement explorée par le ministère de l'éducation nationale : étendre très largement les mécanismes de validation des acquis en entreprise afin de faciliter, à tout moment et à tout niveau (dès le CAP), les retours nécessaires en formation. Un projet de loi est à l'étude et pourrait être présenté à l'automne. Désormais, renverser de perspective pour un pays façonné par ses écoles et ses diplômes.

G. C. et J.-M. Dy.

Le désarroi des écoles d'art

Les projets de réforme et de restructuration annoncés par le ministère de la culture sont loin de soulever l'enthousiasme des étudiants et des enseignants

G RÈVE de la faim à Orléans pendant quelques jours, occupations et manifestations sporadiques, états généraux à Paris le 28 juin : quelle mouche a donc piqué, depuis quelques semaines, les étudiants des écoles d'art de France et de Navarre ? Ne sont-ils pas, ces jeunes artistes, placés sous la tutelle d'un ministre, M. Jack Lang, grand défenseur des Arts et des Lettres ? Idole des jeunes de surcroît, si l'on en croit les sondages. Et qui, comble de sollicitude, propose une réforme de leurs écoles précisément destinée à les renforcer, les moderniser, et leur permettre d'affirmer, demain, la concurrence des écoles d'art européennes.

Au point que l'on s'agace fort, dans l'entourage du ministre de la culture, de ce malaise ambiant. Tout cela ne peut résulter, estime-t-on, que d'un malentendu malentendu, tant il est clair que les projets du ministère sont solidement charpentés. Ils s'appuient, à l'origine, sur deux constats.

Tout d'abord, le paysage national des écoles d'art constitue un ensemble très hétérogène ayant hérité de l'histoire, des statuts et des modes d'organisation très disparates. Si l'on met de côté les trois écoles nationales supérieures parisiennes (Beaux-Arts, Arts décoratifs et Ecole de création industrielle) qui font l'objet de projets de rénovation spécifiques, on compte en effet cinquante-deux écoles en province, accueillant environ 10 000 étudiants. Huit ont le statut d'écoles nationales et sont totalement financées par l'Etat. Quarante-quatre sont généralement qualifiées de « régionales », mais sont en réalité subventionnées à 90 % environ par les municipalités et à 10 % par l'Etat.

La réforme pédagogique mise en œuvre depuis 1988 pour l'ensemble de ces écoles a certes introduit des obligations et des références communes : harmonisation du recrutement des élèves au niveau du baccalauréat, renforcement de la culture générale, création d'un diplôme de

sortie après trois ans d'études (le Monde du 13 octobre 1988). Mais il est clair, comme le note M. François Barré, délégué aux arts plastiques au ministère de la culture, qu'il n'existe pas de réel « ciment » entre les différentes écoles de cette adhésion : la qualité pédagogique de l'ensemble reste très inégale, et un certain nombre d'écoles, y compris de statut national, végètent plus qu'elles ne progressent.

Créer des pôles de calibre européen

Or – c'est le deuxième constat – l'ouverture européenne imposera, demain, une concurrence directe avec les écoles d'art de nos principaux voisins. Aux yeux du ministère, la question est cruciale : face à la quinzaine de pôles d'enseignement artistique allemands, à la vingtaine d'écoles italiennes ou à la cinquantaine de britanniques, notre réseau dense et diversifié constitue autant un handicap qu'un atout, car tous ces établissements n'ont pas les moyens d'assurer une formation de niveau international.

C'est tout le sens du projet proposé par le ministère. Il s'agit en effet de créer progressivement des pôles régionaux solides et de calibre européen. Dans un premier temps, une quinzaine d'écoles ont été retenues (1). Par une lettre adressée le 27 mai dernier à M. Barré, M. Jack Lang a toutefois tenté de calmer les inquiétudes des recteurs en précisant que cette liste initiale « demeure bien entendu ouverte ».

Destinés à structurer le réseau national, ces pôles régionaux seraient agréablement équilibrés. Tout d'abord, l'Etat leur assurerait davantage de moyens en portant sa contribution financière de 10 % à 20 %, voire jusqu'à 30 % du budget des écoles quand celles-ci sont de statut municipal. D'autre part, le ministère prévoit de doter progressivement ces écoles du statut d'établissement public national afin de renforcer leur autonomie financière et de favoriser la diversification de leurs ressources,



soit auprès des collectivités locales (notamment les régions), soit auprès des entreprises.

Enfin, ces pôles régionaux sont invités à développer des options spécialisées de haut niveau et à conforter, ainsi, leur identité et leur notoriété. La photographie à Arles, l'art et les nouvelles technologies à Bourges, les arts du feu à Limoges, le design à Nancy et Orléans, les arts du spectacle au Fresnoy, où une école prestigieuse doit ouvrir d'ici à 1994, la recherche à Grenoble ou encore des formations post-diplôme de sixième année, comme celle qui existe déjà à Marseille.

A la grande surprise du ministère, cependant, ces vastes perspectives ont suscité plus de grogne que d'enthousiasme.

La première crainte, en effet, a été que le développement des pôles régionaux conduise l'Etat à se désengager des autres écoles. Et le ministère a eu beau multiplier les assurances que son aide continuerait d'être apportée à toutes les écoles agréées, les étudiants et les enseignants les plus mobilisés ne se privent pas d'énumérer les retraits d'agrément et les fermetures déjà effectuées ces dernières années (Lille, Calais, Arras ou Douai) et surtout les menaces qui pèseraient désormais sur Annecy, Mâcon, Poitiers ou Angoulême. Alimentées depuis des mois, voire davantage, ces rumeurs insistantes et rarement formellement démenties ne peuvent qu'entretenir l'anxiété.

Pour Pierre Guislain, professeur aux beaux-arts de Cergy-Pontoise, « le centre du problème est que ce type d'enseignement supérieur reste le seul, malgré bien des promesses, au début des années 80, qui ne soit pas à la charge de l'Etat ». Or ces écoles coûtent cher : 15 millions de francs par an à la charge de la municipalité d'Orléans, 37 millions pour celle de Marseille par exemple. Si l'Etat donne l'impression de se désengager, en ne retenant pas les écoles les moins huppées parmi les pôles régionaux, il risque donc de déstabiliser bon nombre d'établissements fragiles et d'inciter les élus locaux à réduire, voire supprimer leurs subventions. « Après des années de relative expansion, les municipalités y regardent aujourd'hui à deux fois sur leurs investissements », souligne pour sa part M. Jacques Sauvageot, directeur de l'école de Rennes. Cette rigueur budgétaire plus grande rend le malaise des écoles d'autant plus vif. »

Fantasmes et soupçons

Le deuxième motif d'inquiétude n'est pas moins aigu. En incitant les futurs pôles régionaux à se spécialiser dans des domaines à finalité professionnelle (design, graphisme, audiovisuel...), le ministère menacerait, en réalité, les options « Art », généralistes et transversales, qui servent de socle pédagogique à la plupart des écoles. Une crainte qui, pour le ministère, relève plutôt du « fantasme ». « Cas par cas, reconnaît François Barré, la réforme peut entraîner la suppression de l'option art. Mais c'est pour la renforcer ailleurs, à Nice, à Grenoble ou à Aix par exemple. » A quoi, là encore, étudiants et enseignants opposent les fermetures de ces options annoncées à Orléans ou soupçonnées à Brest, Valenciennes, Lyon ou Perpignan.

Lucien Fleury, professeur à Orléans, ne mâche pas ses mots. « Les spécialisations, c'est très bien pour renforcer les écoles. Nous ne sommes pas contre du tout, mais à deux conditions. Que cela corres-

ponde à la réalité des écoles. Or on a trop le sentiment de projets plaqués sans concertation. Et surtout que cela ne casse pas ce qui existe vraiment. » A quoi Pierre Guislain ajoute : « Il ne devrait pas y avoir d'écoles d'art sans option « art », c'est-à-dire sans un enseignement généraliste qui ne soit lié ni à une technique ni à une compétence d'application. C'est sans doute moins séduisant que les projets-vitrines du ministère, cela ne fait pas appel à la magie du mot design, mais cela donne aux jeunes cet esprit critique qui fait l'originalité de nos écoles. »

Dernière cette inquiétude en effet, c'est la survie d'une certaine philosophie, d'une ambiance intellectuelle, d'une liberté de ton et de démarche qui est en jeu, même si bon nombre d'étudiants s'interrogent discrètement sur les débouchés professionnels de leur formation. Pour Pascal Martin, qui termine ses études à l'Ecole des beaux-arts d'Orléans, l'incompréhension est profonde : « Les gens du ministère ont cru qu'on avait envie d'avoir un job à la sortie, qu'on voulait être des techniciens supérieurs. Ils nous ont parlé moyens, techniques et Europe, alors que les écoles d'art offrent à des jeunes, souvent d'origine modeste et en rupture avec le système scolaire, le temps de réfléchir, de regarder, de se former, de construire une recherche personnelle. Le reste, le flic et les paillottes, ce n'est pas notre problème. » Même écho à Cergy, où Christine Obrey lance : « L'école, c'est un vrai espace de liberté. Il serait dramatique qu'il disparaisse. » Et un étudiant ajoute, sans égard pour le ministre : « Si dans le domaine culturel, qui est l'apanage de la gauche, on nous traite avec ce mépris-là, c'est vraiment moche. » Grimace amère...

GERARD COURTOIS

(1) Il s'agit des écoles de Bordeaux, Bourges, Cergy-Pontoise, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Orléans, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Tourcoing-Le Fresnoy.

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Education nationale : l'impossible statu quo

par Gérard Delfau

Les plus hautes autorités de l'Etat viennent de relancer avec vigueur le débat sur l'éducation. La formation en alternance, jusqu'ici considérée comme une voie de relégation, est désormais proposée comme alternative à l'enseignement général ou professionnel. La discussion se focalise autour de la notion d'apprentissage, et les conservateurs de chaque camp y trouvent leur compte, assurés qu'ils sont de pouvoir ainsi enliser la réflexion. Pourtant, dans nos communes, les propos du premier ministre, appuyés par les déclarations du président de la République, ont un réel écho. Les plus conscients des chefs d'entreprise confient leur déception de ne pouvoir participer plus activement à une meilleure formation à l'emploi. Beaucoup d'élus locaux, confrontés à la montée du chômage, cherchent les moyens d'améliorer la relation entre le système éducatif et la production. Nombre d'enseignants et de chefs d'établissement voudraient assouplir la tutelle, obtenir un peu d'autonomie financière et s'engager ainsi dans une réorientation partielle de leur investissement éducatif, en fonction des conditions objectives du marché du travail.

Je sais bien que chaque mot que j'écris sur ce sujet éveille crainte et suspicion. Je n'ignore pas que le rapprochement entre l'école et l'entreprise, au travers de l'enseignement professionnel et grâce à la formation continue, a fait des progrès considérables depuis dix ans : c'est même l'un des acquis des gouvernements de gauche. Mais plusieurs raisons très fortes nous obligent à presser le pas. La première des

raisons, c'est, bien sûr, le haut niveau de chômage en France, malgré un ensemble de résultats économiques encourageants. Et, en disant cela, je ne veux pas faire porter sur la seule éducation nationale le poids de cette situation. Le patronat a sa lourde part de responsabilité. D'ailleurs, je n'exonère pas non plus la classe politique, qui, en ce débat crucial, n'a pas su dégager les convergences nécessaires. La droite, de ce point de vue, en ravivant sans cesse la guerre de l'école privée, contribue à bloquer toute discussion. Mais le fait est là : le chômage corrode notre démocratie, démoralise et démobilise les citoyens, entretient un climat d'affrontement dans certains quartiers de nos villes.

Sérieuses menaces

D'ailleurs, il suffit d'écouter enseignants et personnels d'encadrement du service public. Chez les meilleurs d'entre eux, le traditionnel malaise se mue lentement en une forme de ressentiment vis-à-vis d'un Etat dont ils ne perçoivent pas bien les objectifs. Dans ce climat, les mots d'ordre conservateurs et de repli sur soi, sur « sa » classe, « son » établissement, font recette. Mais jusqu'à quand ? La crise de recrutement est le signe alarmant de ce désarroi. L'éducation nationale risque de se vider de l'intérieur.

Il y a plus grave. Je sens monter un peu partout, au Sénat notamment, l'idée qu'il faut démembrer le système éducatif pour en assurer la rénovation. L'éducation, en cessant d'être

« nationale », trouverait, selon les thèses de la droite, la voie de son renouveau. Il est temps de prendre cette menace au sérieux. D'autant que ces thèses sont au cœur des prochaines échéances, notamment lors des élections régionales.

A toutes ces raisons, il faut en ajouter une dernière : l'impact prévisible de la construction européenne. L'objectif 93, fixé par le président de la République, c'est aussi l'adaptation de notre système éducatif.

Voilà pourquoi, à la suite du premier ministre, je plaide pour un changement de rythme, de style et d'orientation de l'éducation nationale. Là aussi, qu'on me comprenne bien : il ne s'agit pas de faire passer au second plan la fonction éducative qui est au cœur de tout enseignement. Il ne s'agit pas non plus d'oublier tout ce qui vient d'être réalisé, ni d'abandonner les chantiers en cours.

La revalorisation de la fonction enseignante, le vote de la loi d'orientation, la mise en place du plan Université 2000, la prudente élaboration d'une réforme du lycée sont, parmi tant d'autres, des réalisations importantes qui marqueront l'histoire de ce ministère. Mais aujourd'hui il faut un changement de rythme pour accélérer les choix sur les chantiers ouverts dans le second degré et l'université. En effet, le risque, c'est que toute l'énergie dispensée le soit dans cette seule direction. Or il est urgent de s'occuper aussi des personnes.

Changement de style

L'éducation nationale, c'est d'abord un peu plus d'un million de fonctionnaires. Ceux-ci devraient être traités avec la considération que les grandes entreprises accordent à leurs cadres. Or ils sont enfermés dans un système qui tend à les infantiliser, et, sauf exception, empêche les plus dynamiques de donner le meilleur d'eux-mêmes. C'est pourquoi je plaide pour un changement de style : il faut aller un peu plus près des établissements, mettre en mouvement les personnels d'encadrement, renforcer le dialogue avec les enseignants, par-delà les corporations et les bureaucraties. Cela passe par une condition préalable : sur tous les sujets qui ne touchent pas aux grandes orientations, libérer les chefs d'établissement des tutelles a priori ; leur accorder une marge de manœuvre financière significative, pour rendre possibles les initiatives et les partenariats ; séparer nettement les activités commerciales et éducatives, afin d'éviter les dérives. Est-ce trop demander ?

Il faut, enfin, un changement d'orientation pour passer de la phase de rapprochement école/entreprise, déjà bien engagée, à une véritable professionnalisation de la formation, tout au long de la scolarité et quel que soit le type d'enseignement. Et quand je parle de professionnalisation du système éducatif, ce n'est pas pour dégrader les chefs d'entreprise de leurs responsabilités : c'est à eux, et à eux seuls, qu'il incombe de créer des emplois, d'être ceux qui produisent la richesse de la nation. Cela leur donne des droits, mais cela leur impose aussi des devoirs : ne pas dévaloriser les diplômes dans le recrutement des salariés ; privilégier sans cesse une formation qualifiante ; mettre en place une gestion prévisionnelle de l'emploi ; assurer une forme de civisme de proximité dans le développement économique local. Ce discours, je le tiens fréquemment devant les comités de bassin d'emploi, où siègent élus, chefs d'entreprise et salariés ; et, en général, il ne soulève pas d'objection. On le retrouve d'ailleurs dans la bouche de certains dirigeants du patronat. Encore faudrait-il qu'il inspire davantage la pratique.

Ces évidences rappelées avec force, il faut revenir à l'éducation nationale. S'agissent de l'une de ses missions, la préparation à l'insertion professionnelle des jeunes, je dirai : ni modèle allemand ni statu quo. La transposi-

tion du système allemand, enraciné dans une organisation sociale différente, serait un leurre et, pour partie, une régression. D'autant que l'organisation du système éducatif de l'ancienne République fédérale montre ses limites, et que des voix s'élèvent depuis quelques années pour regretter les impasses auxquelles il conduit trop de jeunes.

Alternance à la française

Mais le statu quo chez nous est impossible, comme ne cesse de le rappeler le premier ministre. Il faut bâtir progressivement une formation alternée à la française, exigeante sur les disciplines fondamentales et l'acquisition des modes de réflexion et capable, en même temps, d'intégrer les savoir-faire et les acquis des entreprises. Une telle accélération de l'évolution actuelle suppose l'implication de tous les acteurs : l'éducation nationale d'abord, qui doit piloter la formation initiale et s'intégrer plus encore dans la formation continue ; les chefs d'entreprise, bien sûr, et pas seulement à l'échelle nationale ; mais aussi les représentants des centrales syndicales, du ministère du travail et de celui de l'agriculture ; et, bien évidemment, les élus locaux.

A ces conditions, nous maîtriserons l'inflation des formations générales qui, à terme, déséquilibrera le système éducatif. A ces conditions, l'éducation restera nationale, tout en cessant d'être centralisée. Les diplômes nationaux seront garantis, la régulation d'ensemble demeurera du ressort de l'Etat ; mais le système trouvera l'adaptabilité et la souplesse qui lui manquent. A ces conditions, les agents de l'éducation nationale, quels qu'ils soient, titulaires ou non, se sentiront engagés dans une grande mission : faire reculer le chômage, lutter pour la plus haute qualification des Français, contribuer à la construction de l'Europe, tout en développant la formation générale et esprit critique.

► Gérard Delfau est sénateur de l'Hérault, rapporteur du budget de l'enseignement technique et professionnel, et président du Comité de liaison des comités de bassin d'emploi.

SOURCES

Les premiers cycles à l'aune de l'Europe

A la veille de l'annonce par le ministre de l'éducation nationale de ses projets de rénovation pédagogique des enseignements universitaires, il n'est pas inutile d'aller chercher chez nos voisins européens de quoi mettre en relief les spécificités du système universitaire français, pour mieux comprendre l'origine de ses blocages et évaluer ses capacités à se transformer. A la demande conjointe du ministère de l'éducation nationale et du Commissariat général du Plan, l'économiste Jean-Pierre Jallade s'est donc livré à une étude comparative des systèmes français, allemand, espagnol, suédois et britannique, étayée par de nombreuses contributions étrangères (1).

La présentation très synthétique des traits distinctifs de chacun remet d'aplomb nombre d'idées toutes faites. Il est fort instructif de rappeler, par exemple, que le système allemand est en butte à de graves problèmes de financement et qu'il est très discriminant à l'égard des filles, ou encore que le « modèle » suédois frappe considérablement l'accès aux études supérieures de ses bacheliers.

Mais, malgré leurs imperfections, tous ces systèmes étrangers présentent une relative homogénéité dont le système français est a priori exclu, caractérisé qu'il est « par une fragmentation institutionnelle plus poussée qu'ailleurs et une faiblesse notable du secteur universitaire ».

Traitement de choc

Il y a du pain sur la planche, suggère en particulier Jean-Pierre Jallade, pour améliorer « le positionnement européen » de nos premiers cycles. Leur organisation « à quatre piliers » (Université, classes préparatoires, IUT et STS) est en effet unique au monde. La « prégnance » des lycées à travers la filière des classes préparatoires et « le positionnement ambigu des IUT », situés à mi-chemin des premiers cycles universitaires et des formations professionnalisées, en font un cas résolument « à part » dans le paysage européen. Si le caractère très « scolaire » des études tout comme la moindre place accordée aux stages sont autant d'éléments qui singularisent un peu plus encore les cursus français.

Mais ces derniers se distinguent surtout par des procédures très particulières de sélection et d'orientation des étudiants. En Allemagne, par exemple, la filière universitaire et la filière professionnelle sont

clairement séparées ; en Suède, les flux d'étudiants sont strictement régulés par un système de quotas ; autant de garde-fous qui empêchent les dérives dont la France s'est fait une spécialité, comme le détournement des filières courtes des IUT par les meilleurs élèves.

En outre, dans les systèmes étrangers, les rigidités institutionnelles ont leur contrepartie. Ainsi les possibilités de retour en formation ou d'études à temps partiel introduisent une marge de souplesse non négligeable dans un système britannique très « méritocratique » ; de même la prise en compte de l'expérience professionnelle pour l'accès à l'université tempère la caractéristique très sélective du système suédois. Or, sur ce point encore, la France — tout comme l'Espagne — apparaît d'une grande rigidité.

Dans tous les pays européens, poursuit Jean-Pierre Jallade, « la sélection-orientation à l'entrée de l'enseignement supérieur tend à se généraliser, et aucun pays n'échappe à la régulation de l'offre et de la demande par les notes ». En France, l'impartialité de la sélection jointe aux mauvaises conditions d'encadrement des étudiants paralyse, selon lui, tous les efforts de rénovation des premiers cycles. Et Jean-Pierre Jallade préconise un traitement de choc : diversification des programmes et des établissements, mise en place d'un système d'orientation sélective, création d'un corps séparé d'enseignants de premier cycle, à l'instar de la Suède et du Royaume-Uni, augmentation des obligations de service actuelles des enseignants du supérieur, qui sont les plus faibles d'Europe. Et il conclut sur une note pessimiste : « Un ingrédient sans les autres, et l'échec est garanti ».

CHRISTINE GARIN

(1) L'Enseignement supérieur en Europe. Vers une évaluation comparée des premiers cycles universitaires. La Documentation française, 127 pages, 75 F.

o Formation des enseignants. A trois mois du lancement des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), les actes de deux colloques organisés en octobre et novembre 1990 par l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) en collaboration avec des universitaires sur la formation des enseignants apportent des éléments utiles au débat. Le premier traite de la place de la recherche dans la formation des maîtres, le second confronte les « stratégies françaises » avec diverses expériences étrangères.

► La Place de la recherche dans la formation des enseignants. 171 pages, 80 F ; Les Tendances nouvelles dans la formation des enseignants, 193 pages, 90 F (INRP, 29, rue d'Ulm, 75230 Paris Cedex 05).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur
du « Monde »
12, rue M. Gombert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-76-73 - Société filiale
du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



FEDN



LE CONTROLE DE LA PROLIFERATION ET DES VENTES D'ARMES DE HAUTE TECHNOLOGIE

jeudi 4 juillet 1991 - Paris

colloque international organisé par

La Fondation pour les Etudes de Défense Nationale
L'Institut Français des Relations Internationales

avec

Le Monde

Renseignements : 45 55 30 11 poste 56 88

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La septième conférence internationale de Florence

Les spécialistes s'interrogent sur l'efficacité de certains traitements du sida

L'efficacité des traitements et l'inégalité d'accès aux soins ont été, mardi 18 juin, à Florence, au centre des travaux de la conférence internationale sur le sida, alors qu'une définition plus large de la maladie pourrait être adoptée.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Comment parvenir à mettre au point le traitement d'une maladie aussi complexe que le sida ? Comment concilier les exigences de la rigueur scientifique, les pressions exercées par les malades pour que de nouvelles thérapeutiques soient le plus vite possible mises à leur disposition et les intérêts d'ordre purement industriels et financiers ? Le professeur Ian Weller (University College and Middlesex Hospital Medical School, Londres) - et avec lui de nombreux autres médecins - l'a montré, mardi 18 juin, à l'occasion de la septième conférence internationale sur le sida : seuls des essais thérapeutiques bien conduits parviendront à déterminer la place exacte que tel médicament, ou telle association de médicaments, doit occuper dans le traitement du sida.

Actuellement, un seul médicament, l'AZT, produit par les laboratoires Wellcome, a été autorisé comme indication de traitement du sida. Deux autres produits, le DDI (produit par la firme pharmaceutique multinationale Bristol-Myers Squibb) et le DDC (produit par les laboratoires Roche), également anti-viraux et agissant, comme l'AZT, en inhibant la transcriptase inverse, sont en passe d'être autorisés dans certains pays.

Du fait du contexte particulier à la pandémie, ces autorisations sont intervenues, ou vont intervenir, alors que de nombreuses questions concernant ces médicaments restent toujours sans réponse. Par exemple, depuis plus d'un an, de nombreux médecins affirment que tous les malades séropositifs doivent être mis sous AZT. Or la seule donnée dont on dispose à ce jour pour formuler pareille recommandation provient des résultats d'une étude menée aux États-Unis pendant seulement un an. De nombreuses incertitudes demeurent donc sur la toxicité à long terme, l'efficacité et les phénomènes de résistance virale induits par ce médicament. Et cela, même s'il y a effectivement de bonnes raisons pour vouloir inhiber le plus précocement possible la réplication du VIH.

Difficulté des essais comparatifs

A la différence de l'essai américain, l'essai européen Concorde, mené sous l'égide de l'INSERM et du Medical Research Council (MRC) britannique, n'a pas été interrompu. Il vise à étudier, chez plus de 2 000 personnes séropositives asymptomatiques, l'effet de l'AZT. Les patients ont été suivis en moyenne pendant trois ans. Les résultats de cet essai devraient être connus, dès cet été. Un autre essai, lui aussi mené sous l'égide de l'INSERM et du MRC, est actuellement en cours. Dénommé Alpha, il vise à apprécier l'efficacité et la tolérance du DDI chez des patients intolérants à l'AZT.

Mais la mise en œuvre d'essais comparatifs ne va pas sans difficultés. Dernièrement, les responsables français et anglais des

essais Concorde et Alpha ont souhaité mettre sur pied un essai comparant les effets de l'AZT à ceux de deux associations médicamenteuses : AZT plus DDI et AZT plus DDC. Pour des raisons inconnues, et au grand dam des deux présidents du comité de coordination de ces essais, les professeurs Maxime Séligmann et David Warell, les dirigeants de Bristol-Myers Squibb ont préféré que cet essai soit conduit, plutôt qu'en Europe, aux États-Unis sous l'égide de l'AIDS Clinical Trial Group.

Pour autant, croit pouvoir affirmer le professeur Weller, « la guerre des étoiles des médicaments antiviraux » n'a pas encore commencé. Neuf nouveaux médicaments sur dix expérimentés actuellement ne dépasseront jamais le stade des essais cliniques initiaux. « Dans ces conditions », dit-il, « les mieux que nous puissions faire est encore de mener le plus rigoureusement possible des essais cliniques associant différents médicaments sur une large échelle ».

Quelques progrès ont néanmoins été enregistrés à Florence, en particulier dans le traitement des infections opportunistes liées au sida. Un antifongique comme le fluconazole permet de traiter les candidoses orales et de prévenir l'apparition d'autres infections fongiques. Même chose pour l'acyclovir en ce qui concerne l'herpès. Mais l'emploi à titre prophylactique de ces médicaments risque d'engendrer des phénomènes de résistance à certains champignons ou virus.

D'autres expérimentations ont montré des résultats encourageants : l'utilisation de fortes doses de corticostéroïdes dans le traitement des pneumonies à pneumocystis carinii ou l'emploi de certains antibiotiques (les macrolides)

pour s'attaquer à des mycobactéries. L'utilisation de nouvelles méthodes diagnostiques, comme la résonance magnétique nucléaire, a permis une prise en charge thérapeutique plus précoce de certaines affections, comme la toxoplasmose cérébrale.

Une définition révisée

Au-delà des derniers progrès thérapeutiques, le problème crucial reste celui de l'inégalité à l'accès aux soins. Ce n'est pas demain que tous les malades atteints de sida dans les pays en voie de développement, et même dans certains pays industrialisés, bénéficieront de ces traitements. Cette inégalité risque même de s'aggraver si les épidémiologistes révisent, comme ils en ont l'intention, la définition du sida. Prochainement, devraient être considérées comme atteintes du sida les personnes ayant un taux de lymphocytes T4 inférieur à 200, même si elles sont asymptomatiques. Cette décision fera augmenter le nombre des malades. En outre, elle devrait inciter les autorités sanitaires à intensifier la pratique des tests de dépistage.

Selon les spécialistes qui se préparent, de telles mesures se justifient à la fois sur le plan physiopathologique (un déficit immunitaire important chez une personne contaminée signe l'entrée dans la maladie) et par le fait qu'on est en mesure aujourd'hui de proposer à des séropositifs asymptomatiques une prise en charge thérapeutique qui n'existait pas il y a seulement quelques années. Mais, là encore, qui pourra bénéficier de cette prise en charge ?

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

L'affaire Europ Show à Nice

M. Lucien Salles est condamné à un an de prison

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu le mardi 18 juin, le tribunal correctionnel de Nice, présidé par M. Jean-Pierre Ferry, a condamné M. Lucien Salles, gérant de la SARL Europ Show et directeur général de l'Opéra de Nice, à une peine de deux ans de prison dont un avec sursis et 500 000 F d'amende pour abus de biens sociaux et fraude fiscale.

Un mandat de dépôt a été décerné à l'audience contre M. Salles, qui avait été placé, pendant trois mois, en détention provisoire, entre le 10 janvier et le 10 avril, et auquel il reste à purger, sans tenir compte d'éventuelles remises de peine, neuf mois de prison. Le tribunal a déclaré, d'autre part, M. Salles « solidairement tenu, avec la SARL Europ Show, au paiement des impôts

fraudes dont celle-ci est redevable », soit, selon l'estimation du Trésor, 1 663 924 F. Le gérant d'Europ Show, qui a été inculpé à la suite de son intervention d'interjet appel de jugement.

Lors de l'audience du 30 mai (Le Monde du 2 juin), le substitut du procureur, M. Pierre-Claude Schellen, s'était borné à rapporter la peine d'emprisonnement avec sursis tout en demandant au tribunal de condamner M. Salles à « ne pas le renvoyer en prison ». Agé de soixante et un ans, M. Salles, qui est un proche de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric, était accusé d'avoir détourné, par divers moyens, dans les années 1986 et 1987, 1 880 000 F au préjudice de la société qu'il dirige avec des membres de sa famille.

G. P.

Aux assises de Bobigny

L'excision en procès

Une exciseuse malienne, M^{me} Aramata Keita, comparait depuis mardi 18 juin devant les assises de la Seine-Saint-Denis à Bobigny pour avoir excisé dix-sept fillettes, entre 1980 et 1983. M^{me} Keita a déjà été condamnée en mars dernier (Le Monde du 10-11 mars) à cinq ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris, pour l'excision des six filles d'un couple malien, M. et M^{me} Coulibaly.

An cours du procès actuel, il sera longuement question d'une des fillettes, une Sénégalaise de trois mois, qui a succombé à une hémorragie provoquée par la mutilation sexuelle. Les parents des fillettes, dix couples venant du Sénégal et du Mali, sont également jugés. Une des mères, mineure au

moment des faits, a demandé que le procès, prévu jusqu'au 28 juin, soit « à publicité restreinte », autrement dit, que seules les associations et les personnes ayant un rapport professionnel direct avec l'enfant, soient acceptées dans la salle.

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, a rappelé dans un communiqué, mardi 18 juin, à l'occasion de ce procès, que « tous les étrangers vivant en France doivent respecter les lois de notre pays qui font de l'excision un crime ». Selon elle, « seules l'application des peines rigoureuses prévues par le code pénal et une large information permettront d'éradiquer cette pratique barbare qu'aucune culture ne saurait justifier ».

Dans « l'Humanité »

Le juge Jean-Pierre dénonce « une justice de clan »

« L'affaire Urbain marque l'avènement d'une justice de clan, sélective et opportuniste, estime, dans un point de vue publié sur toute une page par le quotidien communiste l'Humanité du 19 juin, le juge d'instruction au Mans, Thierry Jean-Pierre, qui fut dessaisi au mois d'avril dans cette affaire. « Il ne suffit plus, en effet, d'être riche ou notable pour échapper aux lois », poursuit M. Jean-Pierre, il faut désormais appartenir à un de ces multiples réseaux d'influence qui, selon les époques et le pouvoir en

place, permettent de se soustraire à la vindicte des juges ». M. Jean-Pierre évoque, d'autre part, les réformes selon lui nécessaires de l'appareil judiciaire : « Suppression des notations, de la hiérarchie, avancement à l'ancienneté, relèvement des rémunérations des magistrats et surtout des fonctionnaires de justice, recrutement plus exigeant, délégués pour les décisions à rendre, exigence de simplification des procédures et du vocabulaire juridique et réforme immédiate du code de procédure pénale : les urgences sont là. »

□ Ouverture d'une information judiciaire et interpellations à Mantes-la-Jolie. - A la suite de la plainte déposée par la famille de Youssef Khalfi, le jeune Algérien tué par un policier d'une balle dans la nuque alors qu'il s'enfuyait à bord d'une voiture volée à Mantes-la-Jolie (Yvelines), une information judiciaire a été ouverte pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner », mardi 18 juin, par le parquet du tribunal de Versailles. Les policiers du SRPJ de Versailles

ont procédé mardi à six nouvelles interpellations de jeunes du Val-Fourré. Trois d'entre eux - deux Français et un Turo, âgés de seize et dix-sept ans - ont reconnu avoir participé à un « rodéo » de voitures volées, au cours duquel un policier avait été tué après avoir été heurté par l'un des véhicules. Les autres personnes interpellées sont soupçonnées d'avoir participé au pillage du centre commercial du Val-Fourré, lors de la nuit d'émeutes du 26 mai.

La contamination par transfusion de sang

Le tribunal administratif de Marseille admet « la responsabilité sans faute » de deux hôpitaux

Le tribunal administratif de Marseille admet la « responsabilité sans faute » de deux hôpitaux, dans la transmission accidentelle du virus du sida par transfusion sanguine.

MARSEILLE

de notre correspondant

Peut-on condamner celui qui n'a pas commis de faute ? Dans un cas très particulier, le tribunal administratif de Marseille vient de répondre positivement à cette étrange question. En 1984, M. Olivier Nothelfer, alors âgé de trente-trois ans, avait été gravement blessé par balle, dans un jardin, par deux malfaiteurs dans son jardin. Hospitalisé au CHR de Fon-Pré, à Toulon, le blessé avait reçu la transfusion de cinquante-qua-

tre poches de sang. En décembre de la même année, l'hôpital de Sainte-Marguerite à Marseille lui administrait le contenu de quatre-vingt-trois poches de sang. Lors d'examen pré-natal, en mars 1985, on découvrait que M. Nothelfer était séropositif.

Le tribunal administratif de Marseille avait à établir la responsabilité des deux hôpitaux dans la contamination par le virus du sida, après que le commissaire du gouvernement, M. Antoine Blaché, sur la base des résultats d'expertise, eut demandé leur condamnation à 400 000 francs chacun pour réparation du préjudice.

Dans son jugement, rendu mardi 18 juin, le tribunal a admis leur responsabilité « indépendamment de toute faute », puisque, « en l'état des connaissances et des techniques à la date de l'hospitalisation », le dépis-

tage systématique du virus du sida n'était pas obligatoire (il le devint le 1^{er} août 1985). La notion de responsabilité sans faute pouvait donc être retenue à raison des risques connus par le patient. Le tribunal constate cependant « l'impossibilité de déterminer si une ou plusieurs transfusions avaient été contaminées ».

Le tribunal a laissé aux établissements concernés la possibilité « d'engager une action récursoire contre les tiers », en clair de se retourner « contre les centres de transfusion sanguine qui ont fourni le sang contaminé ». Le tribunal laisse en outre à M. Olivier Nothelfer la possibilité de le saisir à nouveau en cas d'aggravation de son état. En revanche, il a rejeté les demandes d'indemnisation des parents et de l'épouse de la victime, qui connaissent la séropositivité de son futur époux.

JEAN CONTRUCCI

Après les propositions du ministère de la santé

Les médecins-anesthésistes suspendent leur grève

Les médecins-anesthésistes ont suspendu leur grève, à dater du mercredi 19 juin, dans l'attente de la signature d'un protocole d'accord avec le gouvernement. Ils observaient depuis le 21 mai une grève des gardes et astreintes étendue, le 17 juin, à l'ensemble des soins, exception faite des urgences. Ce durcissement, qui avait donné lieu à une forte mobilisation, était intervenu faute d'accord entre le gouvernement et le SNPHAR (Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs) sur la base d'un protocole en quatre points soumis au gouvernement, le 7 juin, par le syndicat.

La direction des hôpitaux a remis, le 17 juin, une version amendée de ce protocole qui a été approuvée par la « très grande majorité des assemblées régionales » consultées par le SNPHAR. Ce texte prévoit l'ouverture de négociations avec les différentes catégories de praticiens hospitaliers en vue d'une « meilleure prise en compte de l'activité liée aux gardes et astreintes ». Une réflexion sur les normes de sécurité appliquées dans l'accueil des urgences sera conduite par le gouvernement. Les représentants des praticiens hospitaliers seront pleinement associés, dans le cadre d'une commission permanente, « à la politique de restructuration des urgences », qui devrait être mise en place dans un délai de trois mois à partir de la signature du protocole d'accord.

M. L.

M. Durioux précise les missions du comité de suivi de la sécurité transfusionnelle

Le ministre délégué à la santé a mis en place, mardi 18 juin, au ministère, le comité de suivi de la sécurité transfusionnelle, composé de trois médecins, en leur précisant leurs missions. Le comité devra travailler à la mise en place d'une organisation moderne de la sécurité transfusionnelle, qui soit apte à « redonner confiance aux donneurs et aux receveurs ». Il devra faire des propositions « en vue de la mise en place d'une organisation de pharmacovigilance » du sang et de ses dérivés, comme il en existe une pour les médicaments. Il devrait avoir un « rôle d'alerte et de synthèse » sur les

problèmes et les données à considérer pour la prise de décisions concernant la sécurité transfusionnelle. Le comité devra « avoir une vision prospective » tenant compte notamment des nouvelles technologies, comme celles issues du génie génétique. Il devra également « coordonner et développer » les travaux déjà menés par d'autres instances sur la stratégie du dépistage des maladies transmissibles par voie sanguine, sur la sécurité de la filière transfusionnelle (du donneur au receveur) et sur les « bonnes pratiques » de préparation de tous les produits dérivés du sang.

CATASTROPHES

□ Des centaines de réfugiés écrasés sous une église aux Philippines. - Le maire d'Olangapo, M. Richard Gordon, a annoncé le 19 juin qu'une église servant de refuge à des personnes évacuées des environs du volcan Pinatubo s'est effondrée à San-Marcelino, dans le nord des Philippines. Plusieurs centaines de personnes se

trouvaient dans l'édifice quand il s'est écroulé. Le dernier bilan des victimes de l'éruption du Pinatubo publié par la Croix-Rouge fait état de 146 morts et quelque 300 000 réfugiés. Le bilan de l'éruption du volcan Unzen, au Japon, s'établit à 40 morts, après le décès, le 19 juin, d'un homme grièvement brûlé. - (AFP, Reuter.)

□ Un bidonville emporté par une coulée de boue au Chili. - Après deux heures de pluies diluviennes tombées le 19 juin dans la région désertique d'Antofagasta, à 1 400 kilomètres au nord de Santiago, au Chili, une coulée de boue a emporté le bidonville de Villa-el-Alto. Selon le ministre de l'Intérieur, M. Enrique Krauss, on dénombre au moins 41 morts et quelque 650 disparus. - (Reuter, AP.)

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES. LE MEILLEUR POLAR QU'AIT COPRODUIT MITTERRAND.

Les Irlandais de Vincennes
Ca va chauffer le 24 juin au Tribunal.
Toute l'histoire est aujourd'hui dans

ACTUEL

مكتبة الأمل

ARTS • SPECTACLES

Miles Davis l'émotion sardonique

par Philippe Sollers

Il est toujours ailleurs, distant, plus loin que ce qu'on entend, et c'est cela qu'il veut dire : l'au-delà de la pression, l'appel au-dessus de la ligne d'horizon, simple ponctuation décalée, parfois, au milieu de l'immersion ou de la décomposition globale. Pour cela, il faut la trompette, instrument du réveil et de la résurrection. Les saxophones ont beau agiter la vie, la tordre, la tourbillonner en tous sens, il se retrouve avec la batterie et la basse, allons, allons, on n'est pas obligé de se rouler indéfiniment dans les ondes, le bruit, le cri, la profusion psychique.

Il attend, il se fait attendre, va-t-il jouer la prochaine note, ce n'est pas certain. Il reste acide, mat, violent-pondéré, il compte de l'autre côté, à l'envers, il ne retombe pas dans le thème. Sa trompette bouchée est l'écho d'un écho, un métal au deuxième degré, comme si elle était obligée de traverser une énorme masse liquide (les préjugés, les clichés, l'expressivité répétitive). Son obsession est le son qui n'existe pas. Eux jouent la virtuosité qui déborde, ils se ressassent par rapport à lui, ils le haïssent, ça les fait marcher, ce sont ses hystériques. Il les écoute, il les traite de façon détachée, flottante. Il les laisse à leurs organes et à leurs pulsions, il y touche à peine, il dérape, il revient à la raison de tout ce trafic, je suis la tête, je suis la joie du concept. L'émotion est plus forte d'être un peu sardonique, pas de pathos, j'y suis, j'y suis toujours : *Bye bye blackbird*, 4 juillet 1958, Newport.

Miles Davis, anarchiste chinois, travaille dans le noir et blanc radical. Il me fait penser à Apollinaire, un soir de demi-brume à Londres (*« Je ne chante pas ce monde ni les astres, je chante toutes les possibilités de moi-même hors de ce monde et des astres »*). Pas de plainte, ni maître ni esclave, jamais banal. La révolte totale se marque dans l'art des fractions. Je traîne le son pour le rendre à sa rage vraie, je le fais éclater de manière rentrée. Les phénomènes passent, je cherche les lois. Un tel retrait féminin est un comble de virilité qui féminise les mâles à vue d'œil. Je persiste dans l'engloutissement, je fais signe quand même. S'il le faut, je mettrai en scène l'incroyable mauvais goût de l'époque, juste pour dire, à un moment donné : attention, la cour. Jugement tranchant, sans emphase. Si la mort parle, ce doit être, au fond, sur ce ton.



JACQUES BENEICH

LE TROMPETTISTE AMÉRICAIN INVITÉ DE « HALLE THAT JAZZ » A LA VILLETTE

Les mille vies du Phénix

MILES DAVIS chez lui, il faut attendre. Il veut le moment juste. Il ne veut rien. Chez lui, au-dessus de Central Park West, tout l'attirail du visiteur est installé : magnéto, appareils, fiches et notes. Alors, il choisit le coin bien opposé, le coin fenêtre, le plus inconfortable des coins, pour l'autre. Ruse de boxeur. Ring. Il s'y tient d'abord comme un gosse mal embouché. Il a l'air d'avoir onze ans, et par moments onze mille ans. Il en a très exactement soixante-cinq. Il revient en Europe pour la énième fois depuis quarante ans. Créant à chaque fois, à force de briser le jazz qu'il exténue, la même attente, le même regret, la même passion, le même entrain.

Deux concerts à Paris : l'un avec son groupe actuel, moyenne d'âge vingt-deux ans, le 5 juillet, l'autre, inattendu, plus rare, avec ces Marcus Miller, Herbie Hancock, Chick Corea, Steve Grossmann et autres McLaughlin qu'il a changés, rendus célèbres, avant qu'ils ne changent eux-mêmes la musique du temps.

Sa politesse est là, dans ces grossièretés de gorge qui le font drôle. Dans cette attention folle, hallucinée, épidermique, à la musique qui l'agrippe et le pousse à pousser de jeunes types bien au-delà d'eux-mêmes. L'idée de jubilé lui va trop mal. Il joue déjà demain et on ne le sait pas. Il dit qu'il va quitter la scène et on ne le croit pas. Il ne se voit pas comme une légende. Simplement, il rencontre et il joue pour trouver le rythme comme un secret. Et il peint et il expose pour aller de l'avant.

Quarante ans qu'il diverge. Quarante ans, depuis Bird, qu'il va de *Birth of the Cool* en *Kind of Blue*, et de cette *Espèce de bleu* en brouet de sorcières (*Bitches Brew*) pour disparaître une bonne fois pour toutes et ressurgir enfin, triomphant et changé en lui-même, au bout d'un long silence, avec, à la boutonnrière, la fine fleur des musiciens qu'il lance.

Le temps est ainsi fait que Miles joue au phénix avec nous, mais c'est lui qui gagne. Il a vécu mille

vies et ne rejoindra jamais, tous charts confondus, les allées de la grosse renommée. Il en souffre. Il ne peut pas plus. Quand on veut jouer une musique, une vraie musique, même réduite à sa violence première, à ses idées premières, il faut savoir se condamner à oublier le bruit du monde. Triomphe amer.

Il est grossier, courtois, aimable, pénible, distingué, délicat. Ses mains dansent comme des oiseaux. Il bouge, dessine, parle de sa voix cassée. Chaque son de sa voix sonne comme sa musique. On pourrait dire : comme le blues. C'est vrai. Il sait qu'il en joue. Sa voix sort comme celle, gouailleuse, d'un très vieil homme. L'enregistrement ment. Ne vous y trompez pas. Rien que Miles déteste tant que la répétition, la mort sur lui. Chaque groupe est une aventure. Il est un des trois à avoir lancé les sons et les bruits d'aujourd'hui. Il les maintient. Il joue demain. (*Lire notre entretien avec Miles Davis pages 18 et 19.*)

FRANCIS MARMANDE

LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

DU 5 AU 10 JUILLET

JVC

Halle
THAT
JAZZ
PARIS

RÉSERVATIONS
40 03 39 03

la Villette
Paris de la Ville

L'AFFAIRE DES
MILANBAIS DE VINCENT
LE MEILLEUR POLAR DU
COPRODUIT MITTERAND

ACTUEL

MUSIQUE

RENCONTRE A NEW-YORK

Le jour où Miles Davis

Miles dans sa maison est comme Miles en scène. Ni plus ni moins. Il traîne la jambe et vous fait marcher. C'est un sorcier, c'est un gentil. Il a les yeux animaux les plus humains du monde, légèrement cerclés d'azur. Passé le round d'observation, il change : il se change. Il change soudain d'habits. Il en a mille. Un turban sur les cheveux raccommodés. Il s'en fout. Il a cent mille ans. Il ressemble à sa vieille mère depuis longtemps disparue. C'est lui qui le dit. Quand il en a fini avec son cinéma nécessaire, il redevient lui, très exactement lui : timide, élégant, délicat à l'extrême, voyou céleste. On ne se refait pas.

* Halle that Jazz, du 5 au 10 juillet. Miles Davis Group (le 5) et « Miles Davis et ses invités » (Chick Corea, John McLaughlin, Dave Holland, Bill Evans, Steve Grossman, Herbie Hancock, Wayne Shorter, entre autres, le 10). Quatre autres soirées sont à l'affiche de ce festival : Gill Evans Orchestra, Jackie McLean Quartet, Steve Grossman/René Urtreger Quartet (le 6) ; Joe Zawinul Syndicate, Andy Summers Group et Bob Berg/Mike Stern Quartet (le 7) ; Chick Corea Akoustic Band, John McLaughlin Trio, Dave Holland Quartet, Gary Burton Quintet (le 8) ; John Scofield Quartet, Pat Metheny Group, Herbie Hancock/Wayne Shorter Quartet (le 9). Grande Halle de la Villette. Tél. : 42-49-77-22 ou 40-03-39-03.

« Pourquoi j'aimerais me faire payer pour une interview ? Ecoute, je n'ai rien à dire sur le fait d'être payé pour la musique. Alors, de quoi allons-nous parler ? C'est difficile pour moi, tu vois ? De quoi veux-tu qu'on parle ? Si tu as des questions, je réponds. Mais s'il faut que j'en invente... C'est pour ça que je me fais payer. C'est pour ça que je demande du blé : c'est à moi de le faire. Et pour tout ce qui est difficile pour moi, je pense que je mérite d'être payé. Je suis sérieux. Pourquoi au juste es-tu ici ?

— Je ne sais plus bien. Pour parler de ce film que vous jouez avec Bernadette Lafont...
— Aucune importance pour moi. C'est la musique qui est importante, pas le reste.

— Vous avez dit à un type que vous aimeriez jouer un cow-boy noir, le premier cow-boy noir. Ce n'est pas important pour vous ?

— Non. Dans le fond de ma tronche, si jamais quelqu'un me demande ce que je veux faire, je crie que j'aimerais tirer dans un western noir sur trois Blancs.

— Sérieux ?
— Peu importe qui. Juste le son : bang, bang, bang. C'est tout.

— (Devant ses dessins) Jamais d'autoportrait ?
— Non, pitié. J'ai assez vu ma tête comme ça.

— J'en ai vu un, non ?
— C'est Jo. Jo Gelbard, ma femme. Je peins avec elle, elle me dessine tout le temps. Tu vois cet œil ? C'est mon œil.

— Votre visage, vous le dites, a changé au cours de votre vie.

— Il n'arrête pas de changer. J'ai quarante visages différents. Mon corps change. Il change quand je nage. Il devient comme ça, je ne le veux plus comme ça. Je

n'ai plus d'estomac. Je n'arrive plus à prendre du poids comme avant. J'en perds maintenant. Il faut que je nage, que j'aile en Californie. Je ne peux plus venir à New-York, c'est trop triste. Toute cette merde s'enfile dans mes poumons. Si je prends un comprimé pour dormir, mon corps devient comme ça. Dans deux jours, je n'ai plus d'yeux, rien, juste mon visage... sévère, straight, comme le visage de ma mère.

— Quelle partie du corps féminin préférez-vous ?

— Le cul. Les fesses. Toi aussi ? (Il pianote sur un synthé.) Je déteste les accords fous comme ça. Gil [Gil Evans] disait toujours que l'accord est perdu. L'accord est très seul. Jusqu'à ce qu'on joue l'accord suivant. Tout premier accord sonne bizarre. Le suivant entre en résonance, c'est bien, on peut à peine commencer à jouer, c'est une affaire très délicate.

— Vous dites de Gil qu'il était si simple qu'il en était complexe.

— Que veux-tu savoir de Gil Evans ? Quand il s'agit d'un génie comme Gil ! Une nuit, il m'a appelé : « Adieu. — Putain, de quoi tu parles ? » Il me sort : « Ce fut un plaisir, you know, l'amitié, les trucs que nous faisons ensemble... » Je dis à Anita : « Qu'est-ce qu'il a, Gil ? » Elle me dit : « Tu sais, il a pris de la marijuana synthétique. » Je dis : « Donne-lui un samadère. » Quelque temps après, je demande à Gil : « Merde, mec, qu'est-ce que tu avais ? » Il dit : « J'étais dans le temps présent. J'étais assis mais je ne voulais pas bouger. J'avais fait mais je ne voulais rien avaler. » Le présent... quelle connerie ! Le présent... Tout au présent. L'an prochain peut-être, oui, l'an prochain. L'an prochain, j'arrêterai de jouer.

— L'an prochain ? Non !
— Pourquoi tu dis non ? Parce que tu veux que j'en dise plus là-dessus ?

pas, sans tristesse. Il me faut longtemps pour devenir triste.

— Je ne sais pas : un coma de cinquante ans, par exemple, me réveiller et essayer de jouer encore avec les gus présents, là, je serai triste peut-être, mais pas maintenant, pas tout de suite, j'aime trop les choses, les gus. Je peux comprendre pourquoi ils pensent ce qu'ils pensent de moi, je ne suis pas con [full of shit], je suis un musicien honnête, tu vois ? Je ne fais pas le genre de conneries que fait un type comme Wynton [Wynton Marsalis, trompettiste prodige de la dernière génération ou presque : son frère Branford a joué avec Miles Davis, ce genre à essayer de jouer comme nous jouions autrefois, comme nous jouions en 46 ou en 45, en 44... Je ne sais même pas pourquoi il gesticule, Wynton : quand je lui parle, il est si gentil.

— Beaucoup de musiciens n'avaient rien à jouer d'ailleurs, n'avaient pas entendu les musiciens des années 40 jusqu'à maintenant. Mais, maintenant, on fait tellement de disques qui se ressemblent tous.

— Trop de disques ?

— Mais oui, beaucoup trop. Wynton n'aurait jamais pu jouer comme ça s'il n'avait jamais entendu Fats [Fats Waller] ou moi-même, s'il avait côtoyé Dizzy [Dizzy Gillespie] au moment où Dizzy était... Cassement ? Comme un de mes meilleurs amis. Quand on me demande pourquoi j'aime tant Dizzy, je dis simplement : Tu saurais dire l'entendre en 50 ou en 46, pas maintenant, pas aujourd'hui où il a de la peine à fermer les lèvres. Lui qui m'a tout appris, il me disait ça, il m'a dit : « Man, quand j'essaie de jouer sur le beat, ça sort en retard, c'est comme ça, ça sort en retard... »

— Moi, je l'entends son truc, les voix qu'il entend, j'entends tout, ça me fait un triste effet, shit ! Maintenant, je l'écoute, mais, tu vois, c'est à peine ce que jouent Wynton ou Terence Blanchard... Evidemment, il faut jouer comme ça. Comment jouer autrement, d'ailleurs ? Tu vois ce que je veux dire ? Mais ce n'est pas original, nous avons tous fait ça, tous ; ça devient barbant, on a tous fait ce truc, et il faut le jouer dans tous les tons, en majeur, en mineur, la même chose, shit ! Des gammes à douze tons, des gammes à cinq notes, des modes égyptiens, chinois, japonais, esquimaux, tu sais, tu peux jouer tout indifféremment. Différemment.

— Mais si tu ne penses pas, si tu ne te mets pas dans la pensée, tu en restes là, au même stade. Tu joues ce que Clifford [Clifford Brown, l'éclair étoilé de la trompette, plus doué que Dizzy, plus sonore que Miles, plus aérien que Fats Navarro, envolé, mort, disparu, éternel] a joué. C'était bien, c'était grand, il y avait une sorte d'enthousiasme. On ne portait pas du noir à l'époque, c'est à la mode maintenant, le noir.

— Le noir ?

— Arrête... On ne pouvait pas porter du noir à cette époque-là. Primo, les Noirs en portaient quand ils bossaient pour les Blancs, et, deux, pour les enterrements. Du coup, les Noirs mouraient parce qu'ils chochaient des tas de maladies. Par compensation, ils s'essuyaient énormément à faire la fête.

— Aujourd'hui, les Blancs jouent de la même façon que les Noirs, pareil, c'est drôle... Moi, j'arrive toujours à savoir s'il s'agit d'un arrangement blanc, fait par un Blanc ou non. Parce que j'ai déjà essayé d'apprendre aux Blancs à jouer comme ça [il s'agit du Miles Davis avec la bouche], et ils bouillissent tout, ils mélangent, plus de rythme. Zéro. Plus de rythme chez le batteur.

— Les batteurs jouent beaucoup, aujourd'hui, parce que, s'ils ne jouent pas, on branche la boîte à rythmes, la drum machine. Plein de disques à boîte à rythmes, batterie automatique.

— Mon fils est un bon programmeur de rythmes, très doué... Les rappers savent bien utiliser ces engins. Ici, ils viennent, il font des trucs pour moi, ils disent : Miles, tu as trois airs, là, devant toi. Ils essayent des trucs, ils fabriquent des échantillons, ils prennent l'histoire très au sérieux, plus que que certains musiciens qui jouent en solo.

— Le lien entre le scat et le rap, vous le placez où, est juste ?

— Facile ! Prends un type comme Slim Gaillard ou Leo Watson, dans les années 30 ; c'est la même histoire que Flavor Flav [Public Enemy]... J'aime l'esprit d'enthousiasme des rappers, cette façon d'utiliser très peu de notes sur un rythme toujours net, clair, clean. C'est Marcus [Marcus Miller, bassiste, génie postmoderne des studios modernes, synthé et prêt à tout, entré dans le groupe comme musicien et arrangeur depuis 1980] qui a fait mon album. Bonne orchestration, bien : mais j'aime les rappers, la simplicité extrême avec laquelle ils construisent un rythme, comme s'ils répétaient un message.

— C'est comme ça qu'on attire l'attention : en répétant le message. Si l'on met dans une chanson un truc là dans un livre, adapté, avec des accords mixtes, des modulations, tout le saint-frusquin, ça se met à signifier, tu vois ? Si tu le fais bêtement, ça n'a aucun sens, bien sûr. Prince a de l'enthousiasme, beaucoup d'enthousiasme. Il m'a envoyé une cassette pour mon anniversaire, motherfucker.



Gréco et Miles en 1949.



Avec Jeanne Moreau en 1957.



Pendant l'enregistrement de « Porgy and Bess » en 1958.

مکانه المیرزا

MUSIQUE

AVEC LE TROMPETTISTE AMÉRICAIN

voulait tuer trois Blancs



A New-York, en 1972.



A Montreux en 1973.

— Prince, c'est votre prochain disque ?
— On l'a déjà fait. Il sort en septembre. Prince a composé les morceaux, on les joue dans des variations, exactement comme on joue de la musique. Quelques partitions par exemple que j'ai écrites à l'intérieur des arrangements, sur un *skeleton arrangement*...

— La lumière est belle à New-York, non ? C'est celle de la peinture...

— Arrête... J'aimerais autant mourir à New-York en toussant que vivre en Californie en bonne santé... On y va pour... *fil tousse*, tu vois, c'est là-bas, le rythme est ici. New-York donne le rythme, mais on ne respire pas.

— Vous dites qu'il ne faut pas vous aimer pour *Kind of Blue*. Que vous avez joué, enregistré, gravé un jour *Kind of Blue*. Que c'est de l'histoire ancienne. Vous ne voulez plus être aimé pour *Kind of Blue*. C'est comme si on vous aimait mort.

— C'est vrai, mais tu ne le dis... tu ne le dis pas bien. Pas comme il faut.

— Quand êtes-vous sérieux ?

— Je suis toujours sérieux. Les critiques, les musiciens aussi, ils veulent toujours entendre ce qui est plaisant, confortable. J'ai horreur d'être confortable, *you know, man*, j'aime pas être agréable, les gros sont agréables. J'en ai ma claque de tout ça, des gros agréables. Je n'ai aucun goût pour l'agrément, tu vois ce que je veux dire ou non ?

— Anarchiste ?
— Anarchiste ? Contre le pouvoir, tout ça, le pouvoir d'entamer des guerres, de dire les trucs ? Je n'en sais rien. J'en ai marre des types qui me demandent de jouer à l'infini *Kind of Blue*. Quand j'ai fait *Kind of Blue*, tu sais, avec Bill [Bill Evans, le pianiste impressionniste, réservé, inventeur, des années 60, blanc comme un linge], avec Bill sans qui je n'aurais pas pu le faire, avec qui je l'ai fait juste en sortant des ballets africains, tout cet enthousiasme, oui, a fondu, d'un coup...

— Si je dois rejouer un truc que j'aime et que le groupe aime, je le fais. Mais, si je doute qu'ils aiment ça, eux, et s'ils ne l'aiment pas, tu sais, j'arrête de le jouer. Nous l'avons tellement bien joué, tellement joué...

— Cet été, pourtant, vous allez rejouer avec des musiciens que vous avez rencontrés toutes ces dernières années ?

— Je n'ai jamais dit ça. J'ai toujours dit que la musique, c'est fait pour être joué et enregistré. A Montreux, je jouerai ce que Quincy Jones, arrangeur et compositeur à succès : *musiques de films*, Michael Jackson and so on... A reçu à Paris. Mais je n'aime pas l'orchestre. Je n'aime pas tous les types dans l'orchestre.

— Vous exagérez... Howard Johnson, par exemple...

— Oui, lui, je l'aime bien. Mais tu sais, je n'aime pas toute cette histoire. Miles Evans fils de Gil Evans, *pré-nommé Miles*, toutes ces conneries *all that shit*, tu comprends, je n'aime personne qui se donne des airs de

deux airs pour des gonesses. J'aime juste les musiciens qui jouent, tu vois ? Pas pour les nénettes, pas pour avoir du cul, *fuck that*... Tu l'entends très vite dans la musique, s'il y a un musicien qui fait ça : je le sens, c'est dans mes mains, ça me traverse immédiatement, je sens que le tempo baisse. Je vais simplement vers le batteur, je lui dis : « *Ricky, le tempo baisse*. » On se demande comment pourqu'il je vais vers les musiciens, pourqu'il je leur parle ; je leur dis simplement : « *Le tempo baisse, Ricky* » ou « *N'en fais pas tant, Foley*. »

— Si le tempo baisse d'un vingtième de mesure, ça rentre direct dans mon corps, tout droit, droit dans mes doigts. Alors, je regarde Ricky le drummer et je lui dis que le tempo baisse. Rien de plus. Il sait simplement qu'il doit remonter le tempo. Ça arrive à tout le monde de tomber en panne. Surtout à force de jouer toute la sainte tournée la même *fuckin' music* de merde, tu sais, l'esprit finit par s'en aller. L'esprit, appelle ça comme tu veux, le *feeling*. Quand je sens que ça arrive, je les prévins : ils savent exactement ce que je veux dire. Moi-même, j'aimerais bien que quelqu'un fasse la même chose pour moi. Parce que, quand je me réécoute parfois, je me dis : « *Ouh, shit !* »

— Toujours *shit, fuck, motherfucker*...

— Écoute, il faut un équilibre. Un équilibre entre les instruments, les micros, les aigus et les basses. Et tout ça en harmonie avec l'acoustique de la salle. Parfois, parmi les claviers, les accords, les notes basses ou n'importe où, les guitaristes surtout, il y a un foutu con, *a motherfucker*, qui joue pour les gonesses. Alors, la façon dont je te parle, exactement la même, c'est ma façon de m'adresser aux musiciens. Voilà. Si on n'aime pas ma façon de parler, ils n'ont qu'à... tu vois... ils n'ont qu'à pas l'imprimer.

— *Fuck*, c'est plus court que d'expliquer un truc. Là, on comprend tout de suite ce que je veux dire. Je sais aussi bien qu'on pourrait passer des journées entières dans les explications, mais à quoi bon...

— Comment vous y prenez-vous avec les musiciens ? Le pouvoir ? L'hypnose ? La suggestion ? Un regard ? Ou par une façon singulière de diriger...

— Je n'en ai rien à cirer.

— Je ne vous crois pas.

— Je ne me gonfle pas avec ça. Je leur dis simplement : « *Ça devrait aller comme ci ou comme ça... C'est comme ça que le compositeur l'a écrit et c'est comme ça que ça sonne le mieux*. » Sinon, je change tout. Quand tu changes un truc et que cinq types sourient, tu ne peux pas avoir tort.

— Et, chaque fois, vous êtes en accord avec ce qui se passe ?

— Ouais, of course...

— Fins ou moins, non ?

— Tu blagues. Moi, je suis devant. Je ne regarde pas le public, la fille qui montre ses jambes ou un gus élégant, ces conneries... J'écoute le groupe, j'écoute si quelque chose tourne pas rond, ça me prend, ça rentre tout droit... Dans un groupe, il faut que l'un entende tous les sons, tous les détails du *drumming*, la percussion essentielle, sinon, c'est n'importe quoi... Tout égal... Rien de plaisant... Et la trompette : la note fout le camp, je ne la reçois plus. Ou alors les micros me donnent ses harmoniques, mais pas la note...

— L'électronique, c'est incroyable quand tu as le niveau. Mais si tu cherches une espèce de gloriole, de narcissisme à la noix, si tu veux le pouvoir, comme tu dis, là, tu ne joues plus, tu ne joues plus avec le groupe, tu joues pour toi, pour rien. Ce n'est rien d'autre que je rappelle aux types du groupe, et c'est ça que je leur dis... Je n'aime pas les trucs sur le *beat*, ces trucs pour faire chic, toute cette connerie... Je vais au guitariste, je lui

dis une première fois : « *S'il te plaît, ne fais pas ça...* » Si je dois lui dire encore, tu vois, c'est comme dire quelque chose plusieurs fois aux gens... Tu comprends ? C'est mon musicien, c'est *my man*... Tout ce qui me prend affecte le groupe, direct, je vais m'arrêter de jouer, le groupe va sonner faux, *like shit, man*...

— Le groupe idéal, ce serait Charlie Parker à Falto, Coltrane au ténor, Gil Evans au piano, Marcus Miller à la basse, Tony Williams aux drums...

— Non... Un groupe est un groupe. C'est comme des chaussures. Tu peux prendre un nouveau genre, mais il faut qu'elles t'aillent. Les musiciens de mon nouveau groupe sonnent bien ensemble : ils sonnent même sans moi. L'essentiel. Sans moi.

— Vous pensez à la mort ?

— Non, jamais ! Je ne pense pas à ça.

— On vous compare à Picasso, parfois.

— Lui, il travaillait tout le temps. Il vivait de son travail, et son travail le tenait en vie. On vit de son travail. Je peux crever d'une pneumonie et entendre quelqu'un que j'aime, comme le pianiste qui vient de rejoindre le groupe. J'aime ce son, ce rythme, c'est un plaisir de jouer avec lui, ça traverse le corps. En plein. Le corps reçoit tout ce que l'on fait. Le corps se souvient. Une fois, à Juilliard, je me suis mis un manteau léger en plein hiver. Maintenant, je le sens. En boxant, je le sens. L'arthrite ne trompe pas. Cette main commence à faire comme ça. Tout ce qu'on fait, on le paie, le corps se paie. Les musiciens le sentent plus tôt, plus vite, plus sec que les autres, peut-être. Peut-être je vais faire du cheval, la semaine prochaine, tiens, mais cette année le diabète devient incontrôlable...

— Pendant la guerre du Golfe, vous ressentiez quoi ?

— On n'en avait pas besoin. Réellement. C'est toujours ce pouvoir dont on parle. Toujours cette histoire de pouvoir. Tu ne comprends pas le monde ? Moi non plus. Je n'en ai pas d'idée précise, mais, je veux dire, entre Saddam et Bush... Le peuple n'est jamais le peuple ! Bush prêt à tout pour prendre le contrôle. *Number one* ! Bush aux mains d'or, ces pauvres types ne savaient même pas pourquoi ils se battaient. Je ne laisserai pas mon fils aller là-bas, tu sais, je ne crois pas qu'il irait, l'armée a foutu en l'air, *fuckin' up*, deux de mes fils... Voilà, c'est bon, cette musique.

— OK, man, OK ! Maintenant, je pense trop à mes musiciens. Ils sont en train de répéter. Je prends une douche et je file. Je n'ai plus envie de jouer comme autrefois. Plus cette vieille musique de merde. On va

jouer ce que tu viens d'entendre. Il faut que je joue ça. Tu aimerais avoir Herbie nez à nez, mal luné, Herbie [Herbie Hancock, pianiste, compositeur, faiseur de sons, nouvelle génération, « new age » savant et délé à la fois, la troisième génération branchée en musique par Miles : Chick Corea, Keith Jarrett, John McLaughlin] avec son manager ; comment tu jouerais ça, regarde, juste cet accord, là.

— Vous avez remarqué ?

— Quoi ?

— On n'a pas prononcé une seule fois le mot jazz...

— Moi ?

— Vous, moi, les deux ensemble.

— Aucune raison de le dire... Tu n'avais aucune raison de le prononcer, ce mot... Oui, en France, vous dites *Jazz, Jazz Magazine*, bien sûr, jazz etc., mais ça ne veut pas dire la même chose qu'ici. Un soir, je dis à un Blanc... Non, il y a longtemps, dans le train Chicago-Indianapolis, ce type me dit : « *Alors les jeunes, qu'est-ce que vous fabriquez dans la vie ?* » Bon, moi, OK, je venais du Middle West, je prends ma trompette, mais Max [Max Roach, drummer impeccable de l'envolée des années 40, juste après Armstrong le magnifique... Max, intrinsèque intello de l'art noir, quelque chose comme René Char maître de Cassius Clay], Max, donc, de Brooklyn, sort : « *Nous sommes des musiciens*. »

— Nous sommes des musiciens ! Le type blanc s'es-claffe : « *Des musiciens, owwe...* on est pile dans le wagon-restaurant, jouez juste un truc pour nous... » Alors Max a renversé la table d'un coup. Toute la vaisselle en l'air, projetée partout, bien... Je savais qu'il allait le faire. J'ai glissé : « *Max, tu sais comme ils sont...* » Mais lui, il en rajoutait pour la galerie. Il s'est mis à imiter le type : « *Alors, les jeunes, qu'est-ce que vous fichez dans la vie ? Hein, qu'est-ce que vous branlez ? Si vous me faîtes un truc blanc, rien que pour nous, non ?* » Bien, d'accord, mais cette bouffe me coulait trop cher pour qu'on la balance sur un coup de colère de Max. Moi aussi, je suis caractériel, mais pas comme Max.

— Lui, tu pouvais deviner quand il allait se battre. Ce soir-là, je l'avais à l'œil.

Propos recueillis par FRANCIS MARMAUDE

(Traduction : Granville W. Fields)



Au Zénith en 1989.

Jazz Magazine consacre son numéro de l'été aux programmes exhaustifs des festivals et à Miles Davis (juin 1991, n° 405, 30 F). Propos sur ses activités cinématographiques (*Dingo*, avec Bernadette Laffont), sa peinture, ses musiciens actuels (Ricky Wellman) et ceux qui ont joué avec lui... A côté de la dédicace et profonde étude de Jean-Pierre Moussaron (*Miles ou le contre-temps*), on trouvera un petit lexique précieux, le *Petit Davis illustré*, parfait *vademecum* pour les temps qui s'annoncent. Par exemple : Harmon, sordina de métal sur l'âge - dont le brevet d'invention, déposé par John F. Stratton, fut enregistré en 1895 à New-York - qui diminue considérablement le volume et le brillant du son tout en lui donnant une résonance métallique saturée d'harmoniques. La plus souvent utilisée sans son tube central, elle est devenue à partir de 1954 une spécialité de Miles, notamment pour les standards sur tempo lent. A écouter, *Summertime* (1958).

MUSIQUE

MILTON NASCIMENTO A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

La traversée des octaves

De Stan Getz à Joao Gilberto, de Miles Davis à Milton Nascimento, du jazz à la musique indigène, le chemin est semé de stars à la stature plus large que les genres dans lesquels on voudrait les enfermer. Il y a plus de vingt ans, le Festival de Jazz de Montreux, pionnier en la matière, invitait des « dissidents », Brésiliens en fête. Aujourd'hui, ce qui était un sacrilège n'en est plus un. Parcours exemplaire de Milton Nascimento.

À la mort de Stan Getz, les radios se mirent à diffuser *The Girl from Ipanema* en continu. Lui, qui n'appréciait guère la constante réduction de son œuvre à la bossa-nova eut droit à cet ultime cadeau empoisonné. Qu'y faire ? La prestation du saxophoniste américain aux côtés de Joao Gilberto avait été si remarquable qu'elle avait paradoxalement suscité un phénomène de réduction. Côté brésilien, on se sentait aussi dépossédé : la bossa-nova, même née dans la cave du Fan Club de Sinatra à Rio, n'en était pas moins purement *sui generis*. Pour un large public, cette fructueuse collaboration Nord-Sud s'arrêta au seuil de la bossa-nova, comme la carrière de Stan Getz à *Corcovado*. Aujourd'hui, c'est Paul Simon qui revient du Brésil, où il est allé chercher des rythmes qu'il a mélangés aux guitares sud-africaines et au rythme et blues nord-américain. Il avait trouvé là-bas une sorte d'alter ego. Milton Nascimento, alchimiste des cultures croisées, grand voyageur de la musique, rentré à la maison après avoir compris qu'il avait tout à portée de main.

Milton Nascimento fut d'abord, comme Paul Simon, un chanteur sentimental. En pleine vogue tropicaliste, alors que Caetano Veloso, Gilberto Gil et Gal Costa s'insurgent sur fond de guitares électriques, un drôle de jeune homme noir, timide, une casquette en forme de bonnet plat éternellement posée sur la tête, chante des chansons plus sages, mystérieusement enveloppées, parcourues de signes, de sens et de symboles. Longs développements mélodiques dans les demi-tons, voix entre cristal et métal, qui traverse les octaves sans frémir. Milton sort de l'œuf.

En 1968, Herbie Hancock, en voyage de noces à Rio, le découvre au hasard d'un concert. Il ne résiste pas au charme profond d'un musicien intuitivement porté au mélange des sons. L'année suivante, ils enregistrent ensemble à New-York un album dilué, *Courage*, étrange objet forcément planant, forcément incongru. Le disque passe inaperçu auprès du public, mais fait entrer le Brésilien dans le cercle des poètes méconnus.

Courage ouvrit à Milton Nascimento le cœur des musiciens de jazz nord-américains. En 1974, *Native Dancer*, réalisé avec Wayne Shorter, lui ouvre le marché discographique. De ses collaborations ultérieures avec Sarah Vaughan, Manhattan Transfer, Pat Metheny, Hubert Laws, Wayne Shorter, encore (en



Milton Nascimento, l'alchimiste

1987, avec un deuxième album, *Barca dos Amantes*, et Herbie Hancock, toujours (pour *River Phoenix* en 1989). Milton Nascimento retiendra que « l'art est le chemin de la liberté », et que, pour ne pas se laisser déposséder, il faut prendre, aussi. « Les musiciens de jazz, il y a vingt ans, avaient envie de savoir tout ce qui se passait dans le monde. Ils étaient curieux. Le jazz avait cette fonction pionnière, de défriement. Moi, je joue, j'écoute tout ce qui me touche, ce qui m'émeut. »

Milton Nascimento ne se laisse pas piéger pour autant. En vingt-deux albums, dont six aux États-Unis, pas une dérogation à lui-même. Son ancrage reste solide. Le musicien brésilien a gardé les deux pieds dans le Minas Gerais, terre de l'or, du diamant et des pierres précieuses, de l'esclavagisme et de la splendeur portugaise, paradis des processions enluminées et des églises baroques ; le Minas-Gerais et son esprit républicain, ses terres grasses, l'illusion de la mer et la tentation proche de la nature sauvage. Mineiro ? Milton s'en défend. « J'ai passé mon enfance et mon adolescence à Tres-Pontas, une petite ville du Minas-Gerais. Cela crée une charge affective certaine, mais le monde est bien plus vaste que ma chambre, que mon pays. Je ne veux rester prisonnier de rien, sinon de mon honnêteté. » Certes.

Né en 1942 à Rio, fils adoptif d'une famille blanche d'où la discrimination, si courante au Brésil, était banale, Milton commence sa carrière à Belo-Horizonte, capitale de l'État du Minas Gerais. Il y fonde son premier groupe, un trio de jazz, avec le pianiste Wagner Tiso, et rencontre Fernando Brandt, son parolier. Lo Borges, Beto Guedes, ses compagnons de route jusqu'à aujourd'hui. Un noyau dur, artisan de son pre-

mier succès en 1967, une jolie chanson prophétique-ment intitulée *Travessia* (Croisement).

Milton est un alchimiste prudent. À chaque nouvel album, il enfonce des banderilles dans les flancs de la rigidité des genres. En 1972, encore un peu crooner, il met une touche de sacré dans les sonorités de l'incassable *Clube da Esquina*. Puis, en deux disques, *Minas* (1974) et *Gerais* (1978), fruits d'une intuition profonde, le chanteur aîné, guitariste solitaire, qui a déjà eu le temps de goûter au succès, au jazz et aux États-Unis, revient à ses racines, entre calices, rituels nègres et chars à bœufs. Poésie de la nuit, des jours de pleine lune, des églises fraîches et des amours brûlantes, sur des mots empruntés aux légendes populaires. Musiques en circonvolutions, avec cantiques, grands orchestres à cordes, percussions rustiques, flûtes veloutées et guitare sèche. À l'occasion de cette descente en enfance, pour se rassurer et résister à une dictature nationaliste et pro-américaine qui, bien entendu, le censurait, Milton se découvre sud-américain. L'édifice *Gerais* repose sur deux piliers de l'Amérique hispanique en lutte : Violeta Parra et l'Argentine Mercedes Sosa qui chante en duo sur l'album *Volter a los 17*. C'est le début d'une longue amitié musicale, ponctuée de disques et de concerts géants à Buenos Aires ou à Rio, embryon d'une conscience sud-américaine jusqu'alors inexistant au Brésil.

En 1978, Milton Nascimento élargit son champ de vision dans le très surprenant *Clube da Esquina 2* où trône une *Cancion por la Unidad de Latino America*, de Chico Buarque et du Cubain Pablo Milanes, entre la voix d'Elis Regina, un thème de *maracatu* noir, et la chorale enfantine des Canarinhos de Petropolis qui

reprennent, cristallins, un cantique moderne (« J'ai navigué sur la mer du Seigneur, là j'ai vu la fin et la passion, là j'ai vu l'agonie de la barque des hommes »). Milton en profite pour glisser un superbe titre, composé après une descente au fil de l'eau du rio Araguaia, fleuve mythique du centre du Brésil : *Conas, canas*, énumération rythmée de noms portugais et indigènes des poissons (« *Dourado, arraia, gramata, piracema...* »). Prémisses du militantisme écologique, affirmé en 1987, avec *Yauarete*, après une plongée dans la lutte des paysans sans terre (*Missa dos Quilombos*, enregistrée à Recife avec l'évêque progressiste Dom Helder Camara en 1979), et de nombreux concerts au bénéfice d'Amnesty International.

En 1988, *River Phoenix*, album dédié au jeune acteur du même nom, où l'on retrouve Herbie Hancock et le percussionniste Nana Vasconcelos, prend une tonalité plus « américaine ». La veine indigène éclate l'année suivante dans *Txi* (en langue *kaxixana* : la moitié de moi qui est en toi, la moitié de toi qui est en moi). L'album est le résultat d'une longue promenade dans le cœur de la forêt amazonienne, dans l'État de l'Acre, magnétophone en main. Six des huit titres du disque, conçu avec la « bande » du Minas-Gerais, s'ouvrent sur les chants indigènes, *yanomami*, *karayos* ou *paikars*. Dernière référence à la culture brésilienne, un thème de Villa-Lobos, *Nonazi-Na*, interprété par Marlin Miranda.

Milton Nascimento vient d'achever une tournée triomphale aux États-Unis et au Canada. Il y avait emmené des représentants de l'Alliance des peuples de la forêt, organisation fondée après l'assassinat de Chico Mendes. Milton Nascimento vient en Europe cet été avec ses cinq musiciens habituels, mais sans ses compagnons d'écologie, les Blancs *seringueiros*, ou les indiens révoltés. Le spectacle, lancé l'année dernière dans le parc Itaipu de São-Paulo, est structuré autour de *Txi*. « *Txi arrive en tête des brésiliens pour les musiques du monde depuis de longs mois. C'est pourtant un album spécifiquement brésilien, très pur, où les seuls mélanges qui existent viennent de moi et de mes musiciens. La tournée a eu du succès aux États-Unis aussi à cause de Paul Simon, qui a beaucoup parlé de nous. Il avait enregistré un titre sur Yassaré en 1987, puis j'ai chanté avec lui Spirit Voices dans son dernier album, The Rhythm of the Saints. Simon sait digérer les influences en les valorisant, c'est formidable. Le jazz a ouvert la voie à la world music. Elle a pris le relais aujourd'hui, et c'est tant mieux, car cela a cassé le carcan des catégories frustrantes, rigides : le jazz, la pop, la chanson, etc. » Milton le vagabond noir est retourné à la forêt. Et après ? Que pourra bien encore fourrer dans sa vaste besace Nascimento l'enchantement ?*

VÉRONIQUE MORTAGNE

★ Milton Nascimento en concert à la Grande Halle de la Villette, le 11 juillet à 20 h 30. Au programme le même soir : Mory Kante et les Neville Brothers. Cinq autres soirées sont à l'affiche du Festival de Jazz de Montreux : *Swiss Movement* (le 1^{er} juillet) ; *Yes Yes Yes*, Miles Malacini et Steve Allen, Michael Evans (le 2^e) ; *Albert Collins*, John Mayall, Robert Cray (le 3^e) ; *Bleed*, Lagrèze, Don Grönlund, George Benson et le Count Basie Orchestra (le 4^e) ; *African Jazz Pioneers*, Gilberto Gil et Manhattan Transfer (le 12^e). Tél. : 48-28-40-90.

Le jazz, de la racine au fruit

Sur un répertoire conçu pour chacun d'entre eux, les musiciens du Mégaoctet d'Andy Emmer (1) illustrent à merveille l'image du carrefour qui vient à l'esprit lorsqu'on évoque les derniers développements du jazz d'aujourd'hui. Mais une pareille réunion de talents pourrait fort bien rester vaine si l'orchestre n'avait à la barre une personnalité de l'envergure d'Emmer. La tentative est puissante, alors, d'examiner de plus près ce que le jazz, par essence ou par acquisition, peut avoir à faire avec le métissage.

Le fait n'est pas nouveau. Faut-il rappeler que l'émergence même du jazz s'est concrétisée, au début du siècle, sur des fondations d'origines diverses. Les reminiscences africaines des esclaves déportés, confrontées au modèle culturel européen en Amérique du Nord, muent le cantique en negro spiritual, inventent le blues à partir de la ballade, transforment la fanfare en jazz-band, adaptant le répertoire romantique de piano en ragtime. A La Nouvelle-Orléans, la promiscuité raciale et le contact permanent entre Noirs - qui jouent d'oreille - et créoles - dotés d'une éducation musi-

cale - constituent aussi un facteur d'émulation essentiel.

Par la suite, à chaque étape de son histoire, le jazz se nourrit de contacts réguliers avec d'autres cultures. Presque systématiquement, ces emprunts - souvent réciproques - sont dénoncés avec violence par les amateurs de la première heure qui n'y retrouvent plus leur jazz. La question se pose avec acuité à l'époque du *bebop* (à la fin des années 40), lorsque le trompettiste Dizzy Gillespie intègre à son big band des percussionnistes latins. New-York accueille, en ce temps-là déjà, de nombreux musiciens venus de Cuba ou de Porto Rico. Ce qui, depuis les années 30, était désigné comme la caractéristique intangible du jazz - le *swing* - se trouve soudain remis en cause : les battements symétriques (selon un découpage binaire) des mains sur les peaux sont-ils compatibles avec la notion de *swing* (qui implique un partage ternaire du temps) ?

À la fin des années 50, les musiciens noirs américains, comme s'ils ne voulaient pas se laisser déposséder de leur art, renouent avec les sources premières. Le *hard bop* du trompettiste Clifford Brown, du pianiste Horace Silver et des Art Messengers du batteur Art Blakey, fait appel au *gospel* et au blues, multiplie les références à l'âme (soul) et au corps, voire à la danse. Pourtant, c'est là encore l'occasion d'un métissage. L'inspiration africaine revendiquée par Blakey, qui se reconvergit à l'islam, n'a plus grand-chose de commun avec ce qui constitue alors la culture rythmique du jazz.

Au début des années 60, avec la montée en puissance du jazz « modal » (autour du trompettiste Miles Davis, du pianiste Bill Evans, du saxophoniste ténor John Coltrane et de son pianiste McCoy Tyner) et l'explosion du *free* (autour de l'altiste Ornette Coleman), le mouvement s'accélère. Les références aux musiques modales de l'Inde abondent dans le répertoire de Coltrane. Herbie Hancock (2), alors pianiste au sein du quintette de Miles Davis, expérimente dans *Inventions and*

Dimensions (publié sous son nom sous le label Blue Note) les superpositions rythmiques binaire-ternaire. Les ténors du *free jazz* (Arlene Shepp, Pharoah Sanders, Albert Ayler) habillent leur corps et leur musique à l'africain ou à l'indienne. Certains musiciens vont jusqu'à changer de nom, autant par refus politique de leur patronyme américain que par conviction spirituelle.

Ces tumultueuses années 60 sont aussi le terrain privilégié de rencontres fructueuses entre musiciens brésiliens - le pianiste et compositeur Antonio Carlos Jobim, le guitariste et chanteur Joao Gilberto (« le Monde Arts et spectacles » du 23 mai dernier) - et jazzmen (les saxophonistes Coleman Hawkins et Stan Getz, parmi beaucoup d'autres). Un peu plus tard, le saxophoniste argentin Gato Barbieri rejoint le mouvement *free*, qu'il délaisse par la suite pour se mettre en quête de ses racines latines.

Parallèlement, les racines rythmiques du rock, héritées du *rhythm'n'blues* des années 50, et l'électrique du *rock* naissant, ne laissent pas insensibles les jazzmen. Miles Davis, là encore, devance tout le monde en signant ses premiers enregistrements électriques. Dès lors, le « jazz-rock » ne cessera de faire appel à des musiciens, en particulier en ce qui concerne les percussionnistes, venus d'horizons divers.

Mais le guitariste anglais John McLaughlin (3), qui a fait ses classes chez Miles Davis, va plus loin : prenant le nom de Mahavishnu, il réalise au sein de son groupe une véritable fusion des genres en intégrant des éléments caractéristiques des musiques de l'Inde au répertoire du Mahavishnu Orchestra. Il perpétue l'expérience en formant, en 1975, le groupe Shakti, avec le violoniste L. Shankar et le percussionniste Zakir Hussain. C'est également le lot de nombre de productions du label allemand ECM, où se croisent des musiciens indiens, européens, nord-américains et brésiliens, comme le guitariste-pianiste Egberto Gismonti, le percussion-

niste Nana Vasconcelos, le saxophoniste Jan Garbarek ou encore le groupe Oregon. En France, l'organiste Eddy Louiss (d'origine antillaise) et le saxophoniste camerounais Manu Dibango sont à l'origine d'un courant métissé, aujourd'hui en pleine expansion et récemment couronné de succès grâce aux talents qui animent les groupes *Stim* et *Ultramarine*. Mais d'autres personnalités mettent en avant l'idée de métissage permanent. Comme le multi-instrumentiste Bernard Lubat, « metteur en *swing* » d'une « comédie de jazz » nourrie aux traditions de sa Gascogne natale, l'accordéoniste Richard Galliano, promoteur de « l'afro-musette », ou le chanteuse turque Senem Diyici, qui mêle sa voix à un quintette de jazzmen français.

Ainsi le jazz, en s'abreuvant à d'autres sources, a sans doute accédé à l'universalité plus aisément que d'autres formes artistiques. A l'inverse, d'autres cultures y ont puisé un espace de liberté, une marge d'expression unique dans le champ musical contemporain. L'actualité ne dément pas l'histoire : quand elles sont menées en bonne intelligence, ces rencontres donnent des fruits aux saveurs inconnues. Encore faut-il que les arbres enracinés dans leurs racines.

ARNAUD MERLIN

(1) On pourra l'entendre au Festival d'Assier (Lot) le 11 août.

(2) A La Villette, avec le saxophoniste Wayne Shorter le 9 juillet, et le lendemain en invité de Miles Davis.

(3) A La Villette en trio, avec le bassiste électrique français Dominique Di Piazza et le percussionniste indien Trilok Gurtu, le 8 juillet. Et le 10, en invité de Miles Davis.

★ Arnaud Merlin vient de publier aux éditions Gallimard, dans la collection « Découvertes », un ouvrage intitulé *L'épopée du jazz, de blues au hip, 160 pages*.

Les Formes Magiques...



CD
PORTABLE
SYSTEM
RC-X 220

Magique par sa conception et sa forme, c'est le plus petit radio-cassette laser de JVC.

Equippé d'un lecteur CD toutes fonctions - 20 mémoires, deux gammes d'ondes PO/FM Stéréo et d'un lecteur de cassette à enregistrement CD synchronisé, ce petit RC-X220, merveille de technologie, permet de reproduire toutes les nuances du son numérique.

Documentation : JVC - BP 125 - 95500 GONESSE

JVC
LA REFERENCE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Le Carrefour des innocents

de Hugh Hudson, avec Donald Sutherland, Adam Horowitz, Amy Locane, Don Bloomfield, Celia Weston, Graham Beckel. Américain (1 h 30).

Du face-à-face entre un jeune chien fou abandonné par ses parents à une institution paramédicale et un professeur attentif et compatissant, Hugh Hudson loin du lyrisme des *Chariots de feu* fait une édifiante parabole sur la solitude dans nos sociétés qui ont perdu le sens des vraies valeurs.

VO : Action Ecoles, dolby, 5 (43-25-72-07).

La Créature du cimetière

de Ralph S. Singleton, avec David Andrews, Kelly Wolf, Stephen Macht, Brad Dourif, Andrew Divoff, Vic Polizos. Américain (1 h 26).

Ce serait une petite ville dans un coin perdu de la province américaine, et à l'occasion de travaux on y fouillerait des sous-sols, et justement c'est ce qui dormirait depuis quelques lustres dans les profondeurs, attendant d'être réveillé pour poursuivre une brillante carrière de massacreur à la chaîne ? Un vilain monstre sans aucun doute, mais les amateurs du genre ne se soucient pas d'originalité, tout est dans la manière.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; George V, 5 (45-62-41-48) ; VF : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

Dans la peau d'une blonde

de Blake Edwards, avec Ellen Barkin, Jimmy Smits, Jobeth Williams, Lorraine Bracco. Américain (1 h 43).

Le réalisateur de *Victor Victoria* poursuit ses variations souriantes sur les rapports hommes/femmes à travers cette fable qui montre un affreux macho réincarné en jeune femme. Un cassevis sur

lequel un vieux routier comme Edwards est capable de broder à l'infini.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1 (45-08-57-57) ; U.G.C. Rotonde, dolby, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 9 (43-59-82-82) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15 (43-06-50-50) ; U.G.C. Molière, dolby, 17 (40-68-00-16) ; VF : Rex, handicapés, 2 (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 9 (43-57-35-43) ; Pathé Français, dolby, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, dolby, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, dolby, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15 (45-22-42-27) ; Pathé Wapler II, handicapés, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96).

Delirium

de Charles Winkler, avec Malcolm McDowell, Geoffrey Lewis, Patricia Pointon, Pamela Gidley. Américain (1 h 35).

Le sympathique jeune homme d'*Orange mécanique* a pris de l'âge mais ne s'est pas vraiment rangé puisqu'il se retrouve au centre de cette affaire de psychiatre violeur et assassin qui devient victime d'hallucinations.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 9 (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 5 (45-62-41-48) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

Robin des Bois

de John Irvin, avec Patrick Bergin, Uma Thurman, Jürgen Prochnow, Edward Fox, Jason Robards. Américain (1 h 45).

Reconstitution scrupuleuse et spectaculaire de la célèbre légende du verdoyant maître de la forêt de Sherwood qui trompe son attente du retour du bon Roi Richard (qui flanquera dehors ce vautour de Jean sans Terre) en volant les riches pour donner aux pauvres.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-26) ; George V, dolby, 5 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20 (46-36-10-96).

Sale comme un ange

de Catherine Breillat, avec Claude Brasseur, Lio, Nils Tavernier, Roland Amstutz, Claude Jean-Philippe, Lila Gabrielle. Français (1 h 30).

Un filic solitaire et misanthrope découvre l'amour dans les bras de l'épouse de son jeune équipier. Déglingue et rédemption filmée « à cru » par une cinéaste qui se plaît à brouiller les cartes du film de genre, polar ou mélo, pour ce document art brut sur les passions de la dernière chance.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-28-80-28) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; U.G.C. Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94) ;



Jean-Paul Belmondo dans « Pierrot le Fou ».

Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Mireille Perier, Jo de Backer, Thomas Godet. Belgo-français-allemand (1 h 30).

Le récit sur soixante-dix ans de la vie d'un pauvre type persuadé qu'on lui a volé sa vie fait une comédie hilarante et toute en finesse, l'une des meilleures surprises du dernier Festival de Cannes, où Jaco Van Dormael a remporté une Caméra d'or bien méritée.

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-78-38) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-13-08) ; La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Montparnasse, handicapés, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

Un balser avant de mourir

de James Dearden, avec Matt Dillon, Sean Young, Max von Sydow, Diane Ladd, James Russo, Martha Gehman. Américain (1 h 35).

Un jeune étudiant très bien sous tous rapports commet une série de crimes qui assureront sa promotion sociale. Une version *teenager* de *Noblesse oblige* ?

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-78-38) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 9 (47-20-76-23) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; VF : Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-58-31) ; Mirmar, dolby, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

Une époque formidable...

de Gérard Jugnot, avec Richard Bohringer, Gérard Jugnot, Victoria Abril, Ticky Holgado, Chick Ortega, Eric Prat. Français (1 h 30).

Les tribulations d'un cadre supérieur qui se retrouve « nouveau pauvre », sans métier, sans argent, sans famille, donne à Gérard Jugnot l'occasion d'une comédie douce-amère qui est le meilleur de son registre.

Forum Horizon, handicapés, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; U.G.C. Denton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-57-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; U.G.C. Molière, dolby, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Wapler,

18 (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Reprises

A Bigger Splash

de Jack Hazan, avec David Hockney, Peter Schlesinger, Mo Mac Dermott, Ossie Clarke, Henry Godzaller, Celia Birtwell. Britannique, 1974 (1 h 45).

Documentaire-fiction consacré au peintre David Hockney, ce film culte des années 70 bouleversait les règles du « film sur l'art » en inventant les chemins d'une découverte intime des passions qui conduisent le pinceau de l'artiste des piscines.

VO : Accatone, 5 (46-33-88-88).

Arabesque

de Stanley Donen, avec Sophia Loren, Gregory Peck, Alan Badel, Kieron Moore. Américain, 1966 (1 h 47).

En hommage au Hitchcock de *la Mort aux trousses*, une comédie d'espionnage qui gagne sur tous les tableaux : à la fois l'action bien enlevée, l'humour, toujours élégant, l'interprétation au glamour inattaquable et la réalisation soignée comme une pièce d'orfèvrerie.

VO : Reflet Médias Logos salle Louis-

Jouvet, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

La Ballade des sans-espairs

de John Cassavetes, avec Bobby Darin, Stella Stevens, Everett Chambers, Nick Dennis, Rupert Cross, Vince Edwards. Américain, 1961 (1 h 43).

Deuxième film, méconnu, de Cassavetes après le mythique *Shadows*, cette dérive d'un musicien de jazz idéaliste devenu une épave après avoir affronté ses propres limites et qui tente un come-back du fond de la déchéance confirmait le génie de l'auteur de *Hush* et précisait le ton particulier qui serait celui de ce cinéaste irremplaçable.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (48-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80).

Pierrot le Fou

de Jean-Luc Godard, avec Jean-Paul Belmondo, Anna Karina, Dirk Sanders, Raymond Devos. Français, 1965 (1 h 55).

Tout autant que *Vélasquez* est le peintre du soir, Godard est le cinéaste des éclats de soleil en plein dans les yeux, des éclats de rire en plein dans la tragédie politique, le drame policier, le boulevard publicitaire, la navigation de plaisance et quelques autres enjeux contemporains – toujours contemporains – aussi capitale importance. Pierrot, son, Ferdinand est son prophète et Anna Karina la beauté sur la terre. A la fin, ça fait boum comme du Rimbaud, allons-y Alonso.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

Valparaiso, Valparaiso

de Pascal Aubier, avec Alain Cuny, Bernadette Lafont, Lazzaro Spazio. Français, 1971 (1 h 30).

Des tribulations d'un bourgeois fasciné par le mélange des révolutions exotiques, *Valparaiso*, *Valparaiso* faisait il y a vingt ans le facétieux et délicat chant funèbre des illusions révolutionnaires. Un parfum de film-culte et de nostalgie s'en dégage aujourd'hui.

L'Entrepôt, handicapés, 14 (45-43-41-83).

Sélection

L'Allée des Osmanthes

de Chen Kun-Hou, avec Lou Siao-fan, Lin Siou-ling, Jen Ta-houa, Tchou Houa-kien, T'ou Tsong-houa, Li Tche-ai. Chinoise-Taiwana (1 h 52).

Splendide et délicat portrait d'une vie de femme, de son adolescence pauvre à la vieillesse couverte d'honneurs et noyée de solitude, par les mille étapes sentimentales, dramatiques, sensuelles qui jalonnent le destin de cette maîtresse de maison dans la société taïwanaise.

VO : Utopie, 5 (43-26-94-65).

An angel at my table

de Jane Campion, avec Kerry Fox, Alexa Keogh, Karen Fergusson, Iris Churn, K.J. Wilson, Nadia Bernades. Néozélandaise (2 h 38).

Au plus près des émotions, sans un

BIBLIOGRAPHIE

Les dialogues de Daney

Critique aux *Cahiers du cinéma* puis à *Libération*, Serge Daney cessa, un jour – le lendemain du Festival de Cannes 1987, envahi par les télévisions, – d'écrire sur les films à leur sortie. Peut-être par lassitude de ressasser « un dixième de ce qu'il y avait dans ici et ailleurs » (de Godard, en 1976) pour maintenir une lecture à la fois exigeante et ouverte des films, exercice dont il était un des derniers praticiens. Il se consacra donc à une chronique de la télévision, dans *Libération* toujours (*le Salaire du zappeur*, publié en volume chez Ramsay).

Puis il joua à revoir les « vieux films » (puisqu'il paraît qu'il suffit de deux ans pour que les films soient vieux), toujours à la télévision. Histoire de voir ce que leur passage sur le petit écran montrait du cinéma, de la télé, de ce qui les réunit, les oppose ou les rend étrangers l'un à l'autre. Ces textes, réunis sous le titre les *Fantômes du permanent*, constituent la première partie de *Devant la recrudescence des vols de sacs à main*. Sans exclusive dans le choix des films, *Out of Africa* voisinant avec *les Ailes du désir*, Bruce Lee et les créatures du *Continent des hommes-poissons* avec Rossellini et Fritz Lang.

Sans grille de lecture non plus (il y avait déjà la « grille de programmes » des chaînes), mais avec une curiosité à la fois souriante et acérée. Elle lui inspire des mots de reconnaissance contrainte pour avoir autrefois négligé Melville (il était témoin) mais aussi une découverte attentive de Lelouch (ce qui est plus cou-

rageux). Jouant avec ce qu'il trouve sur son téléviseur, classiques qu'il connaissait par cœur (mais en salle) ou nanars découverts au détour d'une chaîne privée, Daney dialogue avec les films comme avec des visiteurs d'un soir ou de vieux copains.

Il n'y a pas de « réponse », pas de clé de voûte au pont-aux-ânes des rapports cinéma/télévision dans les *Fantômes du permanent*, mais énormément de bonnes questions, de fenêtres entrebâillées. Guère de réponses non plus dans l'entretien avec l'enseignant Philippe Roger qui constitue la seconde partie de l'ouvrage, mais une sorte de carte mi-personnelle (la vie du cinéophile et journaliste Serge Daney) mi-géographique, dressant l'état des lieux du cinéma vu d'un peu loin.

Vus de la distance prise par rapport à la sortie des films, de la hauteur d'une réflexion qui n'a pas renoncé à la théorie, du recul de la filiation avec l'école de pensée des *Cahiers* époque André Bazin, mais aussi de l'éloignement du continent cinéma dérivant de plus en plus loin de la « société », ce cinéma « désormais passé dans la minorité ».

La troisième partie, les *Fantômes de l'Info*, est un recueil d'articles (toujours de *Libération*) qui tentent de répondre à cette unique question : « Le cinéma a-t-il aujourd'hui les moyens de faire la critique de la télévision ? » Plus précisément, être beaucoup allé au cinéma aide-t-il à comprendre comment le monde se montre, ou fait semblant de se montrer ? Dans le cas de Serge Daney au moins, et qu'il s'agisse de BHL chez Pivrot, de *l'Amour en France* ou de la guerre du Golfe, la réponse est oui.

Comme il l'avait fait naguère sur des sujets plus particuliers, le sport entre autres, il passe l'information télévisée au scanner de son regard de cinéophile et vérifie qu'il a, comme critique de cinéma, forgé quelques outils pour comprendre le « bain post-moderne » sous sa surface irisée par le tout-à-l'info dont la télé est à la fois le principal canal et le symbole.

Nostalgiques parfois, narquoises souvent, toujours remarquablement bien écrites, les quelque deux cents

pages de ce recueil (augmenté d'une postface un tantinet hagiographique de Philippe Roger) font un livre un peu triste mais sans un gramme de pathos, le tendre constat de ce qui a été perdu dans la moulinette du grand presse-purée audiovisuel. La vocation du « travail de deuil » n'a jamais été de se taper sur les cuisses. Mais on sait depuis belle lurette la salubrité de pareille entreprise, et la potion du docteur Daney en possède toutes les vertus stimulantes et régénératrices.

* *Devant la recrudescence des vols de sacs à main*, de Serge Daney. Alfas Editeur, 270 pages, 110 F.

La caverne de Langlois

Plutôt que comme un musée traditionnel, Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque française – et de l'idée même de cinémathèque – avait conçu son Musée du cinéma comme une sorte de jardin botanique, au parcours à la fois ludique et instructif. Des zones d'ombre, des sentiers buissonniers, des rapprochements inattendus entre essences rares, des labyrinthes... Son véritable prédécesseur est bien Albert Kahn, qui lança des opérateurs dans le monde entier filmer toutes les contrées en même temps qu'il organisait son jardin encyclopédique.

Dans l'entretien avec Freddy Buache improprement présenté comme une préface de Jean-Luc Godard, le cinéaste franco-suisse souligne que le musée ressemble

à la manière dont Langlois entreposa les films, et les projeta dans les diverses grottes où s'installa ce « dragon qui veille sur nos trésors », comme l'appelaient Cocco. Un mélange d'utopie de l'exhaustivité et d'intuition de rapprochements incongrus et féconds. « *Langlois était un metteur en scène de projections de films* », dit Godard. Et aussi : « *Ce musée, c'était son film* ».

« Film d'auteur » d'Henri Langlois, le Musée du cinéma Henri-Langlois de la cinémathèque de Chaillot cumule jusqu'à la confusion la méticulosité du collectionneur et les jeux du pédagogue inventif. Pour ce film non plus il n'y a aujourd'hui plus guère de spectateurs, et la poussière se dépose sur ses « images », collections d'affiches, d'appareils, de costumes, de photos et de documents.

L'imposant et superbe et hors de prix catalogue co-édité par la Cinémathèque et Adrien Maeght met à plat sur papier glacé cet empilement de trésors, en mille trois cent soixante photos. Quand les objets représentés dans les deux tomes sont beaux – ils le sont souvent – leur reproduction est belle. Ils témoignent des splendeurs des vieux appareils, du talent des décorateurs, costumiers, affichistes – en particulier des avant-garde européennes des années 20, en France, en Allemagne ou en URSS. Des merveilles, vraiment, exhumées de la préhistoire du cinéma jusqu'aux années 40 – nettement moins riches ensuite.

Mais la singularité de la « caverne Langlois » disparaît de ce sage alignement au fil des pages. Aussi, passé le plaisir esthétique de la contemplation de telle ou telle page, c'est finalement le catalogue raisonné et l'index composant le troisième volume qui séduiront le plus durablement les chercheurs et les curieux.

JEAN-MICHEL FRODON

* *Musée du cinéma Henri-Langlois*, sous la direction de Huguette Marquand Ferreux. Maeght Editeur, 754 pages, Colifret de trois volumes. 1 800 F (1 500 F jusqu'au 30 juin).

DE LA SEMAINE

effet de pathe ne une ficelle « dramatique », Jane Campion suit pas à pas l'histoire de Janet Frame, le plus grand écrivain de son pays. Trois formidables actrices, enfant, adolescente, adulte, donnent chair et vérité à ce personnage passionné et passionnant.

VO : Les Trois Luxembourg, 8 (45-33-97-77).

La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski, avec Irène Jacob, Halina Gryglaszewska, Alexander Barda. Franco-polonaise (1 h 38). Entre sa Véronique polonaise à la voix d'or et au cœur malade, et sa Véronique française aux rêves romantiques, le cinéaste du Duetto tisse adroitement des liens secrets, joue en virtuose des délicats ressorts de l'émotion.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 5- (42-22-72-80) ; Saint-André-des-Arts, 6- (43-25-46-18) ; La Pagoda, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Anvers, 8- (43-55-19-08) ; La Basille, 11- (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50). VF : Fanette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

Jacquot de Nantes

d'Agnes Varda, avec Philippe Hurel, Edouard Jouhaud, Laurent Monnier, Brigitte de Villapote, Daniel Dublet, Jacques Demy. Français, noir et blanc et couleurs (1 h 58). En rendant hommage à Jacques Demy disparu juste après le tournage, Agnès Varda fait de l'histoire de son enfance un conte à la fois magique et très concret, qui enchante et bouleverse même si on ne sait rien du réalisateur de *Lola*.

George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Parmentiers, 14- (43-20-32-20).

Jungle Fever

de Spike Lee, avec Wesley Snipes, Annette Bening, Spike Lee, Ossie Davis, Ruby Dee, Samuel L. Jackson. Américain (2 h 01). Étrange statut que celui de Spike Lee, à la fois observateur sans complaisance et héros médiatique de la communauté noire américaine. Cette posture déséquilibrée lui permet de raconter une population peut-être irrécupérablement divisée en groupes ethniques enfermés dans leurs stéréotypes.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 14 Juillet Opéra, 5- (43-25-59-43) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-67) ; Max Linder Panorama, 10- (48-24-88-58) ; La Basille, 11- (43-07-48-80) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Beaugrenelle Montparnasse, 15- (45-44-25-02).

Rhapsodie en août

d'Alfred Kurosawa, avec Sachiko Murase, Hidetaka Yoshio, Richard Gere, Tomoko Ohtsuka, Miki Sakaki. Japonais (1 h 38). Quatre adolescents passent l'été chez leur grand-oncle : l'occasion pour Kurosawa de faire remonter à la surface la mémoire enfouie de la Bombe et de radiographier ses effets sur les vivants. Lorsque le vieux maître trouve les images de ses idées, le résultat est d'une beauté et d'une intelligence inégalées.

VO : Lucerne, 6- (45-44-57-34).

Thelma et Louise

de Ridley Scott, avec Susan Sarandon, Geena Davis, Harvey Keitel, Michael Madsen, Christopher McDonald, Stephen Tobakowski. Américain (2 h 09). Aux troupes de ses deux héroïnes lancées dans une aventure sans retour, Ridley Scott tricote avec le sens du spectaculaire qu'on lui connaît, et une rage contre la bête macho qu'on ne

lui connaissait pas, ce plaisant *Butch Cassidy et le Kid* au féminin.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1- (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3- (42-71-52-36) ; U.G.C. Rotonda, 6- (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, dolby, 8- (42-28-10-30) ; George V, THX, dolby, 8- (45-62-41-48) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-63-16-18) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11- (43-57-90-81) ; Mistral, handicapés, dolby, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; U.G.C. Lyon Bastille, 17- (40-68-00-16) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 8- (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Passage, dolby, 8- (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9- (47-42-56-31) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fanette, 13- (47-07-55-88) ; U.G.C. Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wexler, dolby, 19- (45-22-46-01) ; La Gambetta, dolby, 20- (46-36-10-96).

Un cœur qui bat

de François Dupeyron, avec Dominique Faysse, Thierry Fortin, Jean-Marie Winling, Christophe Pichon, Steve Kalfa, Corinne Seyffrès. Français (1 h 40).

Après un coup de foudre dans le métro, le tonnerre roule longtemps dans la vie d'une femme mariée, tiraillée entre désir et tendresse, folie romantique et lendemains qui déchantent. Tout doucement, Dupeyron fait battre les tambours voilés du quotidien, lancinants.

Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

La Vie des morts

d'Armand Desplechin, avec Thibault de Montalembert, Roch Lathoré, Marianne Denicourt, Bernard Ballet, Suzel Goffre, Laurence Cote. Français (54 min). Des jeunes gens qui peu à peu se réunissent dans une grande maison : l'un d'entre eux, qui a tenté de se suicider, est entre la vie et la mort. Les autres aussi, passant du rire au silence, de l'élan à son regret, filmés avec une étonnante délicatesse par un jeune réalisateur dont on attend déjà beaucoup.

Reflet Panthéon, handicapés, 5- (43-54-15-04) ; Elysées Lincoln, 8- (43-55-38-14).

Festivals

Pompidou s'anime

La Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou présente un florilège de films (essentiellement des courts-métrages) projetés au Festival d'Annecy depuis sa création en 1960, festival qui est devenu en une trentaine d'années le principal rendez-vous mondial du cinéma d'animation sous toutes ses formes.

Du 19 au 24 juin à 14 h 30, 17 h et 20 h. Tél. : 42-77-12-33.

La jeunesse aux champs

Le sixième Festival international du film et de la jeunesse, organisé chaque année sur les Champs-Élysées, présente une série de rétrospectives une compétition de dix films inédits que devra départager un jury d'adolescents venus de toute l'Europe, sous la présidence de Claude Brasseur. Le FIFEJ organise par ailleurs un « village du cinéma », cette année sur le thème du fantastique, où sont présentés les différentes techniques du cinéma.

Du 18 au 24 juin. Films à l'UGC Triomphe (8). Village du cinéma, cours de la Reine. Tél. : 47-52-13-42.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Prod'homme.

Box-office Paris

Encore une semaine cinématographique calme, c'est presque un euphémisme, avec quelques 450 000 entrées dans les 448 salles de Paris et de sa périphérie. Dénatrage sans excès de Soies de ménage dans un centre commercial qui, avec près de 58 000 entrées dans ses salles, ne pouvait espérer mieux. Une autre comédie américaine, *Personne n'est parfait*, ne parvient pas à enflammer les campus qu'elle dépeint : 33 000 entrées dans... vingt-sept salles. Avec dans... le petit film - cinquante minutes - du jeune Arnaud Desplechin, *La Vie des morts*, part doucement à la rencontre d'un public cinéphile exigeant.

Pour le reste, c'est dans les films des semaines précédentes qu'il faut aller chercher les gros scores du moment. *Thelma et Louise* est toujours numéro un et part son rythme des deux premiers semaines avec 50 000 entrées supplémentaires. *La Double Vie de Véronique* maintient son

cap des 25 000 entrées par semaine, ce qui n'est pas un record de la Liste noire qui, dans un complexe de salles plus important, n'atteint plus ce résultat, il s'en faut.

Il va falloir se résigner à ce que plusieurs titres s'éloignent dans l'indifférence : la Note bleue fait un couac à moins de 10 000 entrées en deuxième semaine... François Dupeyron ne retrouve pas avec *Un cœur qui bat*, qui plafonne autour de 5 000 entrées en troisième semaine, son public de *Drôle d'endroit pour une rencontre*. C'est dommage. Même déprime pour le *Porteur de serviette* qui fait pourtant bien rire les italiophiles.

Dans la zone des 10 000 entrées se retrouvent quelques anciens du box-office : *The Two Jakes* confirme en France et en troisième semaine l'échec rencontré aux États-Unis ; en revanche, on retrouve *La Déesse* en neuvième semaine et le *Silence des agneaux*, en dixième semaine, qui poursuivent leurs carrières de belle manière.

MUSIQUES

Paris

Mercredi 19 juin

Rachmaninov
Beethoven
Mozart
Bellini
Verdi

Alta et Roder

Poste Burchuladze (basse). Ljoudmila Ivanova (piano). Burchuladze est basse et géorgien. Il donne toujours l'impression de chanter le rôle du Commandeur, de *Don Giovanni*. Il donne un récital, dans l'amphithéâtre de l'Opéra-Bastille. Son type de voix s'accommoderait-il d'un « simple » accompagnement de piano ?

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 150 F.

Beethoven

Sonates pour piano op. 10 et 13
Variations Diabelli
Maurizio Pollini (piano).

Il y a quelques années, au Théâtre des Champs-Élysées, Maurizio Pollini avait donné une interprétation magistrale des *Variations Diabelli* qu'il avait fait précéder des *microscopiques Variations* op. 27 de Webern. Son interprétation rendait parfaitement compte de tous les aspects d'une œuvre énigmatique, de sa complexité, de son énergie, de son élan, de son introspection comme du gigantesque éclat de rire qui semble la parcourir. Cette fois-ci, Pollini a choisi un programme moins didactique et ce sont deux sonates médianes de Beethoven qui ouvrent son récital.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 100 F à 340 F.

Mozart

Sonates pour piano KV 284, KV 333, KV 593, KV 576.

Paul Badura-Skoda (piano). Qui mieux que Paul Badura-Skoda peut donner une intégrale des sonates de Mozart au piano ? Il y a si longtemps qu'il a prouvé la supériorité de ce type d'instrument sur le piano moderne, il y a si longtemps qu'il a collectionné les plus beaux spécimens de pianos d'époque. Cette série s'inscrit dans le cadre du Festival de Paris.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 40 F à 150 F.

Jeudi 20

Mozart
Gluck
Hase
Schubert

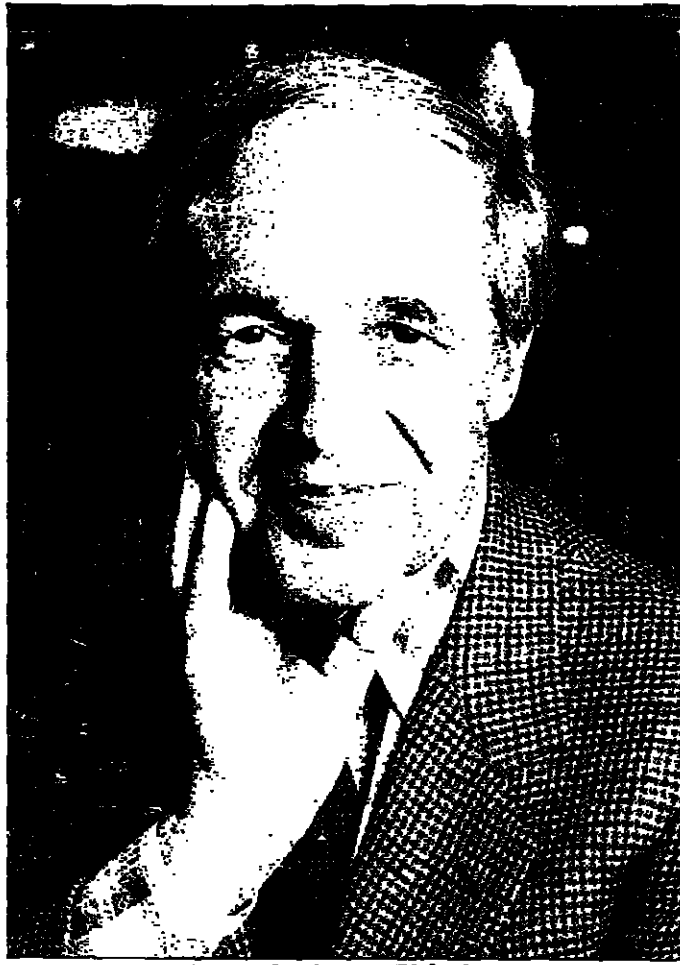
Alta et médailles

Véronique Dietschy (soprano). Jeff Cohen (piano).

A l'aise dans le répertoire baroque français et italien, comme dans l'opéra classique, dans les lamentations comme dans le lied, Véronique Dietschy montre une fois de plus l'étendue de ses dons, sa vaste culture stylistique dans

Rectificatif. - Suite à la réception d'un mauvais document, nous avons publié le programme de l'été 1990, du Festival de Clisson. L'édition 1991 de cette académique festival se déroulera du 19 juillet au 2 août, dans le cadre du domaine historique de La Garenne-Lemot. Ouverture, le 19 juillet, avec l'Ensemble Atlantis, dans un programme Mozart, le 20, récital Bach, Couperin, Rameau, Haendel par Kenneth Gilbert, clavier. Le 23, *Suites* de Bach, par Christophe Coin (violoncelle). Le 27, récital Mozart et Schubert, par Patrick Cohen (piano). Le 31, Schubert, Beethoven, Mendelssohn, par Patrick Cohen (piano). Le 2, concert de l'académie de musique de chambre.

★ Académie internationale de musique ancienne, Hôtel du département, 3, quai Coligny, 44041 Nantes Cedex et Syndicat d'initiative de Clisson, place du Minage, 44190 Clisson. Tél. : (16) 40-54-02-95.



Pierre Boulez au Châtelet

un récital accompagné par le pianiste Jeff Cohen.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16. 80 F.

Mozart

Divertimentos KV 136, KV 138

Haydn

Concerto pour violon

Staar

Metamorphosen in dem Labyrinth

Lanner

Statische Tante

Hans-György

J. Strauss père

Katzendinchen Tante

J. Strauss fils

Les Solistes de Vienne.

De Mozart à Strauss, un siècle de musique viennoise par des spécialistes de la spécialité.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 40 F à 150 F.

Vendredi 21

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 20

Mendelssohn

La Sonate d'une nuit d'été

Maria-João Pires (piano).

Anne-Sophie Schmidt (soprano).

Sylvie Sula (mezzo-soprano).

Mélieux de Radio-France.

Orchestre national de France.

Gary Bertini (direction).

Le 21 juin dernier, Maria Joao Pires jouait le *Premier Concerto* de Chopin, avec l'Orchestre national de France, Salle Pleyel. Au programme du même concert (diffusé en direct par France-Musique), Michel Dalberto dans le *Vingt-Deuxième Concerto* de Mozart.

Emmanuel Krivine dirigeait.

L'Orchestre national prouvait, une fois encore, l'état critique dans lequel il se trouve depuis quelques mois. On ne peut évidemment pas préjuger de la qualité de ce nouveau concert, et nous souhaitons qu'il soit bon, mais l'effort que devront fournir ses musiciens est si grand, leur état psychologique si fragilisé par leur histoire récente qu'il faudrait un miracle pour qu'ils retrouvent

les qualités qui, il y a quinze ans, en faisaient l'un des plus beaux orchestres européens.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 285 F.

Samedi 22

Ravel

Le Tombeau de Couperin

Mahler

Linder

Stravinsky

L'Histoire du soldat

Christa Ludwig (mezzo-soprano).

Didier Sandre (ténor).

Maurice Béjart (le diable).

Nicolas Le Quang (le soldat).

Ensemble InterContemporain.

Orchestre national de France.

Pierre Boulez (direction).

Ce concert au programme hétéroclite est donné au bénéfice de Médecins sans frontières. Occasion d'écouter Christa Ludwig chanter Mahler, Boulez diriger Ravel, Mahler et Stravinsky, Béjart et Nicolas Le Quang jouer dans *L'Histoire du soldat*. Des programmes hétéroclites comme on n'en avait pas entendus depuis longtemps.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à 395 F.

Dimanche 23

R. Strauss

Mort et Transfiguration

Les Quatre Derniers Lièges

Susan Dunn (soprano).

Orchestre Philharmonique de Londres.

Class Peter Rix (direction).

Après une interruption de carrière due à des ennemis de santé, Susan Dunn revient au devant de la scène. Cette jeune chanteuse s'était fait remarquer par une interprétation inaccoutlée du si redoutable *Alte Perle* de Beethoven (Decca). Hélas ! son retour se fait dans la basilique de Saint-Denis dont l'acoustique laisse à désirer.

Saint-Denis. Basilique, 20 h 30. Tél. : 42-43-30-97. De 110 F à 170 F.

Lundi 24

Britten

Folk Songs

Debussy

Ariettes oubliées

Berlioz

Nuits d'été

Françoise Pollet (soprano).

Jean-Marc Lussac (piano).

Un seul regret : que Françoise Pollet chante les *Nuits d'été* de Berlioz dans la version avec piano. La musique de Berlioz est aussi consubstantielle à l'orchestre que celle de Chopin l'est au piano. Elle ne résiste pas à un tel déshabillage. Pour le reste, Pollet est une parfaite musicienne, elle a une voix splendide. Avec Lussac, elle forme un duo parfait. Si seulement, elle pouvait donner un *Offenbach en bis* ! Car, derrière son art réfléchi, Pollet cache un tempérament comique à brûler les planches.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 45-62-69-71. De 110 F à 250 F.

Haydn

La Création

Hilary Martinello (soprano).

Adrien Thompson (ténor).

Peter Liza (basse).

La Chapelle royale.

Collégium Vocale de Gand.

Orchestre des Champs-Élysées.

Philippe Herreweghe (direction).

Le 20 juin, Malgoire donne la *Création* dans le cadre du Festival de Saint-Denis, le 24 Herreweghe s'y colle à son tour, mais au Théâtre des Champs-Élysées. Quel sera le vainqueur de cette vaine compétition ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-26-36-57. De 40 F à 250 F.

Régions

Divonne-les-Bains

Schubert

Lieder

Gundula Janowitz (soprano).

Charles Spencer (piano).

Gundula Janowitz, le Quatuor Alban Berg (le 25) : le Festival de Divonne se signale toujours par la tenue impeccable de ses programmes.

La 24. Théâtre du casino, 20 h 30. Tél. : 50-40-34-55. 180 F.

Nantes

Berlioz

La Damnation de Faust

Nadine Danos (mezzo-soprano).

Berry McCauley (ténor).

Jean-Jacques Caymex (baryton).

Monte Pedroni (basse).

Chœur régional des Pays de la Loire.

Chœurs de l'Opéra de Nantes.

Schola Cantorum de Nantes.

Chœur Contrepoint de Saumur.

Ensemble vocal de l'Anjou.

Orchestre philharmonique des Pays de la Loire.

Marc Soustrot (direction).

Belle distribution, chœurs hétéroclites, orchestre fragile, chef entreprenant, pas toujours élégant, la *Damnation de Faust* est une œuvre délicate...

Le 25. Palais des sports de Beaulieu, 21 heures. Tél. : 40-69-33-17.

Jeudi 27 juin au parc des Expositions d'Angers à 21 h. Le 28 juin à la salle polyvalente de Laval à 21 h.

Toulouse

Haendel

Rodenrös, extrait

Purcell

Dixie et Enée, extrait

Debussy

Mélodies

Falla

Chansons populaires espagnoles pour soprano et piano

Spirituels

Jessye Norman (soprano).

Dan Saunders (piano).

C'est l'émancipation à Toulouse ! Il n'y a plus une place à vendre : c'est la première fois que Jessye Norman se produit dans la capitale française du chant.

Le 19. Halle aux Grains, 20 h 30. Tél. : 61-22-80-22. De 120 F à 270 F.

Maison des Cultures du Monde

dernières ROUTES DE LA SOIE

Musiques - Danses

Théâtre masqué

CHINE - AFGHANISTAN JAPON

Envoi programme sur simple appel 45.44.72.30

MAIRIE DE PARIS

THEATRE-MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE

avec le concours de la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Paris

du 25 Juin au 7 Juillet

LES SOIREEES DE

L'HOTEL D'ALBRET

31 rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris (8^e Saint-Paul)

LE FESTIVAL DE TOUTES LES MUSIQUES

Classique, Baroque, Jazz, Chanson, Variétés, Folklore hongrois

Envoi du PROGRAMME détaillé gratuitement sur demande

Places : 60F - 40F (adulte) - Loc. : 3 FRG - PSTEL : 42.33.43.00

Vente de billets sur place 1 heure avant le début de chaque concert dans le limbo des places disponibles

Renseignements : 42.86.97.03

LA SÉLECTION

Jazz

Jean-Marie Machado Duo
Eric Lelann Quintet

Attention, Quintet à suivre. Tout y aiguisé l'attention. Sylvain Marc à la basse, par exemple. Donc, la confrontation de Jean-Marie Machado (piano) et Eric Lelann (trompette) est la curiosité excitante de la semaine. Entrée libre.

Le 20, Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Rick Margitza Quartet

Ténor, flûte, électronique, nouvelle vague, new age, échantillons du monde tel qu'il va : Rick Margitza appartient à la génération actuelle des musiciens Blue Note (le Minuit de la production de jazz). Entre Jean Rouaud et Jean-Philippe Toussaint, il sait tout faire. Il le fait bien. Ou pas. On hésite. Entre Rouaud et Toussaint, on vous dit. En revanche, on n'hésite pas une seconde sur son pianiste, Joe Calderazzo - comme on n'hésite pas sur Jean Echenoz. Round Minuit.

Le 21, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Rock

The Fleshtones

Les Fleshtones sont des espèces de missionnaires. Ils voudraient faire comprendre que les additifs (synthétiseurs, boîtes à rythmes) sont nocifs, et que le rock se consomme pur, sans addition d'eau ou de glace. D'ailleurs la soirée promet d'être torride.

Le 20, Rex Club, 23 heures. Tél. : 45-08-83-89.

The Milltown Brothers

Les Milltown Brothers écrivent et jouent sur disque une pop irréprochable, aussi bien faite que sincère, pleine de références savamment digérées. Les Milltown Brothers rappellent des souvenirs exquis aux aînés et font croire aux plus jeunes que le rock est encore vivant.

Le 21, Locomotive, 0 heure. Tél. : 42-57-37-37.

Les Satellites

Le Cri de la mouche
Chihuahua
Washington DC
Dirty District
La Place
Von Magnet
Tête d'âne
Parandaoulam



The Fleshtones au Rex Club

Jah Winsdom
Phloos Dexter

La fine fleur du rock français, du regga-muffin aussi. Ceux qui ont réussi (les Satellites) et tous les aspirants. Alors pourquoi ne pas passer la Fête de la musique à l'hôpital ?

Le 21, Hôpital Ephémère, 16 heures. Tél. : 48-27-82-82. Entrée libre.

Screaming
Target

Il arrive que l'on soit vraiment content d'habiter Rio-Orangis. Comme quand on a la possibilité de voir Screaming Target, rock-reggae-funk furieux et sensuel, pour pas un rond, le soir de la Fête de la musique, qui portera ici bien son nom.

Le 21, Rio-Orangis, Le Plan, 20 heures. Tél. : 69-49-03-03.

Bee Gees

Les Bee Gees, pour vous ce soir, feront tout ce que vous voulez : il chanteront *Massachusetts* comme s'ils venaient juste de muer, *Staying Alive* comme si John Travolta était encore une star. Ils seront à l'honneur et n'oublieront rien ni personne.

Le 22, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac, 175 F.

Primus
Limbomania

Limbomania, une bande de furieux Américains qui pratiquent un funk grossier et irrésistible. Si la scène tient les promesses du disque, il devrait faire très chaud boulevard Ornano.

Le 23, Espace Ornano, 19 h 30.

Rita Marley
I Three
The Wallers
Shabba Ranks
Super John

Tout le monde sera là, à part Bob. Rita, son épouse, les I Three, ses choristes, les Wallers, son groupe. Et puis aussi des jeunes, Shabba Ranks, roi du regga-muffin, et Super John, toaster régional de l'époque.

Le 24, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 125 F.

Rod Stewart

Perdu à Hollywood, perdu pour le blues qu'il chante bien, il y a vingt ans, Rod Stewart est au rock ce que Don Johnson fut à la police américaine, une

version designer. Le supplément d'âme a été retiré du menu.

Les 24 et 25, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac, 180 F.

Tournées

Joe Jackson

Très doué, mais pas génial (contrairement à ce qu'il a l'air de penser parfois), brillant mais pas drôle, Joe Jackson flirtait avec le succès (commercial, artistique) sans jamais le conquérir tout à fait. Il a tout essayé, le rock et la salsa, le funk et le jazz, avec des bonheurs divers. Accompagné de ses complices habituels, Graham Maby à la basse, Sue Hadjopoulos aux percussions, Joe Jackson *angry not so young anymore* man du rock essaie de vieillir avec grâce.

Le 23 à Toulouse au Palais des sports à 20 h. Le 24 à Bordeaux, salle Madoquine à 20 h 30. Le 25 à Grenoble. Soirées à 20 h 30. Prix unique : 150 F.

Festivals

Vidy (Suisse)

Doles Vins

Contrairement à ce que pourrait laisser penser la date, la célèbre discothèque helvète ne célèbre ni l'été ni la musique mais les sept cents ans de la Confédération, avec un festival au programme alléchant. Le 21, tendance mondiale avec Mann Dikango accompagné du rapper anglais MC Mello et les musiques hybrides des Anglais de Working Week. Le 22 est britannique avec le rock furieux (et furieusement rétro, on se croirait en juin 1978) de Ned's Atomic Dustbin, la pop savante des Milltown Brothers et le rock émoouvant de James. Le 23, on danse, avec les rappers londoniens de Stereo MC's, qui valent la plupart de leurs collègues anglais, et Ziggy Marley, fils de son père, qui prend un temps-ci un virage hip-hop/ragga-muffin tout à fait réjouissant.

Les 21, 22 et 23 juin à 20 h 30. Tente de Bercy, face au théâtre de Vidy. Prix unique : 25 F. Location : Tél. : (01) 021/882-80-00, 022/794-90-00 ou 01/461-77-00.

Musiques
du monde

Guem

Raimundo Sodre

Le premier est un percussionniste de talent, le second a hérité des rites de Bahia le battement lourd des tambours des Noirs fugitifs. Guem aime les figures de style, et Raimundo Sodre les chants du Brésil méridional. Une belle rencontre, dont l'idée a surgi au hasard d'un soir, et qui sera renforcée par la présence de six compositeurs percussionnistes venus d'horizons divers.

Le 19, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-61-41.

Monica Lander

Les Trottoirs de Buenos-Aires ont rouvert ce printemps. Au seuil de l'été, Monica Lander, chanteuse argentine à la voix pleine, découvre quelques pans du tango moderne.

Du 19 au 22, Trottoirs de Buenos Aires, 21 h 30. Tél. : 40-26-28-58.

Jean-Marie Muyango
Julienne Gashugi
Faïna Numukobwa

Le Rwanda, entre volcans et forêts, est à la croisée des chemins musicaux de cette Afrique de l'Est mal connue ici. Le programme de Radio-France est bâti autour de trois musiciens traditionnels.

Le 21, Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

Nuit du tango

Une superbe nuit du tango sur le parvis de la basilique. Mano a Mano, deux drôles de compères qui se font plaisir et nous amusent sur fond de pas glissés. Raoul Barbosa, accordéoniste inspiré, champion du *Chamame* argentin. De la musique bien faite. Mano a Mano se produit également jusqu'à la fin du mois au Théâtre du Sentier des Halles à Paris.

Le 21, Argenteuil, Basilique Saint-Denis, 21 heures.

Nina Simone

La voix murmurée, l'humour grinçant, le détachement désabusé, le piano et le décollé panthère sur silhouette inimitable : Nina, éternelle.

Le 21, Nosty-le-Grand, Espace Michel-Simon, 21 heures. Tél. : 49-31-02-02. Entrée libre.

Mory Kanté

Touma, son dernier album, a moins bien marché qu'on ne l'espérait. Mais ce serait mal connaître Mory Kanté que de le croire affaibli par ces contingences matérielles. Sur scène, il continue avec une énergie, une maîtrise, une joliesse éblouissantes, sur le chemin tracé en studio : fidélité à l'essentiel (la

longue mandingue, les mélodies ondulantes, les rythmes complexes et pourtant irrésistibles), goût de l'aventure effrénée pour le reste (l'instrumentation, la production). Pitcher, homme du spectacle, Mory Kanté est chez lui sur scène.

Le 22 juin, à 22 heures, au gymnase Léo-Lagrange, Villiers-le-Bel (93), 100 F. Tél. : 34-28-28-90.

Sandra Besais

L'insolite cabaret La Vieille Grille, situé derrière la mosquée de Paris, met à l'honneur le chant sépharade en accueillant en ses murs, jusqu'au 1^{er} juillet, Sandra Besais. Accompagnée du percussionniste Pierre Rigopoulos, elle anticipe la commémoration, prévue en 1992 à Madrid, du départ des juifs et des musulmans d'Andalousie, il y a cinq cents ans. Ses chansons racontent la vie et l'exil de tout un peuple.

Le 23, 18 h 30 : le 24, 20 h 30. La Vieille Grille. Tél. : 47-07-22-11. 80 F.

DANSE

Ballet
de l'Opéra de Paris

Push comes to shove

The Envelope is the middle... somewhat elevated in the night

Brillante soirée américaine. *Push comes to shove*, où Teyla Tharp se moque avec tendresse des codes de la danse classique, fut créé par l'American Ballet Theatre en 1976. Patrick Depond reprend le rôle dans lequel Mikhail Baryshnikov nous fit pâlir du rire, et devrait y épanouir son propre talent comique. *The Envelope* de David Parsons, qui entre aussi au répertoire de Garnier, est une courte-pensée humoristique sur de précieuses ouvertures de Rossini. Quant à *In the middle...* de Forsythe et *In the night* de Robbins, ce sont deux chefs-d'œuvre absolus qu'on ne se lassera jamais de revoir. Le soir du 26 est consacré au bénéfice d'Amnesty International, à l'occasion de son 30^e anniversaire.

Opéra de Paris-Grand, du 20 au 23 juin (sauf le 26), 19 h 30. Tél. : 42-42-63-71. De 30 F à 270 F.

Ballet de Francfort
William Forsythe

Limb's Theorem

Encore deux soirs pour voir ce sidérant triptyque, où le génie d'éclaircissement de Forsythe dispute à son génie chorégraphique. Il est plus juste de dire que mouvements, sons et lumières sont indissociables, et forment un spectacle d'une beauté et d'une modernité sans rivales aujourd'hui.

Théâtre du Châtelet, 19 et 20 juin, 20 h 30. Tél. : 40-26-28-40. De 70 F à 175 F.

Tanztheater de Wuppertal
Pina Bausch

Palazzo Palermo

Une muraille qui s'écroule, des mafiosi, une recette de spaghetti... Pina Bausch a regardé Palermo avec un regard aussi impayable que le reste du monde, même si l'humour et la tendresse se glissent dans ses féroces visions. La bataille pour trouver place au Théâtre de la Ville n'est pas moins féroce...

Théâtre de la Ville, jusqu'au 22 juin, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77, 120 F et 175 F.

Jeunes chorégraphes

Offside

Without control
Hands holding the void
Sorcelleries
Voyage dans une Russie imaginaire
D'elles
Violence
Les Armes au ciel

Sous prétexte que les géants Forsythe et Bausch sont à Paris, il ne faut pas négliger les «petits», les obscurs, les sans-grade, dont certains grandiront peut-être. Des danseurs de toute provenance, saisis par le virus de la chorégraphie, présentent leurs essais dans un des lieux de Paris les plus attentifs au devenir de la danse.

Studio Le Regard du cygne, jusqu'au 22 juin, 20 h 20. Tél. : 43-58-65-93.

La sélection
«Musiques»
«Jazz» : Francis Marmande.
«Rock» : Thomas Sotinel.
«Musiques du monde» :
«Danse» : Sylvie de Nassac.

orchestre
national
de Lyon"Lyon Orchestra Keeps a
Tradition Alive"
New York Times

Sous la direction élégante de son chef, Emmanuel Krivine, c'est d'abord un ensemble qui réagit avec beaucoup de spontanéité. C'est ensuite un orchestre qui garde les traces d'une tradition française, aujourd'hui largement remplacée par le son "prêt-à-porter" qui fait que tous les orchestres au monde finissent par sonner de la même façon, ou s'y efforcent.

"Orchestra delights
in debut"
The Washington Times

Emmanuel Krivine et l'Orchestre National de Lyon se sont glissés dimanche dans la ville pour y donner un des concerts les plus saisissants de l'année. Ce fut le coup de foudre entre le public de Washington et les musiciens français. Les ovations furent longues et méritées. L'orchestre National de Lyon est un des meilleurs orchestres du monde et Maestro Krivine un chef au talent rare et précieux.

"Surprising Lyon"
Chicago Tribune

L'Orchestre National de Lyon s'est révélé être une des surprises les plus agréables de la saison musicale. Bien qu'il n'ait guère plus de vingt ans d'existence, cet ensemble joue avec la vivacité et le poli d'une formation de longue date. Ceci est sans nul doute à mettre à l'actif d'Emmanuel Krivine, son chef depuis 1987, qui a su en faire un véritable orchestre.

saison 91 - 92

Annecy, Anvers, Chambéry, Clermont-Ferrand, Francfort, Grenoble, Luxembourg, Lyon, Macon, Munich, ...

pour obtenir le programme :

O.N.L. - 82, rue de Bonnel - 69003 LYON - tél : 78 60 37 13

CLAUDE FOURNIER ET LOUANA PRÉSIDENT

PIERRE PALMADE

OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX

DU 17 AU 29 SEPT

Invitée Première Partie
CLAUDINE MERCIER
(Gitarre)

EUROPE 1

ON A REÇU UNE REQUÊTE POUR
VOUS FAIRE PARTIR CE MESSAGE
PAR LE MOYEN DE LA RADIO
LOC : 47 42 25 49

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

1969, Guerres privées
de James Mc Lure,
mise en scène
de Sarah Eggerman,
avec Olivier Dorn, Jérôme Pradon et
Didier Skibon.

1969, la guerre du Vietnam. Ce n'est
pas le front, mais les murs blancs d'un
hôpital où trois GI's poursuivent une
guerre. La leur.

Théâtre de Dix-heures, 38, bd de Clichy,
18°. A partir du 19 juin. Du mardi au
samedi à 20 h 30. Tél. : 42-93-88-88.
De 50 F à 100 F.

Courteline... Et toc!
mise en scène
d'Arlette Dervies,
avec Catherine Barouin, Marie Buffault,
Philippe Bayard et Benoît Bazou-Sault.

Une soirée autour de Courteline
orchestrée par quatre comédiens. Un
aperçu en quelque sorte d'une œuvre
acide et satirique.

L'Athlétique, place Parmentier, 92000
Neuilly-sur-Seine. A partir du 19 juin. Du
mardi au samedi à 20 h 30. Tél. :
46-24-03-83. 60 F et 90 F.

La Terrine du chef
mise en scène
de Laurent Carbonnat,
avec Lili, Cécile, Nessim-Nickys, Octave
le Lapin et Nourouss.

On les tribulations de deux enfants,
heureux propriétaires d'un lapin, mais
vivant sous l'autorité d'une maman qui
les aime bien, mais qui aime surtout
cette charmante bestiole... en sauce.

Amphithéâtre Pablo-Picasso, 10, rue
Louis-Pargaud, 92000 Le Plessis-Robinson.
A partir du 20 juin. Du jeudi au
samedi à 21 heures. Matinée dimanche à
17 heures. Tél. : 46-30-45-29. 40 F et
50 F.

Voltaire's Folies
de Jean-François Prévand,
mise en scène
de l'auteur.

avec Rémy Kirsch, Gilbert Bahon, Gérard
Maro, Pierre Charras, Serge Beauvois,
François Samard, Jean-François Prévand
et Jean Barrey.

Le combat de quatre hommes contre la
bêtise et l'intolérance. Leurs armes sont
redoutables : les mots de Voltaire,
féroces, percutants.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9°. A
partir du 25 juin. Du mardi au vendredi à
21 heures, le samedi à 19 heures et
à 21 h 30. Tél. : 42-81-00-11. De 100 F à
240 F.

Paris

**A croquer
ou l'ivre de cuisine**
mise en scène
de Robert Fortune,
d'après les interviews de Maria Callas,
avec Dominique Lardinois,
avec Elisabeth Macocco.

Reprise, une fois encore, d'un grand
succès. Mûrité, car c'est une belle éva-
cation, de la « divine », avec ses
doutes, ses coups de goule et ses joies.
Elisabeth Macocco n'érige pas un mau-
solée. Elle se souvient avec superbe.

Gallé-Montparnasse, 28, rue de la Galé,
14°. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-
22-18-18. Durée : 1 h 20. De 110 F à
180 F.

Callas
de Jean-Yves Pign,
d'après les interviews de Maria Callas,
mise en scène
de Dominique Lardinois,
avec Elisabeth Macocco.

Reprise, une fois encore, d'un grand
succès. Mûrité, car c'est une belle éva-
cation, de la « divine », avec ses
doutes, ses coups de goule et ses joies.
Elisabeth Macocco n'érige pas un mau-
solée. Elle se souvient avec superbe.

Gallé-Montparnasse, 28, rue de la Galé,
14°. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-
22-18-18. Durée : 1 h 20. De 110 F à
180 F.

Comme une histoire d'amour
d'Arthur Miller,
mise en scène
d'Alain Béraud,
avec Luce Mouchel et Philippe du
Jard.

Dialogue interminable, comme une
boulimie de paroles, entre une call-girl
blonde platine et un privé très série-
ux au cours d'une longue nuit dans
une grande ville des Etats-Unis. Ori-
enté avec subtilité par Alain Béraud, les
deux comédiens irradiant une présence
envoûtante.

Artistic-Athlétique, 45 bis, rue Richard-
Lenoir, 11°. Les mardi, mercredi, vendredi
et samedi à 20 h 30, le jeudi à
18 heures. Tél. : 46-06-36-02. Durée :
1 h 20. 65 F et 110 F.

Duende
de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
de Charles Gonzales,
avec Charles Gonzales.

Une heure de poésie en compagnie de
Federico Garcia Lorca. Pour l'entendre
protester, crier, pleurer. Une excellente
façon de commencer une soirée d'été.

Lucerna Forum-Centre national d'art et
d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-
Champs, 8°. Du lundi au samedi à
19 h 30 et 20 heures. Tél. : 45-44-
57-34. Durée : 1 h 20. De 71 F à 140 F.



La Tragédie du roi Christophe, mise en scène de Idrissa Ouedraogo.

Escalade à Babylone
avec les pitons.

Ils sont quinze, mais deviennent
357 personnages en traversant la rue,
tout simplement. Sur le trottoir de
Babylone, un drôle de pays, meeting-pot
de nations, de langues et de musiques.
Ils se croisent, se parlent, se disputent,
se font peur, se tuquent. On pense à
Tati, à Queneau, on rit franchement,
épâté par la performance.

Théâtre Rutebeuf, 16-18, allée Gam-
betta, 92000 Clichy. Le dimanche à
18 h 30. Tél. : 47-39-28-58. 110 F.

**La Fausse Suivante
ou le Fourbe puni**
de Molière,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Geneviève Casile, Alain Pralon,
Gérard Girouard, Richard Fontana, Muriel
Mayette et Jean-François Rémi.

Lucidité, cynisme, jeux de masques :
Molière en pleine lumière, servi par
des comédiens éclairés, mais sans
ténue. Un spectacle d'une très haute
tenu.

Comédie-Française, place du Théâtre-
Français, 1°. Le mercredi à 14 heures, le
dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15.
De 45 F à 195 F.

**Les Fourberies
de Scapin**
de Molière,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Daniel Auteuil, Laurence
Cortadellas, Eric Elmosnino, Manonille
Garnier, Sophie Gourdin, Edouard
Lafoullon, Roger Mirmont, Vincent
Rouche, Philippe Uchou, Romain
Duverne, Max Mac Carthy et Carol
Seyran.

Après Avignon, la France, ce voyage de
Scapin, aux roulaquettes canailles,
atterrit au Théâtre Mogador. La mise
en scène nerveuse de Jean-Pierre Vin-
cent s'adapte ici comme à Nanterre et
à la Cour d'Honneur, où le spectacle a
été créé l'an dernier.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du
mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-78-
04-04. De 50 F à 220 F.

Frégoli
de Patrick Rambaud
et Bernard Haller,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Bernard Haller, Jacques Alric,
Stéphane Béne, Bernard Belle, François
Borys, Marc Dufourcq, Sylvie Farny,
Sylvie Fourgeon, Olivier Horeau, Mous,
Alexandre Pandev, Laurence Roussarie,
Kerle Schuchman et Karine Zolick.

C'est une histoire truculente, celle d'un
acteur qui avait tout Paris et les

femmes à ses pieds. L'itinéraire d'un
spectacle plein de magie, d'émotion. La
présence chaleureuse et rigolarde d'un
Bernard Haller surprenant.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du
Trocadéro, 18°. Du mardi au samedi à
20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures.
Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 40. De
100 F à 140 F.

Les Mémoires d'un fou
de Gustave Flaubert,
mise en scène
de Philippe Noë,
avec Jean-Damien Barbin.

Lorsque Flaubert avait quinze ans, il
avait déjà du talent et il était déjà
amoureux ; un rôle, un acteur magnifi-
ques.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Galé,
14°. Du mercredi au samedi à 21 heures.
Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 30. 70 F
et 120 F.

Dernière représentation le 22 juin.

**Les Palmes
de M. Schütz**
de Jean-Noël Ferwlick,
mise en scène
de Gérard Caillaud,
avec Sonia Valleriaux, Stéphane Hillel,
Gérard Caillaud, Christiane Muller,
Patrick Zand et Claude d'Yd.

Elles continuent, les aventures de
Pierre et Marie Curie, de faire les
beaux jours du Théâtre des Mathurins
avant de voyager dans la France
entière. Normal : c'est un vaudeville
scientifique loufoque, et les comédiens
sont parfaitement à l'aise dans leurs
costumes. Ils ont maintenant largement
dépassé la 500...

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8°. Du
mardi au samedi à 20 h 30. Matinée
samedi à 17 heures, dimanche à
15 heures. Tél. : 42-65-90-01. Durée :
2 heures. De 60 F à 220 F.

Le Pédant joué
de Cyrano de Bergerac,
mise en scène
de Dominique Economidès,
avec Frédéric Aubry, Henri de Lorme,
Dominique Economidès, Jean-Marie
Votzel, Christian Galtch, Pierre Baux,
Didier Chaux, André Barthélémy, Marie
Vinoy et Joanne Garin.

Dans le cadre du Festival du Pré Cate-
lain, dans le très beau jardin Shakes-
peare, au bois de Boulogne, cette œuvre
jamais jouée de Cyrano de Bergerac.
Une ode à la liberté.

Jardin Shakespeare, bois de Boulogne,
route de Suresnes, Pré Catalin, 16°. Du
lundi au samedi à 20 h 15. Tél. : 45-70-
75-54. 50 F et 80 F.

Père
d'August Strindberg,
mise en scène
de Penelope Kewer,
avec Catherine Samia, Simon Eins.

Jean-Luc Boutté, Catherine Hiegel,
Marcel Bazonnet, Jean-Pierre Michail,
Philippe Torronet, Sophie Caffarel et
Christophe Kouroukine.

Dans un décor quasi irréel, aux harmo-
nies bleues, noires et blanches, la mise en
scène de Patrice Kerbrat « désendia-
blise » l'œuvre de Strindberg. Un cau-
chemar très stylisé. Avec des comé-
diens-français décidément très à la fête
en ce moment, entre la Tragédie du roi
Christophe et la Fausse Suivante.

Comédie-Française, place du Théâtre-
Français, 1°. Les lundi et vendredi à
20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à
195 F.

Quatre heures à Chatila
de Jean Genet,
mise en scène
d'Alain Milanti,
avec Clotilde Mollet.

Créé au Havre par le nouveau directeur
de la maison de la culture, Alain
Milanti, ce texte écrit par Jean Genet
pour dénoncer l'un des plus sombres
moments de l'histoire du Proche-
Orient. Lui qui s'était parfois montré
maladroit quand il s'agissait d'écouter
pour le théâtre ne l'était jamais quand
il a tourné en poésie ses passions politi-
ques. Passions chantées, psalmodiées
par une actrice à la voix très émo-
nante.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle),
1, place Paul-Claudel, 6°. Le mercredi à
18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée :
1 heure. 45 F et 65 F.

Dernière représentation le 19 juin.

Rumeurs
de Neil Simon,
mise en scène
de Pierre Mondy,
avec Jean Poirot, Pierre Mondy, Eva
Darlan, Claire Nadeau, Maïke Jansen,
Jean-Pierre Castaldi, Nicolas Marié,
Pascale Vignat, Marie-Dominique
Aumont et Jean-Paul Muel.

Pour Jean Poirot et un duo de femmes
qui fait mouche, Eva Darlan et Claire
Nadeau, tous les trois en pleine forme,
et Dieu sait qu'il faut de l'énergie et du
talent pour défendre un texte qui ne
casse rien. Grand rire quand même.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1°. Du
mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à
21 heures. Matinée samedi à 17 h 30.
Tél. : 42-97-59-81. Durée : 2 h 30. De
25 F à 260 F.

La Société de chasse
de Thomas Bernhard,
mise en scène
de Jean-Louis Thamin,
avec Eléonore Hirr, Fabrice Luchini,
Jacques Dacquin, Vincent Solignac,
Yvan Brian, Michel Armin, Francky Pain,
Aurélien Merlier et Ghoudi Farsoun.

Un général, un prince, une princesse
qui aiment jouer aux cartes avec un
jeune auteur, quelques ministres, toute
une société comme les aime Thomas

Bernhard, c'est-à-dire, bien corrompus,
bien détestable.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18°. Du
lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-
06-49-24. Durée : 2 heures. De 120 F à
240 F.

La Tragédie du roi Christophe

d'Alfred Césaire,
mise en scène
d'Idrissa Ouedraogo,
avec Catherine Samia, Alain Pralon,
Dominique Rozan, Roland Bertin, Marcel
Bazonnet, Jean-François Rémi, Louis
Arbessier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe
Puymerlin, Thierry Hachass, Michel
Favory, Jean-Pierre Michail, Isabelle
Gardien, Olivier Dautray et Toto
Bissalithe.

Aimé Césaire méritait bien cet hom-
mage souhaité par Antoine Vitez. Un
homme d'autant plus fort que les
acteurs du Français, Roland Bertin en
tête, habilitent parfaitement un texte
important, passionnant. Et le cinéaste
Idrissa Ouedraogo, dont ce sont les
premières armes au théâtre, signe une
magnifique mise en scène.

Comédie-Française, place du Théâtre-
Français, 1°. Les mardi, mercredi et
samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15.
De 45 F à 195 F.

Régions

Caen
La Princesse de Milan
d'après la Tempête de William
Shakespeare,
avec Laurent Bréchet, Philippe Bombard,
Mafina Labrousse, Frédéric Lacombe, Anne
Baquet, Dominique Bougy et Fernand
Fédon.

Inspiré de la Tempête, de Shakespeare,
ce spectacle est coproduit par la Comé-
die de Caen et le Centre chorégraphi-
que national de la ville, une première.
Il rassemble donc les comédiens réunis
par Michel Dubois, qui signe un épilo-
ge, et des danseurs menés par Karine
Saporta sur une musique originale de
Michael Nyman. Voici, au théâtre la
suite du travail Nyman-Saporta pour
Peter Greenaway et son Prospero's
Book, dont les premières images ont
été l'un des événements du dernier
Festival de Cannes.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville,
41, rue Froide, 14000 Caen. Le mercredi
à 19 h 30. Tél. : 31-47-39-00. 75 F et
95 F.

Dernière représentation le 19 juin.

Marseille
Le Tartuffe
de Molière,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Luce Milanti, Marcel Maréchal,
Béatrice Agénor, Arnaud Bedout, Marie
Adam, Pierre Constant, Julien Israël,
Jean-Paul Bordes, Christiane Coheny,
Richard Guedi, Cyril Lecomte et Nicolas
Larigot.

Marcel Maréchal, qui n'est jamais aussi
habité que lorsqu'il le met en scène,
observe avec Molière la trahison inhé-
rente à tout rapport humain. Entre
maître et valet, sans doute : entre
Orgon et Tartuffe, certainement. Il
campe d'ailleurs un Orgon superbe, et
le Tartuffe de Jean-Paul Bordes, insti-
table, brutal, ténébreux, est d'un charme
évident.

La Créole, 30, quai de Rive-Neuve, 13000
Marseille. Les mardi, jeudi et samedi à
20 h 30, le mercredi à 19 heures, le
samedi à 14 h 30, le dimanche à
17 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et
120 F.

La collection « Théâtre »
a été établie par
Béatrice Mathias.

THEATRE NANTERRE

AMANDIERS

FANTASIO
LES CAPRICES DE MARIANNE
d'Alfred de Musset
Mise en scène : Jean-Pierre Vincent
Du 15 octobre au 20 décembre 1991

L'EMPIRE ET ION
L'Empire de Michel Deutsch
Ion de Platon
Mise en scène : Michèle Foucher
Du 26 novembre
au 14 décembre 1991

BRITANNICUS
de Racine
Mise en scène : Alain Françon
Du 7 janvier au 2 février 1992

JOHN & MARY
tragédie
Texte et mise en scène : Pascal Rambert
Du 21 janvier au 16 février 1992

UN HOMME PRESSE
de Bernard Charvaux
Mise en scène : Jean-Pierre Vincent
Du 17 mars au 17 avril 1992

RUMEUR A WALL STREET
de Bernard Charvaux
d'après Melville
Mise en scène : Bernard Charvaux
Du 24 mars au 24 avril 1992

LE PETIT BOIS
d'Eugène Ionesco
Mise en scène : Eric Elmosnino
Du 12 au 24 mai 1992

N
Musique et mise en scène :
Georges Aperghis
Du 9 mai au 14 juin 1992

SAISON 91-92
Tél. 46.14.70.00

ABONNEZ-VOUS A PARIS

Une information complète, mensuelle
sur les événements parisiens, reçue à
domicile.

Des sorties originales dans la capitale

Des réductions :
conférences, musées, théâtres, concerts...

Et la possibilité de réserver son
spectacle sans se déplacer.

PARIS SÉLECTION

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom

Prénom Tél. bureau

Adresse

Code postal Ville

demande sa carte PARIS SÉLECTION valable 12 mois et joint un règlement de 260 F
à l'ordre de l'OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE PARIS
127, Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 16 29

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ espèces (réservé au paiement sur place)

LA CARTE DE L'OFFICE DU TOURISME DE PARIS

La collection « Théâtre »
a été établie par
Béatrice Mathias.

ARTS

Nouvelles expositions

Jean Dubuffet, les dernières années

Dubuffet a été choisi entre tous, pour marquer l'ouverture du nouveau Jeu de Paume, le Dubuffet d'après l'Hourloupe, celui des Psycho-Sites avec personnages, des Mises solaires qui brouillent la vision, et des Non-Lieux aux ultimes traces de l'activité mentale, juste avant le noir. Epoustouffant d'énergie.

Galerie Nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Du 20 juin au 22 septembre. 30 F.

Tulle

Ernest Pignon-Ernest

Esquisses, dessins, grandes sérigraphies (le corps de l'œuvre, pour les rues, la ville), photos : presque une rétrospective. Depuis les images commémorant la Commune (1971) jusqu'aux travaux récents menés à Naples, autour du Caravage.

Musée du Cloître et église Saint-Pierre, 19000. Tél. : 55-26-32-23. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 heures. Du 18 juin au 31 août.

Paris

Affiches : le cirque

Plusieurs historiens d'art ont remarqué que l'affiche de cirque et l'œuvre de Chéret étaient une des sources de Soutat. La rétrospective du Grand Palais a donc suscité ce dossier constitué de cinquante affiches fin de siècle.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet. 27 F (billet d'accès au musée).

André Breton

En grand, au cinquième étage du Centre-Pompidou, le parcours esthétique d'André Breton, jalonné de plus de cinquante œuvres, peintures, sculptures, dessins, objets d'art primitif, photographies... Sans oublier de nombreux manuscrits et les éditions originales de la plupart de ses livres. Où il s'avère que le poète-agitateur et penseur du surréalisme fut un grand collectionneur.

Centre Georges Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 août.

De Corot aux Impressionnistes

Etienne Moreau-Nélaton fut, tout à la fois, peintre, graveur, céramiste, historien d'art et grand collectionneur comme son grand-père, Adolphe Moreau. De celui-ci il avait hérité une très importante collection de peintures romantiques et de l'école de Barbizon.

MUSEE BOURDELLE, 10, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^o Montparnasse
MENTOR
Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Du 7 juin au 8 septembre

Galerie Beaubourg
Dado
et
Arianne & Pierre
Nahon
3 RUE PIERRE AU LARD 75004 PARIS
42 71 20 30

qu'il enrichit notamment de chefs-d'œuvre impressionnistes, et donna au Louvre.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-69-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 22 juillet. 37 F.

Dessins espagnols : maîtres des XVI^e et XVII^e siècles

Le Siècle d'or, de Berruguete à Velasquez ou Murillo. En cent trente-sept œuvres provenant du Louvre, de la Bibliothèque nationale de Madrid, du Prado et de l'Académie de San-Fernando.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les lundi et samedi à 15 h 30. Rens. : 40-20-52-14. Jusqu'au 22 juillet. 30 F (prix d'entrée du musée).

Dessins germaniques de l'Albertina de Vienne

Si le fonds de dessins de l'Albertina de Vienne est célèbre, ce n'est pas pour autant qu'on en connaît bien les richesses, par exemple en ce qui concerne l'école germanique. Dont quatre-vingt feuilles, de Dürer à Schiele, ont été sélectionnées pour l'exposition du Petit Palais.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 21 juillet. 25 F.

Dessins néo-impressionnistes

Tandis qu'au Grand Palais on peut découvrir l'immensité des dessins de Seurat, le Musée d'Orsay se propose de présenter ceux de ses amis : Ernest Laurent, Angrand, Cross, Lemmen, Luce, Pissarro, Van Rysselberghe. Et Signac, bien sûr.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 juillet. 27 F (billet d'accès au musée).

La Photographie belge

De Misonne à Christian Carz, en passant par Norbert Ghisland, Magritte, Dirk Braeckman et Trivier, avec Jean Jassis, mais sans Georges Thiry, Charles Leirens et François Hers : plus de trois cents œuvres conviennent à un vaste panorama d'une des photographies les plus inventives et les plus cohérentes d'Europe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 18 septembre. 25 F (entrée du musée).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'Arte Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 30 juin. 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

René-Jacques

Fruits de sa donation à l'Etat, 180 instantanés (portraits, industrie, paysage, publicité) invitent à redécouvrir un photographe illustrateur, membre du groupe des XV, perfectionniste, lucide, anti-sentimental, et faussement humaniste. Usant du grisâtre, ce coloriste de l'atonie a su élever la sécheresse au rang de style.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 25 août. 25 F.

Seurat

Une grande rétrospective attendue, qui coïncide avec le centenaire de la mort du peintre, qu'il sera bon de revisiter.



« Le Roi prisonnier », de Pierre Bettencourt, exposé au Château de Tanlay.

Ne faudrait-il pas, en effet, nuancer quelque peu l'image de la froideur toute scientifique que les modernistes ont collé à l'auteur d'*Un dimanche à la Grande Jatte*? L'exposition, qui réunit près d'une centaine de peintures et autant de dessins, après Paris, sera accueillie par le Metropolitan Museum of Art de New-York.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-69-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (fermeture des caisses à 19 h 15, mercredi à 21 h 15). Jusqu'au 12 août. 37 F, sam. 24 F.

Galleries

Pierre Bonnard

Du grand Bonnard, dont on ne parle pas beaucoup ces temps-ci, la galerie Claude Bernard annonce des œuvres sur papier : dessins, aquarelles, gouaches et pastels. On en attend d'agréables surprises.

Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

John Chamberlain

Le champion américain de la toile froissée, de la ferraille comprimée, fortement rehaussée de couleurs. Qui, inmanquablement, fait penser à notre César national et à ses *Compressions* et rappelle le temps du pop, bien qu'il y ait, chez Chamberlain, de beaux restes de l'expressionnisme abstrait.

Galerie Karsten Gröve, 5, rue Debel-lyne, Paris 3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Jean Dubuffet

Une trentaine de *Psychoses*, *Mires* et *Non-Lieux*, soit quelques-uns des derniers travaux de Dubuffet, sont proposés dans la perspective du *Deviser*, cette figure majeure du cycle de l'Hourloupe : un sage carré dans son fauteuil, l'artiste lui-même, le philosophe-métaphysicien.

Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-22-32. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, lundi de 9 heures à 12 heures, samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 juillet.

36 15 LOUVRE
pour recevoir
le programme 91/92

JEANNE-UCHER
53, rue de Seine - 75006 Paris
JEAN DUBUFFET

14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Raoul Dufy

Peintures, aquarelles, dessins d'un artiste aimable, souvent léger, cependant moins insouciant qu'on croit. Et dont l'œuvre se gonfle et se dégonfle selon l'humeur du temps. L'exposition accompagne la publication du premier volume du catalogue raisonné des dessins.

Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-53-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Gérard Gasiorowski

Cet écorché vif, qui fut un temps proche des hyperréalistes, entreprit, dans les années 70, de taxidermiser le milieu de l'art, contre les valeurs reconnues. Il n'y trouva la paix qu'après de longues années de solitude totale. C'est sa « Guerre » que présente la galerie Maeght : des images simples et cultivées, des gribouillages, des « croquis » à touche-touche. Profondément émouvant.

Galerie Maeght, hôtel Le Rebours, 12, rue Saint-Merri, Paris 4^e. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 juin.

Gilloli

L'exposition réunit un ensemble de dessins de 1943-46, qui marquent le passage du sculpteur à l'abstraction. Ils sont mis en rapport avec ses dernières sculptures en inox : *Petit soleil*, *Espace ovale* ou *Yvesse*, des pièces témoins de l'accomplissement d'une œuvre éprise de pureté.

Galerie Dine Viny, 36, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 42-48-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Henri Hayden

De 1911 à 1970, un choix de dessins, de gouaches et d'huiles sur papier. Pour expliciter la trajectoire du peintre, un monodrame, qui part de Cézanne et du cubisme, entreprend de dépouiller son art et se trouve bien près, à l'heure de la plénitude, de basculer dans l'abstraction.

Galerie Marwan Hoes, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. Tél. : 42-96-37-96. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 20 juillet.

Rebecca Horn

Un concert de machines à écrire, des papillons bleus qui battent de l'aile, une étrange machine d'attente à réserve d'encre, un piano à queue suspendu au plafond qui baille, déglutit et se referme, monstrueux : quelques pièces récentes et inédites de Rebecca Horn. À ne pas manquer.

Galerie France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Antonio Saura

De 1959 à 1964, les audaces libérales d'un peintre espagnol dont un des pères est Goya. Qui brosse des images-chocs, de violence, de révolte, de mort.

Galerie Artcurial, 9, av. Montignion, Paris 8^e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 29 juin.

Boyd Webb

Graves, loufoques ou facétieux, les tableaux burlesques d'un ancien sculpteur venu à la photographie dans les années 70. Croisement des contraires, vertiges pataphysiques, énigmes sans solution inspirent cet écrivain drôle et réfléchi, bâtis sur des personnages et des situations toutes britanniques.

OCO, 3, rue Houdart, Paris 20^e. Tél. : 44-52-02-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 juillet.

Régions

Avignon

Flore en Italie

L'exposition invite à repérer les différents modes de représentation de l'élément végétal dans les peintures du Moyen Âge et de la Renaissance conservées au Petit Palais avignonnais. En prime, des manuscrits enluminés, des ouvrages anciens de botanique, des planches gravées d'herbier.

Musée du Petit Palais, place du Palais-des-Papes, 84000. Tél. : 90-88-44-58. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 11 h 50 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Bordeaux

Daniel Buren

Bandes et miroirs pour déstabiliser, souligner, révéler les lieux : l'air d'entrée du musée, couloirs, grande nef et galeries d'exposition, au second étage de l'entrepôt Lainé. A Bordeaux, pour l'été, le grand jeu de Daniel Buren. Il est accompagné d'un livre réunissant tous les textes de l'artiste depuis 1965.

Musée d'Art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 septembre. 20 F.

Colmar

Julius Bissier

D'abord marqué par Grunewald et Altdorfer, le peintre rhénan Julius Bissier (1893-1965) passa, vers 1930, à l'abstraction. Une abstraction portée par la calligraphie et la pensée de l'Extrême-Orient. Encre de Chine, aquarelles, petits tableaux à la tempera, à l'huile et à l'œuf illustrent la quête spirituelle de ce représentant de la peinture lyrique et informelle.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 août. 25 F.

Meymac

Robert Jacobsen

Quarante ans de sculpture d'un Danois qui commença par tailler le bois, puis choisit le métal pour assembler rigoureusement ses formes, et gérer tout naturellement les plaines et les vides. Cette rétrospective coïncide avec la mise en place à Meymac d'une commande publique passée à l'artiste.

Centre d'art contemporain, abbaye de Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juillet.

Monthéliard

Hans Hartung

L'exposition réunit pour la première

fois les aquarelles abstraites réalisées en 1922 par le jeune Hartung, alors âgé de dix-huit ans, et ses dernières toiles. Une bonne idée, susceptible de réactiver la lecture de l'œuvre du peintre.

Musée du château, 26200. Tél. : 81-94-43-21. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre.

Nancy

La peinture vénitienne des XVII^e et XVIII^e siècles

Deux siècles de peinture vénitienne à travers les collections du musée de Padoue. Peintures religieuses, « vedute », portraits, scènes de genre et fantasmes, des héritiers du Titien à Tiepolo. Glissade de la grande manière baroque au goût rococo.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-55-01. Tous les jours sauf lundi matin et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre. 13 F.

Nantes

Toni Grand

Du sculpteur Toni Grand, que l'on associe généralement au mouvement Supports-Surfaces, quatre-vingts dessins inédits réalisés en 1970 et 1971 sont présentés. Ils entourent une pièce nouvelle conçue spécialement pour le patio du musée.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nice

Mark Di Suvero

Cet excellent sculpteur américain exposait l'été dernier à Valence, dans la ville. Cette année, c'est le Musée d'art moderne de Nice qui l'accueille. Les pièces anciennes, en bois, sont présentées dans les salles ; les structures monumentales, en acier, hors les murs.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 septembre.

Poitiers

James Turrell

Cet artiste californien, qui a le goût de la pureté, gère avec un soin infini la lumière (naturelle et artificielle) dans des environnements stricts, propices à la méditation, mais qu'il faut mériter. Comme à Poitiers, où il propose une pièce entre ciel et eau, qui, en principe, se visite à la nage. Une exposition d'été, certes, mais qui n'a rien de superficiel.

Confort moderne, 185, faubourg du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-46-08-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

Saint-Etienne

Arsilite Gorky

Après Marseille, Saint-Etienne accueille un ensemble très conséquent de dessins de l'artiste américain, un grand, difficilement classable. Dont l'œuvre déchirée, apparemment spontanée, marquée par le surréalisme, porte en elle les germes de l'expressionnisme abstrait.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-95-58-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 septembre. 22 F.

Tanlay

Pierre Bettencourt

Un marginal, ou, si l'on préfère, un irrégulier de l'art. Qui s'est lancé dans les hauts-reliefs d'images, avec incrustations de coquilles d'œufs ou de pierres, après un séjour à Chailloil, avec Jean Dubuffet, en 1953. Qui promène son angoisse entre érotisme et magie. Cette exposition d'été du château de Tanlay propose aussi les livres de Pierre Bettencourt, qui, depuis 1940, a aussi beaucoup écrit.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-76-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Villeneuve-d'Ascq

Jean-Louis Faure, Jean-Michel Sanejouand

L'un, Jean-Michel Sanejouand, est peintre, mais on peut aussi le qualifier, à l'occasion, de calligraphe. L'autre, Jean-Louis Faure, réalise depuis fort longtemps d'étranges sculptures-objets qui échappent à la narration, bien qu'elles procèdent de récits historiques ou mythologiques. Leur rencontre, orchestrée par Michel Enrici, est placée sous le signe de la singularité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 26-06-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 juillet.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breccette. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bach

Passion selon saint Matthieu
Karl Erb (ténor, Évangéliste), Gerhard Hüsch (baryton, Jésus), Tiana Lemnitz (soprano), Frieda Beckmann (alto), Siegfried Schulze (basse, Pilate, Judas), le Chœur de Saint-Thomas de Leipzig, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Günther Ramin (direction).
Enregistrée en 1941, à Leipzig, sous l'autorité du ministère de la culture du III^e Reich, cette *Passion selon saint Matthieu* a traversé les années sans trop de dommages. On pourra légitimement être révolté à l'idée que des interprètes (dont certains étaient connus pour leur engagement nazi) pouvaient chanter sur commande la passion du Christ pendant que l'holocauste se préparait, mais il faut reconnaître que l'esthétique progressiste de cette interprétation n'a en rien été dévaluée par les lectures les plus récentes. Pour l'époque, sa réalisation tranchait bien davantage sur les pratiques européennes habituelles - dès 1928, le pianiste Ossip Gabrilowitch avait dirigé une *Saint Matthieu* philologique à Carnegie Hall - que ne le fera celle d'Harmonicon en 1968. Karl Erb n'a guère eu qu'Hugues Chenon (dans les années 50, sous la direction de Scherchen) et, plus récemment, Peter Schreier comme successeurs. Tiana Lemnitz attend toujours la sienne. Günther Ramin étonne toujours par la rapidité, la pulsion rythmique sans lourdeur dont il anime cette fresque parfois encore dirigée avec un sentiment fatal de torpéur.

2 CD Cello-Verlag CAL 50 859/80. Distribué par DAM.

Le Concert du siècle

Le quatre-vingt-cinquième anniversaire de Carnegie Hall
Avec Dietrich Fischer-Dieskau, Vladimir

Horowitz, Yehudi Menuhin, Isaac Stern, Mstislav Rostropovitch et Leonard Bernstein.
N'exagérons rien, ce concert n'est évidemment pas le concert du siècle, mais il se pourrait bien que l'une des interprétations données à Carnegie Hall, il y a quinze ans, pour en fêter le quatre-vingt-cinquième anniversaire, ait été l'une des rencontres les plus inattendues, les plus excitantes de l'après-guerre. Qui aurait, en effet, imaginé que le pianiste le plus célèbre de son temps «ferait de la musique» avec le baryton le plus illustre de l'après-guerre? Qui aurait imaginé que le fruit de cette rencontre fût donnerait naissance à l'une des interprétations les plus bouleversantes des *Amours du poète* de Robert Schumann? Vladimir Horowitz et Dietrich Fischer-Dieskau ont ce soir-là ravivé le souvenir d'une autre rencontre historique, celle d'Alfred Cortot et de Gérard Souzay, vingt ans plus tôt, salle Gaveau, immortalisée par un disque Vox pour le moment indisponible.

2 CD Sony Classical SM2K 48743.

Walter Gieseking

Concertos de Beethoven et de Liszt.
Variations symphoniques de César Franck.
Berceuse de Chopin.

Orchestre de l'Opéra de Berlin, Hans Rosbaud (direction); Orchestre philharmonique de Londres, Sir Henri Wood (direction).
Enregistrées bien avant la guerre, ces interprétations bénéficient d'un report en compact d'une remarquable qualité qui rend justice à la qualité exceptionnelle de leur prise de son. Évidemment, le son mono date un peu, mais dans les *Variations symphoniques*, la balance entre le piano et l'orchestre est proche de la perfection.

Plus vif, plus alerte que dans ses enregistrements ultérieurs, Walter Gieseking y donne l'image d'un pianiste au jeu puissant, subtil, capable des nuances les plus raffinées comme des emportements les plus sauvages. Son jeu, étonnamment moderne, est un leçon et prouve, s'il en était besoin, que de tout temps il s'est trouvé des pianistes respectueux du texte sans être ennuyeux pour autant.

1 CD Classical Collector FDC 2008. Distribué par Adès.

Guillaume de Machaut

Messe de Notre Dame
Ensemble Gilles Binchois, Dominique Vellard (direction).
Plus la musicologie progresse, plus les interprètes l'assimilent, au point de faire oublier la base théorique de leur approche. C'est l'impression que l'on retire une fois de plus de l'écoute des interprétations de l'Ensemble Gilles Binchois. La *Messe de Notre Dame* de Guillaume de Machaut n'est certes pas une œuvre légère, que l'on peut écouter d'une oreille distraite, son auditeur réclame au contraire une attention soutenue, mais Dominique Vellard et les chanteurs de son ensemble chantent



Ti Frère

avec une telle liberté métrique, de telles envolées aériennes, dans une acoustique si légère (la prise de son est un modèle), que cette interprétation pourrait devenir un tube, si leurs prédécesseurs n'avaient propagé une image si trompeuse d'un compositeur qui, à n'en pas douter, devrait être aussi joué, enregistré, aimé que Bach et Beethoven.

1 CD Harmonie Record H/CD 8931.

A. Lo.

Rock

Stan Ridgway

Partyball
Si Stan Ridgway n'était pas poli, intelligent, aimable, on s'inquiéterait pour sa santé mentale. Manie de la persécution, fétiches étranges, on lui trouvera sans peine une parenté avec David Lynch ou Philip K. Dick, avec tous les fous qui retournent les cailloux de l'Amérique pour aller voir ce qui grouille, en dessous.
Partyball s'éloigne un peu des bizarreries de *The Big Heat* et de *Mosquitoes*, ses deux premiers albums solos. Comme si Ridgway demandait sa réintégration dans la communauté musicale, on ne trouve qu'une de ces histoires extraordinaires, avec une

intrigue, des personnages. *The Roadblock*, polar instantané, chanté de cette voix neutre et menaçante, aurait fait bonne figure sur n'importe lequel des disques précédents. Le reste, science-fiction paranoïaque (*The Overlords*), politique fiction à la Hunter Thompson (*Harry Truman*), bruits bizarres et chansons ordinaires, semble un peu convenu, un peu forcé dans l'étrange. Une baisse de régime passagère, sans doute.

IRS 713012, distribution EMI.

Taj Mahal

Like Never Before

C'est un disque à commencer par la fin, un enchaînement de trois titres - *Cakewalk Into Town*, ragtime avec piano bastringue; *Big Legged Woman Are Back In Style*, blues salace à l'ancienne et *Take A Giant Step*, ballade sobre aux échos africains - qui donne une idée de ce qu'un très bon disque de Taj Mahal peut être, de toute façon il y en est plusieurs par le passé.
Le bluesman d'origine caribé à tous jours cherché son inspiration entre la Nouvelle-Orléans et la Jamaïque, entre boogie-woogie et calypso. Ici sa belle voix scintille, à peine cassée, son jeu de l'alté dégage se perdent parfois dans une production à l'américaine, un peu trop hygiénique, jusqu'à le faire sonner comme Huey Lewis sur *Take All The Time You Need*. Presque une déception, que ne compense pas tout à fait l'amour du travail bien fait qui a toujours guidé Taj Mahal.

Private 281 679, distribution BMG.

Ziggy Marley and the Melody Makers

Jahmekya
Hé! le fils remonte le cours suivi autrefois par le père. Bob Marley, voix

incendiaire de la fin des années 60 au premier tiers des années 70, s'était fait presque languide à la fin de sa vie. Ziggy Marley a commencé par imposer aux Américains le reggae qu'ils n'avaient pas voulu entendre de la bouche du père. Ce reggae facile, sucré, n'est plus le seul ingrédient de *Jahmekya*. Ziggy Marley, aussi américain que jamaïcain, est allé chercher son inspiration dans les ghettos de New-York ou de Washington, aussi bien qu'à Kingston.

Raw Riddim qui ouvre le disque est une démonstration de raggauffin digne des nouveaux maîtres du genre, Shabba Ranks ou Shinehead. Le petit garçon surdoué du premier rang montre qu'il sait se servir de ses poings. On retrouve cette rage dans *Drastic*, et le reste de ce très long disque est plus proche du reggae Marley, mélodique, proche des thèmes traditionnels (rastafarianisme, anticolonialisme avec *Namibia*). Mais le coup de sang initial irrigue *Jahmekya*, lui donne un mordant, une fraîcheur, une audace qui le portent plus loin que ses prédécesseurs.

Virgin America CDV US 35.

T. S.

Jazz

George Gershwin

Gershwin performs Gershwin

(Revue enregistrée 1931-1935)
Au cours de ces programmes de radio (1931-1935) on peut entendre Gershwin, pianiste et chef d'orchestre dans ses œuvres: *The Man I Love*, *I Got Rhythm*. Le répertoire est parfaitement représentatif et la manière assez belle. Gershwin joue Gershwin. L'occasion de quelques propositions. Proposition numéro un: le compositeur, qui a donné au jazz quelques-uns de ses plus beaux airs, permet de mesurer avec une sorte de précision de géomètre ce que n'est pas le jazz et ce qui n'en est pas. Au bord de quoi il tourne et de quoi il se dégage. Entre la musique de Gershwin ainsi interprétée (c'est-à-dire: comme il faut) et n'importe lequel des choristes inspirés par *The Man I Love*, la proximité est d'ordre tangentiel. Et cependant l'abîme qui les sépare reste infranchissable.

Proposition numéro deux: ce document est incontestable. Outre la musique, on entend des interviews de Gershwin, des explications mélodiques et des commentaires. Et cependant, à la seule pensée qu'une commission s'est peut-être réunie pour décider d'éditer en compact tout ce qui s'est fait à la radio depuis les origines, on est saisi d'une vague vertige.

1 CD Linelight 830842-2.

Stan Getz avec le Bill Evans Trio

But Beautiful
Stan Getz vient de disparaître. Au hasard sur la pile, *But Beautiful*, un concert vraisemblablement daté de 1974 avec le trio de Bill Evans (Eddy Gomez et Marty Morell complètent le groupe) au Festival de jazz d'Anvers. L'intro à *cappella* de *You and The Night* et *The Music* pour le son, la justesse, la souveraineté, et la coda de *But Beautiful* pour les coups de langue, cette tendre et désinvolte exploration

comme toujours en fin de morceau, d'un instrument auquel on semble dire adieu, justifient entièrement le disque. Le reste aussi.

1 CD Jazz Door 1208. Distribué par DAM.

F. M.

Musiques du monde

Ti Frère

Hommage à Ti Frère

La sega est à l'île Maurice ce que la samba est au Brésil. Elle a inspiré des talents modernes (cf. *Enbalaba* de Maxime Le Forestier). Et Jean Alphonse Ravison, dit Ti Frère, en est le chanteur. Il a quatre-vingt ans. En 1989, une équipe de Radio-France est allée chez lui, à Quartier-Militaire. L'aveugle, Ti Frère venait de subir une opération chirurgicale. Entouré de sa famille (sa nièce Marie au chant, ses neveux Ange et William aux ravaunes, Louloune, son fils adoptif, au triangle...), il se mit pourtant à chanter comme au temps des bals *zarico*, ceux des campagnes que les ségatiens aimaient de père en fils le samedi soir. Les sept titres enregistrés ce soir-là furent ensuite complétés par quelques extraits des archives de la Mauritius Broadcasting Corporation ou des disques Capricorne.

Cet *Hommage à Ti Frère* commence par deux versions de *Raséda*, l'une enregistrée par Radio-France avec un Ti Frère fatigué, l'autre sortie des archives de la radio mauricienne, dialogue extraordinaire de violence entre les tambours et le chanteur. «*Raséda, jolie petite femme comme toi, tu finis ta jeunesse dans la boutique (le bistrot)*». Pour ce seul titre, le disque vaut l'achat. Quand la voix s'estompe, la ravaune (un tambour plat), la marvane, avec ses grèves enroulées dans des tiges de canne à sucre, le triangle balayaient tout, avant de s'incliner à nouveau devant le chanteur. Plus loin, c'est l'accordéon qui entre dans la danse. Tout cela est, comme le dit Jean-Marie Le Clezio dans la préface du livret, bien «*dre et vrai, sensuel et païen*».

1 CD Ocora 560019.

The Music of Venezuela

Pour ceux qui aiment les voix, cet album, essentiellement consacré au *cuatro*, une guitare à quatre cordes, au *bandola*, au violon et à la harpe, est un peu frustrant. Mais quelle intensité dans les rares chants dont David Evans, de la Memphis State University, et Salvador Toro Moya, chargé de la musique au ministère de la culture vénézuélien, ont bien voulu parsemer leur quête à travers cinq États du pays du pétrole en 1989. Esteban Ramos, ses maracas, ses femmes, son harpiste, Hilario Miranda, à la voix raupeuse, et son trio Calume, le paysan Julian Villafraza et son Quinteto Montes: tous ces musiciens populaires ont l'âme versée dans le *merengue* ou le *golpe llanero*. Ils témoignent ici de la vitalité d'une musique mal connue, où les mélanges africains, indiens et espagnols ont joué à plein.

1 CD Zu Zazz 2018. Distribué par Media 7.

V. Mo.

Couture, l'Australien

CHARLÉIE Couture est en Australie. Voilà qui la transforme en Petit Poucet, avec disques repères en guise de petits cailloux. Les textes de *Victoria Spirit*, deuxième essai austral du chanteur nancéien, sont parcourus de mots anglais, et la pochette de signes-images soudés en fond: des indiens, des bagnoles, des boîtes de bière, des routes dans le désert, avec asphalte et panneaux indicateurs en bois. Le décor est planté. La musique est truffée de rappels à la modernité: le débit rap, les ballades jazz, l'électricité funk, le flegme reggae. Un grand voyage qui a permis au chanteur d'observer le monde de l'extérieur, comme s'il avait posé sa chaise sur le pas de la porte et tout vu sans l'avoir jamais quitté.

Qu'importe, dès lors, les milliers de kilomètres parcourus ou non. *Victoria Spirit* esquisse un climat: les dix titres ont été enregistrés à Victoria et remixés à Bruxelles - électrique, électrique, critique. À partir de là, Couture peut se payer, avec cette voix qui traîne vers les graves, un tour du monde en dix titres acerbes. Car la planète, devenue bien uniforme, se résume en une phrase: «*Tout est à vendre*». Exemples: «*Un terrain de golf à Kowen-City ou un procès en Roumanie*», les médias qui «*vénèrent le dieu de la moyenne*», avec «*ses millions d'endormis devant des séries lissives qui gobent du pop-corn en baisant des*

poupées lascives, ses princes inaccessibles qui nous font des sourires comme on vise une cible». Charlélie n'est pas conciliant, mais il n'a pas la lucidité usée des grands pourfendeurs de causes, et la musique est légère, chantante, dansante, sophistiquée, tout sauf pesante.

Couture a recruté ses musiciens en Australie, bien sûr, et si l'on excepte le Camerounais Eton De Babay, à la basse et aux claviers, ils sont tous passés à l'école du rock australien, nerveux, avec rythme et basses en profondeur, mais aussi à celle du folk, avec harmonie et guitare acoustique. Enji Mingo, à la guitare, coproduit *Victoria Spirit* avec son auteur-compositeur-interprète. Le résultat en est un habillage plus classé, avec usage intelligent des chœurs appuyés, façon *rock*, avec une élan évanescent que le précédent album, *Melbourne*, aussi, *Victoria Spirit* fait sentir que l'éloignement peut rapprocher de l'essentiel. En ces temps d'atmosphère raréfiée sur le front de la chanson française, le nouveau Couture est une bouffée d'oxygène salvatrice.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* CD, album, cassette EMI 7964642.

théâtre de la bastille

de Hélène Alexandridis
avec Nathalie Ancelle, Nathalie Bensard, Thierry de Carbonnières
Natascha Casbman, Régine Centre, Eric Doye, Philippe Faure
Fabienne Lucchetti, Etienne Pommeret, Clotilde Ramondou, Aladin Reibel
Vincent Vallier, Jacques Vincey, Vincent Winterhalter, Daniel Znyk
DU 19 AU 29 JUIN A 19H30 - DIMANCHE A 15H30 - Relâche Lundi
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14

VOTRE TABLE CE SOIR

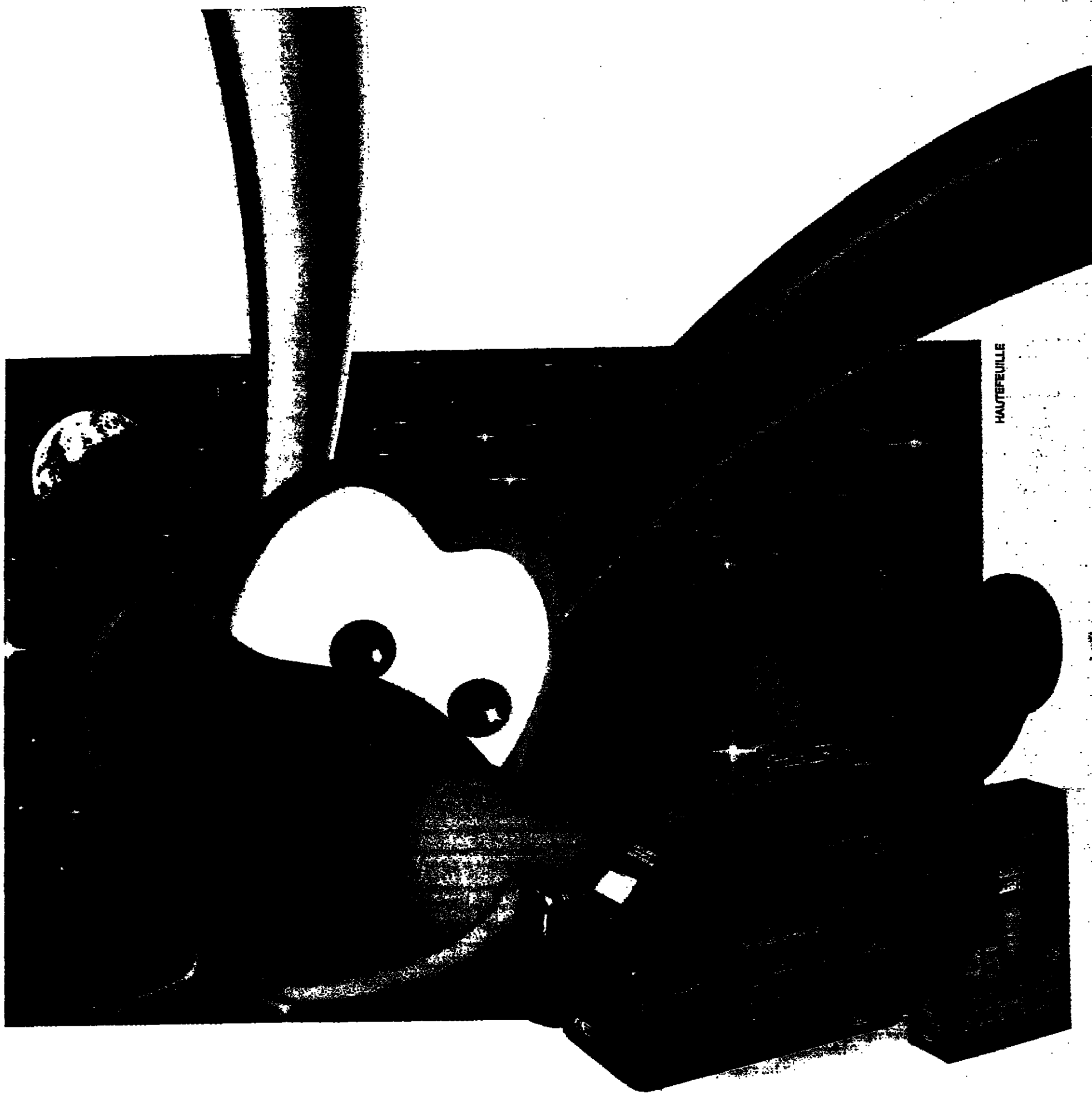
• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 43-36-74-24 RELAIS BELLMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e 47-23-54-42 F. sam. dim. AU PETIT RICHE 40-70-68-68/47-70-86-50 25, rue Le Peletier, 9 ^e F. dim.	DE NUIT COMME DE JOUR : Champouettes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage. Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Sols aux marbres. FLEET A L'ESTRAGON. Gâteau de Jour. MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THEATRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.		
RIVE GAUCHE VOS ANCIENNES LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e Climatisé POLIDOR 41, rue Monsieur-le-Prince, 6 ^e Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 3 ^e « POLINOR » SRI RAM F. sam. midi et dim. 15, rue Jules-Chaplain (6 ^e) 43-25-12-84 YUGARAJ (Salle climatisée) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 ^e F. hundi LE SYBARITE F. sam. midi et dim. 42.22.21.56	UNIQUE AU MONDE . Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîners midi et soir. Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 3 ^e « POLINOR » J. 23 h 30. TANDOORI. CURRY. BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M ^e Vavin, N.-D.-des-Champs. Carte 120 F env. SPECIALTÉS INDIENNES . « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau). AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS . Maison du XVII ^e s. D4, d'affaires, d'affaires aux chandelles. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu 165 F. SOIRÉE JAZZ au fin de semaine.		
RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Ser. jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dîners, sés. continus de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.			

TERRASSES PLEIN AIR

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. KITCHES toute l'année. POISSON DU JOUR.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
TERRASSE ENSOLEILLÉE
TJ, de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-52-90-32.



Le VHS qui dépasse l'imagination.

760 grammes ! Un poids plume qui suffit à JVC pour créer, en VHS-C Secam, un petit caméscope de grand talent : le GR-AX 17 S. Facile à utiliser grâce à ses fonctions automatiques de prises de vues, mise au point, balance des blancs, il possède aussi les caractéristiques de pointe qui équipent les plus grands : 7 vitesses d'obturation, sensibilité 5 lux pour filmer en faible lumière, fonctions de montage, nettoyage automatique des têtes. Et en plus, une fonction cinémascope, surimpression numérique, fondu ... Tout y est. Facile à tenir au creux de la main, c'est le complice fidèle de tous les moments de la vie. Comme tous les caméscopes JVC, il offre la totale compatibilité VHS. Vous lisez ses cassettes VHS-C sur tous les magnétoscopes VHS ou directement sur tous les téléviseurs Secam. GR-AX 17 S : il dépasse tout ce que vous avez pu imaginer.



La Grande Halle-la Villette
JVC
HALLÉ
THQT
JAZZ
Miles Davis
Du 5 au 10 juillet 1991

JVC
L'AVANCE VIDEO

مكتبة الأهل

31 L'Europe s'ouvre aux pays des Balkans
32 Alliance au comité d'entreprise de Renault

34 Selon l'aéronautique de Bourges
35 à 38 Le pari de la Turquie

42 Marchés financiers
43 Bourse de Paris

Un rapport sur le financement du logement demandé par M. Rocard

La commission Lebègue suggère à l'Etat d'établir un contrat de confiance avec les professions immobilières

A hue et à dia

Le gouvernement, s'il suit les recommandations de la commission mise en place par M. Michel Rocard au début de l'année, accomplira un incontestable virage à droite, jetant le logement, objet privilégié de la spéculation, dans l'économie de marché, lançant une opération de charisme en direction des propriétaires bailleurs et se bornant à redéployer les dépenses faites en faveur de l'habitat locatif social. Tout cela appelle trois types de réflexions.

Tout d'abord, on peut s'interroger sur les chances de succès d'une telle tentative de séduction. La levée de bouilliers contre la loi Quilès, en 1982, n'était pas seulement corporatiste mais bien politique, si l'on en juge par l'ampleur de la campagne publicitaire menée à l'époque. En dix ans, les esprits n'ont pas évolué autant qu'on semble l'imaginer, ou que ne le laissent penser les déclarations officielles des responsables d'organisations immobilières. Les prochaines échéances électorales pourraient bien montrer que propriétaires et professionnels de l'immobilier ont gardé, pour la plupart, le cœur à droite.

Ensuite, si le moment paraît « bien choisi » à la commission pour abandonner toute tentative de maîtriser la dérive des loyers (ce qui fera très plaisir aux professionnels) en raison du ralentissement de leur hausse, c'est qu'on se contente de peu, puisque la progression en région parisienne est encore deux fois celle de l'inflation ! Il est vrai que, pour les logements vacants, une hausse moyenne de 18 %, alors que la hausse de l'indice est inférieure à 3 %, prouve à l'évidence que le décret en cause n'est pas respecté, même si un propriétaire sur trois l'applique strictement... Quant au logement locatif social, il est certes indispensable de redéployer les efforts en sa faveur. Mais si le gouvernement suit la voie tracée par M. Lebègue et sa commission, il est clair qu'il n'est plus une « priorité », comme n'a cessé de le clamer le président de la République chaque fois que flambe un quartier défavorisé. Et comment M. Michel Delebarre mettra-t-il en œuvre sa loi d'orientation pour la ville, sans ce nerf de la guerre qu'est l'investissement public ? On sait que dans les tristes quartiers HLM des années 60, le gros de la dépense est absorbé par le logement, même si la réhabilitation du cadre bâti n'est pas tout. Et pour déconcentrer ces quartiers invivables, il faudrait bien construire... Tout cela, vraiment, tire à hue et à dia, et la politique du logement semble pour le moins hésitante...

JOSÉE DOYÈRE

Logements vacants : des prêts à taux bonifiés pour les propriétaires. - Les propriétaires privés ont pu bénéficier de prêts à taux privilégiés pour remettre en état des logements locatifs dégradés, grâce à une convention signée entre l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) et l'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL). Ces prêts, accordés par le mouvement du « 1 % logement », qui n'a pas encore fixé leur taux, serviront à effectuer les travaux dans ces logements dans le cadre du « bail à réhabilitation » prévu par la loi du 31 mai 1990, dite loi Besson, en échange de l'obligation de louer pendant une longue durée ces logements à des personnes défavorisées. Il y a environ 2 millions de logements vacants en France.

La commission présidée par M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, vient de remettre au premier ministre, M^{me} Edith Cresson, le rapport dont l'avis chargé M. Michel Rocard, le 20 février, sur le financement du logement. Il s'agit d'un rapport d'étape, qui devait être discuté en réunion interministérielle le 19 juin. Un rapport définitif sera remis à la mi-juillet au gouvernement, à temps pour être pris en compte dans les arbitrages du budget de 1992 en préparation. Résolument libéral dans ses propositions, il est sous-tendu par deux idées-forces : le moment est venu pour l'Etat d'établir un contrat de confiance avec les professions immobilières et les propriétaires privés, et, en matière de logement social, de redéployer les aides en y associant les collectivités locales.

La tâche de la commission mise en place en février dernier à la demande de M. Michel Rocard, alors premier ministre, pour étudier le financement du logement était toute tracée : rechercher un « équilibre entre les secteurs de la propriété d'habitation, du locatif privé et du locatif social », « indissociable du développement harmonieux de nos villes » ; moderniser la situation de l'épargne immobilière investie dans le logement

bilisation). Selon les professionnels, la création d'un climat psychologique positif est plus importante que toutes les mesures qu'on peut prendre.

Des mesures, il en faut pourtant. Tout d'abord, en matière de loyers, il convient, dit la commission, de revenir à l'application stricte de la loi Malraux-Mermaz (du 6 juillet 1989), avec la liberté des loyers des logements neufs ou vacants, une hausse au moment du renouvellement, justifiée par des loyers de référence dans le voisinage et la révision annuelle en fonction de l'évolution de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC). C'en serait donc fini du décret (du 29 août 1989 prolongé par celui du 27 août 1990) qui, dans l'agglomération parisienne, « accroche » tous les loyers sans exception à l'ICC (sauf, bien sûr les loyers des logements neufs et ceux des logements vacants plus d'un an) avec une majoration en cas de travaux. Le moment serait particulièrement bien choisi pour ce retour à la normale, puisque la hausse des loyers se calme en Ile-de-France. La recommandation de la commission n'est pourtant pas complètement fixée : certains de ses membres plaident pour un retour immédiat à la loi, pur et simple, d'autres souhaitent qu'on procède par étapes.

L'établissement d'un régime fiscal incitatif pour l'investissement privé dans le logement locatif social, déjà lui aussi un commencement d'exécution, puisque M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des trans-

Le constat

Les pistes de réflexion (qui se traduiront d'ici un mois par des propositions précises) de la « commission Lebègue » sur le financement du logement s'appuient sur un certain nombre de constats, dont on trouve ici un bref résumé.

- La construction neuve et les dépenses de gros entretien ne cessent de baisser : depuis 1972 658 000 logements mis en chantier, avec une légère reprise de 1987 à 1989 (339 000 logements), et désormais une tendance à la stagnation (300 000 logements escomptés en 1991).
- Les ménages consacrent une part de plus en plus faible de leurs revenus à l'achat de logements neufs ou au gros entretien, mais ils achètent des logements anciens : deux accensions à la propriété se font par l'achat d'un logement ancien. L'épargne globale pour le logement (405 milliards de francs) représente 84 % de leur épargne totale, et 9,8 % de leur revenu disponible brut. Deux sur trois des logements anciens ainsi achetés appartiennent à des propriétaires bailleurs qui se « délogent » du logement locatif (ce parc perd 85 000 logements par an).
- Les flux de prêts non aidés (346 milliards de francs) représentent en 1990 plus de dix fois les flux de prêts aidés (prêts aux HLM, y compris pour la réhabilitation du parc, prêts aux fonctionnaires, PAP...), qui sont de 34 milliards.
- Les banques ont fourni en 1990 plus de 72 % de la totalité des crédits à l'habitat.
- De 1986 à 1990, la dépense publique en faveur du logement a progressé plus vite que l'inflation. En 1991, elle représente 128,6 milliards de francs (63,5 milliards de francs d'aides personnelles, 38 milliards d'aides fiscales, et 8 milliards d'aides à l'entretien). En tout, 1,89 % du produit intérieur brut (PIB).
- A l'horizon 1995, les experts prévoient une baisse en termes réels de la dépense publique en faveur du logement, qui ne représenterait plus que 1,6 % du PIB. La dépense serait de 136 milliards de francs, dont 63 % d'aides personnelles, 37 milliards d'aides fiscales, 26 milliards d'aides à la pierre et 10 milliards de 1 % logement.

J. D.

locatif privé ; trouver le moyen de réduire les droits de mutation ; redéployer les dépenses publiques consacrées à l'immobilier. Le tout dans une perspective européenne.

L'application stricte de la loi

Même si la liberté de choix pour les particuliers entre un logement locatif et l'accession à la propriété reste un objectif majeur, le moment est venu pour l'Etat, dit M. Daniel Lebègue, président de la commission, « d'établir un contrat de confiance avec les professions immobilières et les propriétaires privés ». Pour réussir cette opération de charisme, il s'agit de considérer l'investissement dans le logement comme un investissement productif, créateur d'emplois et de richesse, de reconnaître que les propriétaires bailleurs ont une fonction utile dans notre société, d'établir et de garantir la stabilité des règles du jeu juridiques et fiscales, notamment en matière de loyers (trois fois en moins de dix ans et une trentaine d'interventions depuis quarante ans), et enfin d'encourager l'investissement privé dans l'immobilier locatif (achat ou réha-

biens des candidats à l'accession à la propriété, il conviendrait de créer un fonds de garantie, financé pour la moitié par l'Etat et pour le reste par les banques, destiné à couvrir les pertes encourues en la matière.

Il conviendrait aussi - et c'est valable pour l'accession à la propriété, comme pour le logement locatif, aidé ou non - de réduire les droits de mutation. Pour que les collectivités locales (qui en recueillent le produit) ne soient pas pénalisées, on pourrait instaurer une taxation très faible, mais à leur valeur vénale, des terrains non bâtis constructibles dans les zones urbaines.

Enfin d'autres pistes doivent être explorées d'ici un mois : la simplification et l'accélération des procédures de cession, le développement des prêts à taux variables, l'allongement de la durée de certains prêts immobiliers, le recours à la titrisation (technique qui consiste à commercialiser des écarts de prêts) pour favoriser le refinancement des prêts, l'allègement des conditions d'octroi des PC...

Le surloyer obligatoire

En ce qui concerne le logement locatif social (essentiellement HLM), la situation ne semble pas catastrophique à la commission. La baisse des encours du livret A - qui inquiète si fort les bailleurs sociaux, puisque les ressources du livret A permettent de financer les Prêts locatifs aidés (PLA) - ne semble pas de nature à mettre en péril le financement du secteur HLM. Une « décollecte » annuelle (solde négatif entre les retrais plus importants que les sinistres) d'environ 50 milliards de francs (52,2 milliards en 1990), devrait permettre au système de survivre en équilibre pendant cinq ans encore.

La plus grosse critique faite au financement de ce logement locatif aidé est sa rigidité : il est dans certains cas trop généreux (95 % du prix de l'opération), ce qui n'incite pas les organismes à faire appel à leurs fonds propres - quand ils en ont - et dans d'autres insuffisant, surtout quand la charge foncière est très élevée. La solution : la modulation des aides et des financements, ainsi que l'appel plus systématique au concours des collectivités locales.

Pour la commission, il conviendrait aussi de réserver aux logements HLM aux locataires auxquels ils sont destinés, et simultanément de rendre obligatoire le « surloyer » appliqué aux locataires dont les revenus sont élevés (en 1989, 46 % des organismes HLM géraient 59 % des logements appliquant ce surloyer). Cependant, pour éviter la constitution de ghettos et permettre de conserver un certain équilibre sociologique, on pourrait laisser la possibilité à certains organismes d'appliquer un taux nul.

Globalement, un édifice complexe, très libéral, dont toutes les facettes ne seront connues qu'en juillet.

J. D.

L'Immobilier Phénix reprend le restaurant Ledoyen

La Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Générale des eaux, vient de racheter à Régine, le 12 juin, la gestion du restaurant parisien Ledoyen sur les Champs-Élysées, ainsi que l'usage de l'enseigne, pour un prix qui n'a pas été révélé. Elle a obtenu de la Ville de Paris, propriétaire des murs et du fonds, la concession du restaurant pour dix ans.

L'Immobilier Phénix entend utiliser l'enseigne Ledoyen pour ses hôtels haut de gamme en France (une partie de la chaîne Cidotea à Paris, notamment le Central Park, avenue Raymond-Poincaré, serait rebaptisée ainsi), mais surtout pour ceux qu'elle a acquis ou va acquérir à l'étranger (comme le Forty-Seven Park Street à Londres). D'autre part, elle va étendre sa collaboration avec Régine, à qui elle avait déjà confié, en janvier dernier, la décoration et la gestion de l'hôtel Elysées-Marinian.

La hausse du dollar se poursuit

Très ferme depuis plusieurs semaines le dollar s'est échangé jusqu'à 6,16 francs dans la matinée du 19 juin, avant de revenir à 6,15 en clôture, alors qu'il ne valait que 4,92 francs le 11 février dernier (il tombait alors à son plus bas cours historique contre le mark, à 1,44 DM). En l'espace de quatre mois, le cours de la monnaie américaine a donc augmenté de plus de 20 %, retrouvant ses niveaux de la fin de l'année 1989.

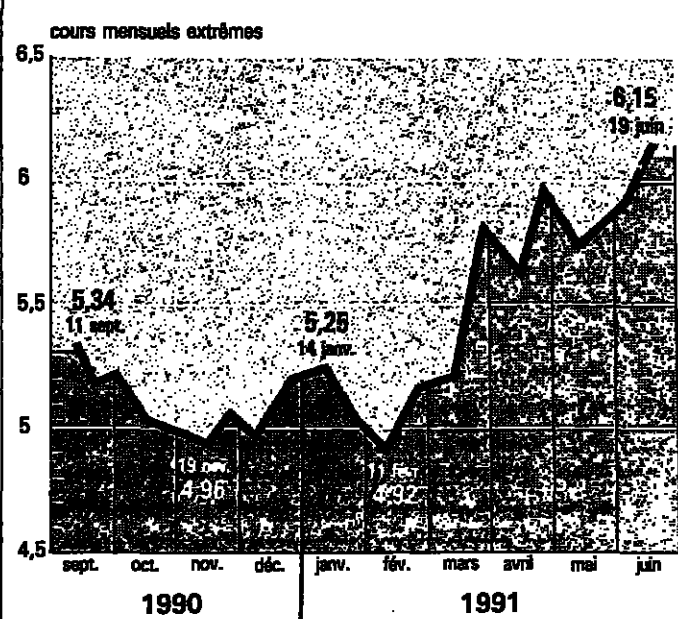
La vigueur actuelle du dollar, provoquée par les espoirs de reprise de la croissance économique aux Etats-Unis, est impressionnante, mais ne paraît pas pour l'instant inquiéter outre mesure les responsables monétaires. Aux Etats-Unis, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, a déclaré mardi 18 juin qu'un gain de compétitivité qui résulterait d'une baisse du dollar ne serait pas favorable à l'économie américaine. Une déclaration qui s'inscrit dans le contexte de la très forte réduction du déficit commercial observée au cours des

derniers mois, et qui indique clairement que les Etats-Unis ne s'opposent pas à un renchérissement du cours du billet vert.

A Paris, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a pour sa part estimé « convenable » le niveau actuel du dollar, se bornant à déclarer qu'il fallait « éviter qu'il s'envole ». Parmi les grands pays industrialisés, c'est surtout l'Allemagne, qui redoute de nouvelles tensions inflationnistes et même déjà une politique monétaire très restrictive, qui pourrait s'opposer à l'affaiblissement du mark provoqué par la fermeté du dollar.

Les banques centrales n'ont pas manifesté leur présence au cours des dernières semaines, alors qu'elles étaient intervenues sur les marchés en mars, lorsque le dollar valait 5,84 francs. Selon des sources japonaises, les ministres des finances du groupe des Sept, ou au moins ceux des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon, pourraient se réunir ce week-end afin de discuter des questions monétaires.

Le cours du dollar en francs



M. Bérégovoy veut dégager 4 milliards de francs supplémentaires pour les PME sur les ressources Codevi

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a annoncé le 18 juin, lors d'un colloque du CEPEME (Comité d'équipement des PME), qu'il avait demandé au premier ministre, M^{me} Edith Cresson, de dégager 4 milliards de francs supplémentaires de prêts à taux réduit sur les ressources Codevi (compte de développement industriel créé en 1983) en faveur des PME-PMI. Ce montant supplémentaire porterait à 20 milliards de francs les ressources à taux réduit mobilisables pour les petites entreprises.

Le ministre de l'économie souhaite d'autre part que le taux réduit de ces prêts, qui se situe actuellement entre 9,25 % et 9,5 %, soit ramené au-dessous de 9 %. « J'ai demandé à mes services d'arrêter rapidement, sur ces bases,

un dispositif avec les banques, a-t-il précisé. Je compte sur leur participation active. » Le CEPEME et les Sociétés de développement régional (SDR), qui avaient disposé respectivement de 3 milliards et 700 millions de francs de ressources Codevi en 1990, devraient voir leur part augmenter proportionnellement.

M. Bérégovoy a aussi déploré l'insuffisance de fonds propres des PME, mais compte sur le nouveau régime fiscal des sociétés de capital-risque, appliqué depuis cette année, pour contribuer au renforcement de ceux-ci. Dans le même but, il envisage d'autres améliorations fiscales pour les sociétés financières d'innovation qui investissent dans les PME de haute technologie.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de l'étude :

L'ELECTRONIQUE DE DEFENSE : DES STRATEGIES DE RUPTURE POUR LE NOUVEAU AGE DE L'ARMEMENT

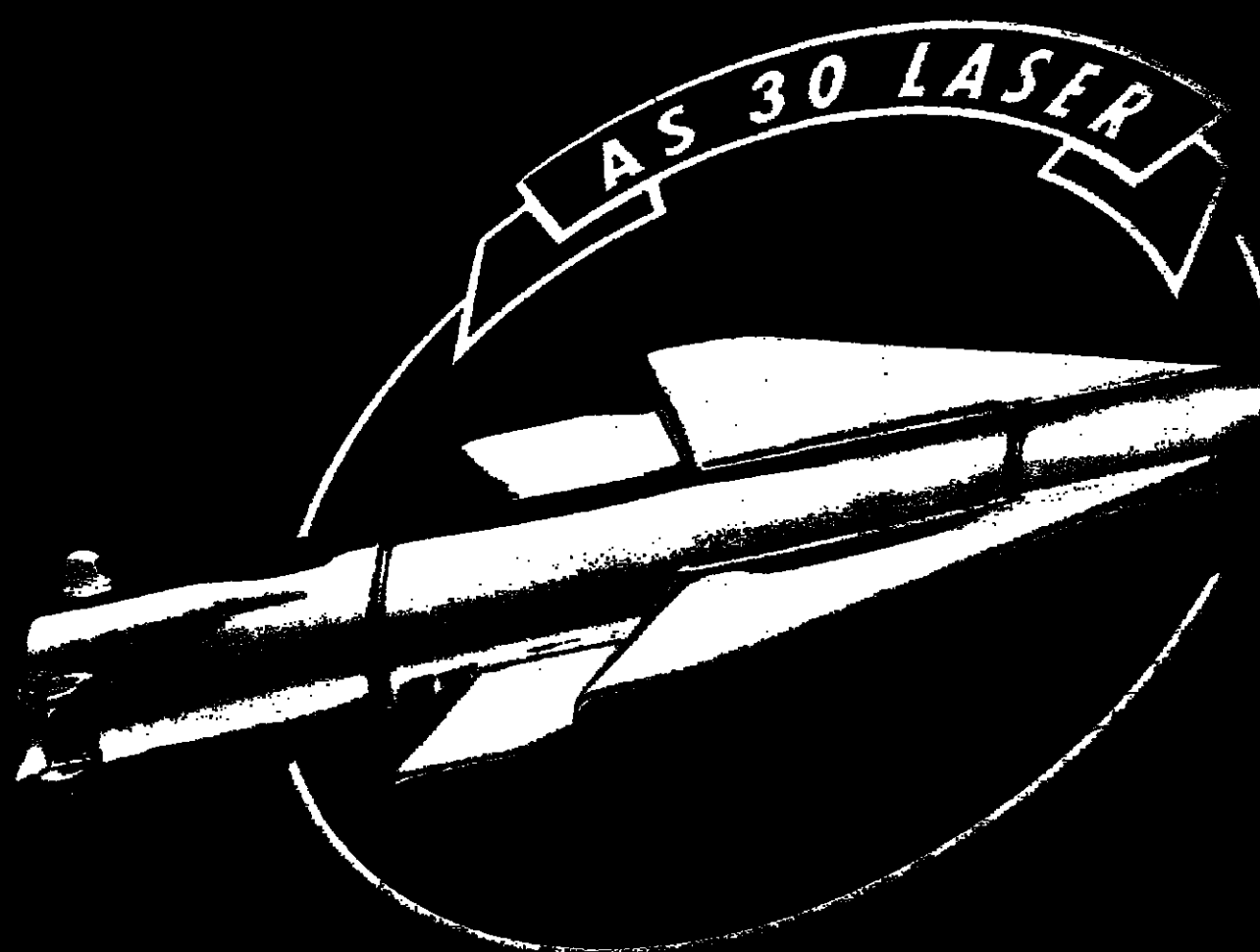
Entre 1982 et 1989, le nombre des fournisseurs du Pentagone est passé de 138 000 à moins de 40 000. L'évolution des dépenses militaires mondiales entre 1980 et 1990 peut être distinguée en deux périodes très distinctes :

- 1980-1985 : + 9 %
- 1985-1990 : - 0,7 %
- L'analyse du marché de l'électronique militaire mondiale,
- Le classement des 100 premiers groupes du secteur en 1988 et 1989,
- Les relations Etats-groupes industriels à travers des programmes tels que IDS, Rafale, FS-X, le programme Euclid en Europe,
- La stratégie des groupes : croissance des technologies duales, recherche de la taille critique, ciblage de niches,
- L'analyse stratégique et financière de 52 groupes,

sont parmi les éléments qui vous sont proposés dans cette étude.

Pour recevoir la présentation détaillée de cette étude, contacter EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tel. : 49 24 80 50.

Nous avons l'insigne honneur de vous défendre.



DEFENSE

Aérospatiale, le plus grand constructeur d'armes au monde, est en collaboration de la défense nationale en développant des systèmes adaptés à tous types de menaces. Les missiles d'AÉROSPATIALE ont ainsi assuré la sécurité de nos hommes fiers d'assumer cette mission. Les technologies très avancées de nos avions au point font aussi progresser nos avions de combat et nos avions de transport. Ils constituent un patrimoine technologique unique.



aérospatiale

AÉROSPATIALE: L'ENTREPRISE QUI DÉPASSE L'IMAGINATION.

مكتبة الأهل

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

La production industrielle française s'est accrue de 3,2 % en avril

La production industrielle française a progressé de 3,2 % en avril par rapport à mars, selon l'indice mensuel rendu public mardi 18 juin par l'INSEE. L'indice d'ensemble, hors bâtiment et travaux publics (BTP) et corrigé des variations saisonnières, s'est établi à 112,9 en avril après 109,4 en mars, 112,5 en février et 113,4 en janvier. Cette évolution traduit « un léger mieux dans l'ensemble » selon les experts de l'INSEE, mais doit être interprétée prudemment en raison de la volatilité de l'indice mensuel.

D'autre part, la Banque de France souligne dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture que « l'activité a stagné dans l'industrie au cours du mois de mai » et qu'« un certain attentisme affecte toujours les comportements des chefs d'entreprise en matière d'investissement ».

RÉGIONS

Afin de résorber le déficit budgétaire

La chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes préconise de nouvelles restrictions pour Angoulême

La chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes s'est prononcée, mardi 18 juin, sur les mesures à adopter pour redresser la situation financière catastrophique d'Angoulême. Elle préconise un réajustement sur vingt ans de la totalité de la dette, avec toutefois un taux d'intérêt minoré de 2,5 points et des restrictions supplémentaires sur les dépenses de l'exercice 1991.

La chambre a par ailleurs saisi par le préfet de la Charente après que le budget ait été voté avec un déficit de 268 millions de francs (le Monde du 22 février). Son avis était impatiemment attendu par le maire (CDS) d'Angoulême, M. Georges Chavaud, qui espérait un arbitrage en faveur de sa commune. Or les conclusions rendues par les magistrats ne le satisfont nullement, dans la mesure où elles reprennent largement les propositions du Crédit local de France, qu'il avait repoussées.

Après avoir assigné en justice soixante-trois prêteurs de la ville d'Angoulême pour « soutien abusif », M. Chavaud s'irrite que la chambre ne leur réclame pas une contribution plus forte. La dette, évaluée en janvier à 1 milliard de francs, serait ramenée au taux de 8 %, au lieu des 10,5 % actuellement en vigueur, ce qui représenterait pour la commune un gain de 30 millions par an. Le maire, qui demandait un moratoire des intérêts jusqu'en 1995, soit une économie de 450 millions en cinq ans, juge cette mesure insuffisante. Il n'accepte pas non plus le principe d'un rééchelonnement de la dette sur vingt ans, puisque le plan de redressement qu'il proposait ne couvrirait que ses cinq années.

Les magistrats estiment pourtant que, si « les prêteurs sont tenus aux règles prudentielles généralement admises en matière d'analyse de risque », ils doivent néanmoins conserver « la totalité de leurs

EUROPE

L'élargissement de l'espace de la recherche et de la technologie

Les pays de l'Est sont invités à adhérer à Eurêka

LA HAYE

de notre correspondant

Réunis à La Haye, les ministres compétents des dix-neuf pays membres du programme européen de recherche Eurêka devaient adopter, mercredi 19 juin, une déclaration conviant les pays de l'Europe de l'Est à les rejoindre afin d'élargir ce que M. François Mitterrand a appelé « l'espace européen de la recherche et de la technologie ».

Résultat mitigé sur la TVHD

A l'exception de la Yougoslavie, déjà membre à part entière, la contribution est-européenne à Eurêka est, pour l'heure, limitée à la participation de quelques centres de recherches à un petit nombre de projets. La déclaration de La Haye invite les anciens pays communistes « à désigner un

correspondant Eurêka, un point de contact chargé de faire circuler l'information dans les deux sens », nous indiquait, mardi 18 juin, M. Serge Gregory, le coordinateur français du programme.

S'exprimant mardi 18 juin, lors de la cérémonie célébrant le cinquième anniversaire du lancement d'Eurêka, M. Mitterrand a tendu la main aux pays de l'Est : « Le Mur est tombé : qu'ils (les pays de l'Est) viennent tous. Il n'y a d'interdit pour personne ». Pensant encore, sans doute, aux toutes récentes Assises de la Confédération européenne à Prague, M. Mitterrand a conclu : « Créer le continent européen, voilà ce que j'attends de la prochaine étape ».

Le président de la République n'a fait aucune allusion à la télévision à haute définition, second dossier chaud de la réunion de La Haye, qui s'est conclue en l'occurrence sur un résultat mitigé. Dans un texte commun, les dix-neuf membres disant que « la norme HD Mac est l'objectif final ». Mais la norme D2 Mac n'a pas été explicitement désignée comme la norme intermédiaire obligatoire.

Cependant, la France est satisfaite : si le texte de La Haye est « allusif sur D2 Mac », il rend cette norme incontournable pour les diffusions par satellite et la télévision par câble. D'autre part, « il fait référence au format 16/9 que seule la norme D2 Mac permet de transmettre », souligne M. Jean-Baptiste Séjourné, chargé de la technologie au ministère de l'Industrie.

Paris a donc le sentiment que « le meilleur compromis possible a été trouvé », selon M. Didier Holleaux, conseiller du ministre de la recherche. Un compromis qui, espère-t-on, incitera la Commission de Bruxelles « à aller plus loin ».

RAFAËLE RIVAIS

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

A Marseille

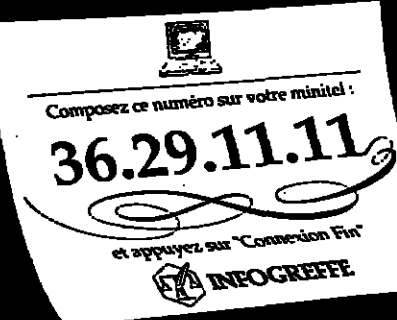
Les CRS ont dégagé la gare de la Blancarde

Les forces de l'ordre sont intervenues, le 19 juin à 13 heures, pour dégager les voies ferrées en gare de la Blancarde, à Marseille, occupées par les grévistes, qui bloquent également la gare de Saint-Charles depuis neuf jours. Selon des sources policières, les CRS auraient pu procéder à l'évacuation en douceur, et plusieurs trains, qui étaient stoppés depuis le début de la matinée, ont pu repartir. Le tribunal de grande instance de Marseille avait déclaré illégale l'occupation des voies de la gare de Saint-Charles, la direction ayant assigné quatre syndicats en référé à ce sujet. Le mardi 18 juin, les négociations entre la direction régionale de la SNCF et la CGT ont échoué, à propos de la demande de deux cent cinquante agents de manœuvre de Marseille d'une prime de « panier » de 25 F par jour. Le trafic demeure d'autant plus perturbé que la CGT a obtenu des arrêts de travail de soutien parmi les cheministes des gares de la Joliette, d'Arenne, de Mourepiane et du Canal. Le trafic des grandes lignes est assuré à 80 % et la desserte de la banlieue à 30 %.

Grève sans conséquences à la RATP. L'ensemble du trafic était assuré, le mercredi 19 juin dans la matinée, en dépit d'un mot d'ordre de grève de la CGT destiné à appuyer les revendications en matière de salaires, d'effectifs et de sécurité. Les conducteurs automobiles du SAT, qui alignent de plus en plus leurs mots d'ordre sur ceux de la CGT, avaient renoncé à cesser le travail, « afin de ne pas pénaliser les candidats qui passeront les épreuves du baccalauréat ».

Grève des contrôleurs aériens italiens : 70 % des vols annulés mardi. La grève des contrôleurs aériens italiens, qui a commencé mardi 18 juin, a touché pratiquement tous les aéroports italiens et a entraîné l'annulation de 70 % des vols, tant nationaux qu'internationaux et intercontinentaux. Le mouvement doit se poursuivre vendredi 21 juin uniquement à Rome, lundi 24 et mercredi 26 juin à Padoue. Il a pour objet de soutenir les représentants des personnels du secteur (1 500 contrôleurs et 1 900 assistants) dans leurs négociations avec les directions pour le renouvellement de leur contrat de branche.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE LE BILAN DE VOS CLIENTS, LE REGISTRE DU COMMERCE DE VOS FOURNISSEURS, LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RÉSULTAT NET DE VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

INFOGREFFE
La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le président de LOCINDUS a jugé nécessaire de renforcer l'actionnariat de la société afin que l'évolution d'activité liée à la réforme du statut des Sicomi puisse s'opérer dans la continuité.

Dans ce but, vient d'être constitué, avec le concours de la banque ARJIL, un groupe d'actionnaires stables, dans le cadre d'une convention signée le 14 juin et déposée le jour même auprès des autorités de marché. Ce groupe, qui comprend les AGF, la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne, le GAN, la Mutuelle de l'assurance-vie des professions de santé MAVPS (groupe Média-Assurances), le groupe PRÉVOIR et la banque ARJIL, elle-même signataire de la convention, a porté, dès le 14 juin, sa participation de 20 à 30 % environ du capital de LOCINDUS par acquisitions de titres sur le marché. La vocation de ce groupe n'est pas de poursuivre ses achats au-delà du tiers du capital de LOCINDUS.

L'actionnariat de LOCINDUS étant désormais consolidé, la société pourra ainsi poursuivre son évolution selon sa stratégie propre.

La composition du Conseil d'administration pourra être aménagée afin de refléter l'actionnariat de la société ainsi stabilisé.

LOCINDUS accroit son dividende de plus de 6,50 % par an depuis dix ans. Le dividende servi au titre de l'exercice 90 est de 70 F par action procurant un rendement de l'ordre de 9,5 %. Cette rentabilité se conjugue avec la valeur patrimoniale élevée, le patrimoine locatif de LOCINDUS étant estimé à plus d'un milliard de francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - OBLIGATIONS 9 % juin 1989

Les intérêts courus du 3 juillet 1990 au 2 juillet 1991 seront payables à partir du 3 juillet 1991, à 450 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 67,50 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,95 francs, faisant ressortir un net de 368,55 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P1C - 0,25 % juin 1988 - tranche C/A

Les intérêts courus du 11 juillet 1990 au 10 juillet 1991 seront payables à partir du 11 juillet 1991, à 2 019,63 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 302,94 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 62,59 francs, faisant ressortir un net de 1 654,10 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations P1C - 0,20 % juin 1988 tranche C/B et tranche C/C

Les intérêts courus du 11 juillet 1990 au 10 juillet 1991 seront payables à partir du 11 juillet 1991, à 1 014,82 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 152,22 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 31,44 francs, faisant ressortir un net de 931,16 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8 % juin et octobre 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1990 au 14 juillet 1991 seront payables à partir du 15 juillet 1991, à 360 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 40 francs (montant brut : 400 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 19,98 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,40 francs, faisant ressortir un net de 327,62 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations TMOR juin 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1990 au 14 juillet 1991 seront payables à partir du 15 juillet 1991, à 404,26 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,92 F (montant brut : 449,18 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,43 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,92 francs, faisant ressortir un net de 367,91 francs.

SAPAR Obligations TAM juillet 1985

Les intérêts courus du 16 juillet 1990 au 15 juillet 1991 seront payables à partir du 16 juillet 1991, à 461,53 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 51,29 francs (montant brut : 512,82 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,61 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,88 francs, faisant ressortir un net de 420,04 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 8,60 % juillet 1989

Les intérêts courus du 26 juillet 1990 au 25 juillet 1991 seront payables à partir du 26 juillet 1991, à 430 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 64,50 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,33 francs, faisant ressortir un net de 352,17 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 11,70 % octobre 1979

Les intérêts courus du 25 juillet 1990 au 24 juillet 1991 seront payables à partir du 25 juillet 1991, à 210,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 23,40 francs (montant brut : 234 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 11,68 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,25 francs, faisant ressortir un net de 191,67 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 17 mai 1991 sont parus au Journal officiel du 1^{er} juin 1991.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,94 % juillet 1990 (ex 14,70 % juillet 1983/1990 prorogable)

Les intérêts courus du 25 juillet 1990 au 24 juillet 1991 seront payables à partir du 25 juillet 1991, à 447,30 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 49,70 francs (montant brut : 497 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,82 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,40 francs, faisant ressortir un net de 407,08 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D
- Classes "pilotes" HEC
- Conditions d'admission
- Vale générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Vale économique
- Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ELSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél. (1) 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

ÉCONOMIE

SOCIAL

Après quarante-cinq ans de prééminence de la CGT

Le comité central d'entreprise de Renault va être géré par une alliance CFDT, FO, CGC et CFTC

M. Abel Cardoso (CFDT) devait être élu mercredi 19 juin secrétaire du comité central d'entreprise (CCE) de Renault par une majorité CFDT-FO-CGC-CFTC. Après quarante-cinq ans de prééminence de la CGT, ce nouveau contexte syndical devait accélérer l'évolution des relations sociales chez le constructeur automobile. Pour sa part, la direction pourrait proposer de réduire substantiellement les suppressions d'emploi pendant plusieurs années en échange d'un engagement des pouvoirs publics sur les prétraitements.

La perte du CCE de Renault (67 000 salariés), contrôlé sans interruption par la CGT depuis 1946, est un événement. Mais celui-ci apparaît surtout comme la conséquence logique du recul continu des cégétistes, qui n'ont jamais été en mesure de faire échec à la politique d'adaptation menée par la direction depuis le milieu des années 80, qui a abouti à supprimer 15 000 emplois en cinq ans.

Fin 1989, le compromis conclu avec les autres syndicats dans la perspective de la fermeture de Billancourt, puis la signature par ces mêmes partenaires d'un nouvel

accord d'entreprise reconnaissant explicitement la nécessité « d'aborder les années 90 dans de bonnes conditions de concurrence » avaient déjà laissé entrevoir qu'une époque était en train de s'achever. Aujourd'hui, la nouvelle majorité syndicale, comme la direction de l'entreprise, souhaite que la passation de pouvoir qui va s'opérer au CCE - mais aussi, le 27 juin, au comité de groupe - ouvrent une nouvelle ère. La compétitivité et, donc, l'avenir du constructeur, estiment-ils en chœur, dépendra largement de leur capacité à moderniser les rapports sociaux.

« Fertiliser le débat »

« Désormais, il faut fertiliser le débat : ouvrir les dossiers industriels et commerciaux, parler de l'organisation du travail et, surtout, trouver des solutions », souligne M. Abel Cardoso (CFDT). Le CCE, qui ne gère pas directement les activités sociales (qui relèvent des quatorze comités d'établissement, dont six restent sous le contrôle de la CGT), doit devenir l'instrument essentiel de cette relance du dialogue social. Pour les nouveaux gestionnaires, il n'est plus question que l'essentiel du budget de cette institution (1,8 million de francs par an) soit réparti entre les organisations syndicales. La moitié sera dépensée au titre de la formation, de la

communication et des expertises (« qui, contrairement au passé, seront confiées à plusieurs cabinets d'étude », précise la CFDT). La CGT, qui s'était attribuée 1,2 million de francs par an pour son fonctionnement, devra se contenter d'une enveloppe de 390 000 francs, alors que les composantes de l'alliance se partageront 480 000 francs (contre 200 000 précédemment).

La direction se réjouit discrètement de l'avènement de nouveaux interlocuteurs qui partagent la nécessité de faire de Renault « une entreprise performante ». « Nous aussi, nous allons devoir abandonner la langue de bois », admet un dirigeant qui n'en estime pas moins que « cela n'empêchera pas des conflits ». « Au moins, ajoute-t-il, ces controverses porteront sur de vrais sujets. » Alors que le lancement de la troisième équipe à l'usine de Flins pourrait intervenir prochainement, les partenaires sociaux vont devoir gérer les 4 620 suppressions d'emploi (sans licenciements « secs », comme Renault s'y est engagé) prévues en 1991.

Rassurer les salariés sur leur avenir

A cet égard, la direction envisage de proposer aux pouvoirs publics une sorte de « moratoire ». Pendant quatre ou cinq ans, le constructeur s'engagerait à ne pas procéder à des plans sociaux à

condition que l'Etat, son actionnaire majoritaire, s'engage à garantir un certain nombre de départs en prétraitements FNE (Fonds national de l'emploi). Assurer durant cette période le niveau annuel atteint en 1991 (2 196 départs en FNE avec la fermeture de Billancourt, soit un peu moins de la moitié du total des suppressions d'emploi, contre 1 107 départs en FNE en 1990) permettrait à Renault d'embaucher près de deux mille jeunes - y compris des « publics difficiles » - chaque année.

Un tel « marché » ne concernerait que le personnel directement lié à la production (des plans sociaux seront maintenus pour les « cols blancs ») mais il permettrait de rajouter le personnel (dont la moyenne d'âge est aujourd'hui de quarante-trois ans) et d'accélérer la modernisation de l'entreprise. Les dirigeants de Renault ont évalué entre 12 et 15 milliards de francs par an le « coût de la non-qualité » (retards et défauts de fabrication, accidents du travail...), un chiffre comparable à celui de la masse salariale (13,5 milliards de francs).

Une meilleure compétitivité ne passerait donc pas seulement par des réductions d'effectifs et un accroissement de la productivité apparente, mais aussi par une efficacité accrue de son personnel. Mais pour cela, dit-on dans les couloirs de la firme au losange, il faut rassurer les salariés sur leur avenir.

Sur le principe, une telle proposition correspond aux préoccupations de la nouvelle majorité syndicale, qui reconnaît la nécessité de « gérer convenablement les successions ». Cependant, la CFDT considère qu'une telle opération devrait s'accompagner de discussions visant à « prévoir de meilleurs déroulements de carrière, abaisser le seuil de responsabilité, concilier les contraintes de la vie familiale avec les nécessités commerciales ».

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Abel Cardoso (CFDT) : la fin du « défaitisme »

M. Abel Cardoso, quarante-six ans, sera le premier secrétaire du comité central d'entreprise de Renault à ne pas appartenir à la CGT. Militant CFDT depuis 1986 - un an avant d'être embauché comme ouvrier à Billancourt - et secrétaire du comité d'établissement du siège social depuis 1988, ce père de deux enfants avoue avoir « syndicalement parlé, grandi dans un milieu hostile ». « Depuis des années, se souvient-il, les militants avaient fini par se persuader que la CGT pouvait bloquer toutes les négociations. D'où un sentiment de défaitisme qui a commencé à se dissiper depuis deux ans, lorsque les autres organisations ont commencé à relever la tête ».

Adopté du « donnant-donnant », il compte bien rompre avec « les votes connus

d'avance, les débats stériles et les combats de coqs » entre la CGT, qui a géré le CCE « dans son propre intérêt », et la direction, « qui pratique le double langage ». M. Cardoso, analyste-programmeur depuis trois ans dans un service de la division commerciale, propose aussi la création d'un véritable comité de groupe européen. Assuré d'une nette majorité (douze représentants CFDT, FO et CFE-CGC contre neuf pour la CGT), le nouveau secrétaire refuse « toutes polémiques » avec les cégétistes, auxquels un siège de secrétaire-adjoint du CCE est d'ailleurs proposé. Reste que, malgré son influence déclinante, la CGT dispose chez Renault d'une présence militante que ses concurrents peuvent encore lui envier.

J.-M. N.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHNEIDER ACQUIERT SQUARE D

28 mai 1991. Le groupe Schneider devient leader mondial dans la distribution électrique. Nous y avons cru. Depuis le début.

Début 1991, Schneider annonçait à la Société Générale sa volonté d'acquérir Square D par le biais d'une offre publique d'achat.

Dès lors, la Société Générale a mis au service de Schneider toute sa puissance et son expertise en matière d'ingénierie financière pour assurer, en association avec Paribas, le montage et le financement de cette opération de 2,23 milliards de dollars.

Différentes techniques de financements et de couverture de risques ont été associées : TSDI, crédits bancaires, options de change et couverture de taux.

Lorsqu'une entreprise de renom veut financer sûrement son développement mondial, quoi de plus normal que de conjuguer ses talents avec une grande banque internationale.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

EUROF



elf gabon

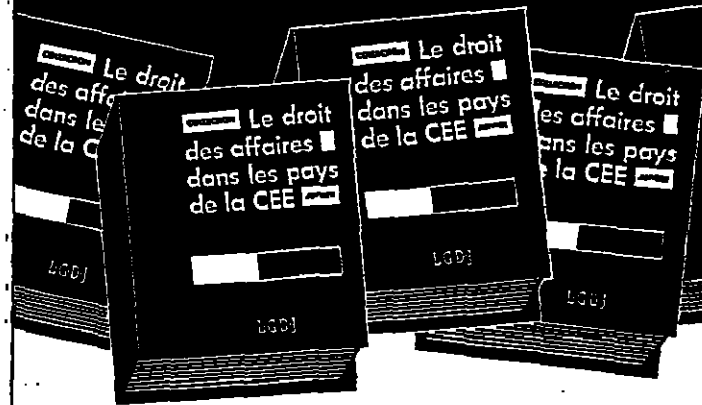
Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA
Siège Social: Port-Gentil (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 128 B

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'elf Gabon s'est réunie le jeudi 13 juin 1991 dans les bureaux de la société à Libreville, sous la présidence de M. André TARALLO. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui font apparaître un bénéfice de 21 658 millions de francs CFA, et a fixé le dividende net de cet exercice à 2 700 francs CFA par action.

Ce dividende de 2 700 francs CFA, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 972 francs CFA pour les actionnaires qui en bénéficient, sera versé à partir du vendredi 28 juin 1991, aux guichets des établissements bancaires suivants :

Au Gabon	Union Gabonaise de Banque
En France	Credit Lyonnais
	Banque Nationale de Paris
	Banque PARIBAS
	Banque Varnes et Commerciale de Paris
	Credit Commercial de France
	Credit Industriel et Commercial
	Credit du Nord
	Société Générale

La maîtrise de vos affaires dans l'environnement européen



Droit communautaire
- Traités et accords
- Budgets
et conventions
- Textes communautaires

Jurispudence européenne
- CEE-TR
- CEE
- CECA
- Convention de Bruxelles

Collection JUPITER - Droit des affaires dans les pays de la CEE

Deux recueils à feuilles mobiles - 8 et 10 volumes mis à jour 6 à 8 fois par an

L.G.D.J.

26, rue Vaugelas - 75014 Paris Tél. (1) 43.35.01.67

Offre spéciale jusqu'au 15-7-91

مكتبة العدل

DES ECOLES POUR REUSSIR

COLLEGE, LYCEE BAC A, B, C, D et G1, G2, G3

Des collèges et des lycées pour réussir ses études secondaires et franchir deux étapes décisives de l'orientation : le passage en classe de seconde et la préparation au baccalauréat dans l'option choisie.

EPEC	BACS TECHNIQUES : (Diplôme d'Etat) 1 ^{er} G après la Zigue ou BEP Termièmes G2 comptabilité ou G3 techniques commerciales 74, rue du Temple 75003 Paris (1) 42.72.06.78 - Minitel 3615 CIDE-EPEC	B1
NADAUD	Préparation intensive au Baccalauréat : 2 nd 1 ^{er} B, S, G - Tles B, C, D - G2, G3 Classes terminales spéciales C et D orientées Préparation Grandes Ecoles 19, rue Jussieu 75005 Paris (1) 43.37.71.16 - 18, rue Tiphaine 75015 Paris (1) 45.79.82.37	B2
Cours Nation Bauchant Molière	De CP aux terminales A, B, C, D, G1, G2, G3, F2 (Maison BAUCHANT) & A, B, C, D (MOLIERE) Externat et Demi-Pension mixte Cours annuels - Stages de pré-entrée de 2 ou 6 Sept. 91 2, rue de la Chapelle 75012 Paris (1) 46.28.80.20 - RER Nation	B3
Cours BEAUXJOUR	Cours Baccalauréat Enseignement secondaire mixte. Externat et Demi-pension PARIS : 23, Bl. Beauxjourn 75016 45.20.45.84 (3e à terminales A1, A2; B; G; D) Terminale pilote, Prépa. Sciences Economiques et Humaines (Membre FNEPI)	B4
COURS RICHIEU	De la 4 ^e aux Tles A, B, C, D et G1, G2, G3 - Externat et demi-pension mixte Cours annuels et Cours de vacances du 26 Août au 6 Septembre 86, avenue des Termes 75017 Paris Tél : 45.74.26.05 et 45.74.53.00	B5
EXELMANS La Fontaine	De la 6 ^e aux terminales A, B, C, D. - Externat et Demi-Pension mixte - Effectifs réduits Cours annuels - Stages de pré-entrée début Septembre 21, rue Gambetta 92109 BOULOGNE (1) 46.03.64.46 - 3615 CIDE-ELF	B6
E.I.E. ETAMPES	ECOLE INTERNATIONALE - Internat Externat, Demi-pension, mixte 6e aux Tles A, B, C, D. 20 élèves/classe, Sections linguistiques, Echanges internationaux, Nombreuses langues étrangères Domaine de Vauroux, Route d'Orsay-le-Rivier 91150 ETAMPES Tél : 64.94.84.55	B7
Pierre Simon de LAPLACE	INSTITUT INTERNATIONAL (Mixte) Internat permanent, Demi-Pension 6e aux Tles A, B, C, D Etudes-Equitation Cours de vacances Juillet-Août Château de Beauchamps 72400 VILLAINES LA GOSNAIS Tél : 43.93.51.51 3615 CIDE-LAPLACE	B8

COMPTABILITE-GESTION-FINANCE

Des filières de 1er et 2ème cycles de haut niveau pour former de jeunes diplômés aptes à assumer des responsabilités au sein des entreprises, dans les domaines de la Comptabilité, de la Finance et de Gestion en pleine mutation.

EPEC	BTS Comptabilité et Gestion (Diplôme d'Etat) - Bac Techno G2 Cours expertise comptable : DPEC, DECF, DESC (Diplôme d'Etat) 74, rue du Temple 75003 Paris Tél : 42.72.06.78 - Minitel 3615 CIDE-EPEC	B1
ISEEC	1 ^{er} Cycle : DPEC, BTS Comptabilité et Gestion (réussite de 60% à 97% en 91) 2 nd Cycle : DECF, DESC (DE) Admission : BTS - Minitel 3615 CIDE-ISEEC 19, rue Jussieu 75005 Paris Tél : 43.37.71.16 - 106, Bl. de l'Hôpital 75013 Paris Tél : 47.07.23.23	B2
ISI	1 ^{er} Cycle : BTS Comptabilité et Gestion, DPEC 2 nd Cycle : DECF, DESC. 96 cycles de formation dont 6 préparant à l'EXPERTISE 82, rue St Lazare 75009 PARIS (1) 48.74.34.64 - Minitel 3615 CIDE-ACE	B3
ISI Gestion	1 ^{er} cycle : BTS Gestion Comptabilité Gestion, BTS Informatique de Gestion, Admission : dossier et entretiens 3ème année : DECF et MASTER (ISI Gestion) 16, rue d'Athènes 75009 Paris (1) 42.81.09.22	B4
Groupe Institut de l'Europe	1 ^{er} cycle : BTS Gestion Comptabilité, DPEC 2 nd cycle : DECF admission : sur dossier + entretien. (Institut 75008 Paris) Administration 86, avenue des Termes 75017 Paris Tél : 45.74.26.05 et 45.74.53.00	B5
EPEIGE	1 ^{er} Cycle : BTS Comptabilité-Gestion, BTS Informatique de Gestion admission, bac + entretien. 2 nd Cycle : DECF EPEIGE 3, rue de Logebach 75017 Paris (1) 42.27.67.55 - M ^o Mouscron	B6
NADAUD	1 ^{er} Cycle : DPEC, BTS Comptabilité et Gestion (réussite de 60% à 97% en 91) 2 nd Cycle : DECF, DESC (DE) Admission : BTS - Minitel 3615 NADAUD 17P Nodard 24, rue Tiphaine 75015 (1) 45.79.82.37 (Métro La Motte Picquet Grenelle)	B7
ISIC	Animé par des HEC : BTS Comptabilité Gestion (Diplôme d'Etat en 2 ans) 2 nd Cycle : DECF, puis DECF. 10, rue de Vanves 92130 ISSY (1) 40.95.10.11 (Paris - Porte de Versailles)	B8

CLASSES PREPARATOIRES

Veto, HEC, Sciences-Po, les Grandes Ecoles d'Ingénieur et de Commerce...Des classes Préparatoires pour réussir son entrée au sein de ces voies royales de l'enseignement supérieur.

NADAUD	Prépa VETO et Grandes Ecoles d'Ingénieurs : MATH-SUP et MATH-SPE BIO-MATH-SUP et BIO-MATH-SPE. Prépa d'été : SCIENCES-PO 19, rue Jussieu 75005 Paris (1) 43.37.71.16 - Minitel 3615 CIDE-NADAUD	P1
CE	PREPA HEC Voie économique, voie générale, voie technologique Résidence universitaire 82, rue Saint-Lazare 75009 Paris Tél : 48.74.34.64 - Minitel 3615 CIDE-ACE	P2
esh	L'ECOLE DES PREPAS - ECOLES D'INGENIEURS : MATH-SUP et MATH-SPE (M ^o M ^o) - PREPA HEC - PREPA VETO - 3ème Prépa sur 24 en 90 24, rue Charvat 75013 Paris (1) 45.85.58.94 - Minitel 3615 CIDE-ESH	P3
ESPCP	Prépa aux Ecoles d'Ingénieurs : MATH-SUP et MATH-SPE M ^o , P, P ^o , T, T ^o Prépa aux Grandes Ecoles de Commerce HEC, Eco, TC 106, Bl de l'Hôpital 75013 Paris (1) 47.07.33.00	P4
OURANIA	MATH-SUP et MATH-SPE M ^o , P, P ^o et P ^o (depuis 1981) meilleurs résultats des prépa privés hors contrat. Stage de pré-entrée. Math sup/spé. 164, rue de Valenciennes 75015 Paris (1) 47.34.58.91 ou (1) 45.67.51.96 - 3615 CIDE-OURANIA	P5
INTEGRALE	PREPA HEC voie générale, voie économique meilleurs résultats nationaux dans les écoles de Commerce - PREPA SCIENCES-PO annuelle et d'été 53, av. Paul Doumer 75016 Paris (1) 40.72.74.60 - 3615 CIDE-INTEGRAL	P6
EFFICOM	Prépa aux concours des Grandes Ecoles de commerce, ESCA et Ecoles à recrutement spécifique. Voie générale et Voie économique 72, avenue Parmentier 75011 Paris (1) 47.00.54.07 - 3615 CIDE-EFFICOM	P7
PREPAC	Classes Préparatoires aux écoles supérieures de Commerce, HEC éco., génie. Admission Bac + entretien, possibilité de logement sur les campus 1, place du Clos St Georges 77600 BUSSY ST GEORGES (1) 64.66.08.98 - 3615 CIDE-PREPAC 77	P8

COMMERCE-COMMERCE INTERNATIONAL

Commerce, Marketing et Communication, trois secteurs professionnels d'avenir, trois spécialisations qui s'apprennent et se vivent à l'échelle européenne et internationale.

EPEC	1 ^{er} Cycle : BTS Action Commerciale, Force de Vente, Bureautique 2 nd Cycle : DEESMI (Diplôme Européen de Marketing International de la Fédé) 74, rue du Temple 75003 Paris (1) 42.72.06.78 - Minitel 3615 CIDE-EPEC	C1
EFFICOM	BTS Action Commerciale - BTS Commerce International, Tourisme, Comptabilité Possibilité de BTS en Alternance : formation rémunérée en Entreprise 72, avenue Parmentier 75011 Paris (1) 47.00.54.07 - 3615 CIDE-EFFICOM	C2
ISEEC	1 ^{er} Cycle : BTS Commerce International, Action Commerciale, Force de Vente - (réussite de 60% à 97% en 91) 2 nd Cycle : Marketing - Diplômes Européens - DEESMI-DEESMA 106, Bl de l'Hôpital 75013 Paris (1) 47.07.23.23 et 24, rue Tiphaine 75015 Paris (1) 45.79.82.37	C3
ESCA	1 ^{er} Cycle : BTS Action Commerciale, Commerce International, Communication 3 ^{ème} année : Management et Communication 4 ^{ème} année : Affaires Internationales ESCA 1, rue Tihen 75013 Paris (1) 47.07.33.00	C4
ESARC	1 ^{er} Cycle : BTS Action Commerciale, Commerce International, Publicité, Tourisme, Comptabilité. 2 nd Cycle : MANAGER Commercial, Commerce International, Communication, Tourisme, Sports et Loisirs ESARC 11, av. F. Buisson 75016 Paris Tél : 49.10.99.22 - Métro : Pte de St Cloud 3615 CIDE-ESARC	C5
EPEIGE	1 ^{er} Cycle : Action Commerciale, Force de vente, Commerce International, Communication/Action Pub 2 nd Cycle : Marketing Européen DEESMI, DEESMA EPEIGE 3, rue de Logebach 75017 Paris (1) 42.27.67.55	C6
IGESCO	1 ^{er} Cycle : PROPESTION cycle préparatoire en deux ans, admission BAC 2 nd Cycle : 3 ans de management, avec Bac + 2 + Concours 3615 CIDE-IGESCO 1, place du Clos St Georges 77600 BUSSY ST GEORGES (1) 64.66.08.98	C7
ISIC	Animé par des HEC : 1 ^{er} Cycle : BTS Action Commerciale/Commerce International 2 nd Cycle : MARKETING-VENTE-MANAGEMENT INTERNATIONAL - USA 10, rue de Vanves 92130 ISSY (1) 40.95.10.11 (Paris-Porte de Versailles)	C8

CENTRES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SUR L'ENSEIGNEMENT

CIDE-Centre Choiseul 1, rue de Choiseul - 75002 Paris Tél : (1) 42.96.16.68 - Métro : Quatre-Septembre
CIDE-Centre Stanislas 3, rue Stanislas - 75006 Paris Tél : (1) 45.44.32.00 - Métro : Notre-Dame-des-Champs
Listes des écoles privées et tests d'orientation sur minitel : 3615 code CIDE

Pour recevoir gratuitement des informations sur ces écoles, veuillez retourner ce coupon au CIDE "Des écoles pour réussir", 1, rue de Choiseul, Paris 75002, en cochant les références des établissements qui vous intéressent :

Nom : _____	Prénom : _____	B1	B2	B3	B4	B5	B6	B7	B8
Adresse : _____	CP : _____	G1	G2	G3	G4	G5	G6	G7	G8
Ville : _____	Tél : _____	P1	P2	P3	P4	P5	P6	P7	P8
Niveau d'étude : _____		C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8

LE SALON DU BOURGET

M. Pierre Joxe plaide pour « la préférence européenne »

Visitant le Salon du Bourget, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a souhaité, mardi 18 juin, que les pays européens en quête d'armement « adoptent la préférence européenne » en achetant en priorité des matériels européens. « Sans faire du protectionnisme européen », a ajouté M. Joxe, il faut quand même penser à nos intérêts. C'est quelque chose qui devra entrer dans les mémoires sans cela, dans dix ou vingt ans, le salon du Bourget aura lieu ailleurs ».

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL 36-14 SUÈDE

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



volvic, L'EAU DES SAVEURS INTACTES

Un entretien avec le président de Deutsche Aerospace

« Une directive européenne sur le contrôle des exportations d'armes devient urgente » nous déclare M. Jürgen Schrempp

FRANCFORT
Correspondance

« Dans quelle mesure DASA sera-t-elle affectée par la loi sur le renforcement du contrôle des exportations d'armement ? »

— Il faut encore que cette loi soit adoptée par le Parlement. Mais en l'état actuel, elle présente de nombreuses faiblesses. D'abord en ce qui concerne les livraisons en cours, car, sauf à perdre toute crédibilité, il faudra bien continuer à maintenir un service après-vente. La loi ne dit rien là-dessus. Également au niveau européen, où la plupart des projets d'armement sont réalisés en commun, parce que c'est à la fois nécessaire politiquement et indispensable sur le plan industriel. Enfin sur la question vitale des technologies dites à « usage double » (civil et militaire) qui risquent de fortement pénaliser l'industrie allemande dans son ensemble au niveau des exportations si une solution n'est pas trouvée. A ce propos, nous avons eu des discussions très constructives avec le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann. Il connaît le problème.

Le numéro deux mondial des fabricants d'hélicoptères

— La proposition d'Edzard Reuter (le chef du groupe Daimler-Benz) d'harmoniser les législations au niveau européen vous paraît-elle réalisable ?

— Jusqu'à présent, c'était une question qu'il était très difficile d'aborder avec les Français ou les Anglais. Mais ce n'est plus vrai. C'est avec un grand intérêt que j'ai vu les hommes politiques français, en particulier, ainsi que les responsables de l'industrie européenne, devenir très constructifs dans leurs discussions sur ce sujet. Ne serait-ce que dans le cadre des discussions sur la défense européenne commune, il



faudra bien que l'on parvienne à se mettre d'accord. On a besoin d'une nouvelle directive européenne réglementant le contrôle des exportations d'armes sur le plan communautaire. Il s'agit d'une urgence résultant de l'établissement du grand marché européen à partir de 1993.

— Qu'en est-il de la coopération franco-allemande ? Parmi tous les projets militaires développés en commun, comme les missiles antichars Milan, Hot, ou le système de défense aérienne Roland, y en a-t-il qui risquent d'être affectés ?

— Non. Aucun. Car ils sont tous régis par un traité international datant de 1972 qui protège chacun des partenaires dans le cadre des projets d'armes réalisés en commun, quel que soit le changement de législation pouvant intervenir dans l'un ou l'autre pays.

— Quel jugement portez-vous sur l'accord conclu récemment entre MBB et Aérospatiale pour la commercialisation des hélicoptères ?

— Cet accord était en négociation depuis trois ans, mais il arrive tout à fait à point nommé. MBB détient 40 % et l'Aérospatiale 60 % dans la nouvelle société commune Eurocopter, dont le but est d'abord de commercialiser, puis ensuite d'intégrer les productions des différents appareils pour devenir le numéro deux dans le monde. Nous sommes très optimistes pour ce marché. Avec les réductions dans le budget de la défense, la demande va de plus en plus évoluer vers des systèmes électroniques et tout ce qui permet une plus grande mobilité des troupes. En l'occurrence, les hélicoptères arrivent en tête, ce qui permet d'affirmer que leur production restera une activité lucrative au cours des prochaines années.

— Dans le domaine des satellites, vous avez affirmé vouloir la coopération la plus européenne possible. Mais comment expliquer que l'Allemagne ne se soit pas encore jointe au projet du satellite d'observation militaire Helios aux côtés de la France, l'Espagne et l'Italie ?

— Dans la mesure où il n'y a pas encore de décision politique en Allemagne en ce sens, il ne peut donc pas y avoir de collaboration industrielle.

L'Allemagne construira son avion de combat

— La dépendance de DASA à l'égard de quelques projets militaires « phares », comme le Jager-90 (ou avion de combat européen EFA), pour lequel on attend une décision finale en 1992, n'est-elle pas un signe de faiblesse ?

— Non, je ne crois pas. En ce qui concerne l'EFA, pour lequel la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne sont nos partenaires, je suis convaincu qu'il sera produit en série. En Allemagne, tout le

monde est d'accord sur la nécessité de développer un nouvel avion de combat. La controverse porte sur le fait de savoir si cet avion doit être l'EFA. Dans tous les cas de figure, DASA construit un avion militaire. En ce qui concerne sa production, la décision sera prise probablement l'année prochaine.

Propos recueillis par CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Un partenaire privilégié de la France

Au cours des dix prochaines années, près de la moitié du chiffre d'affaires de DASA, y compris ses activités au sein du groupe Deutsche Airbus, devrait être réalisée dans le cadre de projets européens. La France se taille la part du lion avec les deux tiers des programmes produits en commun, grâce à des coopérations — pour ne citer que les exemples des consortiums Airbus, Eurocopter ou Euro-missile — entre les groupes français Aérospatiale ou Matra, d'une part, et les diverses branches de DASA, de l'autre.

Dans le domaine militaire, qui représente quelque 48 % de son chiffre d'affaires, DASA prévoit une baisse de 7 % de ses activités, à cause de la fin de la « guerre froide » en Europe et du recul des dépenses de défense dans le monde. Mais, pour autant, le groupe allemand n'entend remettre en cause aucun des programmes lancés avec la France.

UNE CHAÎNE EN PLEINE EXPANSION

Filiale du 1^{er} Groupe Européen de la Distribution, Enseigne leader des grands spécialistes de l'électrodomestique en Allemagne et en Autriche, Hypermédia poursuit son développement et ses implantations en France.

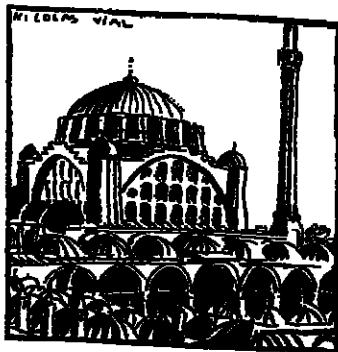
Après Strasbourg, Vitrolles, Orléans, Garges-les-Gonnesse, Villiers-en-Bière, Mulhouse et Toulouse, ouverts en 1989-1990, la priorité pour 1991-1992 c'est : 2000 m² à 4000 m² à Paris intramuros, Paris banlieue, Lyon, Marseille, Bordeaux et Lille.

Contactez Monsieur Pflueger au 64 87 64 14
ou écrivez à MEDIACONCORDE - M. Pflueger
Centre Commercial n° 108
77195 DAMMARIE-LES-LYS.

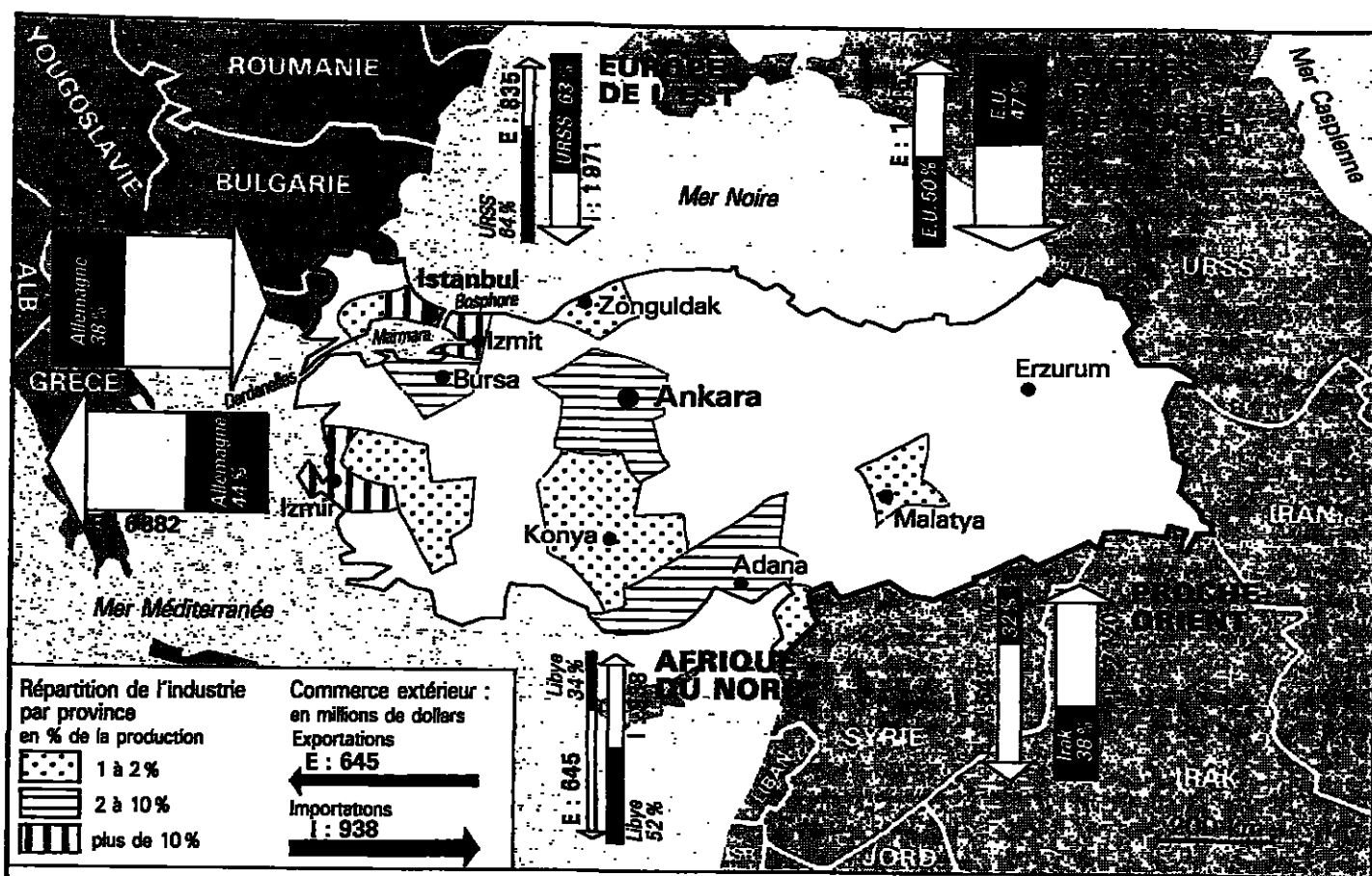
HyperMedia
Electronique

SSKT

LE PARI DE LA TURQUIE



Misant sur une population de soixante millions d'habitants les investisseurs jouent à terme la Sublime Porte



1990, choisissent pour moitié les services. La Bourse d'Istanbul est peu liquide et le marché financier balbutiant.

Il est vrai qu'une inflation à 70 % et des taux d'intérêt réels à 20-30 % ne facilitent pas les investissements productifs. « Le long terme, c'est trois mois. On planifie à vue », indique-t-on dans les milieux d'affaires étrangers, où l'on souligne la nécessité de faire preuve de « beaucoup de souplesse et de pragmatisme. Mais on joue la Turquie à terme ». En attendant, pourquoi, entre autres réformes, les finances publiques et la fiscalité par exemple, ne pas créer une livre lourde en divisant par mille les coupures actuelles ?

Pour son développement industriel, quelque peu perturbé par la crise du Golfe, avec la chute - provisoire - des marchés d'Irak et du Koweït, qui, à eux deux atteignent un dixième des exportations, la Sublime Porte dispose de sa position-clé, au carrefour des mondes latin, slave et arabe. Ce développement est indispensable dans la mesure où il précède et accompagne, comme autrefois en Espagne, la démocratisation du régime. Mais il creuse aussi les inégalités régionales et sociales, déjà fort sensibles, et peut accroître - outre la pollution - l'insatisfaction, même si un dérapage à l'iranienne est jugé peu probable.

Néanmoins la Turquie, pays-pari en décollage avancé, dont l'examen de la demande d'adhésion à la CEE, déposée en 1987, a été repoussé en 1993, souhaite s'arrimer davantage à l'Europe, ce finistère de l'Asie. Se souvenant d'un empire qui allait de Tlemcen à Bassora et de Buda à Aden, prenant conscience de sa puissance régionale, le peuple turc, qui, jadis guidé, dit-on, par des loups, vint de Mongolie jusqu'aux murailles de Vienne, campe, pacifiquement, aux portes de Bruxelles. La marche vers l'Ouest n'est pas terminée.

d'Istanbul, MICHEL BOYER



Superficie : 781 000 km² (superficie agricole 280 000 km²). Population : 57 millions (densité 73 hab./km²). Population active : 19 millions. PNB : 108 milliards de dollars. PNB/hab. : 1 900 dollars. (Mexique : 2 000 dollars en 1989). Espérance de vie : 65 ans (France 77). Indice de fécondité : 3,7 enfants (France 1,8). Taux de scolarisation : 78 % (France 100 %). Exportations : 13 milliards de dollars (industrie 10 milliards). Importations : 22 milliards de dollars (industrie 17 milliards). Tourisme : 3 milliards de dollars. Ravais des émigrés : 3 milliards de dollars. Dette extérieure : 45 milliards de dollars. Service dette : 7 milliards de dollars. Réserve de change : 12 milliards de dollars.

Sources : OCDE, Banque mondiale et Institut de statistiques, pour 1990.

FIEVRE de la circulation ; houle des collines que les voitures dégringolent et qu'escaladent les immeubles ; mouvement perpétuel d'une population multiple, du portefaix au financier, du marchand d'eau au fabricant de composants. Le chant du muezzin perce à peine le vacarme des klaxons.

Mélange des siècles, des continents, des civilisations, comme surgissent sans arrêt les minarets et ne cessent de se croiser les innombrables taxis jaunes, Byzance, Constantinople, Istanbul, la ville. Sept cent mille habitants déjà au temps de Soliman, au seizième siècle, la grande époque ottomane ; près d'un million jadis sous Justinien, mille ans auparavant.

Une ville en chantier aux étroites rues en pente, trouées souvent de canalisations et coupées de voies rapides. Une ville qui déborde sur les deux rives du Bosphore et de la mer de Marmara, en Europe et en Asie, sur quelque 70 kilomètres de long et 50 de large. Huit, neuf, dix millions d'habitants, on ne sait, la ville se gonfle de l'arrivée des Anatoliens et du retour des émigrés.

L'ouverture extérieure

Une ville qui rassemble près de la moitié de la production industrielle du pays, les trois quarts de celle du secteur privé. Image réduite et grossie à la fois d'un pays en ébullition à la croissance brouillonne et fiévreuse, qui, à plus d'un égard, rappelle l'Espagne des années 60.

La Turquie a pris un virage - un virage - industriel, surtout depuis le début des années 80, les « prévisions de stabilité du 24 janvier 1980 » ces mesures qui ont lancé le libéralisme et l'ouverture extérieure. Contraste. En réaction contre la mise en tutelle économique et financière, de l'empire ottoman par les grandes puissances du dix-neuvième siècle, l'Angleterre, la France et la Prusse - la Banque ottomane franco-britannique faisait fonction de banque centrale, - le relèvement du pays s'était effectué, sous l'autorité de Mustafa Kemal, de 1924 à 1938, derrière des barrières douanières et autres.

Le kémalisme a ainsi longtemps marqué les esprits et les comportements, façonnant aussi les structures de l'économie turque. Il a notamment donné naissance à un secteur public présent dans pratiquement toutes les branches d'activité, du yaourt aux boulons, plus ou moins efficace (20 % de ce secteur est considéré comme improductif), souvent bureaucratique. Ce secteur éponge, utile contre le chômage, qui assure plus de la moitié de la production industrielle du pays, fait actuellement, avec force réticences et résistances, l'objet d'opérations de privatisation.

Ce repli turc avait également permis l'éclosion d'entreprises familiales profitables qui nées des circonstances, à l'abri des protections tarifaires et autres, ont grandi le plus souvent par opportunités successives, jusqu'à devenir de grands conglomérats à la coréenne. Ces groupes, qui possèdent parfois leurs propres banques, mènent le jeu, notamment à l'exportation, rassemblés pour la plupart au sein d'un club, la Tusiad (Turkish Industrialists and Businessmen's Association).

tion). Les cinq groupes les plus importants - en particulier Koç (126 sociétés) qui est lié à Siemens et à Fiat ; Sabanci (100 sociétés) qui possède la deuxième banque privée de Turquie et collabore avec Toyota ; Cukurova qui détient trois banques et a des contacts avec Peugeot - représentent le tiers de la production industrielle privée. A côté d'eux, une myriade de petites et moyennes entreprises en assurent un autre tiers et la moitié de l'emploi industriel, mais moins d'un dixième des ventes à l'étranger.

Avec la fin de la protection douanière, les grands groupes ont perdu le monopole des ventes. Aussi, cherchent-ils actuellement, forts d'un certain matelas financier, à réduire une diversification excessive, à se concentrer comme en Corée du Sud, à basculer définitivement du négoce à l'industrie, tout en poussant la formation et la qualification de leur personnel. Alors que la moitié de la population a moins de vingt ans, la Turquie manque de contremaîtres.

Ainsi, tout un paysage est en train de se transformer sous la contrainte de la concurrence, et avec l'aide de partenaires étrangers, y compris des Français qui essaient de rattraper leur retard (dix sociétés industrielles et commerciales étaient implantées en Turquie en 1986, une centaine maintenant). L'industrie, qui a progressé au rythme de 8 % l'an de 1980 à 1990, représente plus du tiers des ressources nationales contre un quart et plus des trois quarts des exportations contre un tiers il y a dix ans.

Comme d'autres pays en développement, la Turquie a joué d'abord la carte textile, mettant à profit une main-d'œuvre abondante et bon marché. Ce secteur représente encore le tiers de l'emploi et des exportations industrielles (un cinquième du chiffre d'affaires). Mais comme ailleurs, la navette tourne : la Turquie, qui, soumise à des quotas sur le marché mondial, se heurte à la présence d'autres pays, notamment asiatiques, achète son coton au Pakistan et remonte vers le haut la gamme des produits selon le modèle italien.

Un manque de capitaux

« La Turquie est très sous-motorisée (sauf à Istanbul) avec 27 voitures pour 1 000 habitants contre 150 en Grèce et 200 au Portugal. Le taux devrait être de 50 à 70 », souligne-t-on à Bursa, la première capitale de l'empire ottoman, au siège de Renault-Oyak, une des principales entreprises du pays qui vient de fêter sa 500 000^e voiture en vingt ans de fonctionnement. (Avec actuellement environ 100 000 voitures par an, la Turquie est le cinquième marché de Renault, derrière la France, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie).

Progressivement, avec beaucoup d'improvisation, un secteur dynamique se met en place avec l'arrivée aux commandes d'une nouvelle génération d'industriels et d'ingénieurs. Mais la Turquie, qui dispose d'un certain savoir-faire, doit accomplir des efforts de créativité et de discipline pour passer d'une économie de main-d'œuvre - les bas salaires équivalent encore au tiers ou même au quart de ceux pratiqués en France - à une certaine forme de capitalisation.

L'industrie reste en partie rustique, ce qui peut être un atout sur certains marchés du tiers-monde. Mais elle doit en tout cas accroître sa compétitivité - productivité et qualité - grâce à des transferts de technologie et elle a besoin de capitaux. L'argent ne manque sans doute pas ; mais les banques et les particuliers sont trop tentés par des placements spéculatifs dans l'immobilier, le tourisme ou les bons d'Etat. Les étrangers, de leur côté, qui ont investi directement environ 2 milliards de dollars de 1982 à

A nos lecteurs résidant en Turquie

La distribution de notre journal est assurée en Turquie par Dany Super Dagitim (Nispetiye Sokakı 415, Capatopu, Istanbul, T. : (1) 512-01-30. Fax (1) 520-64-57. Contacter M. Mercel E. Lir.)

D'autre part, un service de portage à domicile est assuré dans les villes les plus importantes. Contacter M. Hüsni Güllü Uzun.

TRAIT D'UNION ENTRE L'EUROPE ET L'ASIE, APRES PLUS D'UN SIECLE D'EXPERIENCE,



LA BANQUE OTTOMANE

PREMIERE BANQUE ETRANGERE EN TURQUIE
PAR SON ANCIENNETE ET SON IMPORTANCE
VOUS ACCOMPAGNERA DANS VOS PROJETS

- PARTENARIAT
- INVESTISSEMENT
- BOURSE
- CONSEIL

CONTACTER Y. de MONIE
INVESTMENT BANKING DEPT.
BANQUE OTTOMANE

VOYVODA CAD. 35-37 80000
ISTANBUL TURQUIE
Tel: 19.90.1 14.9 02 99
Fax: 19.90.1 14.4 64 71

GRUPE PARIBAS

LE PARI DE LA TURQUIE

«**D**EVLETKUSU», «l'oiseau de l'Etat», est un personnage de bande dessinée familier aux lecteurs du quotidien de centre gauche *Cumhuriyet*. De race indéfinie, mi-vautour, mi-poule, l'oiseau, qui symbolise la lourdeur de l'administration, est si gros qu'il n'arrive pas à s'envoler.

« Selon les sondages, tu n'asgras petit à petit. Qu'en dis-tu ? », lui demandait récemment son auteur, le dessinateur Ismail Gulgeç. « Moi ? », s'exclamait, incrédule, le volatile obèse, installé sur des lignes à haute tension que son poids faisait plier jusqu'au sol.

Dans une économie turque qui se vent libre, dont le taux de croissance dépassait 10 % l'an dernier, la lourde mainmise de l'Etat sur les secteurs industriels (52 %) et bancaire (70 %) est une anomalie et un anachronisme. Les entreprises publiques emploient près d'un million et demi de travailleurs mais leur taux de productivité, dans certains secteurs, ne dépasse pas le tiers du rendement des compagnies privées. Les dépenses excessives de l'Etat sont largement responsables de l'inflation et du coût exorbitant des capitaux.

Une plante artificielle

« Ce qui doit être fait, pour combattre l'inflation, n'est pas un sujet de débat. Pour diminuer le déficit, il faut contrôler les dépenses, licencier du personnel et vendre les entreprises publiques », affirme Bulent Ecevit, président de la TUSIAD, l'Association turque des industriels et hommes d'affaires.

« L'industrie est comme une plante artificielle qui a grandi dans une serre. Ataturk est mort en 1938, il n'a pas eu le temps de privatiser », souligne de son côté Isahak Alaton, président du groupe Alarko.

Il fallut attendre l'arrivée en 1983 de Turgut Ozal, nommé premier ministre après trois ans de pouvoir militaire, pour que grandisse l'idée de la privatisation. Selon lui, l'Etat devait se limiter à contrôler les services tels que la défense, la santé et l'éducation, mais céder aux capitaux locaux et étrangers ses compagnies, leurs filiales ainsi que les actions qu'il détenait dans d'autres entreprises.



La querelle des privatisations

La vente des entreprises publiques qui a pour but de diminuer le poids du déficit de l'Etat rencontre un succès variable

En 1988, un premier pas était fait avec la vente fructueuse de 22 % des 40 % que l'Etat détenait dans la compagnie de télécommunications Teletas. Depuis lors, le Fonds de participation publique (KOI) a régulièrement offert au public des actions de compagnies appartenant à l'Etat - seize entreprises cette année - avec un succès variable.

Des 5 % de la compagnie aérienne nationale Turkish Airlines (THY) introduits à la Bourse d'Istanbul en automne dernier, en pleine crise du Golfe, 1,5 % seulement avait trouvé acquéreur. L'acteur américain Larry Hagman, le célèbre J. R. de la série *Dallas*, a été recruté pour une campagne médiatique destinée à convaincre le public d'acheter les actions de Petrol Ofisi AS, qui compte plus de 4 000 stations d'essence dans tout le pays. Malgré J.R., la vente en mai 1991 de 1,5 % de Petrol Ofisi et de 2,5 % de Tupras (raffinerie) n'a rapporté que 80 % des 100 milliards de livres attendus (25 millions de dollars).

Le concept de la privatisation semble désormais acquis. La mentalité d'une population qui convertissait traditionnellement ses économies en or a évolué rapidement puisque près d'un quart de million de Turcs ont investi par le biais de la Bourse. Cent cinq entreprises en attente de privatisation, au sein desquelles la participation de l'Etat varie entre 2,5 % et 100 %, sont

actuellement sous le contrôle du KOI, chargé de les évaluer, avec l'aide d'établissements financiers indépendants, et de déterminer la meilleure façon pour l'Etat de s'en séparer.

Le KOI affirme avoir déjà récolté 800 millions de dollars depuis le début du programme et espère obtenir entre 500 millions et un milliard de dollars supplémentaires en 1991. Certaines entreprises seront vendues par l'intermédiaire de la Bourse d'Istanbul, d'autres seront offertes directement au public, d'autres encore seront cédées en bloc.

Des investisseurs prudents

C'est au niveau de ces ventes en bloc, à des compagnies étrangères en particulier, que se situent les obstacles principaux. En octobre 1989, les Ciments français achetaient à l'Etat cinq cimenteries pour la somme de 105 millions de dollars, qui constituait l'investissement étranger le plus important en Turquie. En outre, ils s'engageaient à investir 60 millions de dollars et à vendre 40 % des actions au public dans un délai de cinq ans.

Profitant d'une faille légale, le parti d'opposition de la Juste Voie (DYP) de Süleiman Demirel porta plainte contre l'Etat pour faute de procédure et demanda l'annulation de la vente. « Il n'y avait pas de loi stipulant que nous devions vendre au

marché turc, mais la résolution [passée par le Parlement] était ambiguë », admet un haut fonctionnaire du KOI. Le tribunal administratif décida d'annuler la vente. Une procédure d'appel est en cours et le Conseil d'Etat devra trancher.

La direction du KOI affirme qu'il est inconcevable, et même contraire aux lois internationales, que la Turquie rachète les cimenteries. Selon le vice-président de la division Est-Europe des Ciments français, Claude Grinleder, la dispute n'affecte aucunement le fonctionnement des cimenteries. Mais il est indiscutable que le « syndrome Ciments français » a considérablement ralenti le programme de privatisation et incite les investisseurs étrangers à la prudence.

Depuis lors, un amendement à la loi a été passé et de tels incidents ne devraient pas se répéter. Récemment le groupe GAN a acheté la compagnie d'assurances Gunec, apparemment sans encombre. Mais la plainte déposée par le DYP a remis en question l'attitude des partis de l'opposition. Le Parti de la mère patrie (ANAP), actuellement au pouvoir, est en perte de vitesse, détenant moins de 20 % des voix, et il sera vraisemblablement battu aux prochaines élections générales qui devront avoir lieu avant octobre 1992.

Malgré son intervention dans le cas des Ciments français, le DYP, le parti de droite qui est légèrement

en tête dans les sondages, est en faveur de la privatisation. La politique du SHP, le parti social-démocrate de Erdal Inonu, est en revanche moins claire.

« Certains politiciens qui déclarent être contre la privatisation devraient clarifier leur position pour que la population sache exactement ce qui est en jeu. Le public doit être informé que les seules alternatives possibles sont de fermer les entreprises d'Etat ou supporter leur coût », souligne un haut fonctionnaire du KOI.

La nouvelle génération

La question des privatisations est avant tout politique. Le président Ozal ne cache pas qu'il souhaite se débarrasser de toutes les compagnies publiques et le KOI affirme que ce but devrait être atteint dans cinq ans. Les fonds recueillis seront en principe investis dans les travaux publics ; mais certains craignent qu'ils ne soient engloutis dans le déficit budgétaire.

« La privatisation est une vente d'avoirs. Si l'on échange des avoirs anciens contre des nouveaux, c'est une bonne chose. Mais la vente de biens ne doit pas financer le déficit du budget courant », souligne le jeune gouverneur de la Banque centrale, Rusdu Saracoglu.

En pleine période pré-électorale, certaines compagnies devraient être fermées ou restructurées pour pou-

voir affronter la concurrence internationale alors que les barrières douanières s'abaissent les unes après les autres. Mais le gouvernement, vacillant, n'est pas prêt à prendre de telles décisions qui seraient très impopulaires et plutôt que plutôt une politique de fuite en avant.

En janvier dernier, plus de cinquante mille mineurs de la ville de Zonguldak avaient entamé une marche vers la capitale, par des routes de montagne, pour exiger des augmentations de salaire. Un compromis avait finalement été trouvé, bien que les mines, qui produisent un charbon onéreux et de qualité inférieure, aient cessé d'être rentables depuis longtemps.

De leur côté, les employés de la ligne aérienne nationale THY ont récemment obtenu des augmentations de salaire de l'ordre de 276 % après une grève de six semaines qui avait paralysé le pays. Toutefois, malgré les difficultés auxquelles l'industrie locale va faire face à court terme, les investisseurs étrangers « jouent la Turquie gagnante ».

Les fonctionnaires du KOI, jeunes et dynamiques, qui appartiennent à la nouvelle génération, sont en tout cas convaincus de la nécessité d'avancer rapidement, tout en évitant les embûches politiques. Quant aux compagnies privées, elles espèrent que, lorsqu'elles n'auront plus à rivaliser avec les entreprises publiques sur le marché des capitaux, l'industrie turque, allégée du fardeau qui la déséquilibrait, pourra réellement prendre son envol.

d'Ankara,
NICOLE POPE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

AFFAIRES

En l'espace de six ans, grâce à une parfaite maîtrise technologique, Vestel a conquis

en Turquie une place de choix dans la production de téléviseurs couleurs, de magnétoscopes (lecteurs, enregistreurs), d'équipements audiovisuels, de fours à micro-ondes et de moniteurs d'ordinateur.

Ainsi, la Conception Assistée par Ordinateur (CAO) et la Surface Montage Technologie (SMT) ne sont que quelques unes des technologies mises en œuvre par Vestel pour la conception, le design et la production d'équipements électroniques haut

de gamme, tel le téléviseur couleur muni d'un télétexte commandé par ordinateur, et

d'un système d'image interférent (PIP). Précurseur de produits originaux en Turquie, Vestel assure d'ores et déjà à l'électronique turque la place qu'elle mérite sur le marché mondial.

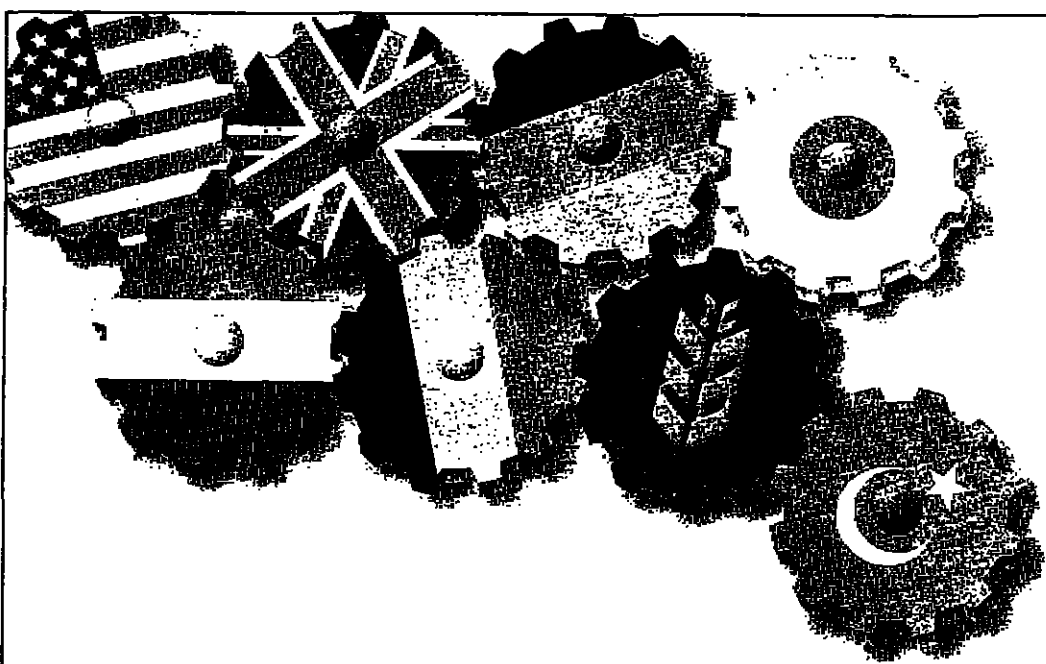
Vestel:
6 ans d'Or
et déjà une renommée mondiale

A l'heure actuelle, elle exporte une grande partie de sa production vers les marchés les plus concurrentiels.

Vestel: 6 ans d'or et déjà une renommée mondiale dans le marché de l'audiovisuel et de l'électronique.

VESTEL

Tel: (90-11) 160 03 27 (10 lignes) Téléfax: (90-11) 158 32 69 Téléc: 18936214, 27945 nadi tr Téléc: 938214 Istanbul-Turquie



Ziraat L'internationale

Pourquoi Ziraat est-elle la banque la plus internationale de Turquie? Regardez autour de vous en Allemagne, où avec sa succursale de Francfort et ses huit bureaux de représentation, Ziraat est située au cœur du marché européen tout en gardant le contact avec les citoyens turcs travaillant en Europe.

à Londres où Ziraat offre toute une gamme de services bancaires pour les citadins traités entre le Royaume Uni et la Turquie.

à Bruxelles où Ziraat joue un rôle actif pour l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne.

et à Rotterdam où Ziraat établit des liens vitaux avec les institutions financières européennes.

à New York où Ziraat permet l'accélération des transactions bancaires entre les Etats Unis et la Turquie.

et à Tokyo où Ziraat joue un rôle de conseil entre le Japon et la Turquie en matière d'opportunités commerciales.

Tout cela fait que la plus grande banque de Turquie est aussi la plus internationale. Si vous souhaitez un conseil ou un guide pour vos investissements en Turquie, de l'industrie jusqu'au tourisme, commencez par contacter Ziraat.



T.C. ZIRAAT BANKASI

LE PARI DE LA TURQUIE

« **U**n boulanger, un épiciers, un banquier : une trilogie toute turque, qui se décline au travers des ruelles pentues et populeuses d'Istanbul, où les enseignes de TC Ziraat Bankasi, Akbank, Türkiye Is Bankasi et autres Yapi ve Kredi Bankasi rivalisent en nombre avec les minarets des mosquées. Comme toute l'économie, la banque et la finance ont profité, au cours de la dernière décennie, de la modernisation et de la libéralisation conduites par Turgut Ozal, d'abord premier ministre, puis président de la République turque depuis novembre 1989.

En dix ans, le secteur bancaire a radicalement changé. A l'aube de la décennie 80, une trentaine d'établissements se partageaient un marché complètement contrôlé par l'Etat. Sept banques publiques basées à Ankara finançaient chacune, à coups de crédits bonifiés, un secteur d'activités spécifique : agriculture, artisanat, commerce extérieur, construction... Une poignée de banques privées, installées à Istanbul, étaient, pour la plupart, détenues par des groupes industriels qui les avaient créées pour satisfaire leurs propres besoins. Seules trois banques étrangères avaient résisté à la révolution d'Atatürk : le Banco di Roma, établi en 1911 ; la Holantse Bank Uni NV, installée en 1921, et, bien sûr, la Banque ottomane, filiale à 49 % du français Paribas, que l'ancienneté et le prestige (elle naquit en 1863 avec le statut de Banque centrale) aident à survivre.

Les anciennes amours

Aujourd'hui, soixante-six banques se partagent un marché de 57 millions d'habitants : trente-quatre d'entre elles ont vu le jour au cours des dix dernières années. Deux de ces benjamines sont nées de capitaux publics et treize de capitaux privés turcs. Mais, surtout, dix-neuf de ces nouvelles banques ont été fondées totalement ou partiellement par des étrangers.

Malgré les difficultés (déficit public, inflation, chômage...), la croissance et la situation stratégique de la Turquie ont, en effet, séduit les financiers étrangers. D'autant que le paysage bancaire a été complètement transformé :



création d'un marché interbancaire, libéralisation des taux d'intérêt, convertibilité de la livre turque, lancement d'un marché de l'or, ouverture de la Bourse d'Istanbul...

Au début des années 80, les banques américaines ont été les premières à lancer le mouvement de transhumance vers la Turquie : Citibank, Chase Manhattan, Manufacturers Hanover... suivies par les françaises BNP, Indosuez ou Crédit lyonnais, qui retournent ainsi à ses anciennes amours. Lorsque le Crédit lyonnais s'engouffrait dans la première banque commerciale du monde, il avait ouvert, en 1874, une agence à Constantinople, pour financer le commerce de céréales, de fruits ou de tapis qui transitaient par l'Empire ottoman.

Témoin de ce passé, un slogan que deux banquiers turcs ont rapporté à Guy Goirand, qui dirige depuis 1987 l'agence ouverte par le Crédit lyonnais à Istanbul : « A l'époque, m'ont-ils raconté, une formule définissait l'appartenance à la bonne société : han (commerce), hamam (prospérité), aparteman (foncier), Crédit lyonnais, Osmanli Bankasi (Banque ottomane) ! »

La nostalgie n'étant pas le principal moteur de l'activité bancaire, ce n'est pas elle qui a ramené le Lyonnais en Turquie. Pour lui comme pour nombre de ses concurrents étrangers, le passage de la Turquie d'une économie étatisée à une économie de marché justifie

une implantation. « La Turquie, c'est l'Italie il y a vingt ans et l'Espagne il y a dix ans », affirme, positif, John Ong, jeune banquier américain représentant à Istanbul de Bankers Trust, qui a créé la banque d'affaires Turk Merchant Bank en 1987 avec un partenaire local, Is Bankasi, et la toute nouvelle société de capital-risque - une première en Turquie - en 1990 avec Turk Petrol.

L'arrivée des étrangers a été un choc pour les banques turques, habituées à tirer l'essentiel de leurs revenus de la différence entre la rémunération des dépôts collectés et les intérêts perçus sur les crédits accordés, les taux de la première comme des seconds étant généreusement fixés par l'Etat. « L'apparition de la concurrence a été un bon stimulant pour les banques turques, constate Rusda Saracoglu, le tout jeune gouverneur de la Banque centrale de Turquie nommé à ce poste en juillet 1987 alors qu'il n'avait que trente-neuf ans. Elle les a obligées à être plus sélectives dans leurs prêts, à tailler dans leurs coûts et à investir dans des techniques modernes. Et si elles font moins de profits sur l'activité de crédit, elles ont vu s'ouvrir devant elles des sources de revenus supplémentaires avec la création de nouveaux marchés : marché monétaire, marché des capitaux, des changes, marché boursier... » Banques publiques, privées et étrangères rivalisent pour

Les banques en effervescence

Sous la pression de la concurrence étrangère, le système financier effectue un saut technologique

développer de nouveaux produits ou services - d'abord en direction des entreprises, nœud dur de l'activité bancaire. Ainsi leur proposent-elles depuis peu du leasing. Iktisat Bankasi, souvent pionnière, a été la première à lancer ce type d'opérations. Depuis, dix-neuf banques lui ont emboîté le pas, dont deux françaises, la Société générale, en partenariat avec Is Bankasi, et la BNP. « Ici le leasing a d'abord servi à combler l'absence de crédits à moyen terme », affirme François Denis, directeur général de BNP-Ak-Dresdner Bank, société commune établie en 1983 avec Akbank, du groupe Sabanci, dans laquelle est venue s'intégrer, en 1988, la Dresdner Bank, alliée allemande de longue date de la BNP.

De nouveaux horizons

D'autres horizons ont aussi été découverts, comme celui de la banque d'affaires, qui devrait vivre des missions de consultations lancées dans le cadre du programme gouvernemental de privatisation, du conseil aux investisseurs étrangers désireux de s'implanter en Turquie, de projets de fusions-acquisitions - un concept encore dans les limbes en Turquie - ou du développement de l'ingénierie financière. Beaucoup de candidats se bousculent aux portes de ce marché encore balbutiant.

Avec une forte dominante d'étrangers : c'est le cas de Turk Merchant Bank ou d'Euroturk, fondée en 1990 par les « néerlandais-franco-belges » d'Amro, d'Indosuez, de la Générale de Banque et de la Générale de Belgique. « A l'origine, c'est Etienne Davignon qui a eu l'idée de miser sur la personnalité de Yavuz Canerli, ancien gouverneur de la Banque centrale, choisi comme président de cette banque consociée européenne », explique Stanislas de Hauss, issu d'Indosuez et directeur général d'Euroturk. Objectif : devenir « la » banque d'affaires en Turquie. Un petit « Lazard » en somme, version Bosphore.

Côté services aux particuliers, les banquiers ne sont pas en panne non plus. C'est un secteur réservé pour l'instant plutôt aux banques nationales, les étrangères ne possédant pas de réseau de guichets, si l'on excepte la Banque ottomane et les désirs d'acquisition du Crédit lyonnais. Existant il y a deux ans, le crédit à la consommation (pour l'achat de véhicules ou d'appareils électroménagers) a connu une expansion vigoureuse, malgré des taux d'intérêt élevés (supérieurs à 100 %) et a atteint quelque 4 trillions de livres (environ 6 milliards de francs). Même engouement pour les cartes bancaires, qui ont fait

leur apparition il y a moins de deux ans et dont le boom est d'autant plus étonnant que les Turcs ne se sont jamais familiarisés avec les autres moyens de paiement. « Le paiement des salaires par virement est rarissime, le prélèvement automatique inconnu, tout comme la domiciliation des traites. Quant au chèque, il est mal accepté et, postdaté (ce qui est normalement interdit), il sert d'instrument de crédit », déclare M. Jean de Boisgrollier, directeur général de la Banque ottomane.

Avec des territoires tout juste abordés (syndication de prêts) ou encore inexploités (crédit hypothécaire, gestion de patrimoine, change à terme, marché d'option...) la banque a des jours prometteurs devant elle en Turquie. Mais son évolution fulgurante ne lui a pas permis de régler tous ses problèmes. Les banques turques, malgré leur modernisation apparente, restent marquées par le passé. Les coûts d'exploitation y sont nettement plus élevés, selon l'OCDE, que dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce.

Le réseau, avec 6 584 guichets, est largement surdimensionné, non par rapport aux 57 millions d'habitants (pour une population équivalente, la France compte 25 000 guichets), mais au regard des revenus des Turcs. Le PNB par habitant est de 1 900 dollars, plus de dix fois inférieur à celui d'un Français. Les banques commencent à s'en rendre compte et freinent l'ouverture de nouvelles agences, quand elles n'en ferment pas. Quant aux effectifs, s'ils ne dépassent pas (162 000 salariés à fin 1990 contre 159 000 à fin 1988), leur niveau de qualification devra s'élever avec les efforts de formation menés par les banques.

Un discours moderne

Autre héritage : la qualité des prêts et des actifs bancaires. Les banques d'Etat, service public oblige, ont été amenées à financer des secteurs en difficulté et à reprendre des canards boiteux, comme cela s'est passé dans d'autres pays. Quant aux banques privées, liées à des groupes industriels, elles n'ont pas toujours fait preuve de la prudence dans leurs prêts et leurs participations. Dans un contexte de taux d'intérêt élevés (les taux de 50 % ne sont pas une exception), certaines entreprises ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes. Les autorités turques ont désormais fixé des normes plus strictes pour l'obtention de crédits, mais le passé reste à apurer.

L'ensemble des banques turques devra résoudre le problème de ce portefeuille de prêts irrécupérables,

pour se conformer aux normes de capital édictées par la Banque centrale afin d'être en ligne avec les règles internationales de solvabilité (qui imposent un certain rapport entre les fonds propres et les engagements d'une banque). « Pour atteindre ces normes, certaines banques devront ne pas distribuer de dividendes et recevoir de nouveaux capitaux », assure Rusda Saracoglu.

Coskun Ulusoy, président, au style très américain, de Ziraat Bankasi, le Crédit agricole turc et première banque d'Etat, a d'ores et déjà opté pour la première solution qui lui permettra de doubler son capital (de 2 à 4 trillions de livres turques) cette année, et a également engagé la cession de la quasi-totalité de ses quelque cent participations, « mais la banque gardera les six participations stratégiques qui font partie de ses métiers (assurance, leasing...) », et 14 % dans la Banque centrale.

Quant à Erol Sabanci, président d'Akbank, deuxième banque privée, il croit à l'essor de la Bourse pour lui procurer de nouveaux fonds propres. N'a-t-il pas introduit, avec un certain succès, 3 % d'Akbank en Bourse en juillet dernier ? Un discours moderne qui surprend dans la bouche de cet étonnant petit homme chauve, un des cinq frères du clan Sabanci, chargé du secteur financier.

Vêtu d'un simple gilet noir à boutons, qui lui donne des allures de commerçant dans son arrière-boutique, il exhibe le dernier numéro de Fortune, pour vous prouver que sa banque est autrement plus profitable que ses consœurs américaines. « Sous ses airs d'un autre âge, commente un banquier étranger, Erol est un pragmatique de la finance. A la différence de certains banquiers au look plus avant-gardiste et au discours en avance sur la réalité, ce dont il parle est déjà en œuvre chez lui. »

Car tout ne suit pas aussi vite que le souhaitent les initiateurs du changement, les « Ozal's boys ». « Les bouleversements intervenus rapidement dans la banque et la finance n'ont pas toujours permis l'adaptation des structures réglementaires environnantes », confirme l'Association de banques turques. Ainsi la prolifération des cartes de crédit et des crédits à la consommation ne s'est pas accompagnée d'une centralisation des informations, les banquiers n'ayant pas le droit d'échanger des renseignements sur leurs clients. De même, le développement du leasing se trouve-t-il entravé par les taxes, plus lourdes que celles des banques, auxquelles sont soumises les sociétés de leasing et qui renchérissent le coût de leurs ressources.

Reste qu'au-delà de la résolution de leurs problèmes et de la levée de certaines réglementations encore archaïques, le système bancaire et financier accroche sur le même obstacle que toute l'économie : l'importance du déficit public qui nourrit une inflation de quelque 70 %, génératrice de taux d'intérêt élevés empêchant le développement de crédits à moyen et long terme pourtant nécessaires au financement des projets industriels. Ce déficit public pèse aussi sur le marché des capitaux, où les titres d'Etat à faible risque et rendement élevé accaparent des fonds au détriment des entreprises industrielles d'Istanbul et des banques.

d'Istanbul, CLAIRE BLANDIN

PROFILO: une vocation internationale...

Nous l'avions depuis tous temps... en Turquie, où nous sommes à l'avant-garde de l'électroménager et de l'électronique.

Par exemple, il y a plus de 20 ans que nous produisons, à Çerkezköy (en Thrace), dans un des centres industriels les plus modernes d'Europe, une gamme complète de produits électroménagers AEG... avec qui nous sommes, depuis 1989, officiellement partenaires.

Dans l'électronique, la prise de participation récente de Thomson Consumer Electronics nous permet d'enregistrer des bonds de perfectionnement très importants dans la production des produits Telefunken et Saba.

Avec notre longue expérience dans les exportations vers l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et les U.S.A., et notre intérêt intense pour le marketing, nous pensons qu'il ne sera pas long avant de voir notre nom joindre la liste des grands, dans l'électroménager et l'électronique.

PROFILO

Profil Holding AŞ Cemal Sahir Sokak 26-28, Mecidiyeköy, 80470 Istanbul, TURQUIE Tel (90-1) 174 33 00 Fax (90-1) 167 65 12 Tlx 26171 profil

Un livre-événement :

Le Coran

Traduction annotée, source d'une étude exégétique par

Jacques Berque

La traduction de référence qui fait passer en langue française le souffle du texte original : puissante, précise, prégnante, qui s'implante dans le secret. Par le plus prestigieux des arabisants.

Prix de lancement :

Edition bilingue, reliure sous étui 530 F (1989 F après le 31 mars)

Edition bilingue, reliure en toile, Reliure pleine cuir vert antique. Tirés et reliés à la main. Emballage à l'ancienne en tissu de coton et papier doré, 2 500 F (2 000 F après le 31 mars)

Sindbad

En librairie, dans les points de distribution, chez l'éditeur 1 et 3 rue Faulstich 75018 Paris. Tél. (1) 42.56.85.83

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE 232

1492 - 1992

LA VOIX DES VICTIMES

CINQUIÈME CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE

LE CAHIER 70 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

RESPONSABLE DU SERVICE RECOUVREMENT

ASSISTANT ADMINISTRATIF

valin

Chef des Ventes "Power Generation"

845 000 LECTEURS C

le Monde

est le premier

d'information des

مكتبة الاحمد

Le Monde International

EUROCONTROL

L'organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne à Bruxelles recherche (m/f) pour son Service Central de Redevances de Route, chargé du recouvrement des redevances (de l'ordre de 2 milliards d'ECU) dues par les usagers de l'espace aérien de 15 Etats Européens

RESPONSABLE DU SERVICE RECouvreMENT

Tâches: assurer le fonctionnement courant du service du recouvrement des redevances impayées.

Formation: niveau universitaire en sciences juridiques ou économiques.

Aptitude prouvée dans le management d'une équipe et solide expérience professionnelle dans le domaine du recouvrement des créances impayées.

Age: de préférence entre 40 et 50 ans.

ASSISTANT ADMINISTRATIF

Tâches: sous l'autorité de son chef de section, assurer le recouvrement des redevances impayées auprès des usagers dont il a la charge.

Formation: titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires.

Solide expérience dans le domaine du recouvrement des créances impayées.

Age: de préférence entre 30 et 40 ans.

Les candidats pour ces postes auront une très bonne connaissance de l'une des langues de travail de l'Organisation (anglais et français) et une pratique satisfaisante de l'autre.

Ces postes offrent une rémunération valorisante à la mesure des responsabilités et l'affectation à EUROCONTROL confère le statut de fonctionnaire européen.

Les formulaires de candidature, à retourner avant le 26 juillet 1991, ainsi que des détails sur les postes ouverts peuvent être obtenus, en mentionnant la(les) référence(s) appropriée(s), auprès de EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, B-1040 Bruxelles.



INTERNATIONAL LABOUR OFFICE
United Nations specialised agency seeks for its Headquarters in Geneva, Switzerland

DIRECTOR, EMPLOYMENT AND DEVELOPMENT DEPARTMENT

The Employment and Development Department is concerned with active labour market policies, employment promotion, employment creation activities, and policies to mitigate the social costs of structural adjustment and alleviate poverty. The Department carries out programmes of international comparative research, information dissemination, direct technical advice to governments and employers' and workers' organisations and oversees employment-related ILO technical co-operation activities.

The Director of the Department should have an advanced degree in economics, knowledge of development policies and preferably specialisation in labour economics; considerable national and international experience in employment and labour market policies and programmes, both in industrialised and developing countries; a proven record of published research in this field; and demonstrated ability to marshal and manage financial and human resources to carry out such activities. An excellent knowledge of English or French and a very good working knowledge of the other language are required. A knowledge of Spanish would be an advantage. The job involves frequent travel and requires experience in dealing with senior government officials and with representatives of employers' and workers' organisations.

The position carries the D.2 grade in the UN grading structure. Salary and other conditions of employment are internationally competitive. Applications from women are encouraged.

Applications, with curriculum vitae and quoting reference DIR/EMPLOI, should be sent to Director of Personnel, ILO, CH-1211 Geneva 22, by 25 July 1991, FAX (22) 798 86 85.

Acknowledgement will only be sent to short-listed candidates.

Assoc. spécialisée en santé
recherche pour projets
dans pays en développement

MÉDECINS DE SANTÉ
PUBLIQUE
GESTIONNAIRES
ECONOMISTES

Exp. de terrain souhaitée.
Adres. CV à AIDES
8, r. St-Sabin, 75011 Paris

36 15
IM

Le service de sélection
expert en matière de recrutements

TATE+LYLE

Assistant to Managing Director in France

From our offices in Paris, Tate & Lyle France pursue an active role within modern European business. We work with the top management from a diverse range of companies - and extend this role within the management of our Group associated companies throughout Continental Europe.

Within this context, the role of Assistant to the MD plays a key function. It is a proactive role analysing market performance and identifying new areas of opportunity.

Naturally, as your role develops, it will mean greater autonomy, establishing and maintaining business contacts yet all the time working closely with the MD in all of his commercial activities.

It is a role requiring fluency in German, English and French - both written and verbal - and one where you'll need a high commercial ability, ideally holding an MBA and an agro/industrial qualification. An understanding of how different European countries work, particularly Northern and Eastern Europe, is important.

If you are prepared for the responsibility such a role commands, the rewards are there. A salary range of FF300,000-350,000 is offered - depending upon experience.

Interested applicants should apply, enclosing a full C.V. to: Monsieur C. Laur, Tate & Lyle PLC, 43 Rue de Miromesnil, 75008 Paris.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Städtische Zeitung
• BERLINGSKE TIDENDE • THE IRISH TIMES
• CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



Chef des Ventes Export "Power Generation Division"

Responsable devant le Directeur de Division de la réalisation des objectifs de vente sur le marché européen, il entretient l'enthousiasme et l'adaptation du réseau d'agents, leur apporte son soutien pour les cas complexes.

Il participe à l'évolution des produits sur le plan technique, en relation avec clients et prescripteurs ainsi qu'à l'élaboration de la politique commerciale et des plans marketing. Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau, bien rodé à la négociation dans des pays de cultures très diverses, de nationalité européenne, parfaitement trilingue français/anglais/allemand.

Ingénieur de formation, il a, à environ 32 ans, une expérience confirmée dans le domaine de l'industrie nucléaire, de la chaudronnerie ou de la construction de chaudières.

Basé à Boulogne (92) au siège du Groupe VALLOUREC, le candidat devra prévoir une grande disponibilité pour de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous référence 928 à notre Conseil

Claudine GALLEY RESSOURCES HUMAINES - 3, rue Corneille 75006 PARIS

845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres.

(IPSOS 90)

Le Monde

Cadres

VILLE DE SAINT-DENIS

recrute

DES PUBLICITAIRES

suite à des créations de

postes dans le cadre

d'ouverture d'établisse-

ments d'accueil du jeune

emploi.

Pour tous renseignements

s'adresser à

M. VOLLMEYER

Publicités

Directrice coordonnatrice

des ventes

49-33-64-28

Société recrute

MONTEUR, AIDE-MONTEUR,

CHIEF D'ÉQUIPE pour installa-

tion télécom, informatique et

vidéo-surveillance.

Prévoir R.V. au 89-24-57-57

ou env. CV à SARL CER COM,

24, r. de Sarigny 91390

Morsang-sur-Orge.

COURS DE VACANCES

PAR CORRESPONDANCE

AVEC RÉMUNÉRATION

(du C.P. à la Terminale)

Série de devoirs avec

corrections personnalisées.

Dans les matières sui-

vantes: du C.P. au CM2,

Maths et Fr.; de la 6^e à la 3^e

Fr., Maths, Langues; de la

2^e à la terminale, Fr., Maths,

Physique.

Pour tous renseignements

et inscriptions

ad. au 39-59-68-12

POUR AGENCE DE VOYAGES

COMPTABLE LINOLIE

M-temps

Machinisme + compte ainsi

C.V. + photo à AIRCOM

93, rue de Monceau

75008 PARIS

PUBLICATION

PROFESSIONNELLE

mensuelle

spécialisée dans les arts

graphiques et la publicité

recherche H/F

- 2 à 3 ans d'expérience

prof. minimum

- connaissance pointue du

milieu des photographes

et imprimeurs.

- bonne connaissance des

techniques PAO et

infographie.

- connaissance actualisée

des milieux publicitaires.

Attributions:

- suivi de ce secteur et

traitement des infos

(contacts, recherche

de sujets, rédaction).

- éventuelles commandes

de papiers aux plâtres

spécialisés et suivi

(rédaction, photos).

Merci d'adresser lettre, C.V.

et prétentions au

Groupe STRATEGIES

Service du Personnel

15 bis, rue Ernest-Renan

92130 Issy-les-Moulineaux



Taking on the role of project leader in our Development Center can bring a new dimension to your professional activities. You will already know that you possess:

- a creative approach to problems
- an experience of applying chemical engineering principles to solve practical problems, particularly in the food or related industries
- the ability to communicate with people from different background

You are therefore probably the

PROJECT LEADER COFFEE

we are seeking for our Food Development Center LINOR, situated in Orbe, Switzerland, about 20 miles north of Lausanne.

Your main activities will be:

- process as well as product development
- fulfilling development objectives
- providing technical assistance with the Nestlé group
- interacting with factories

If you have a suitable university background in chemical engineering and a good knowledge of French, please write with career details to Mr. J.T. Langer

NESTEC LTD

LINOR Food Products Development Centre CH-1350 Orbe

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes		appartements ventes		maisons individuelles		propriétés	
3^e arrdt PLEIN MARAIS Original, poutres 150 m ² 200 000 F 42-70-55-07	CLAUDE-BERNARD 2 P., 0 ^e ét., état neuf, plancher de l'époque, bois, cuisine, 42-35-17-36.	11^e arrdt 11 ^e FILLES-DU-CALVAIRE Studio impeccable, cuis. couverte, bois, w.c., poutres, BEAU VOLUME 455 000 F, 42-71-82-75.	15^e arrdt MONTMARTRE 104 m ² + 65 m ² loges, état név. 2 ch., 2 b., 2 s., 42-62-13-43	95-Val-d'Oise SANNOIS 95 PROX. Tous commerces, 8 ^e RER.	CHATEAU LIMITE La Vallée s/900 m ² , gde maison 1915 en meublé 5 P., Tous comm., 42-60-19-00.	VIROFLAY construction récente sur 1 000 m ² , gde 7/8 pos., 42-60-19-00.	MAIRIE à 12 km de PARIS en EPIREY, 100 m ² , 100 000 F avec tout mobilier, meublé.
3^e arrdt Plein Marais Plein Marais, 150 m ² , Tous comm., 42-71-81-49.	6^e arrdt GROS PLAN SUR LES STUDIOS NOUVELLE SÉRIE RUE DE LA VILLE, 100 m ² , Tous comm., 42-60-19-00.	11^e arrdt PROCHE BASTILLE Superbe imm. p. de t. 1900. Belles, asp., parties com- munes, 42-60-19-00.	15^e arrdt LA MOTTE-PROUVE Général, Pierre de taille coulée 2 P., 42-60-19-00.	95-Val-d'Oise SAINT-GERMAIN Apt 4 P., duplex 50 m ² + 14 m ² terrasse, 2 w.c., a.s.b., nixx rangé- ments, 880 000 F.	CHATEAU LIMITE La Vallée s/900 m ² , gde maison 1915 en meublé 5 P., Tous comm., 42-60-19-00.	VIROFLAY construction récente sur 1 000 m ² , gde 7/8 pos., 42-60-19-00.	MAIRIE à 12 km de PARIS en EPIREY, 100 m ² , 100 000 F avec tout mobilier, meublé.
3^e arrdt Plein Marais Plein Marais, 150 m ² , Tous comm., 42-71-81-49.	6^e arrdt GROS PLAN SUR LES STUDIOS NOUVELLE SÉRIE RUE DE LA VILLE, 100 m ² , Tous comm., 42-60-19-00.	11^e arrdt PROCHE BASTILLE Superbe imm. p. de t. 1900. Belles, asp., parties com- munes, 42-60-19-00.	15^e arrdt LA MOTTE-PROUVE Général, Pierre de taille coulée 2 P., 42-60-19-00.	95-Val-d'Oise SAINT-GERMAIN Apt 4 P., duplex 50 m ² + 14 m ² terrasse, 2 w.c., a.s.b., nixx rangé- ments, 880 000 F.	CHATEAU LIMITE La Vallée s/900 m ² , gde maison 1915 en meublé 5 P., Tous comm., 42-60-19-00.	VIROFLAY construction récente sur 1 000 m ² , gde 7/8 pos., 42-60-19-00.	MAIRIE à 12 km de PARIS en EPIREY, 100 m ² , 100 000 F avec tout mobilier, meublé.

Sélection Immobilière

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			3-4 PIÈCES		
1^{er} ARRONDISSEMENT			STUDIO			45, rue de l'Alme		
3 PIÈCES	24, rue Cambon	10 125	31 m², R.D.C.	30-34, rue Claude-Lorrain	3 070	83 m², 5 ^e étage	SAGGEL - 47-78-15-85	+ 1 343
81 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 258	Parking, cave	AGF - 49-24-45-45	+ 380	Parking	Frais de commission	3 312
8^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			5 PIÈCES, imm. neuf		
2 PIÈCES			90 m², 3 ^e étage	4, rue Fédéric-Devid	12 067	106 m², 1 ^{er} étage	MEUDON	8 300
47 m², 3 ^e étage	7, rue Laborde	5 640	Parking	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 080	parking	SAGGEL - 48-08-85-70	+ 1 200
AGF - 49-24-45-45	Frais de commission	4 013	5 PCES DUPLEX	4, rue Fédéric-Devid	19 553	Frais de commission	46-08-96-55	5 976
9^e ARRONDISSEMENT			132 m², 5-6 ^e étage	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 593	5 PIÈCES		
4 PIÈCES			Parking	Frais de commission	15 085	99 m², R.D.C.	NEUILLY	10 618
109 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudaine	9 000	17^e ARRONDISSEMENT			terrasse, 2 parkings	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 804
GCI - 40-16-28-71	Frais de commission	+ 2 025	2-3 PIÈCES			4 PIÈCES		
11^e ARRONDISSEMENT			75 m², 5 ^e étage	75, rue Laugier	8 700	95 m², 6 ^e ét.	NEUILLY	10 500
STUDIO MEUBLÉ			Parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 235	balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 600
20 m², sur jardin	HOME PLAZZA	5 500	4 PIÈCES	Frais de commission	6 284	possib. parking	Honoraires de location	7 580
HOME PLAZZA - 40-08-40-00	Frais de commission	+ 825	87 m², 5 ^e étage	19, rue Roger-Bacon	10 100	STUDIO		
2 PIÈCES MEUBLÉ			19^e ARRONDISSEMENT			45 m²	SAINT-CLOUD	2 813
50 m², sur jardin	HOME PLAZZA	8 500	2 PIÈCES			rez-de-chaussée	SAINT-CLOUD	+ 725
HOME PLAZZA - 40-21-22-23	Frais de commission	+ 1 275	54 m², 1 ^{er} étage	48 bis, rue Mouzalla	4 700	parking	AGIFRANCE - 48-02-48-68	2 813
3 PIÈCES			Parking	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 487	STUDIO		
81 m², 5 ^e étage	7, rue Pichon	7 200	4 PIÈCES	Frais de commission	3 384	41 m²	SAINT-CLOUD	3 850
parking	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 180	89 m², R.D.C.	46 bis, rue Mouzalla	7 345	rez-de-chaussée	SAGGEL - 48-08-96-55	+ 400
Frais de commission	Frais de commission	5 184	Parking	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 808	parking	Frais de commission	2 772
12^e ARRONDISSEMENT			78 - YVELINES			2 PIÈCES		
4 PIÈCES			4 PIÈCES			57 m², 5 ^e étage	NOGENT	3 800
110 m², 1 ^{er} étage	8-10, rue Jules-César	8 450	102 m², 5 ^e étage	VERSAILLES	5 100	Parking	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 410
parking, cave	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 520	Parking	Honoraires de location	3 942	Frais de commission	Frais de commission	2 808
13^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			4 PIÈCES		
2 PIÈCES			4 PIÈCES			89 m², 2 ^e étage	NOGENT	5 800
46 m², 1 ^{er} étage	67, bd Auguste-Blanqui	3 680	85 m², 2 ^e étage	VERRIÈRES-LE-BUISSON	5 854	Parking	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 877
Frais de commission	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 020	Parking	AGIFRANCE - 60-11-77-40	+ 1 294	Frais de commission	Frais de commission	4 176
14^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			2 PIÈCES		
2 PIÈCES			2 PIÈCES			52 m², 2 ^e étage	SAINT-MANDÉ	4 879
53 m², 6 ^e étage	80-84, rue de l'Abbé-Carton	6 000	47 m², R.D.C.	BOULOGNE	4 410	Parking, balcon	25-27, avenue Joffre	+ 591
parking, cave	AGF - 49-24-45-45	+ 525	Parking	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 497	3 PIÈCES		
4 PIÈCES			STUDIO			71 m², 3 ^e étage	SAINT-MANDÉ	6 349
86 m², 5 ^e étage	80-84, rue de l'Abbé-Carton	9 000	27 m², 2 ^e étage	BOULOGNE	2 335	Parking	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 877
parking, cave	AGF - 49-24-45-45	+ 859	Parking	GCI - 40-16-28-71	+ 338	4 PIÈCES		
3 PIÈCES			4 PIÈCES imm. neuf			86 m², 3 ^e étage	SAINT-MANDÉ	7 480
104 m², duplex	80-84, rue de l'Abbé-Carton	13 500	94 m², 2 ^e étage	BOULOGNE	13 000	Parking, balcon	7, rue Feys	+ 686
9-10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 045	Balcon 16 m²	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 266	4 PIÈCES		
parking, cave	Frais de commission	9 607	5 PIÈCES imm. neuf			87 m², 4 ^e étage	SAINT-MANDÉ	6 845
4 PIÈCES			179 m², duplex	BOULOGNE	28 000	2 parkings	LOC INTER - 47-45-16-09	+ 1 039
102 m², duplex	80-84, rue de l'Abbé-Carton	13 750	4-5 ^e étage	33-37, rue Pasteur	+ 1 440	4 PIÈCES		
9-10 ^e étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 022	terrasse 75 m²	SOLVEG - 40-67-06-99	1 952	84 m², 7 ^e étage	VINCENNES	7 270
parking, cave	Frais de commission	8 824	2 PIÈCES			2 parkings	LOC INTER - 47-45-15-84	+ 870
15^e ARRONDISSEMENT			82 m², 4 ^e étage	COURBEVOIE	4 200	4 PIÈCES		
STUDIO			Parking	La Défense	+ 1 041	81 m², 3 ^e étage	VINCENNES	5 885
20 m², 5 ^e étage	125 ter, rue Blomet	3 000	78 - YVELINES			2 parkings, balcon	LOC INTER - 47-45-15-71	+ 800
GCI - 40-16-28-70	Frais de commission	+ 425	2 PIÈCES			4 PIÈCES		
2/3 PIÈCES			81, galerie des Dames	AGF	3 024	4 PIÈCES		
79 m², 6 ^e étage	9, rue Edmond-Roger	6 400	78 - YVELINES			4 PIÈCES		
SAGGEL - 47-42-44-44	Frais de commission	+ 1 788	78 - YVELINES			4 PIÈCES		
Frais de commission	Frais de commission	4 608	78 - YVELINES			4 PIÈCES		

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 46-62-73-43

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RESIDENCES NOTEFICHES
HOME PLAZZA

CIGIMO
GROUPE GTF

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

LOC INTER
Transactions Tel. : 47-45-19-97

PHENIX
GESTION
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

La crise informatique provoque des regroupements

IBM investit dans Wang

IBM, premier constructeur mondial d'ordinateurs, a conclu, le 18 juin, un accord avec Wang, autre constructeur d'ordinateurs américain, pour un investissement pouvant atteindre 600 millions de francs (environ). Dans un premier temps, IBM achèterait pour 25 millions de dollars d'obligations convertibles Wang, 75 millions de dollars pouvant être apportés ultérieurement.

Aux termes de l'accord, Wang devrait aussi commercialiser certains ordinateurs fabriqués par IBM. Et celui-ci serait particulièrement intéressé par le système graphique mis au point par Wang. Ce fabricant

connaît d'importantes difficultés financières. Pendant son exercice fiscal 1990, il a perdu 716 millions de dollars, soit 29 % de son chiffre d'affaires.

Si IBM a, ces dernières années, procédé à de nombreuses acquisitions de sociétés de logiciels, il s'était jusqu'alors essentiellement développé par croissance interne dans le domaine du matériel. Cet accord avec Wang ainsi que l'annonce, le 8 juin dernier, de négociations en vue d'échanges technologiques avec Apple pourraient être les premiers indices d'une inflexion dans la stratégie du numéro un mondial.

Le suédois Proventus détient 20,6 % du BHV

La firme d'investissement suédoise Proventus a porté sa participation de 18 % à 20,6 % dans le capital du BHV (Bazar de l'Hôtel de Ville), dont l'actionnaire majoritaire est les Nouvelles Galeries (50,04 %).

Conformément à la réglementation boursière lors du passage des 20 %, Proventus a déclaré ses intentions pour l'avenir.

Précisant qu'il agissait seul, cet investisseur a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de prendre le contrôle du BHV, mais pourrait modifier sa stratégie si les conditions du marché changeaient. Il envisage également d'acquiescer d'autres actions, le Trésor l'ayant autorisé à aller jusqu'à 33 %.

Après la promesse d'indemnisation

Les clients de Tuffier renoncent à leur manifestation mais restent vigilants

Trois cars de CRS, les renseignements généraux, une grosse centaine d'épargnants : tout était prêt pour la manifestation organisée, mardi 18 juin sur la place de la Bourse, à l'appel de l'Association pour la défense des intérêts des clients de Tuffier, Ravier, Py (ADIC-TRP). Pourtant, les pancartes et autres colliers sont restés dans les cars et la rue Vivienne n'a pas résonné des slogans soigneusement élaborés, comme « Bourse de Paris sans garantie, place de Paris à l'agonie », ou encore « Epargne sans protection, retraite en perdition ».

L'organisatrice de la manifestation et présidente de l'ADIC-TRP, M^{me} Colette Neuville, s'est contentée de lire, sous une pluie battante, la lettre de M. Pierre Bérégovoy, reçue le matin même annonçant le remboursement prochain et intégral des clients de Tuffier (le Monde du 19 juin).

Dans cette lettre, le ministre de l'économie et des finances annonce à la présidente de l'ADIC-TRP : « Un accord a été enfin conclu entre le reprenneur de l'ex-société de Bourse Tuffier, le fonds de garantie, la Société des Bourses françaises et les Banques populaires, qui règle toutes les difficultés qui avaient jusqu'ici empêché l'indemnisation de la clientèle de la société Tuffier. [...] Cet accord prévoit le déblocage des comptes titres de la Cegespar et d'Atlas Finance ». M. Bérégovoy salue les efforts consentis par les différentes parties, et notamment les Banques populaires. Et de conclure : « Les créances régulières

produites et vérifiées seront indemnisées en totalité [...] Cette majoration de l'indemnisation compense l'attente excessive subie par les épargnants par suite des nombreuses difficultés qu'a entraînées le dépôt de bilan de la société Tuffier ».

Les 5 800 clients devaient recevoir dans les jours qui viennent une lettre les informant des modalités exactes de l'indemnisation. Cet accord a pu être obtenu en levant l'obstacle que représentaient les suspens, ces fameuses opérations boursières non dénouées (le Monde du 14 juin). Ils sont pris en charge par moi-même par les reprenneurs et par moi-même par le fonds de garantie. Toutefois, nombre de clients demeurent sceptiques, se plaignant d'avoir eu à plusieurs reprises des assurances d'indemnisation rapide, fussent-elles ministérielles. Ils attendent maintenant d'avoir leur chèque en main pour crier victoire.

■ Divergences à propos de la réorganisation de Colonia. — Fidelity Investment, société d'investissement britannique, a protesté publiquement, mardi 18 juin, contre la réorganisation de Colonia, la filiale d'assurance allemande du groupe Victoire. Lundi 24 juin, l'assemblée générale des actionnaires de Colonia se prononcera sur la transformation de cette dernière en holding et sur une révision des statuts qui autoriseront une diversification dans d'autres secteurs que l'assurance. Estimant que cette ouverture « s'est toujours avérée désastreuse pour les assureurs », Fidelity (8 % du capital de Colonia) entend protester au nom du droit des minoritaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ALBERTVILLE 92
FOURNISSEUR
OFFICIEL

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 14 juin 1991 sous la présidence de M. Jacques Merceron-Vicat, a approuvé les comptes de l'exercice 1990, qui se traduisent par un bénéfice net de 271 millions pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards. Le chiffre d'affaires et le résultat consolidés atteignent respectivement 4,9 milliards et 400,5 millions. La capacité d'autofinancement consolidée s'élève à 695 millions.

Le dividende net a été fixé à 5 F, soit avoir fiscal compris, un revenu brut de 7,5 F par action d'un nominal de 25 F. Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} août.

NEW-YORK, 18 juin ↓

Accès de faiblesse

La Bourse de Wall Street est repartie en baisse mardi 18 juin après une ouverture ferme. Les investisseurs ayant favorablement réagi aux dernières statistiques économiques avant d'abandonner le marché à la suite d'une hausse des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 2 986,8, en baisse de 7,15 points, soit un repli de 0,24 %.

Le département américain du commerce a annoncé que les mises en chantier de logements ont progressé de 0,1 % en mai aux Etats-Unis, après une hausse de 8,2 % en avril. De plus, le président de la Réserve fédérale (Fed), M. Alan Greenspan, a déclaré devant le Congrès qu'il estime que l'économie américaine devrait toucher le fond de la récession durant le trimestre en cours, faisant ainsi écho aux prévisions des experts. Ces deux déclarations ont provoqué la remontée des taux d'intérêt à long terme, qui avaient reculé en début de séance, entraînant la reprise passagère de Wall Street.

VALEURS	Cours de 17 juin	Cours du 18 juin
Alcoa	86 7/8	86 1/2
AT&T	37 3/8	37 3/4
Boeing	104 1/2	104 1/2
Chem. Manhattan Bank	18 3/4	19 7/8
Du Pont de Nemours	48	48 1/2
Eastman	41 3/8	40 3/4
Exxon	57 1/2	57 1/8
Ford	37	37
General Electric	74 5/8	74 5/8
General Motors	43 3/4	43 1/2
Goodyear	34	34
IBM	89 1/2	89 1/8
ITT	58 7/8	58 3/8
McDermott	64	64 1/2
Philips	57 7/8	57 1/2
Schlumberger	61 1/8	60 3/4
Union Carbide	102 3/4	102 1/4
U.S. Steel	20 3/4	21
Westinghouse	29 1/4	29 1/8
Xerox Corp.	53 1/2	54

LONDRES, 18 juin ↓

Repli

Les valeurs ont clôturé en repli mardi 18 juin au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 8 points, soit 0,3 % à 2 516 points. Le volume des échanges s'est gonflé à 573,7 millions de titres contre 280,2 millions lundi en clôture.

La tendance a été affectée par l'élargissement du déficit budgétaire, la baisse de la production manufacturière et l'actualité faiblesse de la livre qui ne permettrait pas une détente des taux. Après une baisse de l'indice de plus de 14 points, les pertes ont été réduites en fin de séance avec l'ouverture en hausse de Wall Street.

LONDRES, 18 juin ↓

Repli

La Société générale de Belgique (SGB) cible sa part dans la Compagnie maritime belge. — Le premier holding belge a annoncé le 18 juin la vente de son 49,5 % dans la Compagnie maritime belge (CMB), principal armateur du pays, à Alamo-Exmar, autre holding belge, pour 9 milliards de francs belges (environ 1,5 milliard de francs français). Conformément à la stratégie de désinvestissement annoncée par la SGB et par Suez, sa maison mère française, cette somme servira à réduire son endettement. Alamo-Exmar détient des participations dans la finance (45 % de son activité), les transports (38 %), la construction et la réparation navale. La CMB a enregistré en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 51 milliards de francs (contre 44 en 1989) et un bénéfice consolidé de 941 millions de francs, en baisse de 60 %.

■ Wagons-Lits veut accélérer le redressement d'Europcar. — Europcar (détenu à 50/50 par la Compagnie internationale des wagons-lits et par Volkswagen) vient de nommer à la présidence M. Freddy Delis, actuellement président de Burger King, mais surtout ancien directeur général adjoint de la division internationale (entre 1987 et 1990) de Hertz, où il a fait presque toute sa carrière. La nomination d'un spécialiste reconnu de la location de voitures complétera le renouvellement des dirigeants d'Europcar dans les différents pays et traduit la volonté des Wagons-Lits de redresser l'entreprise plutôt que de la céder.

■ Digital Equipment pourrait supprimer jusqu'à 10 000 emplois. — Le deuxième constructeur d'ordinateurs américains, Digital Equipment, pourrait supprimer 9 000 à 10 000 emplois, soit environ 9 % de ses effectifs actuels, si la demande ne se redresse pas au cours des prochains mois. Cette nouvelle vague de suppressions d'emplois débitera à partir de juillet 1991 et sera modulée en fonction des résultats de Digital. Elle fait suite au plan de restructuration qui avait déjà débouché sur le départ d'environ 10 000 personnes de Digital depuis janvier 1990.

■ La société de service informatique Axime empiète sur les services de Ségis, firme spécialisée dans la monétique, avec SIB et Sodilog, envisageant pour son exercice clos le 30 juin prochain une perte. Le

PARIS, 19 juin ↓

Poursuite de la dégradation

La Bourse de Paris a, de nouveau, accusé le coup mercredi. En très net repli de 0,76 %, dès le début des échanges, les valeurs françaises n'ont cessé de s'affaiblir au fil des transactions. En fin de journée, le recul de l'indice CAC 40 dépassait 1 %. En début d'après-midi, la tendance contrastait de « s'écrouler » (-1,56 %). Plus tard dans la journée, l'indicateur de la place parisienne ne faisait pas meilleure figure et abandonnait 1,48 %.

Si les baisses précédentes étaient imputables, en partie, aux rumeurs concernant la démission de Pierre Bérégovoy, la mise au point, effectuée au micro d'Europe 1, y a mis un terme. « Je suis le tuteur des marchés financiers et à cet égard, je considère que tout ce qui peut les troubler pour des raisons politiques médiocres doit être écarté », a déclaré le ministre. La poursuite du mouvement baissier est surtout due au pessimisme des intervenants. Le manque de visibilité sur les taux d'intérêt dans le monde n'est pas la cause exclusive des baisses. La Bourse de Tokyo, ainsi, a accusé un vil recul de 2,8 %. Aux Etats-Unis, la hausse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans a aussi pesé sur la tendance baissière. Tout comme en Allemagne, où les taux étaient orientés à la hausse.

Du côté des valeurs, l'absence de perspectives sur les taux pesait sur le secteur bancaire. Ainsi, Compagnie bancaire et CCF étaient au nombre des plus fortes baisses. Five-Like, après avoir abandonné plus de 6 % le mardi, continuait de baisser, perdant plus de 3 % à la mi-séance.

TOKYO, 19 juin ↓

Forte baisse

La Bourse de Tokyo a enregistré une vive baisse mercredi et l'indice Nikkei a clôturé sur un recul de 688,72 points (2,79 %) à 23 996,75, revenant à son niveau des premiers jours de février dernier. Le chiffre élevé de la croissance japonaise (+2,7 % au premier trimestre) publié mardi a provoqué l'effet de perspective d'une baisse du taux d'escompte de la Banque du Japon. Le mouvement s'est ensuite amplifié sous l'effet de ventes arbitraires et d'opérations spéculatives. Le montant des transactions a représenté 140 millions de titres, enclenchés à midi, contre 120 millions à 280 millions pour toute la journée de mardi.

VALEURS	Cours du 18 juin	Cours du 19 juin
Alcoa	1 220	1 180
Boeing	1 050	1 030
Chem. Manhattan Bank	1 450	1 420
Du Pont de Nemours	2 720	2 670
Eastman	1 480	1 450
Exxon	1 680	1 650
Ford	720	700
General Electric	6 210	6 080
General Motors	1 520	1 500

FAITS ET RÉSULTATS

■ La Société générale de Belgique (SGB) cible sa part dans la Compagnie maritime belge. — Le premier holding belge a annoncé le 18 juin la vente de son 49,5 % dans la Compagnie maritime belge (CMB), principal armateur du pays, à Alamo-Exmar, autre holding belge, pour 9 milliards de francs belges (environ 1,5 milliard de francs français). Conformément à la stratégie de désinvestissement annoncée par la SGB et par Suez, sa maison mère française, cette somme servira à réduire son endettement. Alamo-Exmar détient des participations dans la finance (45 % de son activité), les transports (38 %), la construction et la réparation navale. La CMB a enregistré en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 51 milliards de francs (contre 44 en 1989) et un bénéfice consolidé de 941 millions de francs, en baisse de 60 %.

■ Wagons-Lits veut accélérer le redressement d'Europcar. — Europcar (détenu à 50/50 par la Compagnie internationale des wagons-lits et par Volkswagen) vient de nommer à la présidence M. Freddy Delis, actuellement président de Burger King, mais surtout ancien directeur général adjoint de la division internationale (entre 1987 et 1990) de Hertz, où il a fait presque toute sa carrière. La nomination d'un spécialiste reconnu de la location de voitures complétera le renouvellement des dirigeants d'Europcar dans les différents pays et traduit la volonté des Wagons-Lits de redresser l'entreprise plutôt que de la céder.

■ Digital Equipment pourrait supprimer jusqu'à 10 000 emplois. — Le deuxième constructeur d'ordinateurs américains, Digital Equipment, pourrait supprimer 9 000 à 10 000 emplois, soit environ 9 % de ses effectifs actuels, si la demande ne se redresse pas au cours des prochains mois. Cette nouvelle vague de suppressions d'emplois débitera à partir de juillet 1991 et sera modulée en fonction des résultats de Digital. Elle fait suite au plan de restructuration qui avait déjà débouché sur le départ d'environ 10 000 personnes de Digital depuis janvier 1990.

■ La société de service informatique Axime empiète sur les services de Ségis, firme spécialisée dans la monétique, avec SIB et Sodilog, envisageant pour son exercice clos le 30 juin prochain une perte. Le

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3840	3800	DA	331	330
Amatel Assemblée	258	254	Idemare	142 10	141
B.A.C.	125	120 10	Imagich. Roubaix	845	850
Bouy	819	820	LP.B.M.	102	102
Bouy (ex)	350	350	Loca Immo.	255	254
Bouy (ex)	212	212	Locamie	76 50	75 90
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1040	1039	Meca Comar	125 70	125 50
Calson	402	400 50	Mokar	187	185 10
Cedif	652	652	Presbourg	85	85
C.E.G.E.P.	165	165	Publ. Filippucci	375	375
C.F.P.I.	275	267	Rozel	614	616
CALIM	942	935	Rhone-Alp. Eau (ex)	313	301
Codocor	280	280	St-H. Médigan	170	185
Conforam	1133	1135	Select Invest (ex)	101	100
Crédit	240	240	Serico	415	...
Dauphin	355	400	S.M.T. Group	130	...
Delmas	1134	...	Soye	280	276
Demichy Wonne Co.	501	...	Thomson H. (ex)	228	227
Dewinter	1050	1050	Thomson H. (ex)	280	280
Dewinter	340	350	Unilog	214 10	215
Dellon	130	125 50	Val et Co.	95	97
Edison Belland	220	211 20	Y. St-Louis Group	742	731
Europ. Propriété	300	290			
Finacor	128	132			
Frankopole	140	137 50			
GFF (group. J.L.)	280	282 10			
Grand Livr.	355	355			
Gravograph	218	...			
Grande Océan	753	755			
Grande Océan	840	...			
I.C.C.	240	239			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 juin 1991

Nombre de contrats : 183 036

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	184,48	184,68	184,36
Précédent	184,96	185,08	185,46

Options sur notionnel

Volume : 8 074		(MATF)	
COURS	Jun	Juillet	Août
Dernier _____	1 843	1 832	1 842
Précédent _____	1 847,50	1 836,50	1 876

CAC 40 A TERME

Volume : 8 074		(MATH)	
COURS	Jun	Juillet	Août
Dernier _____	1 943	1 932	1 942
Précédent _____	1 947,50	1 936,50	1 976

CHANGES

Dollar : 6,1520 F =

Le dollar faiblissait mercredi 19 juin. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 6,1520 F contre 6,1680 F la veille à la cotation officielle. Les banques centrales étaient toujours absentes du marché, et les opérateurs attendaient de savoir si une réunion du groupe des Sept allait se tenir prochainement.

FRANCFORT	18 juin	19 juin
Dollar (en DM)	1,18156	1,18107
TOKYO	18 juin	19 juin
Dollar (en yen)	141,86	141,18

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (19 juin) : 9 349,7 %
New-York (18 juin) : 5 111,6 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-90)	17 juin	18 juin
Valeurs françaises	119,20	118,60
Valeurs étrangères	119,40	121
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	491,96	483,15
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 844,85	1 836,63

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	6,1785	6,1720	+ 206	+ 216	+ 415	+ 1060
\$ can.	5,3985	5,4022	+ 55	+ 68	+ 126	+ 291
Yen (100)	4,3747	4,3789	+ 74	+ 83	+ 148	+ 466
DM	3,4001	3,4019	+ 24	+ 38	+ 45	+ 96
Florin	3,0174	3,0188	+ 15	+ 23	+ 29	+ 67
FB (100)	16,5019	16,5130	+ 90	+ 150	+ 200	+ 450
RS	3,9504	3,9529	+ 56	+ 70	+ 110	+ 130
L (1 000)	4,5696	4,5720	+ 30	+ 30	+ 65	+ 281
£	9,5333	9,5419	+ 157	+ 129	+ 246	+ 534

TAUX DES EUROMONNAIES

	5 J		1 M		3 M		6 M		12 M	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	5 3/8	5 7/8	7 1/16	6 1/16	6	6 1/8	6 5/16	6 1/16	7 1/8	7 1/8
DM	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 1/2	8 7/8	8 1/2	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8
Florin	8 3/4	9 1/4	9	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
FB (100)	8 3/4	9 1/4	9	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
RS	8 3/4	9 1/4	9	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
L (1 000)	10 1/4	10 3/4	11	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
£	11 11/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16	12 3/16
France	9 7/8	10	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 19 juin
Jean-Claude Decaux,
PDG Société Decaux.

Jeudi 20 juin
Jean-Pierre Morier,
gérant de Dragoco.
« Le Monde Affaires » du 21 juin
publie une enquête sur l'industrie
du parfum.

BOURSE DU 19 JUIN

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

18/6

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	Franchise
Obligations			C.I.M.	961	988	Migros	750	750	Etrangers			A.A.A.	1047 82	1022 07	Facile	851 83	831 05	831 05	Proton	6010 88	6010 88	6010 88	
Emp. Etat B. 1977-78	124 80	0 84	C.I.T.R.A.M. (R)	2300	...	Mil. Deploy.	574	574	Alcan Inc. Stock	320	...	Proton	29 48	29 48	29 48	Proton	10620 61	10620 61	10620 61	Proton	10620 61	10620 61	10620 61
Emp. Etat B. 1978-79	100 30	0 12	Colgate	258	...	Mors	119	117	Agropar	765 84	763 01	Proton	11440 64	11271 87	11271 87	Proton	100 31	100 31	100 31	Proton	100 31	100 31	100 31
10.00% 7/8-83	102 35	8 18	Colgate	375	389 30	Navigation (P)	205	208	Amelco	785 84	786 38	Proton	4078 47	4088 05	4088 05	Proton	27012 51	27012 51	27012 51	Proton	27012 51	27012 51	27012 51
Emp. Etat B. 1983-84	105 60	0 00	Compagnie	540	550	Optel	310	305	Amelco	1215 84	1216 84	Proton	1272 19	1272 19	1272 19	Proton	1028 48	1028 48	1028 48	Proton	1028 48	1028 48	1028 48
Emp. Etat B. 1984-85	102 35	8 40	Compagnie	4500	...	Optel	282	...	Amelco	1104 27	1104 27	Proton	1454 54	1454 54	1454 54	Proton	132 48	132 48	132 48	Proton	132 48	132 48	132 48
10.00% 8/8-87	103 98	2 72	Compagnie	425	425	Optel	1100	1087	Amelco	372	363	Proton	1064 54	1064 54	1064 54	Proton	930 38	930 38	930 38	Proton	930 38	930 38	930 38
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	788	785	Optel	1125	1087	Amelco	1401 37	1380 55	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	5308 48	5308 48	5308 48	Proton	5308 48	5308 48	5308 48
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87	104 30	0 60	Compagnie	37	37	Optel	1125	1087	Amelco	1670 88	1638 25	Proton	1274 34	1274 34	1274 34	Proton	1141 53	1141 53	1141 53	Proton	1141 53	1141 53	1141 53
10.00% 8/8-87																							

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

INSTITUT

Une lettre du chancelier Bonnefous

Nous avons reçu de M. Edouard Bonnefous, chancelier de l'Institut de France, la lettre suivante après la publication, dans le Monde du 14 juin, de notre article relatif à l'inculpation de quatre anciens membres du personnel de l'Institut.

1. - A deux reprises, il y est indiqué que M. Frédéric Gérard a la qualité d'ancien conseiller technique auprès du chancelier de l'Institut de France, M. Edouard Bonnefous. Cette information est inexacte. Conformément aux termes de l'article 7 du règlement sur la comptabilité des fondations et de l'administration financière de l'Institut de France, le conseil technique (et non pas le conseiller technique) est nommé par la commission administrative centrale et relève directement de son président et de ses secrétaires perpétuels. La charge de conseil

technique s'exerce auprès de l'Institut et des académies et non pas auprès du chancelier dont les fonctions sont définies aux termes de l'article 12 du règlement général de l'Institut de France.

2. - M. Frédéric Gérard a donné sa démission du conseil technique en juin 1990.

3. - L'Institut de France dispose actuellement d'un patrimoine mobilier et immobilier qui a progressé de 50 % entre 1980 et 1990.

4. - Sur l'opportunité des réformes évoquées par votre article, seules la commission centrale administrative et l'assemblée sont compétentes pour en approuver ou non le principe et les modalités.

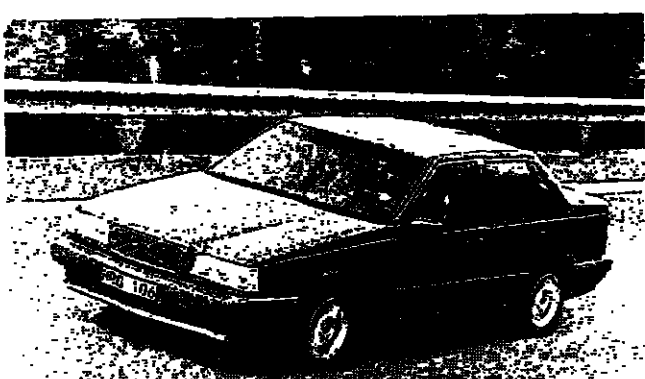
Ces précisions sont essentielles.

[M. Bonnefous joue sur les mots. M. Gérard n'était pas son conseiller technique, mais c'est grâce à lui que ce « conseil technique » a pu prospérer au sein de l'Institut. M. Gérard a, en effet, donné sa démission en juin 1990, mais il a fortement été incité à le faire. Ce n'est pas la diminution du patrimoine de l'Institut qui a été épinglée par le Conseil des comptes mais la manière pour le moins aventureuse dont certaines transactions ont été menées. Enfin, dès le 14 juin, la commission administrative centrale s'est réunie et a statué à l'unanimité « qu'il y a un réexamen d'ensemble des statuts juridiques, administratifs et financiers de l'Institut de France afin d'établir l'équilibre qui puisse se reproduire les irrégularités de gestion dénoncées ». - E. de R.]

o L'Académie des sciences morales et politiques rend hommage à M. Bonnefous. - Dans un communiqué publié lundi 17 juin, l'Académie des sciences morales et politiques, se disant « indignée par les attaques publiées récemment dans certains journaux contre l'Institut de France et contre son chancelier, M. Edouard Bonnefous », rend hommage à la « grande œuvre de rénovation de l'Institut de France, à la recherche littéraire et scientifique, à la sauvegarde de ses domaines » qu'il a accomplie et « tient à l'assurer de sa grande estime et de sa pleine confiance ».

AUTOMOBILE

La dernière Volvo « pure laine »...



STOCKHOLM

de notre correspondant

Présentée à Göteborg par la direction du groupe Volvo avec le faste qui entoure les présentations attendues, la 850 GLT, version super de la nouvelle série des 800, appelée à remplacer celle des 200, ne pouvait pourtant voir le jour dans des conditions plus critiques. En pleine crise de l'industrie automobile internationale et intérieure, il fallait croire que comme à des jours meilleurs pour braver ainsi la conjoncture, Volvo y croit et pense s'être donné des atouts pour réussir le lancement de sa nouvelle génération.

Avec cinq ans d'études et de mise au point et 16 milliards de couronnes (15 milliards de francs) de coût de développement et d'investissement, c'est l'un des plus grands projets industriels de l'histoire de la Suède (comparable à celui de l'avion de chasse et d'interception de SAAB, le JAS-39 Gripen, toujours à l'état de prototype). Autant qu'il soit vendable. Cette voiture doit remplir le créneau entre la petite 460 fabriquée aux Pays-Bas et la 940, le haut de gamme de Volvo, sorti récemment (le Monde du 30 août 1990).

De l'extérieur, la 850 ressemble beaucoup à la 940, capot plongeant et croupe haute arrondie, mais ce qui cache la carrosserie fait toute la différence : une traction avant sur ce type de berline de gros gabarit - grande nouveauté chez le fabricant suédois - ce qui devrait lui assurer une bonne stabilité, appréciable notamment

FRANÇOISE NIÉTO

CARNET DU Monde

Naissances

- Jeanne et Stéphane HILD ont l'immense joie d'accueillir

Alexandre, né le 16 juin 1991, à Juvy-sur-Orge, 60, Grande-Rue, 91260 Juvy-sur-Orge.

- Paule et Maurice NIVAT sont très heureux d'annoncer la naissance de deux nouvelles petites-filles,

Alice NIVAT-HÉNOQUE, le 16 mars 1991 chez

Dominique et Marie-Pierre, Caroline MOULINIER,

le 14 juin 1991 chez Catherine et Pascal,

26, rue du Pôitou, 94350 Chevilly-Lara.

Mariages

- Natacha SCHREIBER et Franck ROBINE

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré, le 1^{er} juin 1991, à Barjols (Var).

- Paris. Alger. Cambridge (Massachusetts).

Paul et Bernard MEUNIER et Nadia et Rachid AÏT-SAHALLIA

ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Sophie et Yacine, qui a été célébré à Paris le 15 juin 1991.

Décès

- M^{me} Emilie Bouchard, son épouse, M. et M^{me} Philippe Bouchard, M. et M^{me} Jacques Carcone, M. et M^{me} Alain Durier, M. et M^{me} Francis Abadie, M. et M^{me} Hubert Talabart, M. et M^{me} Alain Boulou, M^{me} Jeannine Chaurier, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Deuk, Lepesme, Jolibois, Bouchard, Renault, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Emilie BOUCHARA, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu en son domicile le 16 juin 1991 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 20 juin, à 9 h 30, en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement (68 bis, rue de Turenne, Paris-3^e).

L'inhumation aura lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.

- La direction et le personnel des Laboratoires du docteur E. Bouchard, ont la grande tristesse de faire part du décès du

docteur Emilie BOUCHARA, fondateur de la société, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu de façon subite le 16 juin 1991.

Ils s'associent, ainsi que la direction et le personnel de la société Sophartes, à la douleur de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.

- M^{me} Emilie Bouchard, son épouse, M. et M^{me} Philippe Bouchard, M. et M^{me} Jacques Carcone, M. et M^{me} Alain Durier, M. et M^{me} Francis Abadie, M. et M^{me} Hubert Talabart, M. et M^{me} Alain Boulou, M^{me} Jeannine Chaurier, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Deuk, Lepesme, Jolibois, Bouchard, Renault, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Emilie BOUCHARA, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu de façon subite le 16 juin 1991.

Ils s'associent, ainsi que la direction et le personnel de la société Sophartes, à la douleur de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.

- M^{me} Emilie Bouchard, son épouse, M. et M^{me} Philippe Bouchard, M. et M^{me} Jacques Carcone, M. et M^{me} Alain Durier, M. et M^{me} Francis Abadie, M. et M^{me} Hubert Talabart, M. et M^{me} Alain Boulou, M^{me} Jeannine Chaurier, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Deuk, Lepesme, Jolibois, Bouchard, Renault, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Emilie BOUCHARA, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu de façon subite le 16 juin 1991.

Ils s'associent, ainsi que la direction et le personnel de la société Sophartes, à la douleur de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Parc-Royal, 75003 Paris.

- M. Gérard Boulnois, M^{me} Edith Philippe, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Christiane BOULNOIS, née Schor, survenu le 14 juin 1991 à son domicile.

Les obsèques ont lieu ce jour au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

- M^{me} Emile Salen, sa mère, Marie-Joëlle et Jacques Vigny, Elisabeth et Jacques Taillardat, Les docteurs Pierre et Odile Bourlard, Dominique et René de Gaudemar, Cécile et Jean-Luc Bui, ses enfants,

Et ses quatre petits-enfants, Les docteurs Jean-Maurice et Yvette Salen, son frère et sa belle-sœur, Claudine, Emmanuel, Sylvie et Luc Salen, ses neveux et nièces, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M^{me} Claude BOURLARD, née Jacqueline Salen.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Saint-Vincent-de-Mercuze (Isère), le vendredi 14 juin 1991.

- M^{me} Annette Buquet, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 13 juin 1991, de

M. Léon BUQUET, professeur émérite à l'université Paris-6, croix de guerre 1939-1945,

Les obsèques auront lieu à Courbevoie-sur-Mer (Calvados),

20, rue Jean-Ciraudoux, 75116 Paris.

- Les personnels du département et du laboratoire d'informatique de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami,

Michel GUIVARCH, maître de conférences,

survenu le 18 juin 1991, à Lyon.

- Lucie Masbrenier, sa sœur, Les familles Blondet, Boniface, Chardon, Decroix et Lhuier, ont la tristesse de faire part du décès de

Cécile MASBRENIER, survenu le 18 juin 1991 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e, le vendredi 21 juin, à 10 h 30. L'inhumation se fera au cimetière sud de Melun (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

80, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

- M^{me} Jacques Mouradian, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques MOURADIAN, haut-commissaire de la France d'outre-mer, inspecteur général de l'administration (e.r.), commandeur de la Légion d'honneur,

le 14 juin 1991 à Paris, dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation a eu lieu à Melleroy (Loiret) le 17 juin, dans l'intimité familiale.

Une cérémonie sera célébrée le mardi 25 juin, à 11 heures, en l'église apostolique arménienne, 13, rue Jean-Gougeon, Paris-8^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de la Terrasse, 75017 Paris.

- M^{me} Claude Rabaud, son épouse, M^{me} Roland Dautheville-Guibal, Le docteur et M^{me} Paul Rabaud, M. et M^{me} Bertrand Du Pasquier, ses enfants,

Daniel et Fabienne, Jean-Paul et Marie-Hélène, Anne-Marie, Marc et Fabienne, Philippe et Minh-Tâm, Francis, Sophie, Mériadine, Andine, Sylvain, Florian et Albain, ses petits-enfants,

Philippe, Armand, Guillaume, Emmanuelle, Suzanne, Amélie, Jean-Michel et Noël, ses arrière-petits-enfants,

M^{me} Jeanne Rabaud, M^{me} Michel Rabaud et sa famille, M^{me} Jean Vignal et sa famille,

Les familles Rabaud, Burgelin, Engelbert et Gravier, ont la tristesse de faire part du décès, le 15 juin 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Claude RABAUD, ancien élève de l'Ecole polytechnique, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

« C'est dans le calme et la confiance que sera votre force » Ecrite XXX, v. 15.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au temple de Cloussat.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cloussat, 26270 Loriot.

- La famille Raulet, La famille Dadou, La famille Mourgues, La famille Gawaewitch, ont la douleur de faire part du décès de

Léa RAULET, née Nahmias, ancienne déportée à Auschwitz,

survenu à Marseille le 17 juin 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- Le Syndicat national des journalistes CGT, L'Organisation internationale des journalistes, Tous ses nombreux confrères et amis, restent fidèles à la mémoire de

Jean-Maurice HERMANN, décédé le 16 juin 1988.

Ils associent à son souvenir celui de son épouse,

Marie-Claire,

qui l'a rejoint, en décembre 1990, au cimetière de Chouzy-sur-Cluse (Loiret-Cher).

- Il y a un an,

Jean MOURGUES nous quittait.

Cultivons son souvenir vivant.

Sa compagne Marie Giletta.

- Le 20 juin 1988,

François TOUTAIN disparaissait.

Nous pensons à lui.

Communications diverses

- L'auteur de *Louise*, Maurice Desmoulin, a reçu à Paris, mardi 11 juin 1991, les insignes de docteur honoris causa en lettres humaines de l'Université d'Etat de Louisiane. Il lui ont été remis par M. Cecil G. Taylor, chancelier émérite de cette université, à l'ambassade des Etats-Unis, en l'hôtel de Talleyrand.

Soutenances de thèses

- Ecole des hautes études en sciences sociales, le vendredi 21 juin 1991, à 14 h 30, salle 7, 105, boulevard Raspail, 75006 Paris, M. Philippe Orléano : « Les représentations sociales des liquides du corps humain. Introduction à une psychologie sociale de l'incarnation ».

- Palais universitaire de Strasbourg, le samedi 22 juin 1991, à 14 heures, salle Fustel-de-Coulanges, Jean-Marie Matagne soutiendra publiquement sa thèse de doctorat d'Etat de philosophie sur le thème : « Le pouvoir et la puissance ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 19 juin 1991 :

DES DÉCRETS

- N° 91-562 du 13 juin 1991 portant création des instituts d'études politiques de Lille et de Rennes et complétant le décret n° 89-901 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques ;

- Du 18 juin 1991 portant dissolution du conseil municipal de Dax (Landes) et de Sotteville-sur-Mer (Seine-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-part.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5545

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

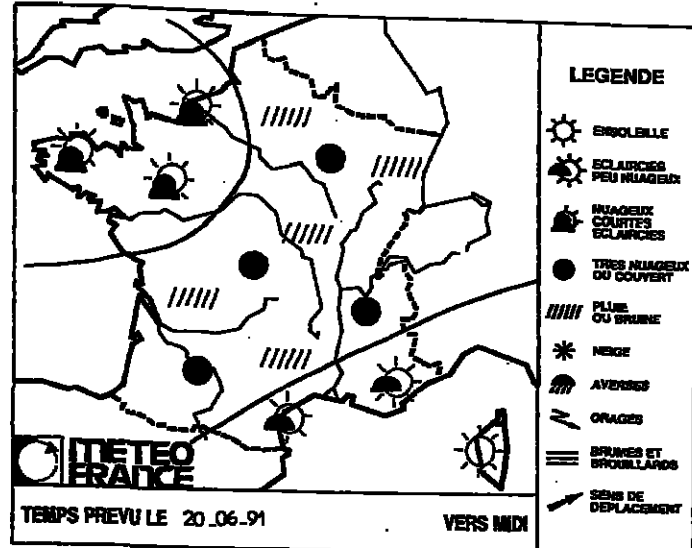
I. Peuvent nous valoir les faveurs du patron. - II. Le plat du jour. - III. On fonce quand on en a. Pour faire la peau. - IV. Invite à être discret. Encore plus petit quand on le multiplie par trois. - V. Pas évaporée. - VI. Quand on casse la graine. - VII. Quand le capitaine se comporte en pirate. - VIII. Fagons d'agrir. Esprit. En Suisse. - IX. Est employé comme solvant. - X. Préposition. Apparu. - XI. Les gens qui descendent y passant.

VERTICALEMENT

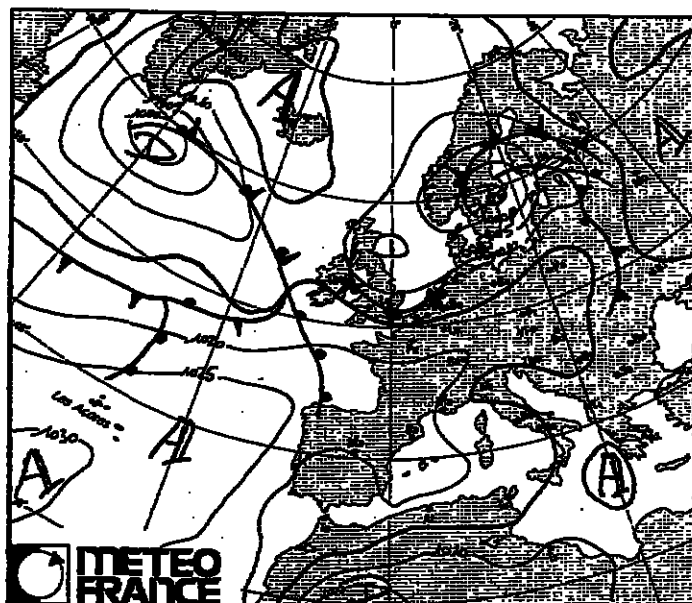
I. Effigie. - II. Naïve. Ris. - III. Grée. Cils. - IV. Ras. Aigle. - V. Automne. - VI. Ida. Père. - VII. Se. Tom. - VIII. Gousche. - IX. Evail. Ris. - X. Alevins. - XI. Risé. Usé.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 20 juin 1991
Temps pluvieux



SITUATION LE 19 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi 21 juin : perturbé au nord, plus chaud au sud. Les régions situées au nord du Pô, du Centre et de la Franche-Comté se réveilleront sous un ciel couvert, accompagné de petites pluies du Nord aux Ardennes, à la Lorraine et à l'Alsace. Cependant la Bretagne et la Basse-Normandie connaîtront dès le matin un ciel mitigé avec alternance de passages nuageux et d'éclaircies, ce temps instable gagnant au cours de la journée les régions situées au cours de la ligne La Rochelle-Bourges-Nancy. Des averses pourront toucher les régions proches des côtes de la Manche.

Les vents de sud-ouest souffleront jusqu'à 45 km/h en Bretagne et sur les côtes de la Manche.

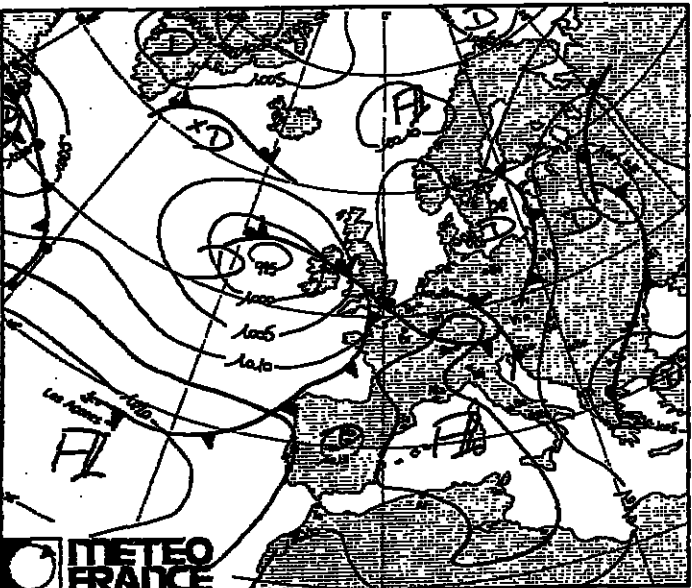
Plus au sud, quelques éclaircies pourront percer la couche nuageuse

dans l'après-midi, du Poitou-Charentes au Limousin à l'Auvergne, à la Bourgogne, à la Franche-Comté et à l'Alsace. Au sud de ces régions, il fera beau mais la nuit pourra se couvrir en soirée sur les Pyrénées.

Les températures minimales resteront fraîches, de 9 degrés à 12 degrés sur la moitié nord, d'est en ouest, de 10 degrés à 11 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest, 14 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales, stationnaires près des côtes de la Manche, seront en hausse sur le reste du pays, 21 degrés en Ile-de-France, 22 degrés à 25 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest, 26 degrés à 27 degrés sur Midi-Pyrénées et près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 19-6-91											
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-6-1991 à 18 heures TU et le 20-6-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	22	11	D	TOULOUSE	19	8	D	LUXEMBOURG	16	8	F
BARCELONE	17	10	D	TOURNAI	17	9	C	MADRID	26	10	D
BORDAUX	19	9	N	PORT-SAINT-LOUIS	22	24	D	MARSEILLE	31	13	D
BRETAGNE	17	9	P								
BURUNDI	15	9	P								
CADIX	18	9	C								
CHERBOURG	16	10	N								
CLEMONT-FERRAND	18	9	N								
COCOT	18	8	N								
COGNAC	18	8	D								
DIJON	16	7	C								
LYON	16	7	C								
MARSEILLE	22	12	D								
NANCY	16	8	C								
NANTES	17	8	C								
NIJMEGHE	17	8	C								
PARIS-MONTMARTRE	17	8	C								
PERPIGNAN	23	14	D								
RENNES	17	7	N								
STRASBOURG	17	7	N								

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

Jours sans, jours avec

QUE serait devenue la télévision sans le cinéma ? Que serait-elle sans ces séries où, enfin, comme un bonhomme hanté, le regard s'attache à l'ordinaire des feuilletons de confection ou des jeux à tout-va.

On dit que la télévision menace le cinéma. C'est probable. Elle le vampirise et, artistiquement, l'appauvrit. Mais ce qui est sûr aussi c'est que le cinéma finira par sauver la télévision de sa médiocrité créatrice.

Et le nombre de chaînes ne fait rien à l'affaire. Au contraire. Plus elles sont nombreuses et plus elles s'imitent. Plus elles s'imitent

et plus elles visent bas, au casino de l'audience. Les soirées de télévision n'en finissent plus de commencer. Au point que certains jours, il faut attendre l'heure normale du coucher pour voir quelque chose, enfin, d'intéressant.

Le genre ne fait rien à l'affaire, ni les goûts. Certaines émissions de variétés sont bonnes. D'autres n'ont rien de plus que des débats dramatiques, certains débats peuvent être de vrais rendez-vous. D'autres à fuir au grand galop. Certains films sont la garantie d'une bonne soirée. D'autres, la majorité, de véritables renseignements rediffusés à pleins bras.

Le tragique n'est pas dans cette situation, somme toute normale,

de sautes de qualité. Mais dans la conjonction certains jours de toutes les médiocrités aux heures ouvrables. Un peu comme si les chaînes, dans une sorte de complaisance, décidaient, les jours sans, de désespérer définitivement la population. Ou comme si les programmeurs passaient, à l'occasion, une sainte alliance pour vider les fonds de tiroirs.

Par comparaison, mardi soir, jour de cinéma, fut plutôt un jour avec. Quatre films, sans parler de deux téléfilms, autour de 20 h 30-21 h, et l'embaras du choix. On pouvait laisser la Légion sauter sur Kolwezi et la 5, sans excessif remords. On pouvait s'épargner la *Poursuite employée*

ble, sur TF 1, puisque elle revient régulièrement à l'antenne. On pouvait différer la vision de *Working Girl*, une solide comédie américaine. Canal Plus offre des sessions de rattrapage. Resterait sur l'A2 Camille Claudel-Aden, toute à ses tourments et à sa folie créatrice, celle dont son frère, Paul, dit un jour qu'elle était « un mystère en pleine lumière ». Le film, assurément, perdait à la télévision. Il n'empêche. Il y gagnait aussi l'avantage de montrer partout et à tous que le cinéma reste capable de ce que la télévision n'ose plus guère : la création précisée.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 19 juin

- TF 1**
- 20.45 Variétés : *Sacré soirée*.
 - 22.45 Documentaire : *Crimes et passions*. De Mireille Dumas. 3. Le Droit Chemin.
 - 23.55 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.20 Au trot.
- A 2**
- 20.45 Feuilleton : *Les Grandes Familles*. (3^e partie, rediff.).
 - 22.15 Téléfilm : *La Bien-Aimée*.
 - 23.35 Journal et Météo.
 - 23.50 Série : *L'Homme à la valise*. (1^{er} épisode, rediff.).
- FR 3**
- 20.45 Magazine : *La Marche du siècle*. Banquiers Blues. Invités : Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire ; Pierre Cardo, maire de Châteaufort-les-Vignes ; Didier Laperrière, sociologue.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.40 Magazine : *Fait pas rêver*. Mexique : Tarahumara, le peuple rebelle ; URSS : Un 1^{er} mai à Leningrad ; France : Médiocrités sonnées.
 - 23.40 Magazine : *Minuit en France*. Rives accordées (l'Orchestre des jeunes de la Méditerranée).
 - 0.35 Magazine : *Musicales*.

- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : *Invasion Los Angeles*. ■■ Film américain de John Carpenter (1988). Avec Roddy Piper, Keith David, Meg Foster.
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Sport : *Boxe*. Réunion au Cirque d'hiver.
 - 0.35 Cinéma : *Les Voies*. ■■ Film américain de John G. Avildsen (1981). Avec John Belushi, Dan Aykroyd, Kathryn Walker (v.o.).
 - 2.10 Série : *Nick Mancuso*, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
- 20.50 Histoires vraies. Justice en France. La justice passe. 2. Le procès.
 - 22.15 Débat : *Les Médias et la Justice*. Invité : Henri Nallet, garde des sceaux.
 - 0.00 Journal de la nuit.
 - 0.10 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : *Le Grand Déballage*.
 - 22.15 Téléfilm : *Trou de mémoire*.
 - 23.50 Six minutes d'informations.
 - 23.55 Magazine : *Dazibao*.
 - 0.00 Sexy clip.
 - 2.00 Rediffusions.

- LA SEPT**
- 21.05 Documentaire : *Petit Bonheur*.
 - 22.05 Documentaire : *Première Lune*.
 - 22.50 Cinéma : *Le Temps de vivre*, le Temps de mourir. ■■ Film tchèque de Hou Hsiao-hsien (1988).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire ta langue. Dialogues de médiocrités.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entretien avec Alain Tanner, cinéaste.
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Cause toujours, tu m'intéresses.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda. Rock père et fils.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 14 juin au Grand Auditorium) : Aux heures de la nouvelle lune, de Rostropovitch ; Symphonie n° 1, de Lourié ; Concerto pour violon et orchestre, de Rostropovitch, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Roman Kachuk ; sol : Tatiana Gritchenko, violon.
 - 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct du CIM à Paris.

Jeudi 20 juin

- TF 1**
- 14.30 Série : *Côte Ouest* (rediff.).
 - 15.25 Feuilleton : *Orages d'été*, avis de tempête (rediff.).
 - 16.20 Club Dorothea.
 - 17.25 Série : *Chips* (rediff.).
 - 18.15 Jeu : *Une famille en or*.
 - 18.45 Feuilleton : *Santa Barbara*.
 - 19.15 Jeu : *La Roue de la fortune*.
 - 19.50 Divertissement : *Le Bébé Show* (et à 23.35).
 - 19.55 Tirage du Tao-O-Tac.
 - 20.00 Journal, Tiercé, Loto sportif, Météo et Tapis vert.
 - 20.50 Feuilleton : *La Vengeance aux deux visages*. De Karen Arthur, avec Rebecca Gilling, James Fyfe (3^e épisode, rediff.).
 - 22.35 Magazine : *Ex Libris*. De Patrick Poivre d'Arvor. Vies privées. Invités : Hervé Bazin (l'Ecole des parents) ; Jean Chalon (Chère George Sand) ; Pierre-Jean Remy (l'Aune Education sentimentale) ; Yvan Audouard (Lettres de mon pigeon) ; Rufus (Oscar Tango).
 - 23.40 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.30 Série : *Histoires de voyous*.
 - 16.10 Série : *Le Coeur au ventre*.
 - 17.04 Magazine : *Giga*. De Jean-François Bouquet. Un toit pour dix : Quel de neuf docteur ? Reportages.
 - 18.15 Jeu : *Des chiffres et des lettres*. Animé par Laurent Cabrol.
 - 18.35 Série : *Alif* (rediff.).
 - 19.05 Série : *Mac Gyver* (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 INC.
 - 20.45 Magazine : *Envoyé spécial*. Présenté par Bernard Benveniste, de New-York. Le retour des GI, d'Agnes Poirier et Didier Dahan ; New-York-Babylone, de Fernando Arrabal et Pierre Moschikowitch ; New-York : les armes parlent, de Bruno Albin.
 - 22.05 Téléfilm : *La Mafia rouge*. De Michel Sibra, avec Fanny Bastien, Jacques Perrin.
 - 23.40 Journal et Météo.
 - 0.00 Documentaire : *La Culture en chantiers*. 6. L'Homme de théâtre. De Jean-Louis Comolli.
 - 0.25 Série : *L'Homme à la valise* (rediff.).
- FR 3**
- 14.30 Questions au gouvernement en direct du Sénat.
 - 17.05 Série : *Durrell en Russie*. De Paul Lang. 1. De Tien-Shan à Samarkand.
 - 17.30 Amuse 3.

- 18.10 Magazine : *C'est pas juste*. Invité : François Xerxès.
 - 18.30 Jeu : *Questions pour un champion*.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : *La Classe*.
 - 20.45 Cinéma : *Baby Boom*. ■■ Film américain de Charles Shyer (1988). Avec Diane Keaton, Harold Ramis, Sam Wanmaker.
 - 22.40 Journal et Météo.
 - 23.00 Documentaire : *Portrait d'Orson Welles*. De Leslie Megahey.
 - 1.20 Musique : *Camet de notes*.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : *Jours tranquilles à Clichy*. □ Film franco-italo-allemand de Claude Chabrol (1989). Avec Andrew McCarthy, Nigel Havers, Barbara De Rossi.
 - 15.30 Jeu : *V.O.*.
 - 16.00 Cinéma : *La Voce della luna*. ■■ Film britannique de John Glen (1985). Avec Roger Moore, Tanya Roberts, Grace Jones (v.o.).
 - 18.05 Cinéma : *Je t'ai dans la peau*. ■■ Film français de Jean-Pierre Thon (1989). Avec Solweig Dammert, Philippe Clément, Hélène Surgère.
 - 2.30 Magazine : *Rapido spécial*.
- LA 5**
- 14.25 Série : *L'Inspecteur Derrick*.
 - 15.30 Série : *Soko*, brigade des stupés.
 - 16.25 Tiercé à Longchamp.
 - 16.45 Youpi ! L'école est finie.
 - 17.45 Série : *Superkid*.
 - 18.10 Série : *Mission casse-cou*.
 - 19.00 Série : *Kojak*.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Cinéma : *Angélique et le Roy*. □ Film français de Bernard Borderie (1985). Avec Michèle Mercier, Robert Hossein, Sami Frey.

- 22.40 Feuilleton : *Le Bateau*. De Wolfgang Petersen, avec Jürgen Prochnow, Herbert Grönemeyer (1^{er} épisode).
 - 23.40 Magazine : *A la cantonade*.
 - 23.55 Journal de la nuit.
 - 0.05 Demain se décide aujourd'hui.
- M 6**
- 14.05 Série : *Cagney et Lacey*.
 - 14.55 Variétés : *Blau, blanc, clip*.
 - 16.40 Jeu : *Hit hit hit* (honneurs).
 - 16.45 Jeu : *Zygomusic*.
 - 17.15 Série : *L'Homme de fer*.
 - 18.05 Série : *Mission impossible*.
 - 19.00 Série : *La Petite Maison* dans le paradis.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : *Cosby Show*.
 - 20.35 Téléfilm : *Les Rescapés de Sobibor*. De Jack Gold, avec Alan Arkin, Rutger Hauer.
 - 23.05 Téléfilm : *Séduction fatale*. D'Ellen Cabot, avec Lydie Waggoner, Linnea Quigley.
 - 0.20 Six minutes d'informations.
 - 0.25 Magazine : *Dazibao*.
 - 0.30 Magazine : *Jazz 6*.
 - 3.00 Musique : *Concert*.
- LA SEPT**
- 16.30 Documentaire : *Moplotopie*, le souffle d'Angola. De Zéé Gamba.
 - 17.30 Téléfilm : *Liberté, liberté*. De Jean-Dominique de La Rochefoucauld (2^e partie).
 - 19.00 Documentaire : *Tropiafric*. De Karol Schweswiler et Marie-Françoise.
 - 19.55 Chronique : *La Dessous des cartes* (et à 22.55).
 - 20.00 Documentaire : *Histoire parallèle*.
 - 21.00 Magazine : *Avie de tempête*. De Sylvie Jézéquel et Alain Chéry.
 - 23.00 Une leçon particulière de musique avec José Van Dam. 2. Construire un rôle.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Mina Prish, de Marie Nimier.
 - 21.30 Profils perdus. Bernard Guillemot, une bibliothèque du dedans (1^{re} partie).
 - 22.40 Les nuits magnétiques. Cause toujours, tu m'intéresses.
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Musique : Coda. Rock père et fils.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné ce jour à Prague) : Danses slaves op. 46 et op. 72, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Wolfgang Sawallisch.
 - 23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandore.

Préavis de grève du syndicat national des contrôleurs du trafic aérien pour le 24 juin

Le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA) a déposé un préavis de grève pour le lundi 24 juin. Il s'agit d'un coup de semonce pour faire avancer les négociations sur l'actualisation du protocole de 1988, qui avait fortement amélioré la condition des «aiguilleurs du ciel», en leur accordant des primes supplémentaires et l'appartenance à la catégorie A de la fonction publique.

Le SNCTA marque son mécontentement en raison des lenteurs des discussions sur les salaires et les retraites, alors que le trafic a augmenté de plus de 35 % depuis la signature du précédent protocole, en 1988. Si la grève était effective du fait de l'échec des négociations en cours, le trafic serait très perturbé, le SNCTA étant majoritaire parmi les contrôleurs aériens.

Transmis par M^e Klarsfeld à la justice américaine

Des documents établissent la participation directe de M. Corrèze à des persécutions contre les juifs

M^e Serge Klarsfeld a transmis, mardi 18 juin, aux autorités américaines des documents au sujet des activités antijuives pendant l'Occupation de M. Jacques Corrèze, chairman de la société Cosmair, l'agent commercial de L'Oréal aux États-Unis. M. Jacques Corrèze est, depuis plusieurs mois, au centre d'une polémique (le Monde des 6 et 7 juin) qui oppose M. Jean Frydman et la société L'Oréal. Propriétaire de catalogues de films, M. Frydman s'était associé à l'ancien PDG de L'Oréal, M. François Dalle, au sein d'une société, Paravision, et affirme aujourd'hui en avoir été évincé à l'instigation de M. Jacques Corrèze, ancien responsable de la Cagoule, mouvement d'extrême droite avant-guerre, dont certains membres ont

été ouvertement collaborationnistes et antisémites pendant l'Occupation.

M^e Klarsfeld a demandé au bureau des enquêtes spéciales du ministère de la Justice américain d'examiner les documents qu'il a transmis, afin d'envisager d'interdire à M. Jacques Corrèze de pénétrer sur le territoire américain, et de l'inscrire sur sa «watchlist», la liste des personnes interdites de séjour, en raison des persécutions antijuives auxquelles il se serait livré en 1941.

Ces documents, à l'en-tête du MSR, Mouvement social révolutionnaire, dirigé par Eugène Deloncle, font état de la participation personnelle de Jacques Corrèze à l'expulsion de juifs de leurs logements et de leurs magasins, comme l'appartement de l'ancien ministre juif

Georges Mandel. Au cours d'un entretien qu'il nous avait accordé à la fin du mois de mai, M. Jacques Corrèze avait prétendu ne pas avoir gardé en mémoire la participation de son mouvement à de telles exactions. «Je ne revois pas cela visuellement... Je ne crois pas», avait-il déclaré, tout en reconnaissant le caractère antisémite du MSR. «Mais entre ça et faire des saloperies contre les juifs, c'est autre chose!», s'était-il exilé.

Les documents produits aujourd'hui par M^e Klarsfeld démontrent à tout le moins que M. Jacques Corrèze, âgé de soixante-dix-neuf ans, s'est ménagé de fort commodes trous de mémoire.

Ag. L.

M. Alphonandéry (UDC) propose un «calendrier variable» pour la réalisation de l'Europe monétaire

Les députés devaient entendre, mercredi 19 juin, une déclaration du gouvernement sur les conférences intergouvernementales relatives à l'union politique et à l'union économique et monétaire européennes. Ce débat devait préciser les enjeux de la réunion du conseil européen des 28 et 29 juin à Luxembourg. Le président de la commission d'information parlementaire sur l'union économique et monétaire, M. Edmond Alphonandéry (UDC), avait décidé de profiter de cette occasion pour présenter à l'Assemblée nationale un «rapport d'étape».

«L'objectif de constitution de l'union économique et monétaire apparaît (...) comme un moyen particulièrement puissant de renforcement de la cohésion politique de la Communauté européenne et d'affirmation de son identité propre», rappelle M. Alphonandéry dans son rapport. Il y souligne également les conséquences symboliques et psychologiques qu'aura l'introduction d'une monnaie unique européenne venant en remplacement des monnaies nationales. «Les ressortissants des différents pays de la Communauté prendraient alors concrètement conscience qu'ils deviennent des citoyens européens», estime-t-il.

Pour mieux percevoir cette réalité à venir, le député centriste, mandaté par la commission des finances de l'Assemblée nationale, a procédé à de nombreuses auditions en France et à l'étranger. Il ne cache rien des obstacles qui pèsent encore sur la voie de l'union économique et monétaire mais il estime que la phase du discours laisse place à celle des réalisations concrètes et à quelques jours du sommet de Luxembourg, il souligne qu'il existe deux écueils principaux : les risques d'enlèvement et

d'écroulement. M. Alphonandéry craint l'enlèvement qui résulterait d'un retard de deux ans (1996 au lieu de 1994) de la mise en œuvre du système européen de banques centrales. En outre, les futures banques centrales européennes n'auraient pas les pouvoirs véritables institués d'émission si l'on en croit les schémas prévus par la présidence luxembourgeoise. Cette volonté de marquer le pas pour chercher un consensus à douze ferait courir à l'Europe un risque : selon lui, l'Europe monétaire se réaliserait «non pas autour de l'écu mais autour du deutschemark». «Car passe la décennie 90, explique-t-il, la réunification aura effacé le poids de l'ancienne Allemagne en Europe. N'aura-t-elle pas alors imposé de facto une zone mark dans la Communauté?»

Le risque d'écroulement n'est pas moins grand. Il résulterait notamment de la mise en place d'une Europe monétaire à plusieurs vitesses. Pour faire face à ces difficultés, le président de la commission d'information suggère que la France «prenne une initiative hardie» en proposant «une Europe monétaire à calendrier variable». Pas question de toucher à la date butoir du 1^{er} janvier 1994 pour la création de ban-

ques centrales européennes (le principe de l'indépendance de ces banques a été retenu par le rapport Delors puis confirmé par le conseil européen de Rome des 27 et 28 octobre 1990). «D'ici au 1^{er} janvier 1994 chaque pays doit être en mesure d'accomplir les réformes nécessaires pour prétendre adhérer au système européen de banques centrales».

Le député centriste relève le caractère «incertain» que cela aurait sur certains pays soucieux d'assainir leurs finances. L'Italie s'est déjà engagée dans cette voie. Pour ne laisser aucun État sur le bord de la route, tout devra être entrepris pour aider les pays qui n'auraient pu adhérer dès le 1^{er} janvier 1994 à réorganiser leurs finances publiques tout en assainissant leur économie. Cette voie a, pour M. Alphonandéry, un double mérite : celui de consacrer à l'union économique et monétaire son élan originel tout en respectant le rythme de chacun des partenaires. Mais la perspective finale est bien que tout le monde se retrouve dans la même union en espérant que l'union, l'union politique, aura marché du même pas.

PIERRE SERVANT

Mort du harpiste Pierre Jamet

Pierre Jamet, qui avait joué de la harpe dans tous les grands orchestres français, est mort lundi 17 juin dans sa maison de Garglès à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Il était né à Orléans en 1893, la même année que Lily Laskine, et avait, comme elle, consacré ses longues années d'activité à la défense de la musique française et à la pédagogie : grâce à eux deux, l'école de harpe française a acquis ses lettres de noblesse.

Pierre Jamet avait commencé par étudier le piano, puis s'était formé à la harpe chromatique Pleyel au Conservatoire de Paris, avant de s'initier à la harpe à pédales Erard, sur laquelle il créa, à la demande de Debussy, la Sonate pour flûte, alto et harpe, en 1917. Il appartenait à l'époque à l'Orchestre d'ingelbrecht aux Champs-Élysées. Il passe ensuite à l'Orchestre des Concerts Lamoureux, entame une carrière de soliste et se retrouve successivement harpe solo à l'Opéra de Paris (1936-1959) et, simultanément, aux Concerts Pasdeloup et aux Concerts Colonne. Tout

de suite après la guerre, il fonde un quintette instrumental qui portera son nom. Il est nommé professeur au Conservatoire de Paris et fonde, en 1962, l'Association internationale des harpistes et amis de la harpe. Pierre Jamet dirigeait également, à Garglès, des cours d'été, un festival, et avait institué en 1977 le concours Marie-Antoinette Canals.

A. R.

M. Lang accuse la droite de «faire des rissettes» au Front national. — En marge du conseil des ministres, mercredi 19 juin, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a évoqué le problème de l'extrême droite : «Ce qui alimente le Front national, ce sont les rissettes que multiplient en permanence un certain nombre de dirigeants de la droite française à son endroit. On peut regretter, une fois de plus, que le fonds culturel traditionnel de l'insécurité soit (...) à tout moment exploité par les dirigeants de la droite et, en particulier, par M. Chirac».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Sans voie

ILS poussent un peu, vous trouvez pas, à la SNCF? Faire la grève, encore une, jusqu'à vendredi matin, en signe de solidarité avec leurs copains de la gare Saint-Charles qui fêteront le bordel à Marseille depuis bientôt une semaine pour une histoire de panier-repas, franchement, ça ressemble à quoi?

A une sinistre farce pimentée par les arêtes de travail de la RATP sous prétexte d'améliorer la qualité du service public? Remarquez les autorismes ont des scrupules : c'est pas le moment, rapport au bac. Voyez que les candidats puissent se présenter! Ça serait quand même un coup vache. Exact. Surtout pour ceux qui prennent les trains de banlieue!

Autre motif invoqué, et alors là, ça devient grotesque, de prétendues menaces sur les retraites. Il ferait beau voir qu'une employée de bureau à la SNCF puisse se barrer à 50 balais! Comme me le disait un lecteur, on croit rêver! Parce qu'enfin, nous, dans le privé, c'est plus 37 ans et demi, c'est 42 ans qu'il va falloir bosser. On augmente nos cotisations, et nos pensions on

les diminue. Elles seront pas calculées pareil, et les majorations pour nos mômes, taminé!

Bon, d'accord, c'est obligé. N'empêche, ça commence à bien faire! Surtout quand on est pris en otage sur un quai de gare ou de métro par les privilèges du système, le système des deux poids, deux mesures. Ça qu'il ne s'explique pas, mon correspondant, c'est l'incroyable passivité des usagers. A quoi elles servent, à quoi elles pensent les associations de défense du consommateur?

Qu'est-ce qu'elles attendent pour engager une épreuve de force, puisqu'aussi bien c'est le seul langage qui passe, là, aujourd'hui. Pourquoi ne pas organiser d'énormes sit-in sur les voies de chemin de fer les jours où par miracle il y a un train qui part?

Le nombre dérisoire de leurs adhérents, tout simplement! Ils paient déjà assez de journées de travail comme ça, les gens. Alors une de plus! Et de leur fait! Ils y tiennent pas tellement. Ils ont tort, c'est pas trop cher payé pour ne plus continuer à en perdre jusqu'à la Saint-Glinglin.

Au conseil des ministres

- La lutte contre les feux de forêt
- La gestion de l'eau

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a rendu compte du conseil des ministres, tenu mercredi matin 19 juin, conseil qu'il a qualifié de «vert». Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêt, M. Philippe Marchand a indiqué que douze appareils Canadair de la nouvelle génération seront commandés. Le ministre de l'intérieur a précisé qu'aux vingt-sept mille sapeurs-pompiers s'ajoutaient des unités de la sécurité civile et des moyens militaires. M. Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et de la forêt, a insisté sur l'aménagement des espaces forestiers.

Le porte-parole du gouvernement a souligné, à propos de la communication sur la politique de l'eau faite par M. Brice Lohd, que les actions proposées par les comités et les agences des six bassins hydrographiques s'élèvent à 81 milliards de francs pour les cinq ans à venir, soit un doublement de ce qui avait été engagé au cours des cinq dernières années. Après le projet sur la refonte du régime juridique de la gestion des eaux soumis au conseil des ministres du 29 mai, les objectifs définis sont le traitement des eaux, l'amélioration de la qualité de l'eau potable, la réduction des rejets industriels, la lutte contre les pollutions d'origine agricole par le respect du principe pollueur-payeur.

M. François Dubin, ministre délégué à l'Industrie, au Commerce et à la Consommation, et le ministre de l'Environnement ont évoqué la consommation et la protection de l'environnement. M. Lang a fait état de la future création d'un label «NF Environnement» et de l'engagement d'une concertation entre professionnels et organisations de consommateurs pour réduire l'importance des déchets d'emballage, qui représentent 80 % du volume des ordures ménagères.

Les procès au Koweït
M. Jack Lang a indiqué, d'autre part, que le président de la République avait émis le souhait, à l'in-

tention de M. Roland Dumas, que «toutes les précautions soient prises pour la protection des populations irakiennes avant tout retrait éventuel des troupes alliées».

M. Dumas a aussi évoqué les procès en cours au Koweït : «La France, a-t-il dit, ne souhaite pas se mêler des affaires internes du Koweït. Néanmoins, elle suit avec attention la situation». Le ministre a rappelé les interventions de la France pour demander des mesures de grâce et obtenir que les exécutions n'aient pas lieu.

Votre plaisir grappe quand nos prix baissent, alors JE VOUS OFFRE "CARREMENT" LES MEILLEURS SOLDES DE LA MODE!

► LE DÉLIRE : la beauté et la qualité des articles, les stocks fabuleux, le chic des dessins et des coloris. ► LA MAGIE : des prix souvent dérisoires et combien de merveilleuses surprises! ► AMOUREUX : effectivement, il faut être fou de la mode, pour oser de telles performances. ► DES SPLENDIDEURS DE TISSUS. — DEPUIS 15 F LE MÈTRE!

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Coopération : «Vents de démocratie en Afrique», par M^e Edwige Avice, ministre de la coopération et du développement..... 2

Nouveau premier ministre en Jordanie
M. Taher Masri, d'origine palestinienne..... 4

La recherche de la paix en Amérique centrale..... 8

L'affaire Sarroca à Lyon
L'ancien chef de cabinet de M. Noir se dit victime d'une machination..... 9

Débat sur la défense au Sénat
M. Joxe confirme son souhait d'une loi de programmation militaire à l'automne..... 10

La crise de l'audiovisuel public
Les propositions du sénateur Chuzel..... 11

Les difficultés de la FCPE..... 12

Le traitement du sida
Réunis à Florence, les spécialistes s'interrogent sur l'efficacité de certains médicaments..... 16

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

Tableau d'honneur pour les exclus de la réussite • Le désarroi des écoles d'art • Apprentissage : la solide mécanique allemande..... 13 à 15

SECTION B

ARTS ♦ SPECTACLES

«Hello that jazz» à La Villette : «Miles Davis, l'étonnant sardonique», par Philippe Soliers • Le jour où Miles Davis voulait tuer trois Blancs, un entretien avec Francis Marmann • Milton Nascimento : la traversée des océans • La sélection cinéma, théâtre, musique, danse, arts, diques..... 17 à 28

SECTION C

Les cinq ans d'Eurêka..... 31

Les difficultés financières d'Angoulême..... 31

Le 39^e Salon du Bourget
Un entretien avec le président de Deutsche Aerospace..... 34

Supplément : Le pari de la Turquie..... 35 à 38

Services

Abonnements..... 15
Annonces classées..... 39 à 41
Automobile..... 44
Carnet..... 44
Marchés financiers..... 42-43
Météorologie..... 45
Mots croisés..... 44
Radio-Télévision..... 45

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 19 juin 1991 a été tiré à 492 037 exemplaires.

L'HISTOIRE DES SCIENCES COMME ON NE VOUS L'A JAMAIS RACONTÉE

SCIENCE & VIE vous donne rendez-vous avec l'histoire des sciences. Découvrez dans LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE les grands sujets scientifiques ayant donné lieu à de vives et parfois violentes controverses. Génies, obscurs chercheurs, opportunistes ou fous, les héros de l'histoire des sciences sont aussi des hommes avec leurs peurs et leurs grands côtés. Ce sont leurs découvertes, leurs intuitions, leurs luttes, leurs doutes, que vous raconteront LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE. Le N° 3 vous présente un savant méconnu et attachant qui révolutionna la géophysique au début du siècle en élaborant la géniale théorie de la dérive des continents.

WEGENER. LA DÉRIVE DES CONTINENTS

N° 3

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

LES GRANDES CONTROVERSES SCIENTIFIQUES
30 F. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الشارقة